

LA PLANIFICATION SOVIÉTIQUE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le 8 Mars 1939, à 14 heures

P A R

CH. BETTELHEIM

Licencié ès Lettres

Diplômé d'Etudes Supérieures de Philosophie

Président : M. PIROU, professeur.

Assesseurs { *M. LESCURE, professeur.*
M. DOLLÉANS, professeur.

PARIS

LIBRAIRIE DES SCIENCES POLITIQUES ET SOCIALES

MARCEL RIVIERE et C^{ie}

31, RUE JACOB ET 1, RUE SAINT-BENOIT

1939

LA PLANIFICATION
SOVIÉTIQUE



Digitized by the Internet Archive
in 2026

LA PLANIFICATION SOVIÉTIQUE

THÈSE POUR LE DOCTORAT

présentée et soutenue le 8 Mars 1939, à 14 heures

P A R

CH. BETTELHEIM

Licencié ès Lettres

Diplômé d'Etudes Supérieures de Philosophie

Président : M. PIROU, professeur.

Assesseurs { *M. LESCURE, professeur.*
 { *M. DOLLÉANS, professeur.*

PARIS

LIBRAIRIE DES SCIENCES POLITIQUES ET SOCIALES

MARCEL RIVIERE et C^{ie}

31, RUE JACOB ET 1, RUE SAINT-BENOIT

1939

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.



INTRODUCTION

Depuis dix ans, les dirigeants soviétiques essaient de soumettre la vie économique de leur pays à un plan. Au cours de ces dix années, l'économie de l'U. R. S. S. a subi des transformations énormes et la théorie et la pratique de la planification se sont enrichies d'une vaste expérience ; c'est parce que cette expérience est vaste et nouvelle à la fois que nous avons voulu l'examiner, l'examiner en elle-même, dans son développement, avec ses problèmes, ses solutions, ses résultats.

Ayant fait en U. R. S. S. un séjour de plusieurs mois et ayant été chargé de mission pour l'étude de la planification soviétique par le Ministère de l'Education Nationale, notre étude a été enrichie du résultat de nos observations et du fruit de la lecture des nombreux livres et documents que nous avons consultés.

Au cours des pages qui suivent, nous avons étudié seulement les principaux aspects de la planification soviétique, en nous limitant aux grandes questions et en évitant, autant que possible, des détails souvent intéressants mais qui auraient nui à une vue d'ensemble des problèmes examinés ; nous n'avons voulu soulever aucune question théorique générale sur la « valeur » du système des plans ; notre but a été de mettre à jour le mécanisme de l'élaboration et de l'exécution des plans et notre étude des méthodes d'élaboration s'appuie essentiellement sur les écrits des économistes soviétiques, dont nous avons, le mieux que nous

avons pu, conservé la terminologie et la manière de poser les problèmes.

Nous avons pensé qu'une étude de la planification soviétique serait tout à fait incomplète sans une étude de ses racines historiques, de ses causes, de ses cadres, de ses limites et de ses résultats ; c'est pourquoi notre étude comprend les VII chapitres suivants :

I) Les causes des plans quinquennaux et les caractères de la période qui les a précédés.

II) Les cadres de la planification soviétique.

III) Les plans et les méthodes d'élaboration.

IV) L'exécution des plans. — Le contrôle de l'exécution. — Les modifications au plan.

V) Quelques questions spéciales (les prix — les salaires — le commerce extérieur).

VI) Les limites de la planification soviétique.

VII) Les plans et les résultats.

CHAPITRE PREMIER

HISTORIQUE

SECTION I

De la Révolution d'Octobre au premier plan quinquennal.

Le 25 Octobre 1917 (7 Novembre en Europe Occidentale), le comité militaire révolutionnaire du soviet des ouvriers et des soldats de Pétrograd prend le pouvoir, ayant renversé le gouvernement provisoire de Kerensky. Le même jour, le 2^e Congrès pan-russe des soviets ouvriers, soldats et paysans décide que le pouvoir passe aux soviets. Le lendemain, alors que des comités révolutionnaires, semblables à celui de Pétrograd, prennent le pouvoir à Moscou et dans les grandes villes de Russie, le Congrès décide de la formation d'un gouvernement ouvrier et paysan portant le nom de « Conseil des Commissaires du Peuple » (Sovnarkom), sous la présidence de Vladimir Oulianov (Lénine) et composé uniquement de bolchévicks ; ces derniers avaient donc le pouvoir, ils allaient se mettre en demeure d'exécuter leur programme. Ce programme, Lénine l'avait exposé en Septembre 1917 dans la brochure intitulée « *La catastrophe imminente et les moyens de la conjurer* »(1) et dans l'article « *Les Bolchévicks conserveront-ils le pouvoir ?* »(2) ; il consistait essentiellement, au point de vue économique, dans l'instauration d'un régime de capitalisme d'Etat (nationalisation, sans mesures de confiscation, des banques, des assurances, des syndicats de production, etc.) organisé par l'« Etat prolétarien », c'est-à-dire par l'Etat soviétique et dirigé selon un plan dans un sens conforme aux intérêts de la classe ouvrière et de la grande masse de la population. Ce programme prévoyait en outre, en ce qui concerne l'industrie, l'application du contrôle ouvrier de la production et de la répartition des produits et, dans l'agriculture, la nationalisation du sol et le partage des terres entre les paysans sous le contrôle des soviets paysans. Du point de vue qui nous occupe, faisons seulement ressortir que le régime auquel Lénine voulait tout d'abord

(1) LÉNINE, *Œuvres Complètes*, tome XXI, Paris 1930, 632 p., pp. 193-236.

(2) *Ibid.*, pp. 299-346.

aboutir n'était pas un régime socialiste mais un régime de capitalisme d'Etat poussé au maximum, soumettant la vie économique à un plan. Dans la perspective, ce régime, grâce au développement de la révolution en Europe Occidentale, révolution qui, dans l'esprit de Lénine, était alors imminente, devait permettre aux bolchévicks :

- 1° De sauver le pays de la catastrophe ;
- 2° De se maintenir au pouvoir ;
- 3° De réaliser le socialisme grâce à l'appui du prolétariat européen.

Ce sont les différentes étapes de la politique économique du gouvernement soviétique, sous l'angle de la planification, que nous voulons examiner rapidement.

Notre examen suivra un ordre chronologique :

- I) Période allant de la prise du pouvoir au début de la guerre civile ;
- II) Le communisme de guerre ;
- III) La Nouvelle Politique Economique (Nep).

I) De la prise du pouvoir à la guerre civile.

La résistance armée au pouvoir soviétique ne se fit pas immédiatement sentir ; aussi, pendant une première période, qui mériterait d'être étudiée de près, le gouvernement soviétique put tenter de mettre à exécution le programme proposé par Lénine. Nous énumérerons les principaux faits qui ont marqué (du point de vue qui nous occupe) cette période :

Le 21 Novembre (8 décembre) 1917 : publication du décret sur le monopole d'Etat de la publicité.

Le 29 (16) : publication du décret sur le contrôle ouvrier.

Le 18 Décembre (5 janvier) : publication du décret sur la formation du Conseil Supérieur de l'Economie Nationale (V.S.N.Kh).

Le 28 (15) : publication des décrets sur la nationalisation des banques .

Le 19 Février (date du calendrier de l'Europe occidentale, adopté par la Russie le 7 février (25 janvier 1918) : publication de la loi sur la nationalisation du sol.

Le 16 avril : publication du décret sur les organisations de consommation (organisation des coopératives de consommateurs sous le contrôle des soviets).

Le 23 Avril : publication du décret sur le monopole du commerce extérieur (1).

(1) LÉNINE, *Saemtliche Werke*, tome XXII, Moscou 1934, VIII + 776 p., pp. 747-756.

Parallèlement à ces mesures se poursuivait l'expropriation et la nationalisation d'un grand nombre d'entreprises. Cependant, le programme du Parti, qui est en fait le programme du gouvernement, reste de se maintenir, au point de vue économique, dans le cadre du capitalisme d'Etat et même de pousser ce dernier au maximum.

Cette politique se heurte à la résistance des « communistes de gauche » qui signalent les dangers du capitalisme d'Etat; mais Lénine essaye de leur démontrer que c'est seulement en développant le capitalisme d'Etat, tout en le soumettant à l'Etat soviétique, que l'on fera naître le socialisme. Ainsi, en mars 1918, Lénine écrit : «... le capitalisme d'Etat serait un grand pas en avant par rapport à l'état de choses actuel dans notre République soviétique. Si, par exemple, en six mois, le capitalisme d'Etat pouvait être instauré chez nous, ce serait un grand succès et la plus sûre garantie qu'en un an le socialisme se renforcera définitivement chez nous et deviendra invincible. » (1).

Pourquoi Lénine conserve-t-il une telle position, alors que les événements sembleraient devoir le pousser à aller plus loin ? Parce qu'il pense que, étant donné le niveau culturel du prolétariat russe, les capitalistes sauront momentanément mieux gérer leurs entreprises que les ouvriers. Ainsi, aux ouvriers qui viennent lui demander que leur usine soit nationalisée afin de la gérer eux-mêmes, il répond : « Vous voulez que votre usine soit confisquée ? Bien, les formules des décrets sont là, nous allons les signer tout de suite. Mais, dites, avez-vous appris à prendre en main la production, avez-vous calculé ce que vous produisez, connaissez-vous la liaison entre votre production et le marché russe et international ? » (2).

Lénine montre, par ailleurs, que les choses vont au mieux là où les ouvriers réalisent ce « capitalisme d'Etat », chez les ouvriers du cuir, du textile, de l'industrie du sucre, du tabac. « Les ouvriers du textile, du tabac, du cuir n'ont pas peur du « capitalisme d'Etat »..., ils ne craignent pas « d'apprendre auprès des organisateurs des trusts ». Ces ouvriers, dans les institutions dirigeantes centrales, comme par exemple l'« Office Central du textile », siègent à côté des capitalistes, apprennent auprès d'eux, organisent des trusts, organisent le « capitalisme d'Etat » qui, sous le pouvoir des Soviets, est l'antichambre du socialisme, la condition d'une victoire durable du socialisme » (3).

(1) *Ibid.* Citation extraite de « Sur l'enfantillage de « gauche » et l'esprit petit-bourgeois », p. 597.

(2) *Ibid.* Citation extraite du rapport de LÉNINE à la séance du comité central exécutif pan-russe, p. 553.

(3) LÉNINE, *Sur l'enfantillage de « gauche »*..., p. op. cit., 605.

Ce « capitalisme d'Etat », sous la dictature du prolétariat, ne peut mener au socialisme que si le contrôle ouvrier devient une réalité. Le décret du 29 novembre en prévoyait les modalités concrètes, mais l'application pratique restait en arrière, aussi, en avril 1918, Lénine écrivait-il encore : « Tant que le contrôle ouvrier n'est pas devenu une réalité... on ne peut pas faire le second pas vers le socialisme, c'est-à-dire vers le réglage de la production par les travailleurs. » (1)

Ainsi, le gouvernement soviétique poursuit la voie que Lénine a indiquée dans ses articles d'avant Octobre : mesures d'organisation tendant à réaliser le capitalisme d'Etat sous la dictature du prolétariat, contrôle de l'activité économique par les ouvriers.

A la même époque, Lénine indique la nécessité de procéder immédiatement à un travail de planification ; il écrit en avril 1918 que le « Conseil Supérieur de l'Economie doit charger tout de suite l'Académie des Sciences, qui a commencé l'étude et la recherche des forces productives naturelles de Russie, de former une série de commissions de praticiens en vue d'élaborer le plus vite possible un plan de réorganisation de l'industrie et de développement économique de la Russie. » (2)

Ainsi, dès avril 1918, nous nous trouvons devant une organisation sociale et économique dont les grandes lignes reproduisent l'organisation que Lénine avait préconisée dans « *La catastrophe imminente et les moyens de la conjurer* » ; les banques sont nationalisées, les coopératives de consommation sont réunies en un bloc, les syndicats industriels sont soumis à des organes centraux (glavki ou administrations principales) eux-mêmes représentés au V. S. N. Kh., le contrôle ouvrier est organisé, du moins théoriquement, etc. ; pourtant, l'industrie est presque au point mort, la vie économique semble s'arrêter. Que se passe-t-il ? Il est difficile de répondre, cette période n'ayant pas duré assez longtemps pour révéler soit la viabilité de l'organisation qui venait d'être créée, soit, au contraire, ses défauts profonds ; nous pensons que cette situation catastrophique, cet arrêt de la vie économique, était simplement le résultat de la contradiction profonde qui caractérise cette période : les ouvriers sont maîtres du pouvoir politique, les capitalistes restent maîtres du pouvoir économique. De cette situation ne pouvaient naître que des heurts violents : les patrons n'acceptaient pas que les ouvriers s'occupas-

(1) LÉNINE, *Les prochaines tâches du pouvoir des Soviets*, in tome XXII des *Saemtliche Werke*, pp. 493-534, citation p. 510.

(2) LÉNINE, *Projet d'un plan de travaux scientifiques et techniques*, *Ibid*, pp. 489-490, citation p. 489.

sent de leurs affaires, comme le contrôle ouvrier leur en donnait le droit et préféraient liquider leurs entreprises; « ils organisèrent la fuite de leurs capitaux à l'étranger » et « envoyèrent des subsides aux armées blanches »(1). Les ouvriers, de leur côté, maîtres du pouvoir politique, acceptaient difficilement d'être commandés par des capitalistes privés de tout droit politique et « excédés par la contradiction entre leur position de classe dominante dans l'Etat et le maintien des capitalistes à la tête des entreprises (ils) chassèrent leurs patrons...»(1). Nous pensons donc que ce régime n'était pas viable parce qu'il voulait concilier le capitalisme d'Etat comme forme économique et la dictature du prolétariat comme forme politique et que cette conciliation ne peut pas se réaliser.

En résumé, cette période est caractérisée par l'aggravation de la crise et par une série de mesures devant permettre, pour plus tard, de diriger la vie économique selon un plan ; mais le régime n'a pas duré, les foyers de guerre civile qui s'allumaient partout, qui s'étendaient et prenaient de l'ampleur, l'intervention des Etats capitalistes, la situation à l'intérieur, etc., poussèrent le gouvernement soviétique à abandonner sa première politique et à en suivre une autre, on entra dans la période du communisme de guerre.

II) *Le communisme de guerre.*

Au point de vue des changements de structure, cette période est caractérisée par la nationalisation complète de la grande industrie, par la substitution au simple contrôle ouvrier de la gestion ouvrière, par l'interdiction du commerce et son remplacement par le système de l'appropriation directe de la production par l'Etat et de la répartition par lui des produits, etc..

Si la période précédente est marquée par un grand nombre de mesures d'organisation destinées à jeter les bases d'une planification à venir, la période du communisme de guerre connaît les premières tentatives de soumission de la vie économique de la République des Soviets à un plan.

D'une façon générale, on peut dire avec Mezlauc : « La guerre civile détourna toutes les forces et l'attention du pays sur la victoire contre la résistance armée de l'ennemi de classe appuyé sur l'intervention étrangère. La planification, à ce moment là, prit le caractère d'un plan de mobilisation et surtout d'un plan de répartition ». (2)

(1) L. LAURAT, *L'économie soviétique*, Paris 1931, 252 p., p. 28.

(2) V. MEZLAUK, *Le plan bolchevique*, in n° 3 de 1936, pp. 24-35, p. 28 de *Planovoe Khoziaistvo*, que nous désignerons désormais par les lettres P.K.

Trotsky, parlant de cette époque, écrit : « Les objectifs économiques du pouvoir des Soviets se réduisent principalement à soutenir les industries de guerre et à tirer parti des maigres réserves existantes pour combattre et sauver de la famine la population des villes. Le communisme de guerre était au fond une réglementation de la consommation dans une forteresse assiégée » (1).

Cette période est de la plus grande importance pour l'histoire de la planification soviétique. Ainsi, d'une part, c'est le 22 mai 1920 que paraissent l'ordonnance n° 1041 prescrivant un plan de cinq ans pour la réparation des locomotives et l'ordonnance n° 1157 relative à la réparation des wagons. D'autre part, c'est pendant le communisme de guerre qu'ont été prises les principales décisions relatives à la planification de la vie économique de l'U. R. S. S. et dont les effets se font encore sentir maintenant. Ces décisions sont les suivantes :

1° Les résolutions de la 2° session des Conseils de l'Economie nationale, session qui s'est tenue pendant la deuxième moitié de décembre 1918, alors que le territoire de la République soviétique était considérablement diminué et privé de ses principales bases de matières premières et de céréales : bassin du Donetz, Oural, Région de Bakou, Ukraine, Caucase du Nord, Sibérie, etc.. Parmi ces résolutions, il faut citer :

a) Celle relative à la création d'organes économiques locaux et de divisions économiques territoriales(2) ;

b) Celle relative à l'élaboration d'un *plan économique unique* pour 1919, plan qui ne fut d'ailleurs pas élaboré (3) ;

c) Celle relative à l'organisation de la responsabilité individuelle des dirigeants de l'industrie (4).

2° Les résolutions du IX° Congrès du P. C. R. qui s'est tenu en mars-avril 1920, en un moment où, d'une part, la guerre civile était relativement apaisée, à la suite de la défaite de Denikine et de Koltschak (ce qui permettait d'accorder une plus grande attention aux tâches économiques) et où, d'autre part, le niveau de la production était extraordinairement bas. Parmi ces décisions, une des plus importantes et qui devait avoir de grandes conséquences pour l'avenir de la planification, est celle relative à « un

(1) L. TROTSKY, *La Révolution trahie*, Paris 1937, 346 p., p. 103.

(2) LÉNINE, *Ausgewählte Werke*, tome 8, Moscou 1935, XI + 492 p., p. 443 et p. 447.

(3) *Ibid.*, p. 442.

(4) *Ibid.*, p. 443.

plan économique unique pour la prochaine période » (1).

Ce plan, proposé par le Comité central, était composé de deux parties. Dans la première étaient fixées des tâches importantes se conditionnant les unes les autres :

a) en première ligne, le développement du système des transports, le ravitaillement en céréales, en combustibles et en matières premières et la formation de stocks de ces produits ;

b) la construction de machines pour les transports, pour l'obtention de combustibles, de matières premières et de céréales ;

c) la construction accélérée de machines destinées à produire des articles de grande consommation ;

d) l'augmentation de la production d'articles de grande consommation.

La deuxième partie du plan prévoyait l'utilisation à grande échelle de la force électrique et projetait le développement de l'électrification du pays (2).

Bien que ce plan n'ait jamais été appliqué, il a une grande importance parce qu'il a servi de base au travail de la Commission d'Etat pour l'Electrification de la Russie (Goelro), travail dont devait sortir le plan d'électrification ratifié par le VIII^e Congrès des Soviets.

3^e Les résolutions du VIII^e Congrès des Soviets, qui s'est tenu du 22 au 29 décembre 1920, c'est-à-dire alors que la guerre civile et que la guerre avec la Pologne étaient terminées, mais où on ne savait pas encore si cette « pause » allait être de courte ou de longue durée ; néanmoins, on considérait déjà que les tâches principales allaient être les tâches économiques. Les résolutions essentielles du VIII^e Congrès sont :

a) La décision d'autoriser les capitalistes étrangers à prendre des concessions en Union soviétique. Lénine accordait une grande importance à la question des concessions qu'il considérait comme étant « dans une certaine mesure » du capitalisme d'Etat(3). Ces concessions devaient permettre au pays de progresser au point de vue technique. Le 23 novembre 1920, le Sovnarkom avait déjà promulgué un décret autorisant les concessions.

b) L'adoption du projet de loi « Sur les mesures en vue de fortifier l'économie paysanne », projet qui prévoyait que « la pré-

(1) En février 1920, le Comité Exécutif Central pan-russe des Soviets avait déjà recommandé au Conseil Supérieur de l'Economie Nationale et au Commissariat de l'Agriculture d'élaborer un plan de développement de l'économie nationale sur la base de l'électrification de tout le pays. C'est à ce moment que fut créé le Goelro qui commença ses travaux le 21 février 1920.

(2) Pour le détail de ce plan, voir Lénine, *Ausgewahlte Werke*, tome 8, op. cit., pp. 446-449.

(3) *Ibid.*, p. 455.

paration et la réalisation de la campagne agricole de 1921 se feraient selon un plan unique et sous une direction unique »(1); ce qui n'a d'ailleurs eu lieu que dans une faible mesure.

c) *L'adoption du plan d'électrification élaboré par le Goelro*, plan qui prit, par la suite, le nom de « *plan de reconstruction* » et qui, effectivement réalisé dans ses grandes lignes, a été à la base du Premier plan quinquennal. Lénine accordait une importance énorme à ce plan (2).

d) La concentration entre les mains du Conseil du Travail et de la Défense (S. T. O.), sorte de Commissariat du peuple, de la direction de toute la vie économique.

On voit que la période du communisme de guerre est caractérisée par un intense travail d'organisation économique et de planification; seulement, tout ce travail est resté en l'air parce que la production continua à baisser à un point tel que Trotsky peut écrire : « la ruine des forces productives dépassa tout ce que connaissait l'histoire. » (3)

Cette ruine avait pour cause l'action conjuguée de la guerre civile et de l'intervention étrangère et était due aussi à une méthode de direction et de planification de l'économie basée sur des données en nature (l'emploi de numéraire ayant pratiquement disparu avec l'interdiction du commerce et son remplacement par la distribution planifiée des produits par l'Etat), alors qu'existaient des millions d'exploitations paysannes habituées au commerce; ainsi, l'utilisation d'une telle méthode se révélait désastreuse. Pourtant, le Parti ne s'en aperçut pas tout de suite et de programme du P. C., adopté par son VIII^e Congrès en 1919, disait : « Dans le domaine de la répartition, le pouvoir des Soviets persévère inflexiblement dans la substitution au commerce d'une répartition des produits organisée à l'échelle nationale sur un plan d'ensemble. » (4) Mais la famine, le mécontentement de plus en plus grand des ouvriers et des paysans obligèrent les gouvernants à constater que cette voie conduisait à la catastrophe, qu'il fallait rétablir le commerce en vue de faire la « soudure » entre l'industrie collectivisée et l'agriculture individuelle. C'est ce qui fut fait dès le début de 1921; ainsi finissait la période du communisme de guerre et s'ouvrait celle de la Nep.

III) *La Nep.*

Nous verrons plus loin les résultats que le Parti croyait pouvoir atteindre grâce à la Nep et ceux qui ont été effectivement

(1) *Ibid.*, p. 461.

(2) *Ibid.*, p. 457.

(3) L. TROTSKY, *op. cit.*, p., 34.

(4) *Ibid.*, p. 33.

atteints. Pour le moment, nous nous contenterons d'indiquer rapidement les caractéristiques de la Nep, au point de vue de sa structure économique, au point de vue politique et au point de vue de la planification.

Tout d'abord, en ce qui concerne la structure économique, la Nep est caractérisée par le rétablissement de la liberté du commerce, le développement du marché, le retour au calcul monétaire, l'abandon des mesures de réquisition et leur remplacement par l'impôt en nature, la tolérance à l'égard de la petite et moyenne industrie privée (1) alors que la « grande industrie, les transports, le commerce extérieur, le crédit à une grande échelle... » (2) restaient aux mains de l'Etat.

Au point de vue politique, la période de la Nep est caractérisée, à l'extérieur, par la stabilisation des relations avec les Etats capitalistes, à l'intérieur, par le relâchement de l'enthousiasme et des mœurs révolutionnaires, ce qui permet aux fonctionnaires du Parti et du gouvernement de se débarrasser graduellement de la dictature des masses et de s'ériger eux-mêmes en caste bureaucratique. Cette évolution trouve son reflet dans la lutte entre la droite (Boukharine, Rykov, etc.) et le centre (principalement Staline), d'une part, et la gauche du Parti (Trotsky, puis Zinoviev et Kamenev), de l'autre; cette dernière qui représentait une certaine tendance anti-bureaucratique a été finalement vaincue.

Enfin, au point de vue de la planification, la Nep est marquée par un ralentissement des efforts *pratiques* faits en vue de soumettre l'ensemble de l'économie nationale à un plan unique. En effet, « toute l'organisation tendait à communiquer l'esprit commercial au secteur socialisé pour triompher du secteur non socialisé. Dans le secteur socialisé on revenait donc aux principes de la reconstitution des capitaux et de la production des bénéfices. Les entreprises gouvernementales avaient dans ce but le pouvoir de décider indépendamment de leur place et de leur sort

(1) Voici les principaux décrets qui ont marqué le début de cette période : décret du 21 mars 1921 instituant l'impôt en nature sur les produits agricoles ; décrets du 29 mars et du 24 mai 1921 qui autorisent les paysans à disposer librement de leur récolte après règlement de l'impôt et à s'adresser au marché ; décret du 19 juillet 1921 qui rend libre l'exercice du commerce intérieur qui n'est plus soumis par la suite qu'à un simple enregistrement (décret du 26 avril 1922) ; décret du 7 juillet 1921 sur la liberté d'organisation des petites entreprises industrielles, règlement du 13 juillet 1923 sur le sous-sol et son exploitation qui institue la liberté minière ; enfin, les directives données aux entreprises gouvernementales sont toutes subordonnées à un même principe : la poursuite de bénéfices. (Les précisions législatives et réglementaires contenues dans cette note sont empruntées à SIGALAS (Alex. de), *Le statut des entreprises gouvernementales en U.R.S.S.*, Paris 1936, XIX + 236 p., pp. 33-38.

(2) B. BRUTZKUS, *U.R.S.S. Terrain d'expériences économiques*, Paris 1937, 117 p., p. 32.

sur le marché dans les cadres de leurs statuts imposés par l'Ins-réal pendant cette période est exprimée par les dirigeants soviétisation d'Etat dont elles dépendaient. » (1) L'absence de plan tiques eux-mêmes : « les trusts assiégeaient le Conseil supérieur de l'Economie nationale au moment de leur formation, en vue de recevoir les ressources nécessaires à leur existence. Une fois ces ressources obtenues, les trusts s'émancipaient, ne s'adressant au Conseil supérieur de l'Economie nationale que pour obtenir une approbation purement formaliste de leur programme de production. » (1) En outre, le ralentissement des efforts faits en vue de soumettre réellement l'ensemble de l'économie à un plan s'explique par l'engourdissement bureaucratique et par le fait qu'une partie relativement importante de l'activité économique est du ressort des particuliers et non de l'Etat.

Le début de la Nep, cependant, a été marqué par la création du Gosplan (Commission d'Etat du plan), subordonné au S.T.O. et dont l'activité, relativement restreinte, n'en a pas moins été importante ; nous pensons devoir en rappeler les grandes lignes.

a) *Travaux partiels.*

Tout d'abord, un certain nombre de travaux partiels ont été soumis au Gosplan, voici l'énumération qu'en donne G. Méquet : « En 1923, lui fut soumis un plan quinquennal de l'industrie métallurgique élaboré par les ingénieurs Khrennikov et Hartwann. A la fin de 1923, l'ingénieur Kalinnikov soumit un plan qui englobait, déjà, presque toute l'industrie. Au début de 1924, ce fut un rapport de Néopikhanov sur un plan quinquennal des transports. Vint, ensuite, un travail important de Kondratjev et Oganovski sur les perspectives de développement agricole. Pendant cette même période, le Gosplan commença des recherches extrêmement approfondies pour la division du pays en régions économiques. » (2)

Ce travail avait un intérêt surtout théorique : on cherchait à prévoir l'évolution des forces économiques plutôt qu'à agir sur elles ; comme le rappelle Ossinsky : « C'était une méthode de « planification » basée sur le développement économique spontané, sur les lois qui avaient agi dans le passé. En fait, cela signifiait la renonciation à la ligne générale socialiste et c'était une tentative en vue de protéger les éléments bourgeois de l'économie et d'adopter tacitement l'économie capitaliste comme ligne

(1) SIGALAS (Alex. de), *Le plan dans l'Economie soviétique*, in *Revue politique et parlementaire*, n° de juin 1936, pp. 475-488, p. 477.

(2) G. MÉQUET, *Les leçons du plan quinquennal*, Paris 1934. 252 p., pp. 46-47.

générale. Par exemple, V. Groman (1) considérait que « les méthodes et les formes de modification de la société sont dictées par les conditions objectives de la société et par les tendances objectives de son développement, tendances qui lui sont inhérentes » (2). Cette méthode qui consiste à extrapoler « les événements passés pour les projeter dans l'avenir » (3), pour laquelle les « proportions héritées du passé capitaliste devaient servir de critérium pour l'avenir socialiste » (3) et qui rendait impossible « la reconstruction de la société, l'abolition des crises et la construction d'une économie planifiée a été sévèrement condamnée depuis ; mais elle convenait alors aux tendances des dirigeants et à leur idéologie.

b) *Travail d'organisation.*

Pendant la même période, furent créés, en liaison avec le Gosplan de l'U. R. S. S., une série de Gosplan et de commissions de planification locaux ; voici, à ce sujet, quelques indications données par l'auteur de « *Les leçons du plan quinquennal* » ; « Le seul Gosplan de la R.S.F.S.R. (République socialiste fédérative des Soviets de Russie, englobant environ les deux tiers de l'Union soviétique) comptait déjà, en 1926, un personnel de 950 fonctionnaires. De ce Gosplan de la R.S.F.S.R. dépendaient douze commissions régionales de projet, trois commissions de républiques autonomes, quarante-deux commissions départementales, quarante-trois commissions de districts..., sans compter tous les organes de projet dans les entreprises et les établissements les plus divers. » (4)

c) *Les chiffres de contrôle et les esquisses de plans prospectifs.*

Enfin, en dehors des plans partiels, à partir de 1925, le Gosplan a élaboré des chiffres de contrôle annuels que le Comité exécutif central ratifiait dans sa session de décembre ou de janvier ; ces chiffres de contrôle qui correspondaient à l'année économique à venir (de 1925 à 1930 du 1^{er} Octobre au 30 Septembre et, en 1930, l'année du calendrier) ont d'abord été de simples chiffres de prévisions. Les prévisions de 1925-1926 n'ont nullement été vérifiées, parce que, comme l'indique Ossinsky, « les auteurs étaient guidés par des méthodes d'induction imparfaites. Leur planification reposait sur la croyance que les tendances et

(1) V. Groman, avec Bazarov et Kondratjev, dirigeait l'élaboration des chiffres de contrôle de 1925-1926.

(2) V. V. OBOLENSKY-OSSINSKY, *The nature and forms of social economic planning*, in *Social Economic planning in the Union of Soviet Socialist Republics*, The Hague, 1931, 168 p., p. 62.

(3) *Ibid.*, p. 64.

(4) G. MÉQUET, *op. cit.*, p. 47.

les rapports du passé, établis par la statistique, continueraient à l'avenir. Ils utilisaient aussi l'« opinion d'experts », des approximations graduelles et la méthode de coordination des éléments économiques séparés au moyen de la méthode des bilans était très peu appliquée. » (1) Les chiffres de contrôle de 1926-1927 étaient déjà en grand progrès, ils étaient caractérisés par l'adoption de la méthode des bilans et par la grande place occupée par la section des investissements capitaux. Enfin, comme le rappelle Grinko, les chiffres de 1927-1928 ont eu un caractère obligatoire, ce qui lui permet d'écrire : « l'évolution des chiffres de contrôle les a transformés d'orientation générale en un plan annuel d'économie nationale, approuvé par le gouvernement et placé à la base de tous les autres plans partiels, si importants soient-ils (plans industriels, budget, etc.). » (2)

Par ailleurs, progressait, grâce surtout à la persévérance de l'économiste Strumiline, l'élaboration d'un plan perspectif. En 1925, cet économiste publia un rapport sur les perspectives économiques d'octobre 1925 à octobre 1930, rapport qu'il présenta au 1^{er} Congrès des Gosplan (3) tenu au printemps de 1926 ; en 1926, parut, du même auteur, « *Les prémisses générales d'un plan de reconstruction de l'économie nationale sur une base énergétique, pour les 10 ou 15 ans à venir* » ; enfin, il y eut la publication, en 1927, d'un recueil préfacé par Strumiline et intitulé « *Perspectives du développement de l'économie nationale de l'U.R.S.S. de 1926-1927 à 1930-1931* », recueil que Méquet qualifie de « premier essai véritable de *Plan Quinquennal*. » (4)

Mais tous ces essais conservaient un aspect théorique, la direction du Parti, entièrement engagée dans la lutte contre la « gauche du Parti », contre les partisans du plan et de l'industrialisation du pays, ne tenant pratiquement pas compte de ces travaux et le XV^e Congrès rejetant, comme nous le verrons, toute perspective d'industrialisation et de collectivisation à brève échéance. Il faut noter, cependant, qu'étant données les circonstances, le comité central fut obligé de présenter à ce même congrès une résolution, contenant les plus grands conseils de prudence, sur l'élaboration et l'exécution d'un plan quinquennal de l'économie nationale. C'est sur cette base que les économistes du V.S.N.Kh. et ceux du Gosplan se mirent à élaborer deux variantes de plan perspectif, une variante directive et une variante optima.

(1) V. V. BOLENSKY-OSSINSKY, *op. cit.*, pp. 41-42.

(2) GRINKO, *Le plan quinquennal*, Paris 1931, XII + 428 p., p. 28.

(3) G. MÉQUET, *op. cit.*, p. 48.

(4) *Ibid.*, p. 49.



Si les travaux théoriques avaient fait certains progrès, le travail pratique de planification n'avait guère avancé pendant la Nep, mais le gouvernement qui, jusqu'alors avait fait preuve d'un très grand optimisme et avait considéré que la Nep devait durer encore longtemps, passa tout à coup à l'autre extrême ; la veille, fin 1927, on emprisonnait les partisans de la gauche du Parti, aujourd'hui, en 1928, on proclame le danger koulak, la nécessité de collectiviser les campagnes, d'industrialiser le pays, de soumettre toute l'économie à un plan d'ensemble ; les leaders de la droite sont exclus du Bureau politique du Parti, le plan quinquennal timoré, approuvé en principe par le XV^e Congrès est remplacé par un plan d'industrialisation rapide, la variante optima elle-même est bientôt considérée comme insuffisante ; comme l'écrit Trotsky : « L'industrialisation fut mise à l'ordre du jour. Le quiétisme content de lui-même fit place à une impétuosité panique. Le mot d'ordre de Lénine, a demi oublié, « rejoindre et dépasser » fut complété en ces termes : « dans le plus bref délai ». Le plan quinquennal minimaliste, déjà approuvé en principe pour le Congrès du Parti, fit place à un plan nouveau dont les principaux éléments étaient en entier empruntés à la plateforme de l'opposition de gauche, défaite la veille. » (1)

C'est ainsi que, le 23 Avril 1929, le Sovnarkom, suivi par le XVI^e Congrès du Parti et le V^e Congrès des Soviets, confirmait, en en augmentant les chiffres, la variante optima du plan quinquennal. On passait ainsi de la quasi-inaction à une activité fébrile. Que s'était-il passé, pourquoi ce changement ? C'est ce que nous allons examiner au cours de la section suivante consacrée aux causes de la collectivisation, de l'industrialisation et de la planification.

(1) L. TROTSKY, *op. cit.*, p. 48.

SECTION II

Les causes de la collectivisation, de l'industrialisation et de la planification.

Pourquoi, après plus de dix ans de pouvoir, après la longue période de la Nep, tout à coup, le parti bolchévique s'est-il décidé à la collectivisation, à l'industrialisation rapide et à outrance, à la planification complète de la vie économique ? A cette question, les théoriciens soviétiques répondraient qu'il fallait, tout d'abord, que la production de l'U.R.S.S. eut atteint, au moins, le niveau d'avant-guerre(1), que le Parti et la classe ouvrière eussent pris solidement en mains les leviers de commande de l'Etat, qu'ils se fussent forgé un appareil capable d'appliquer toutes les décisions du pouvoir central, qu'ils eussent élaboré soigneusement un plan d'ensemble de l'économie nationale, qu'ils l'eussent vérifié déjà partiellement à l'aide des chiffres de contrôle, etc., etc... En un mot, les théoriciens soviétiques nieraient tout simplement qu'il y ait eu un « tournant » dans la « ligne du Parti », ils affirmeraient que la période du plan quinquennal est le résultat volontaire de tout ce qui a été fait auparavant et, pour justifier une telle affirmation, ils citeraient des résolutions du XIV^e (fin 1925) et du XV^e Congrès (1927) du Parti.

Seulement, ces citations ne prouvent rien, car si au XV^e Congrès on prévoyait bien l'établissement d'un plan, ce plan devait être non un plan général, mais un plan limité à l'industrie,

(1) « ... la nécessité [du premier plan quinquennal] découlait directement de l'achèvement du procès de restauration de l'économie nationale, des tâches de reconstruction plus complexes exigeant un temps plus long pour être résolues ». (V. Mezlauc, article cité, p. 29). Cette manière de poser le problème, bien que trop schématique, correspond néanmoins à un certain aspect de la question ; en effet, du jour où l'agriculture et l'industrie avaient retrouvé à peu près leur niveau d'avant-guerre, on pouvait se demander : « Comment progresser ? » La réponse à cette question, étant donnée la faible base de l'économie soviétique, était : « L'organisation d'une épargne collective, obligatoire, capable de jouer le rôle de succédané de l'épargne privée individuelle » (*). Il fallait organiser un « prélèvement massif sur les moyens d'un peuple pauvre (**) » ; ce prélèvement ne pouvait se faire que selon un plan, faute de quoi, les risques de déséquilibre économique eussent été immenses.

(*) J. LESCURE, *Le bolchévisme de Staline*, Paris 1934, 214 p., citation p. 10.

(**) *Ibid.*, p. 9.

il ne devait prévoir ni un fort pourcentage de collectivisation, ni l'industrialisation rapide, ni l'abandon de la Nep (1) ; autrement dit, ces citations ne prouvent nullement que l'abandon de la Nep et le passage à la politique du plan quinquennal aient été quelque chose de mûrement réfléchi. On peut même prouver le contraire. Citons quelques faits en ce sens.

En matière d'industrialisation et de planification, toute la période allant de 1923 à 1928 est caractérisée par la lutte du gouvernement contre les « superindustrialistes » partisans du plan. Lorsque ceux-ci demandent l'adoption du plan quinquennal d'industrialisation, leur projet est qualifié de « fantastique » et le XV^e Congrès insiste encore sur le « danger d'engager trop de capitaux dans la grande édification industrielle. » (2)

En matière de collectivisation, à la veille du XV^e Congrès, Molotov déclarait : « On ne peut se laisser choir, dans les conditions présentes, aux illusions des paysans pauvres sur la collectivisation des grandes masses » (3) et dans son rapport au XV^e Congrès le futur président du Sovnarkom déclarait : « Nous savons que les progrès d'une exploitation privée dans la voie du socialisme seront forcément longs et lents. Bien des années seront nécessaires pour que se fasse la transformation des entreprises privées en exploitations collectives. Nous savons que le développement de l'économie privée persistera longtemps encore. » (4) Et puis : « Il ne s'agit pas de sauter légèrement d'un régime d'exploitations individuelles à de grandes entreprises collectives. Il faut avancer pas à pas. Cette progression graduelle est la seule raisonnable. Point de fantaisie. Aucune contrainte à l'égard du paysan, ce serait inadmissible. » (5)

Rykov, dans son rapport à ce même Congrès insistait sur les grandes difficultés que rencontre l'élaboration d'un plan de l'économie nationale, alors que les campagnes sont divisées entre des « millions d'entreprises particulières... » (6).

Ces quelques citations suffisent à réfuter l'affirmation des théoriciens soviétiques qui prétendent que le plan quinquennal

(1) Staline pensait, d'ailleurs, que le maintien de la Nep et la réalisation d'un plan économique de collectivisation et d'industrialisation rapides n'étaient nullement inconciliables ; dans son discours au xvr^e Congrès, il dit : « Mais l'offensive, surtout l'offensive sur tous les fronts, est-elle admissible et possible tant que la Nep existe encore ? Certains pensent que l'offensive est incompatible avec le régime de la Nep, que la Nep, par son existence même, personifie la retraite, que la Nep doit être supprimée maintenant que notre mouvement de retraite est terminé. Cela, c'est une bêtise ! »

(J. STALINE, *Les questions du léninisme*, Paris 1931, 263 p., citation p. 131).

(2) L. TROTSKY, *op. cit.*, p. 43.

(3) *Ibid.*, p. 41.

(4) *Compte-rendu du xv^e Congrès*, Paris 1928, 414 p., pp. 358-359.

(5) *Ibid.*, p. 370.

(6) *Ibid.*, p. 337.

est le résultat d'une volonté consciente et d'années de préparation. Si l'on veut une preuve supplémentaire du fait que cette affirmation ne correspond pas à la réalité, il suffit de rappeler quelques-uns des articles de Staline parus dans la *Pravda*. Au XV^e Congrès on faisait encore un tableau optimiste des résultats politiques de la Nep : soi-disant, le paysan moyen, le « *sriednak* », était la figure centrale du village soviétique, mais deux mois et demi après ce Congrès, la population stupéfaite apprenait par un article de Staline, paru dans la *Pravda* du 16 Février 1928, que la situation au village était catastrophique, l'auteur y signalait l'existence de *koulaks*, le rôle important joué par eux, leur infiltration dans le Parti et les soviets, etc. Cependant, les dirigeants du Parti se cramponnaient encore, tout au moins officiellement, à la politique de la Nep. Ce n'est qu'un an et demi plus tard, le 7 Novembre 1929, que Staline publia son article célèbre, « *L'année de la grande crise* ». Dans cet article, il déclarait la guerre à la petite économie paysanne (non plus seulement aux *koulaks*) et la justifiait par la nécessité de l'industrialisation. Le « slogan » de l'heure était : « embarquons l'U.R.S.S. en auto et mettons le paysan sur un tracteur ». Cependant, officiellement, la Nep tenait toujours, bien que le mot d'ordre « le plan quinquennal en 4 ans » eût déjà fait fortune et ce n'est que le 27 Décembre 1929 que Staline se résolut à publier dans la *Pravda* son article intitulé « *Au diable la Nep !* ».

On voit donc à quel point l'abandon de la Nep, loin d'avoir été fait de propos délibéré, semble avoir été imposé peu à peu, par les circonstances, à la volonté de la fraction dirigeante du Parti.

En définitive, la nécessité de la politique suivie depuis 1929 s'explique par des raisons que les dirigeants actuels du Parti ne veulent pas reconnaître et dont la principale, celle dont découlent toutes les autres, est la faillite économique et politique de la Nep.

1) *Faillite économique de la Nep.*

La faillite économique de la Nep peut être constatée à deux points de vue : au point de vue de ses résultats économiques pour le pays, d'une part, au point de vue de la conformité des résultats économiques et sociaux atteints par rapport à ceux que l'on s'était fixés, d'autre part. Ce sont les deux points que nous allons examiner.

a) *Résultats économiques de la Nep pour le pays.*

Dans son rapport au XV^e Congrès, c'est-à-dire en Décembre 1927, Rykov, alors président du Sovnarkom, est obligé de reconnaître : « le trait distinctif de la situation économique actuelle est

l'existence d'une série de phénomènes malsains, morbides qui se sont manifestés dans notre commerce intérieur au cours du dernier trimestre écoulé et qui persistent jusqu'à maintenant. » (1) Il fournit les indications suivantes : les marchandises de grande consommation sont en quantité insuffisante, il y a pénurie de farines. Pour le 4^e trimestre, la production des objets de grande consommation a augmenté de 0,5 %, la capacité d'achat des villes et des campagnes a augmenté au total de plus de 20 % (31 % dans les campagnes, 16 % dans les villes). « Les régions qui fournissent des grains pour la consommation intérieure et pour l'exportation ont actuellement une superficie de culture relativement beaucoup moins étendue que la moyenne de l'Union. » (2) Par rapport à 1916 les surfaces ensemencées en céréales dans les régions productrices sont de 90 % (2).

Mais si ces quelques chiffres, pris dans une déclaration officielle constituent déjà des indices certains de la gravité de la situation, ils n'en révèlent pas l'aspect concret ; aussi, nous voulons reproduire un long passage de « *Au pays du grand mensonge* », passage dans lequel Ciliga brosse un tableau saisissant de ce qu'était alors la situation et des perspectives qu'elle ouvrait : « Il y avait du grain au village, mais les paysans n'avaient aucun intérêt à le livrer à l'Etat à des prix dérisoires, puisque ce même Etat leur vendait sa médiocre production industrielle en quantité insuffisante. La paysannerie revenait à l'économie naturelle. La ville ne recevait plus de pain, les campagnes de produits fabriqués.... L'Etat n'avait les moyens ni d'acheter les céréales à un prix plus élevé, ni de développer son industrie sur une grande échelle.

« A la ville un fort chômage avait précédé la disette. L'opposition, d'après les données officielles, estimait le nombre de chômeurs à 2.200.000. Tomski, en réfutant l'opposition, avouait 1.700.000 chômeurs syndiqués et passait sous silence les nombreux ouvriers non syndiqués atteints par le chômage. En même temps les campagnes sentirent les effets de la surpopulation rurale. Le retour à l'économie naturelle pouvait tant bien que mal assurer la subsistance des couches moyennes et supérieures de la paysannerie, mais elle créait une situation désespérée pour le prolétariat rural et les journaliers n'arrivaient plus à gagner leur pain ni au village, ni à la ville... La Russie de la Nep agonisait. La production se décomposait et n'arrivait plus à couvrir les besoins des divers groupes sociaux ; les échanges étaient paralysés, l'économie du pays arrivait au point mort....

(1) *Ibid.*, p. 333.

(2) *Ibid.*, pp. 334 et 335.

« Il apparut alors que la voie du salut était celle que l'opposition avait préconisée et que le Parti venait enfin d'adopter : lutte contre les éléments capitalistes privés à la ville et au village, concentration des ressources de l'Etat en vue d'une industrialisation accélérée, création de grosses unités rurales orientées vers la collectivisation totale, mobilisation à ces fins de la classe ouvrière et des masses laborieuses tout entières et, avant tout, des éléments révolutionnaires du communisme. » (1)

**

On peut donc dire que l'abandon de la Nep et le passage à la politique des plans quinquennaux a été une solution de désespoir ; c'est ce qu'affirme également Laurat lorsqu'il écrit : « L'approfondissement de la crise amena ainsi Staline... à tenter un effort désespéré pour sortir de l'impasse... [Le] « plan quinquennal » pour 1928-1933, conçu au début de 1929, adopté par la XVI^e Conférence du Parti bolchévick (avril 1929) et par le V^e Congrès des Soviets (mai 1929) était destiné à résoudre à la fois le problème des céréales et celui de la sous-production industrielle ». (2) (3)

Telle est une des causes concrètes de la collectivisation, de l'industrialisation et de la planification qui est liée à l'une et à l'autre.

b) *Résultats par rapport aux buts que le Parti avait fixés à la Nep.*

Si on compare rapidement les buts économiques et sociaux que le Parti voulait atteindre grâce à la Nep et les résultats obtenus, on voit que, dans ce domaine aussi, la Nep a fait faillite et qu'il fallait la remplacer. Pour comparer ces buts et ces résultats nous allons rappeler d'abord les premiers et y opposer, ensuite, les résultats effectivement atteints.

1) *Les buts visés par la Nep.*

A) Le développement des forces productives et l'élimination sans violence de l'économie marchande.

Il s'agissait, dans la situation qui caractérisait la période

(1) A. CILIGA, *Au pays du grand mensonge*, Paris 1938, 252 p., pp. 35-36.

(2) L. LAURAT, *op. cit.*, p. 233.

(3) En fait, le problème des céréales a joué, en matière de collectivisation, un rôle décisif, selon la déclaration de Staline au xvi^e Congrès du Parti (mai 1930) : « Le problème des céréales est bien actuellement la clé de voûte de l'économie en ce sens que sa solution nous permettra de résoudre presque tous les autres problèmes.

« Résoudre le problème des céréales pour amener notre économie nationale sur la voie d'un relèvement sérieux, cela signifie liquider les formes arriérées de l'économie en armant celle-ci de tracteurs, de machines agricoles, en lui donnant des cadres nouveaux constitués par des techniciens. » (J. STALINE, *Discours sur le plan Quinquennal*, Paris 1930, 232 p., pp. 91-92).

finale du communisme de guerre, c'est-à-dire en pleine débâcle économique de relever la production en se servant de tous les moyens dont on pouvait disposer. Parmi ces moyens se trouvait le recours à l'initiative privée des petits propriétaires et des capitalistes ; mais, en même temps, il fallait limiter l'importance du secteur privé ; comme l'écrit Laurat, il n'y a qu'une solution à cette contradiction : « il n'y a qu'un seul moyen de refouler les éléments privés sans diminuer la production : c'est de produire mieux que le capital, d'organiser mieux que lui la production et la circulation, de fournir aux consommateurs des marchandises de meilleure qualité et meilleur marché. C'est à cette condition seulement que le secteur socialiste, victorieux dans la concurrence, pourra s'étendre et accélérer son accumulation aux dépens du secteur privé, tout en développant les forces productives. La question du « rythme » est donc une question de supériorité économique, technique, organisatrice. » (1) Comme le même auteur l'écrit plus loin : « Le principe général de la lutte pour le socialisme sur le terrain nouveau de la Nep peut donc tenir dans cette formule : mieux produire et mieux commercer que le capital pour satisfaire mieux que lui les besoins de la population. » (2)

b) La politique des concessions.

D'autre part, la Nep devait permettre au capital étranger de s'installer dans le pays, ce qui aurait élevé le niveau de sa technique ; c'est la politique des « concessions » préconisée par Lénine.

c) L'accumulation dans le secteur socialiste.

Enfin, le secteur socialiste devait se développer plus rapidement que le secteur privé grâce à ces deux formes d'accumulation que sont l'accumulation socialiste et l'accumulation socialiste primitive. Préobrajensky, dans sa « *Novaja Ekonomika* » définit comme suit ces deux formes d'accumulation : « Nous appelons *accumulation socialiste* l'addition aux moyens de production en activité du produit supplémentaire qui se crée dans l'économie socialiste et sert à la reproduction élargie, au lieu de faire l'objet d'une répartition complémentaire parmi les agents de la production socialiste et de l'Etat socialiste. Nous appelons, au contraire, *accumulation socialiste primitive*, l'accumulation aux mains de l'Etat de richesses matérielles provenant principalement de sources situées en dehors de l'ensemble de l'économie socialiste. » (3)

(1) L. LAURAT, *op. cit.*, p. 124.

(2) *Ibid.*, p. 126.

(3) Citation extraite de I. LAPIDUS et de K. OSTROVITIANOV, *Précis d'Economie Politique*, Paris 1929, 468 p., p. 444.

II) *Les résultats atteints.*

A) Le développement de la production a été effectif. Alors qu'en 1921 la production agricole était tombée à moins des deux tiers de celle d'avant-guerre et celle de l'industrie au cinquième, on considère qu'en 1927 le niveau d'avant-guerre était de nouveau atteint ; quelle que soit la valeur de cette affirmation, il est certain qu'entre 1921 et 1927 la production s'est fortement accrue ; mais cet accroissement n'était pas toujours suffisant pour satisfaire les besoins normaux de la population et, d'autre part, la circulation ne se faisant pas, ou se faisant mal entre la ville et la campagne, par suite de l'insuffisance de produits de consommation à offrir aux paysans, on voyait diminuer l'étendue des surfaces emblavées et, surtout, les quantités que les paysans acceptaient de vendre à l'Etat pour la consommation des villes (1).

En ce qui concerne la disparition des éléments capitalistes, elle ne s'est pas faite d'elle-même. Au contraire, ces éléments prospéraient et se développaient, surtout dans les campagnes. « La paysannerie se polarisait entre le petit capitaliste et le journalier. L'Etat, démuné de marchandises industrielles, était cependant éliminé du marché rural. Un intermédiaire surgissait comme de dessous terre entre le koulak et le petit patron artisan. Les entreprises étatisées devaient elles-mêmes recourir de plus en plus souvent aux commerçants dans leurs recherches de matières premières. On sentait partout le flot montant du capitalisme. Tous ceux qui réfléchissaient pouvaient se convaincre aisément de ce que la transformation des formes de propriété, loin de trancher la question du socialisme, ne fait que la poser » (2). Dès le printemps de 1926, près de 60 % du blé destiné au commerce était entre les mains de 6 % des cultivateurs.

D'où provenait ce développement du secteur capitaliste et l'incapacité du secteur socialiste à lutter contre lui par les moyens de la concurrence (ce qui obligeait l'Etat à recourir à la contrainte et, par là, à brider la production) ? Il provenait de l'accroissement exagéré des faux-frais dans le secteur socialiste ; alors que dans le secteur privé les frais de production, comme les frais de circulation, étaient limités au maximum ; dans le secteur socialiste, seuls les frais de production se trouvaient com-

(1) Ceci s'explique du fait que les paysans, qui s'étaient partagé les terres après la Révolution, préféraient garder leur blé plutôt que de le porter au marché pour y acheter des produits industriels très chers. Avant la guerre au contraire, les grands propriétaires fonciers vendaient la plus grande partie de leur récolte, ne laissant aux paysans que le strict minimum ; J. Lyon note que, pendant la Nep, la consommation paysanne de pain s'accroissait très rapidement. (J. LYON, *La crise en Russie Soviétique*, Paris 1929, iv + 111 p., p. 3).

(2) L. TROTSKY, *op. cit.*, p. 38.

primés, les frais de circulation (appareil bureaucratique) se développant de plus en plus ; ce dernier fait semble pouvoir s'expliquer ainsi : d'une part, le secteur socialiste, de par son poids spécifique et de par sa position dominante dans l'économie, ne craignait pas la concurrence, il n'était donc pas *obligé* de réduire ses frais ; d'autre part, l'absence de démocratie (absence dont nous verrons plus loin la cause) ne permettait pas aux ouvriers, aux paysans et aux consommateurs d'*exiger* la diminution des frais de la sphère de la circulation.

En face de ce développement du secteur privé, du renforcement des éléments capitalistes, en particulier des koulaks, il a fallu recourir à des mesures de contrainte, renoncer à la lente évolution, qui ne se faisait pas dans le sens voulu, et y substituer une action décisive et brutale : c'était l'abandon de la Nep et le passage à la politique des plans quinquennaux.

b) La politique des concessions, destinée à accroître le capital productif du pays, n'avait enregistré que peu de succès (1) et le décret de mi-septembre 1928, permettant l'établissement du capital étranger dans toutes les branches de l'industrie n'a donné aucun résultat (2). Dans ce domaine aussi la Nep se révélait inefficace.

c) L'accumulation socialiste s'est trouvée freinée par le développement de la bureaucratie (développement lié, en tant que cause et en tant qu'effet, à la disparition de la démocratie soviétique) qui gaspillait tout le produit supplémentaire de l'industrie étatisée. Voici quelques chiffres à ce sujet : en décembre 1927, il y a « 3.722.000 fonctionnaires dans l'appareil d'Etat et 2 millions dans l'appareil administratif. Dans la coopération, il y avait 400.000 fonctionnaires en 1925, touchant 90 millions de roubles de traitements, et ce nombre s'est accru depuis. Dans l'appareil du commissariat des finances, on a pu licencier 24.000 bureaucrates superflus sur 43.000. Les 19.000 qui restent sont suffisants pour accomplir le travail effectué précédemment par 43.000 fonctionnaires.

« L'Inspection ouvrière et paysanne calcule que la compta-

(1) De 1918 à 1928, il y a eu 2400 demandes de concessions, tandis que, pendant la même période, ont été conclus 178 contrats de concessions, dont 31 d'aide technique. (d'après une note des *Ausgewählte Werke* de LÉNINE, tome 8, *op. cit.*, p. 463).

(2) Notons en passant, que ce décret est une preuve supplémentaire de ce que, fin 1928, le gouvernement soviétique était tout aussi prêt à faire les plus grandes concessions au capitalisme qu'à engager le pays dans la voie de la planification totale, de la collectivisation et de l'industrialisation à outrance. On peut penser que c'est l'abstention des capitalistes étrangers qui, entre autres raisons, l'a poussé dans la seconde voie. Indiquons encore que le comité des concessions, chargé d'examiner les demandes de concessions et de les accorder, a été dissous par une ordonnance du 14 décembre 1937.

bilité seule de l'industrie d'Etat emploie 500.000 comptables et coûte 1 milliard de roubles par an. » (1)

Les bureaucrates dévorent ainsi le fonds d'accumulation ; comme l'écrit Laurat : « Leur nombre enfant de plus en plus, ils sont obligés pour sauvegarder leur revenu (modeste au point de vue individuel) (2), de s'attaquer aux autres catégories du revenu national ; ils accaparent une partie du salaire individuel des ouvriers ; ils s'approprient de plus en plus la part du profit qui devrait constituer le fonds d'accumulation de l'industrie ; par les prix de vente exagérés dûs au prix de revient exorbitant que nécessite leur entretien, ils spolient les ouvriers (baisse du salaire réel !) et les classes rurales, consommatrices des produits du secteur étatique. » (3)

L'accumulation socialiste primitive aurait dû se faire, selon Préobrajensky, par une politique de prix industriels élevés et de prix agricoles bas, c'est-à-dire par une politique de transfert de valeur du secteur privé au secteur socialiste ; mais, dans les conditions de la Nep, une telle politique se heurtait à la résistance des paysans qui réduisaient leurs emblavures et se refusaient à porter leur blé au marché.

Autrement dit, dans le domaine de l'accumulation, également, la Nep avait fait faillite ; de cette faillite découlait la nécessité de se servir d'une autre méthode.



En bref, d'une part les dirigeants, organiquement liés à la nouvelle bureaucratie, ne pouvant éliminer la production capitaliste par les méthodes économiques, sont obligés de le faire par la force ; d'autre part, ne pouvant faire entrer de capitaux de l'étranger, étant incapables d'accumuler sur la faible base du seul secteur socialiste, se heurtant à d'énormes difficultés en matière d'accumulation socialiste primitive (pour employer la terminologie de Préobrajensky), ils sont obligés de renoncer aux méthodes de la Nep et de passer à la *collectivisation*. Par la collectivisation, en effet, le secteur socialiste s'élargit, ce qui supprime la nécessité de l'accumulation socialiste primitive (puisque le produit supplémentaire de l'agriculture est désormais partie intégrante du secteur socialiste), le produit supplémentaire du secteur socialiste se trouve accru (ce qui permet à la bureaucratie de continuer à gaspiller, non plus seulement aux dépens des ouvriers

(1) L. LAURAT, *op. cit.*, pp. 173-174.

(2) Cela était surtout vrai au moment de la Nep, depuis les choses ont changé, nous le verrons plus loin.

(3) L. LAURAT, *op. cit.*, p. 175.

mais aussi des paysans, une partie du fonds d'accumulation, tout en développant l'industrie à un rythme plus accéléré que pendant la Nep). Mais, la collectivisation suppose pratiquement l'*industrialisation* (industrialisation à laquelle les dirigeants du parti et du gouvernement se trouvaient également poussés, d'une part, en raison des menaces extérieures qui pesaient sur l'U. R. S. S., d'autre part, en raison de l'admiration qu'ils éprouvaient, étant imprégnés de marxisme, pour le machinisme et la technique), parce que l'agriculture collectivisée a besoin de machines ; le développement parallèle des processus de collectivisation et d'industrialisation suppose la *planification*. Ajoutons enfin que, puisqu'en fait on abandonnait la Nep, la disparition des éléments capitalistes et de l'*influence régulatrice* du marché (la disparition du marché a, d'ailleurs, été plutôt imposée par les événements que voulue) rendaient également un *plan* indispensable.

On peut donc dire que, la Nep ayant fait faillite et n'ayant pas abouti aux résultats désirés, la politique des plans quinquennaux s'imposait aux gouvernants liés à la bureaucratie ; comme elle se serait imposée, selon Lénine, en cas de succès de la Nep, c'est-à-dire en cas de victoire économique du secteur socialiste sur le secteur privé.

2) Faillite politique de la Nep.

Politiquement, aussi, la Nep a été une faillite et cela tant au point de vue de la bureaucratie dirigeante elle-même qu'à un point de vue plus général.

a) A un point de vue général.

La Nep, sur la base d'un niveau technique et culturel peu élevé, était un frein à l'initiative des masses ouvrières et remettait en fait le pouvoir, en ce qui concerne le secteur socialiste, à un nombre restreint de fonctionnaires. Cette situation se prolongeant et la production restant à un niveau très bas, les fonctionnaires tendaient peu à peu à se constituer en classe, semblant vouloir confirmer ainsi cette affirmation d'Engels : « La division de la société en une classe exploitrice et une classe exploitée, en une classe régnante et une classe opprimée, a été la conséquence nécessaire du faible développement de la production dans le passé. Tant que le travail total de la société ne fournit qu'un rendement de très peu supérieur au strict nécessaire pour assurer l'existence de tous, tant que le travail réclame par conséquent tout ou presque tout le temps de la grande majorité des membres de la société, celle-ci se divise nécessairement en classes. A côté de cette grande majorité exclusivement vouée à la corvée du travail se constitue une classe libérée du travail directement pro-

ductif et qui se charge des affaires communes de la société : direction du travail, gouvernement, justice, sciences, arts, etc... » (1)

Cette nouvelle classe devait chercher un appui en dehors d'elle-même, son appareil militaire et policier ne lui suffisant pas encore, cet appui, elle l'a tout d'abord trouvé dans les éléments capitalistes de la société soviétique, dans la petite-bourgeoisie des villes et des campagnes (c'est la politique orientée vers le koulak). Celle-ci en a profité, d'ailleurs, pour s'emparer des soviets locaux et entrer dans le Parti : c'est ainsi que la démocratie soviétique a commencé à disparaître de la société soviétique, d'abord, du Parti, ensuite. On connaît les résultats économiques de cette disparition de la démocratie : multiplication des bureaucrates et augmentation de leurs appointements au détriment du fonds d'accumulation.

b) *Au point de vue de la bureaucratie dirigeante.*

L'alliance de la classe ouvrière et de la paysannerie pauvre s'était donc transformée en alliance de la bureaucratie et de la paysannerie aisée, mais, en raison de la situation économique, cette alliance se transformait elle-même en vassalisation de la bureaucratie par la paysannerie aisée. Comme le dit Trotsky : « Le gouvernement, captif de sa propre politique, était réduit à reculer pas à pas devant la petite-bourgeoisie rurale. L'emploi de la main-d'œuvre salariée et la location des terres furent légalisés en 1925. » (2) Staline préparait un projet de dénationalisation du sol (2).

La fraction de droite (Boukharine, Rykov) acceptait cette situation, le centre, au contraire, voulait se libérer du joug de la paysannerie aisée et ne disposait que d'un moyen, abandonner la Nep, détruire les koulaks en tant que classe, collectiviser les campagnes ; c'est le point de vue du centre qui réussit à s'imposer, grâce à l'appui de l'opposition de gauche, surtout de Zinoviev et de Kamenev, qui croyaient voir dans l'abandon de la Nep et dans la rupture de l'alliance avec les paysans cossus une possibilité d'alliance entre le prolétariat et la bureaucratie, alliance qui, dans certaines circonstances, aurait pu être transformée en domination de la classe ouvrière sur la bureaucratie. Quelles que soient, d'ailleurs, les raisons qui ont permis au centre de triompher, ce triomphe représentait alors l'abandon de la Nep et le passage à la politique des plans quinquennaux.

Autrement dit, la faillite politique de la Nep, renforçant le

(1) F. ENGELS, *Anti-Dühring*, tome III, trad. BRACKE, Paris 1933, 240 p.. pp. 48-49.

(2) L. TROTSKY, *op. cit.*, p. 33.

danger koulak, a amené le Parti à passer à la politique de collectivisation, avec toutes ses conséquences dans le domaine de l'industrialisation et de la planification.



La raison véritable de l'industrialisation, de la collectivisation et de la planification a donc été, essentiellement, la faillite de la Nep, tant dans le domaine économique que dans le domaine politique. Est-ce à dire que les causes doctrinales invoquées si souvent par les théoriciens soviétiques n'ont joué aucun rôle (1) ? Nullement. Au contraire, on peut affirmer que beaucoup de membres du Parti et de citoyens soviétiques ont soutenu le gouvernement qui abandonnait la Nep et passait à la politique des plans quinquennaux parce qu'ils pensaient que le gouvernement était animé par ces raisons doctrinales qui, à leurs yeux, justifiaient cette politique. En ce sens, on peut dire que ces raisons théoriques sont aussi parmi les causes de la planification en U.R.S.S., mais d'une façon seconde, la raison principale étant, à notre avis, la situation politique et économique de l'U.R.S.S. telle qu'elle résultait de la faillite de la Nep.

Ayant ainsi dégagé les causes qui ont donné lieu au passage à la politique des plans quinquennaux, nous devons maintenant étudier, d'une part, les cadres dans lesquels cette planification va se réaliser et, d'autre part, les méthodes proprement dites de planification.

(1) Indiquons rapidement quelques unes des raisons invoquées par les théoriciens soviétiques. Pour la collectivisation : l'incompatibilité de la dictature du prolétariat et de la petite propriété paysanne, la nécessité de modifier la mentalité du paysan (*), la nécessité de rattraper le retard de l'agriculture, la nécessité pour la planification de se trouver en présence de grandes unités économiques rurales, etc... Pour l'industrialisation : les besoins militaires (**), la nécessité pour le socialisme d'une technique avancée, etc.. Enfin, pour la planification : la nécessité de lier harmonieusement collectivisation et industrialisation (***), la mission historique de la classe ouvrière qui est de planifier l'économie (****) en vue d'instaurer le règne de la liberté et de substituer au gouvernement des personnes l'administration des choses (*****).

(*) J. STALINE, *Les questions...*, op. cit., p. 231.

(**) *Ibid.*, p. 213.

(***) GRINKO, op. cit., p. 56.

(****) V. MEZLAUK, *Le plan bolchévique*, op. cit., p. 24.

(*****) Le texte utilisé ici par les théoriciens soviétiques est le passage célèbre d'ENGELS qui se trouve à la page 47 du tome III de l'« *Anti-Dühring* », op. cit.

CHAPITRE II

LES CADRES DE LA PLANIFICATION SOVIETIQUE

Il est absolument impossible de comprendre les méthodes de la planification soviétique et, surtout, d'en interpréter les résultats si on ignore la base matérielle et humaine de cette planification, la structure économique, juridique et administrative sur laquelle elle repose ; c'est pourquoi, avant d'étudier les méthodes de la planification soviétique, nous examinerons les cadres de cette planification.

En raison des caractères particuliers de l'économie soviétique, nous avons été obligé de placer, contrairement au plan que nous aurions préféré et qu'il paraîtrait logique de suivre, l'examen des grandes lignes de la structure économique et juridique de l'U.R.S.S. avant celui de la base matérielle et humaine sur laquelle elle repose. En définitive, notre examen des cadres de la planification soviétique se fera dans l'ordre suivant :

- 1° La structure économique et juridique de l'U.R.S.S.
- 2° La base matérielle et humaine de la planification soviétique.
- 3° La structure administrative de l'U.R.S.S.
- 4° Les principales catégories de l'économie soviétique.
- 5° Les organes de planification.

SECTION I

La structure économique et juridique de l'U.R.S.S.

Selon Grinko, les prémisses de l'économie organisée sont :

1° La dictature du prolétariat ;

2° La nationalisation du sol et du sous-sol, des usines, des voies ferrées, des banques, etc., l'organisation d'une production collective et son extension systématique ;

3° Le monopole du commerce extérieur et sa réglementation en conformité avec le plan ;

4° La limitation et l'évincement continus des éléments exploiteurs et capitalistes et l'extension de la collectivisation ;

5° L'attitude nouvelle de l'Etat à l'égard du prolétariat, des paysans, des minorités nationales, des régions retardataires ;

6° L'enthousiasme et l'intérêt des larges masses en ce qui concerne l'édification socialiste ;

7° Les possibilités du système soviétique de « concentrer à tout moment sur les secteurs les plus importants du front économique les forces coalisées (unies par une idée unique et une même volonté) de l'Etat, du parti politique unique, des syndicats, des organisations paysannes, des trusts, des banques, de la coopération, de la presse, de l'enseignement. » (1)

Nous pensons que cette énumération est peut-être d'une grande importance théorique, mais qu'il est permis de douter que ces éléments constituent tous la base actuelle de la planification soviétique. L'ancien commissaire du Peuple aux Finances ajoute, et, en cela nous sommes d'accord avec lui, qu'une véritable compréhension de l'économie soviétique ne peut être acquise qu'à la condition de connaître les prémisses sociales (ce que nous appelons la structure économique et juridique) du système soviétique, « hors de là, il ne servirait à rien d'expliquer

(1) GRINKO, *Le plan Quinquennal*, op. cit., p. 15.

les divers éléments de ce système, sa structure, sa méthodologie, ses rouages, etc.... La puissance du système ne réside pas dans sa technique (d'ailleurs encore faible), mais dans sa nature sociale... qui inaugure une époque nouvelle de l'évolution. » (1) C'est pourquoi nous allons commencer par étudier la structure économique et juridique de l'U. R. S. S.

1) *Les quatre éléments de la structure économique de l'U.R.S.S.*

M. Bogolépov, dans son article de la *Revue Economique Internationale*, fait le tableau suivant de la structure économique de l'U. R. S. S. : « La structure économique de l'U. R. S. S. a été définie de la façon la plus nette, la plus claire, dans la nouvelle Constitution soviétique qui distingue, au point de vue de la base économique de l'U.R.S.S., deux formes de propriété socialiste, piliers du système socialiste de l'économie : a) propriété d'Etat (terre, sous-sol, eaux, forêts, usines, transports, banques, entreprises agricoles, etc.) ; b) propriété coopérative kolkhozienne (entreprises communes dans les kolkhoz et la coopération). A côté de cela, nous voyons dans l'agriculture un nombre relativement peu considérable aujourd'hui de petites économies de paysans individuels fondées sur le travail personnel et, enfin, le quatrième élément du système économique soviétique est constitué par de nombreuses économies de travailleurs des villes et des campagnes destinées à leur propre consommation. Les revenus de ces économies sont tirés de l'économie socialiste. La source de ces revenus est constituée avant tout par le fonds des salaires (78 milliards de roubles en 1937) et par les produits de l'économie individuelle auxiliaire des membres des kolkhoz, car chaque foyer kolkhozien, en plus de son revenu fondamental provenant de l'économie kolkhozienne commune (2), dispose, à titre personnel, d'un petit terrain attenant à sa maison, de vaches, de volailles, etc.... » (3)

2) *Formes d'appropriation des richesses naturelles et des moyens de production.*

Examinons rapidement comment se répartissent, du point de vue des formes de la propriété, les richesses naturelles et les moyens de production. Indiquons, tout d'abord, que les richesses naturelles appartiennent exclusivement à l'Etat ; comme l'écrit

(1) *Ibid.*, p. 15.

(2) Nous verrons plus loin qu'en réalité, dans l'immense majorité des cas, ce sont ces parcelles individuelles qui fournissent aux kolkhoziens leur « revenu fondamental ».

(3) M. BOGOLÉPOV, *Les Finances de l'Union Soviétique*, in *Rev. Eco. Inter.*, Juillet 1937, pp. 39-60, p. 43.

Ossinsky, « les moyens de production socialisés englobent toutes les ressources naturelles du pays (le sol, le sous-sol, les forêts, les eaux) avec toutes leurs réserves et toutes les forces animées et inanimées. Tout cela est non seulement socialisé, mais nationalisé et représente la propriété de l'Union Soviétique tout entière. » (1) C'est le fait que ces richesses appartiennent toutes à l'Etat qui permet à celui-ci d'en organiser l'exploitation d'une façon planifiée ; comme l'écrit l'ancien président du Conseil Supérieur de l'Economie Nationale « chaque organisation d'Etat, chaque organisation collective, chaque coopérative, chaque individu a droit à l'utilisation de ces ressources, mais dans des conditions précises et limitées par des lois et des règlements administratifs. » (2) De ces lois et de ces règlements administratifs, les plus importants de tous sont les plans qui non seulement autorisent l'utilisation de telle richesse naturelle, dans telles conditions et dans tel but, mais l'ordonnent.

Aux richesses naturelles, il faut opposer les moyens de production qui sont le produit du travail humain (y compris les moyens de transport, le commerce et le crédit), ceux-ci sont « socialisés, mais non pas nécessairement nationalisés. Seule est interdite l'utilisation privée de ces moyens de production aboutissant à l'exploitation du travail des autres, à la création de revenus acquis sans travail. Mais les moyens de production peuvent être exploités par des organisations d'ordre municipal, coopératif ou collectif. Dans les régions éloignées, dans les couches arriérées de la population, l'utilisation individuelle des moyens de production reste possible dans la mesure où elle n'aboutit pas à l'exploitation du travail d'autrui. Il en est ainsi, notamment, dans la petite économie paysanne, artisanale. » (2)

3) *Quelques données numériques.*

Ainsi, les économistes soviétiques distinguent les formes socialistes et les formes individuelles de l'économie (les économies domestiques constituant une catégorie à part). Il est évident qu'une simple énumération des formes économiques est tout à fait insuffisante pour donner une image de la structure réelle de l'économie soviétique ; pour cela, il nous faut accompagner cette énumération de renseignements d'ordre numérique (3). En voici quelques-uns :

(1) V. V. OSSINSKY, *Les principes et l'organisation de l'Economie en U.R.S.S.*, Paris, 27 p., pp. 13-14.

(2) *Ibid.*, p. 14.

(3) Nous en fournirons d'autres au cours de la section suivante.

a) Poids spécifique de l'économie socialiste (1)	1928	1936
	en %	du total:
Dans le revenu national	44,0	99,1
Dans la production brute de toute l'industrie	82,4	99,8
Dans la production brute de l'agriculture (y compris l'économie individuelle auxiliaire des kolkhoziens).	3,3	97,7
Dans le chiffre d'affaires des entreprises commerciales	76,4	100
Dans les fonds productifs de toute l'économie nationale	77,8	98,7

b) Différentes formes de propriété des fonds productifs de l'U. R. S. S. en % du total :

	1928			1936		
	Indus-trie	Agri-culture	Toute l'Eco-nomie	Indus-trie	Agri-culture	Toute l'Eco-nomie
1) Propriété socialiste sous les deux aspects	97,9	63,6	77,8	99,95	96,3	98,7
a) national (de l'Etat) ..	96,6	62,6	76,5	97,35	76,0	90,0
b) coopératif : kolkhozien,						
c. a. d. propriété des diffé-rents kolkhoz des Unions coopératives ..	1,3	1,0	1,3	2,6	20,3	8,7
2) Propriété individuelle des kolkhoziens ..		0,1			3,1	1,1
3) Petite propriété privée des paysans individuels et petite industrie reposant sur le travail individuel ..	2,0	31,9	19,6	0,05	0,6	0,2
4) Propriété capitaliste privée reposant sur le travail d'autrui ..	0,1	4,4	2,6			
Total ..	100	100	100	100	100	100

Sont compris dans les fonds productifs : la terre de l'agriculture, les forêts exploitées, les bâtiments, les édifices et les constructions destinées à la production, les machines, l'outillage, le matériel de transport, le bétail, les engrais, les matières premières, le combustible, le matériel et les produits, les fournitures destinées à la production, les semences et le fourrage, non compris les bâtiments, l'outillage et les constructions de vie et d'habitation et ceux destinés aux besoins culturels et sociaux.

c) Place de la production des entreprises coopératives dans la production de l'industrie socialiste.

J. Malychév, dans son article paru en Juillet 1937, donne le chiffre de 5,5 % comme étant celui qui exprime le rôle de la production coopérative industrielle dans la production de l'industrie socialiste (2).

(1) *Konjunktournij Bjouleten Journala Mirovoé Khoziaistvo i Mirovaja Politika*, n° 10 de 1937.

(2) J. MALYCHEV, *L'Industrie et l'Agriculture de l'U. R. S. S. à la fin de la 2^e période quinquennale* ; in *Revue Economique Internationale*, n° de Juillet 1937, pp. 87-118 ; p. 92.

d) *Industrie kolkhozienne.*

« Ces dernières années, il a été organisé dans les kolkhoz un grand nombre de petites entreprises industrielles s'occupant principalement de la transformation primaire des produits agricoles et de la fabrication des matériaux de construction tirés des matières brutes locales. Ces entreprises sont la propriété sociale des kolkhoz. La place tenue par l'industrie kolkhozienne ne dépasse pas 3 %. » (1)

e) *Agriculture socialisée.*

Citons, enfin, en y consacrant une plus large place, les données numériques se rapportant aux différentes formes d'exploitations agricoles et, surtout, celles se rapportant à l'agriculture socialisée.

Voici les chiffres relatifs aux kolkhoz (fermes coopératives) (2) :

En Juin :	Nombre de Kolkhoz	Collectivisation en % du nombre de feux	Superficie ense- mencée des kol- khos en millions d'Hectares
1918	1.600	0,1	—
1928	33.258	1,7	1,4
1929	57.000	3,9	4,2
1929	57.000	3,9	36,0
1930	85.900	23,6	36,0
1931 ⁽¹⁾	—	57,1	79,4
1932	211.050	61,5	90,0
1933	—	64,4	93,8
1934	233.300	71,4 ⁽¹⁾	98,1
1935	245.600 ⁽¹⁾	83,2 ⁽¹⁾	—
1936	244.500 ⁽¹⁾	90,3 ⁽¹⁾	112,1
1937	243.700	93,0	—

(1) Au 1^{er} Juillet de l'année correspondante.

En face des kolkhoz, se trouvent les sovkhos (fermes d'Etat), mais ceux-ci jouent un rôle moins important, voici les chiffres

(1) *Ibid.* Ajoutons qu'un décret paru dans les *Izvestija* du 23-10-1938 est venu interdire les entreprises industrielles dans les kolkhoz ; mais on ne sait pas encore quelle est la portée pratique de ce texte.

(2) Sources : *Konjunktournij Bjouleten...*, op. cit. ; *Plan*, n° 24 de 1936, *Izvestija* du 21-2-1938 ; *Selskoe Khoziaistvo SSSR 1935*, Moscou 1936, 1467 p. ; *P. K.* n°s 5-6 de 1934 et 3 de 1936 ; *STALINE, Discours sur le plan quinquennal*, Paris 1930, 232 p.

du plan de 1938 indiquant quelle est la place respective des différentes formes d'exploitation agricole (1) :

	Sovkhoz	Kolkhoz	Parcelles des kolkhoziens	Indivi- duels	Total
	—	—	—	—	—
Emblavures en millions d'hectares.....	12,1	117,9	5,3	1,1	136,4
en %	8,9	86,4	3,9	0,8	100,0

(1) *Bulletin du Cabinet du Prf. Prokopovitch*, (en russe), n° 139, p. 12.

SECTION II

La Base matérielle et humaine de la planification soviétique.

Il nous faut rappeler maintenant un certain nombre de faits extrêmement importants relatifs à la base matérielle et humaine de la planification soviétique, faits que l'on perd trop souvent de vue, surtout lorsque l'on veut porter un jugement sur les plans quinquennaux.

1) La base géographique.

Le premier caractère de l'U. R. S. S., au point de vue géographique, c'est l'étendue énorme de son territoire. La description suivante, du géographe soviétique N. Mikhaïlov, en donne une image saisissante :

« A l'est de l'Europe, au nord de l'Asie, s'étend l'U. R. S. S., la sixième partie des terres habitées. De sa frontière occidentale à sa frontière orientale, la distance n'est que légèrement inférieure à celle qui sépare le pôle de l'équateur. L'écart horaire est de neuf heures. Environ soixante nations, groupes nationaux et nationalités. Plus de 170 millions d'habitants.

« La géographie de cette contrée immense est captivante. On y trouve tous les minéraux qu'on rencontre sur le globe terrestre. Tous les sols depuis ceux de la toundra jusqu'au krassnoziom (terres rouges). Les glaces éternelles de l'Arctique et, d'autre part, la Colchide faisant trois récoltes. La mer Caspienne, située à 26 mètres au-dessous du niveau des océans et le pic Staline (Pamir) s'élevant à 7.500. Des plaines unies et des amoncellements de montagnes. Le pôle mondial du froid en Sibérie, et une chaleur équatoriale en Asie centrale. Le désert de Kara-Koum, où il ne tombe pas une goutte de pluie en été, et la Géorgie occidentale, où l'on enregistre en certains jours 25 centimètres de précipitations atmosphériques. Des forêts impénétrables et des steppes infinies.

Une faune qui va de l'ours blanc au tigre. Plantes : depuis le lichen jusqu'au lotus... » (1).

Le deuxième caractère, c'est le grand nombre et la diversité des richesses naturelles de l'U. R. S. S. ; voici une énumération qui en donnera une idée : forêts (superficie 951 millions d'hectares, sans les forêts d'intérêt local) (2) ; houille (1.219.000 millions de tonnes dans les principaux bassins houillers) (3) ; fer, manganèse, phosphorite, apatite, soufre, or, argent, plomb, étain, cuivre, nickel, sels de potassium, pétrole, etc.

Ces deux caractères semblent avantager l'U. R. S. S. et faciliter la tâche de la planification, mais il ne faut pas perdre de vue qu'à ces avantages sont liés des inconvénients. En voici quelques-uns : du fait de l'étendue du territoire, certaines richesses naturelles sont très difficilement exploitables. En raison du climat, le travail, dans l'Extrême-Nord, par exemple, ne peut se faire qu'au prix de vies humaines et avec les plus grandes difficultés (sol ne dégelant jamais) ; en outre, et pour la même raison, en Sibérie et en Asie Centrale, les centres d'habitation sont rares et souvent éloignés de centaines et de milliers de kilomètres des gisements les plus riches ; d'où de nouvelles difficultés d'exploitation.

Par ailleurs, et ceci est un héritage du passé, les moyens de transport, dans cet immense pays, sont très peu développés. Comme le rappelle G. Méquet, l'U. R. S. S. « ne dispose comme routes à peu près modernes que de 30.000 kilomètres, alors que la France en possède 600.000. En Russie, toutes les autres routes, soit 3 millions de kilomètres, sont sensiblement du type chemin vicinal non chaussé, voire même de simples pistes. » (4)

Les transports par eau commencent à jouer un certain rôle, mais la flotte fluviale ne se montre pas encore à la hauteur de ses tâches.

Quant à l'aviation, malgré son grand essor, il est évident qu'elle ne peut jouer qu'un rôle absolument infime comme moyen de transport, surtout pour les marchandises.

En définitive, le seul moyen de transport relativement développé est constitué par le réseau ferroviaire ; nous allons donner quelques indications à son sujet. En 1913, sa longueur était de 58.500 kilomètres, en 1928 la longueur en exploitation est montée à 76.900 kilomètres et en 1936 à 85.400 (5). On voit que, en dépit

(1) N. MIKHAILOV, *La nouvelle géographie de l'U. R. S. S.*, in *Rev. Eco. Inter.*, n° de Juillet, pp. 7-38 ; p. 8.

(2) N. MIKHAILOV, *Nouvelle géographie de l'U.R.S.S.*, Paris 1936, 271 p., p. 263.

(3) *Ibid.*, p. 253.

(4) G. MÉQUET, *op. cit.*, p. 181.

(5) K. TVERSKOY, *Le développement des transports par chemins de fer en U.R.S.S.*, in *Rev. Eco. Inter.*, n° de juillet 1937, pp. 139-150, p. 146.

d'un progrès considérable, la longueur du réseau ferroviaire est très faible par rapport à l'étendue de l'U. R. S. S. ; quant au matériel roulant, il a fait de grands progrès, « c'est ainsi que durant la période 1932-1936, environ 4.500 locomotives, 140 locomotives électriques et locomotives à moteur, 200.000 wagons de marchandises et plus de 4.000 wagons de voyageurs ont été mis en exploitation. » (1) Mais, étant donnée l'absence d'un nombre suffisant d'ateliers de réparations, le manque de pièces de rechange, le mauvais état des voies (tous les efforts étant concentrés sur la construction des voies nouvelles) et, surtout, l'effort intense auquel sont soumis le matériel, les voies et le personnel, le nombre d'accidents et d'arrêts de trafic est très grand. Il faut ajouter, d'ailleurs, que la plupart des voies ferrées se trouvent concentrées dans la R. S. F. S. R., ou constituent des lignes intercontinentales, si bien qu'une grande partie de l'U. R. S. S. est à peine desservie par chemins de fer et qu'il faut souvent plusieurs journées ou, quelquefois, deux ou trois semaines de routes ou de pistes pour rejoindre la prochaine gare. On comprend donc les énormes difficultés que peut faire naître le problème des transports.

Citons, enfin, comme quatrième caractéristique de la géographie soviétique, le fait que, jusqu'à ces derniers temps, l'U.R.S.S. ne possédait que quelques centres industriels (dont le principal était Léninegrad) situés tous dans sa partie occidentale et que toutes les autres parties jouaient un rôle uniquement comme régions agricoles ou comme régions fournissant des matières premières ; étant données l'immensité du pays et les difficultés des transports, un tel état de choses présentait de gros inconvénients, aussi est-il en train de se modifier sous l'action des plans quinquennaux, les régions agricoles s'industrialisant, les régions industrielles développant leur agriculture. Cependant, le principe qui domine, tant dans l'agriculture que dans l'industrie, est celui de la spécialisation. Comme l'écrit N. Mikhaïlov : « L'industrie des districts se spécialise en conformité avec leur nature et leur économique. Le district du Nord c'est, avant tout, les forêts et, ensuite, la houille et le pétrole. Crimée : métaux, conserves. Turkménie : produits chimiques. » (2) Mais, il ajoute : « Cette spécialisation ne conduit pas à un développement unilatéral. La structure industrielle de régions autrefois obligées de se former à l'extraction et à l'exportation des matières premières, s'enrichit. La matière brute est soumise à des transformations multiples. La Russie-Blanche ne se contente plus de scier les arbres, elle en fait de la cellulose, du papier, des allumettes, de la colophane, de la

(1) *Ibid.*, p. 148.

(2) N. MIKHAÏLOV, art. cité, p. 12.

pâte plastique. L'Oural ne se borne plus à produire des métaux, il fabrique des machines. » (1)

2) *La base humaine.*

Au point de vue humain, l'U. R. S. S. était, et est encore, caractérisée par la prépondérance de l'élément paysan. Cette prépondérance de l'élément paysan a pour résultat un niveau culturel encore très bas, un analphabétisme encore très développé, bien qu'en régression, une inadaptation très nette à la technique moderne et, en définitive, une productivité du travail qui, dans l'ensemble, est très faible.

Un deuxième point qu'il faut noter est la diversité des nationalités dont certaines sont très arriérées et souvent n'ont pas encore dépassé le stade de l'économie patriarcale.

Enfin, troisième point et conséquence des deux précédents, la main d'œuvre qualifiée et, surtout, le personnel technique compétent, sont très rares. En particulier, en ce qui concerne le personnel technique (ingénieurs de toutes sortes), c'est une source de difficultés énormes, d'autant plus ardues à résoudre que les cadres destinés à former de nouveaux ingénieurs sont tout à fait insuffisants.

3) *Importance des principales branches de l'activité économique de l'U. R. S. S.*

Pour donner une idée plus nette de la base sur laquelle repose la planification, il nous semble indispensable de fournir, d'une part, les données numériques qui peuvent nous donner quelques indications sur l'importance relative de l'agriculture et de l'industrie, puis, d'autre part, celles concernant les différents éléments de ces deux branches de la production.

a) *Agriculture et Industrie.*

Si l'on s'en tient aux données relatives à la production, il semble que l'agriculture occupe, surtout actuellement, une place peu importante relativement à l'industrie. Voici quelques chiffres :

Part de la production de la grande industrie et de l'agriculture de l'U. R. S. S. (en % du total) (2) :

	1929	1932	1934	1937
Industrie	54,5	70,7	73,1	77,4
Agriculture	45,5	29,3	26,9	22,6

(1) *Ibid.*, pp. 12-13.

(2) Ces données sont empruntées à la *Nouvelle Géographie de l'U.R.S.S.*, l'ouvrage de N. МИХАЙЛОВ, p. 71, sauf celles relatives à l'année 1937 et dont la source est *Konjunktournij Bjouleten...*, *op. cit.*

Par contre, si l'on compare le poids spécifique de la population d'ouvriers et d'employés (avec leur famille) et celui de la population paysanne, en 1937, on a environ 31,5 % de la population pour les premiers et 59 % pour la population paysanne (le reste de la population étant composé d'artisans, d'étudiants, de militaires, etc.) ; ce qui indique, ainsi que nous l'avons signalé plus haut, une prépondérance très nette de cette dernière (1) (2).

b) *Structure de l'industrie.*

Nous verrons plus loin quelle est la structure administrative de l'industrie, mais nous devons examiner tout de suite quelle est sa structure économique. Pour donner une idée de cette dernière, nous reproduirons d'abord quelques chiffres relatifs au nombre d'ouvriers et d'employés travaillant dans les principales branches non-agricoles de la vie économique.

Sur un chiffre de 25,8 millions d'ouvriers et d'employés travaillant en 1936, dans toute l'économie nationale, on a (1) :

Grande industrie	7,7 millions
Transports ferroviaires	1,8 «
Construction	2,2 «
Petite industrie	0,5 «
Economie forestière	1,2 «
Transports par eau et autres	1,2 «
Education	2,0 «
Santé publique	1,0 «

Cette statistique ne précise pas le nombre de personnes travaillant dans les institutions commerciales, bancaires, financières, postales, etc., ainsi que dans les institutions centrales, le total des chiffres que nous avons reproduits se montant seulement à 17,4 millions et à 20,1 si l'on y ajoute les employés et ouvriers des sovkhoz et des S. M. T. (stations de machines et de tracteurs), on peut en conclure que la différence entre les 25,8 millions d'employés et ouvriers travaillant dans toute l'économie nationale et les 20,1 millions ci-dessus, soit 4,7 millions peut être considérée comme travaillant dans ces institutions (3).

(1) Ces chiffres sont recalculés d'après les données du *Konjunktournij Bjouleten...*, op. cit.

(2) La divergence entre les chiffres relatifs à la production et ceux relatifs à la population provient, sans doute, de deux sources : 1°) La production dont il est question est la production brute et non la production nette ; 2°) La production étant estimée en valeur, la part de l'agriculture se trouve diminuée du fait que la valeur des produits agricoles est minimisée, tandis que le prix des produits industriels est « gonflé ».

(3) D'autre part, d'après les chiffres inclus au plan annuel de 1937, on a pour 1936 : 1.798.000 employés de commerce, 340.000 employés des P.T.T., (P. K. n° 3 de 1937, p. 242).

Nous avons obtenu ainsi une première image, très imparfaite, de la structure économique du secteur non agricole de l'U. R. S. S., voici deux autres catégories de données destinées à la compléter :

A) *Production, en prix de 1926-1927, des principales branches d'industrie pour 1936 (en milliards de roubles) (1) :*

Toute l'industrie	85,8
Grande industrie (1)	80,8
Industrie lourde	33,0
Industrie du bois	3,0
Industrie légère	8,4
Industrie alimentaire	9,8
Commission des approvisionnements	1,8
Industrie locale	8,7
Industrie coopérative	10,4

(1) On entend par grande industrie celle composée par des unités économiques employant au moins 16 ouvriers, pour les entreprises possédant des moteurs, ou 30 ouvriers pour les entreprises sans moteur.

B) *Rapport entre l'industrie productrice de moyens de production (A) et l'industrie productrice de moyens de consommation (B) (1) :*

Année 1936	en milliards de roubles	en % du total
A	50,2	58,5
B	35,6	41,5

c) *Structure de l'agriculture (2).*

Voici quelques chiffres indiquant l'importance relative des principales cultures (3) :

	Superficie en milliers d'hectares :		
	1928	1932	PLAN 1937
Céréales	92.170	99.700	103.960
dont froment	27.730	34.504	40.840
Betteraves à sucre	769,7	1.537,8	1.200
Coton	971,3	2.172,0	2.090
Lin	1.364,1	2.510,0	2.067
Pommes de terre	5.678	6.111,4	7.407
Thé	3,545	21,700	45,200

(1) P. K. n° 3 de 1937, pp. 222-246.

(2) Nous donnerons plus loin les renseignements relatifs à l'étendue moyenne des principales exploitations agricoles.

(3) Sources : S.S.S.R. *v tsifrakh*, Moscou 1935, 316 p. (pour céréales, betterave à sucre, lin et coton, années 1928 et 1932), N. МИХАЙЛОВ, *Nouvelle Géographie de l'U.R.S.S.* (ouvrage) (pour le froment, années 1928, 1932 et 1937), *Aperçu statistique sur l'Agriculture en U.R.S.S. pour la période 1928-31*, Moscou-Léninegrad 1932 (brochure de l'Administration Centrale de statistique économique et sociale de l'U.R.S.S.), *Journal de Moscou* du 21-9-37 (pour le thé), P. K. n° 3 de 1937 (pour les plans de 1937).

Le caractère essentiel de l'agriculture soviétique actuelle est d'être une agriculture industrialisée. Voici quelques indications, fournies par J. Malychév sur le degré d'industrialisation des sovkhos : « Les travaux des champs sont entièrement mécanisés dans tous les sovkhos (tracteurs et moissonneuses-batteuses) et de même, en grande partie, les travaux des sovkhos d'élevage : préparation des fourrages, abreuvoir, traite des vaches, tonte des moutons, etc. » (1). Voici, par ailleurs, des données numériques : en 1936 la puissance des machines employées par les sovkhos était de 2.398.000 H.P., soit 1 H.P. sur 7 hectares (tandis que les kolkhos ne disposaient que d'une puissance de 6.078.000 H.P., soit 1 H.P. sur 18 hectares) (2). Ajoutons à ces renseignements que cette industrialisation du travail agricole dans les sovkhos exige un fort pourcentage de personnel qualifié, voici quelques chiffres :

Proportion des travailleurs qualifiés dans les sovkhos, en % du nombre total de travailleurs (3) :

Tractoristes	33,6
Mécaniciens de combines	10,9
Chefs de brigade	2,2
Chauffeurs	10,9
Total	57,6

En ce qui concerne le degré de mécanisation du travail des kolkhos, il est plus difficile à préciser. Les kolkhos, en effet, ne détiennent pas directement le matériel agricole, mais le louent à des entreprises d'Etat, aux S. M. T. Voici donc quelques indications sur ces dernières :

« L'activité d'une S. M. T. s'étend à 20-30 kolkhos. En 1932, alors que les S. M. T. étaient au nombre de près de 2.000, elles desservaient les 49,3 % de toute la surface ensemencée par les kolkhos. En 1936, le nombre étant monté à 5.000, ce pourcentage a atteint 82,6. (4) Ces S. M. T. disposaient, selon le plan de 1937, de 335.600 tracteurs, de 65.732 combines, et de 45.100 camions (5).

Pour terminer sur cette question, nous pensons devoir reproduire le tableau suivant :

- (1) J. MALYCHEV, *op. cit.*, p. 106.
- (2) *Socialist Economy in U.R.S.S.*, mars 1937.
- (3) P. K. n° 8 de 1937, p. 59.
- (4) J. MALYCHEV, *op. cit.*, p. 108.
- (5) *Deutsche Zentral Zeitung* du 16 Septembre 1937.

Nombre de machines desservant l'agriculture (en milliers) (1) :

	au 1 ^{er} Oct. 1928	1 ^{er} Janv. 1932	1 ^{er} Août 1937
Tracteurs (2)	26,7	125,3	450,0
Puissance des tracteurs en 1.000 H. P. ..	278,1	1.850,0	8.302,8
Camions automobiles.	0,7	5,8	121,1
Combines	—	6,4	121,0

Tel est, rapidement esquissé, un aperçu de la base matérielle, humaine, économique et juridique sur laquelle repose la planification soviétique. On peut en résumer ainsi les principaux traits : immensité du territoire, grand nombre de richesses naturelles, moyens de transports insuffisants, début de spécialisation géographique, basse productivité du travail, étatisation des moyens de production de l'industrie, socialisation des transports, du commerce, du crédit, etc., caractère nettement dominant de la grande industrie, degré élevé de mécanisation du travail agricole. Il nous faut voir maintenant quelle est la structure administrative de l'économie soviétique.

(1) *Kounjounktournij Bjouleten...*, *op. cit.*

(2) A titre de comparaison, voici quelques chiffres relatifs à d'autres pays : (tracteurs en milliers) : Italie 30, Allemagne 24, Grande Bretagne 20, France 20, (même source que pour la note 1).

SECTION III.

La structure administrative de l'U.R.S.S.

L'U.R.S.S. est composée de onze Républiques fédérées (Russie, Ukraine, Russie-Blanche, Azerbaïdjan, Géorgie, Arménie, Turkménie, Ouzbékistan, Tadjikistan, Kazakhstan et Kirghizie) qui constituent, en fait, des divisions administratives de l'Union.

L'établissement et la ratification des plans de l'Economie nationale dépendent du gouvernement de l'Union ; ces plans sont découpés par circonscriptions territoriales, de façon à correspondre à des unités géographiques de moins en moins importantes : Républiques fédérées, Républiques autonomes, régions, territoires, régions autonomes, rayons, etc. Etant donné le grand nombre des organismes administratifs, ce qu'il nous faut examiner, c'est la manière dont les unités économiques sont contrôlées et gérées, quel est le rôle du gouvernement central, des gouvernements locaux, des autorités administratives, etc...

1) *Le gouvernement central.*

Le gouvernement central contrôle et gère : les grandes entreprises industrielles ayant une importance fédérale, c'est-à-dire intéressant l'Union Soviétique tout entière » (1) (ce qui représente environ les deux tiers de l'ensemble de l'industrie). Il contrôle et gère les transports par voie ferrée (Commissariat des Voies et Communications) et les transports par eau (Commissariat des Transports par eau).

Le système bancaire est étatisé et dépend du gouvernement central : « l'émission des billets de banque et l'octroi du crédit commercial à court terme sont réalisés par la Banque d'Etat et ses filiales. L'octroi des crédits à long terme appartient aux banques spécialisées » (2) : Banque Industrielle, Banque Municipale, Banque Agricole et Banque Commerciale. Le directeur de la Banque d'Etat (Gosbank) a rang de commissaire du peuple (3).

(1) OSSINSKY, *Les principes...*, op. cit., p. 14.

(2) *Ibid.*, p. 15.

(3) Depuis janvier 1938.

Les finances de l'U.R.S.S. dépendent du Commissariat du peuple aux Finances.

L'agriculture est soumise au Commissariat à l'Agriculture, sauf une partie des sovkhoz qui dépendent, soit d'un commissariat spécial, soit du Commissariat à l'industrie alimentaire.

Le commerce extérieur dépend du Commissariat du Peuple au Commerce extérieur.

Le commerce intérieur (d'Etat et coopératif) dépend du Commissariat du Peuple au Commerce intérieur. Depuis le décret du 5 janvier 1936, ce Commissariat dirige tout le réseau commercial (précédemment celui-ci dépendait du Commissariat du Peuple au Commerce Intérieur, du Commissariat du Peuple à l'Industrie alimentaire, du Commissariat du Peuple à l'Industrie Légère, du Tsentrosojouz — pour les coopératives — etc.), en outre, depuis le 1^{er} mars 1937, le Commissariat au Commerce Intérieur englobe le réseau de distribution et les établissements d'alimentation publique appartenant avant aux « sections de l'approvisionnement ouvrier » (O. R. S.) des entreprises industrielles et de transport (1).

Enfin, donnons quelques précisions en ce qui concerne l'industrie « ayant une importance fédérale ». Jusqu'aux décrets de Janvier 1939, elle était gérée par les Commissariats suivants (2) : Industrie Lourde, Industrie de la Défense (3), Industrie de la Construction des Machines (4), Industrie Forestière, Industrie Légère, Industrie Alimentaire (5) ; quant à l'industrie du bâtiment, suivant les matériaux, elle dépendait des Commissariats à l'Industrie Forestière, à l'Industrie Légère ou à l'Industrie Lourde ; ajoutons, d'ailleurs, que l'industrie du bâtiment était très décentralisée : plus de 50 % des usines produisant des matériaux de construction entrant dans la rubrique de l'industrie locale.

(1) *Izvestia* 16-2-1937.

(2) En 1931, le V.S.N.Kh. a été remplacé par des commissariats industriels.

(3) Créé par le décret du 8-12-1936.

(4) Créé par le décret du 22-8-1937.

(5) La Constitution distingue deux sortes de Commissariats du Peuple, les Commissariats du Peuple fédéraux (Défense, Affaires étrangères, Commerce extérieur, Voies de communication, P. T. T., Transports par eau, Industrie lourde, Industrie de la Défense) et les Commissariats du Peuple fédéraux-républicains (Industrie alimentaire, Industrie légère, Industrie forestière, Agriculture, Sovkhoz de céréales et d'élevage, Finances, Commerce Intérieur, Affaires Intérieures, Justice, Santé Publique). Les premiers « dirigent, sur tout le territoire de l'U.R.S.S., soit directement, soit par des organes nommés par eux, la branche de l'administration d'Etat qui leur est confiée » (article 75). Les seconds « en règle générale dirigent la branche de l'administration d'Etat qui leur est confiée, par l'intermédiaire des Commissariats du Peuple de même nom dans les Républiques fédérées et n'administrent directement qu'un nombre déterminé et limité d'entreprises, conformément à une liste sanctionnée par le Presidium du Conseil Suprême de l'U.R.S.S. » (article 76).

Au début de 1939 différents décrets sont intervenus qui ont bouleversé cette organisation presque « traditionnelle » de l'industrie. Le décret du 2 Janvier 1939 (1) divise le Commissariat à l'Industrie Légère en deux Commissariats : Industrie Textile et Industrie Légère. Le décret du 11 Janvier 1939 (2) divise le Commissariat à l'Industrie de la Défense en quatre Commissariats : Industrie Aéronautique, Industrie de Construction des Navires, Industrie des Munitions et Industrie des Armements. Le décret du 19 Janvier 1939 (3) divise le Commissariat à l'Industrie Alimentaire en trois Commissariats : Industrie du Poisson, Industrie Bouchère et Laitière et Industrie Alimentaire. Le décret du 24 Janvier 1939 (4), enfin, divise le Commissariat à l'Industrie Lourde en cinq Commissariats : Industrie des Combustibles, Energie et Industrie Electriques, Industrie Sidérurgique, Métallurgie Non-Ferreuse, Industrie Chimique ; en outre, est créé par décret du 24 Janvier (4) le Commissariat à l'Industrie des Matériaux de Construction.

Le gouvernement central est constitué par le Conseil des Commissaires du Peuple de l'U. R. S. S. (5) dont dépendent les Commissariats ci-dessus mentionnés. Selon l'article 70 de la Constitution soviétique, le Conseil des Commissaires du Peuple de l'U. R. S. S. est formé par le Conseil Suprême de l'U. R. S. S. comme suit :

Le président du Conseil des Commissaires du Peuple de l'U. R. S. S. ;

les vice-présidents du Conseil des Commissaires du Peuple de l'U. R. S. S. ;

le président de la Commission du plan d'Etat de l'U.R.S.S. ;

le président de la Commission de contrôle soviétique ;

les commissaires du peuple de l'U.R.S.S. ;

le président du comité des stockages ;

le président du comité des arts ;

le président du comité pour les écoles supérieures (article 70) (6).

Ajoutons qu'auprès du S. N. K. (Sovnarkom) se trouve, par suite d'une décision du Conseil des commissaires du peuple en date du 23 novembre 1937, un Conseil économique, sans doute en raison de l'accroissement du nombre des membres du Sovnarkom. Le Conseil économique est, pour le moment, sim-

(1) *Izvestija* du 3 janvier 1939.

(2) *Izvestija* du 12 janvier 1939.

(3) *Izvestija* du 20 janvier 1939.

(4) *Izvestija* du 25 janvier 1939.

(5) Voir note 5 de la page précédente.

(6) Actuellement, le Conseil des commissaires du peuple compte 37 membres.

plement formé du président du Sovnarkom, de ses vice-présidents, d'un représentant du Conseil central des syndicats de l'U. R. S. S., soit cinq personnes. Sa tâche consiste à examiner les plans annuels et trimestriels avant qu'ils ne soient ratifiés par le S. N. K., à ratifier les plans de ravitaillement en moyens de production et de consommation, les plans d'activité pour les communications, l'agriculture, le ravitaillement en produits agricoles, à régler les questions de travail, de prix et de salaire, à prendre des décisions destinées à augmenter la production, à former ou à liquider des organes économiques ; il est chargé en outre d'examiner les rapports sur la réalisation des plans économiques, de contrôler l'exécution des décisions gouvernementales dans le domaine économique et de mettre en application des mesures en vue d'en assurer la réalisation. — Les décrets du Conseil économique sont obligatoires pour tous les commissariats du peuple de l'Union, des Républiques et pour les organes administratifs locaux et doivent être exécutés bien que le droit existe d'en demander la revision au S. N. K... Le nouveau Conseil économique a essentiellement les mêmes fonctions que le Conseil du Travail et de la Défense (S. T. O.) près le Conseil des commissaires du peuple, organe qui, depuis la fin de la guerre civile, constituait pratiquement l'organe supérieur de direction économique. Le texte ne précise pas si le Conseil économique doit remplacer le S. T. O. qui, depuis pas mal de temps, n'a publié aucune ordonnance ni aucun décret, ou si ces organes doivent exister l'un à côté de l'autre, le S. T. O. (dont Staline fait partie avec les membres dirigeants du S.N.K.) étant déchargé des questions économiques courantes et s'occupant exclusivement de questions qui répondraient à son nom.

Les narkomat (commissariats du peuple) économiques sont eux-mêmes divisés en directions principales (glavki) qui ont chacune pour tâche spéciale de diriger une branche particulière de l'économie. Voici, par exemple, quelques-unes des directions principales du commissariat à l'Industrie Lourde (depuis sa réorganisation en été 1937) : industrie métallurgique, industrie du pétrole, industrie chimique, des métaux non-ferreux, de l'énergie, du ciment, des colorants, des mines, du bois, des matériaux de construction, du nickel et du zinc, des établissements d'enseignement (1), etc. (en tout 33, ordonnance du 22 août 1937). Les glavki eux-mêmes sont subdivisés en sections ; la tendance qui se fait jour depuis 1937 est de donner une compétence territoriale à chacune de ces questions, ainsi, l'ordonnance du 5 sep-

(1) Il s'agit des établissements d'enseignement technique dépendant de ce commissariat ; chaque commissariat industriel dirige de cette façon les écoles techniques destinées à former ses cadres.

tembre 1937, réorganisant le Glavougol, institue cinq sections de production et de gestion à compétence territoriale : section du bassin du Donetz (22 trusts), section du bassin du Kouznetsk (11 trusts), etc... Outre ces cinq sections de production et de gestion est créée une section technique chargée de l'étude des problèmes techniques de l'industrie charbonnière. C'est dans le même sens (compétence territoriale et non technique des sections de glavki) que le décret du 10 novembre 1937 jette les bases de la réorganisation du Commissariat du Peuple à l'Industrie Lourde (N.K.T.P.). Cette réorganisation du N.K.T.P. sert de modèle à l'organisation des autres commissariats industriels. Les glavki et leurs sections sont chargés de la direction, de la planification, de la régularisation et de l'inspection de l'activité des unités économiques qui leur sont subordonnées. Ils doivent examiner leur comptabilité et approuver leurs plans de construction, de réorganisation, etc. Les glavki ont le droit de nommer et de révoquer les fonctionnaires des trusts. Depuis l'arrêté du 15 juillet 1936, les glavki fonctionnent selon le principe de la comptabilité économique. Les glavki des commissariats industriels sont chargés des fonctions d'approvisionnement et de vente, les bureaux de vente et d'approvisionnement (organes d'Etat pour l'approvisionnement des entreprises) sont transformés en sections de glavki. Les glavki peuvent conclure des contrats concernant la vente et l'approvisionnement. Ils ont leurs propres fonds de roulement, bénéficient du crédit bancaire et ont des comptes dans les banques. Dans certains cas, les glavki peuvent donner aux banques l'ordre d'effectuer des prélèvements sur les comptes des entreprises et organisations subordonnées ; dans ce dernier cas il faut une approbation spéciale du Commissaire du Peuple.

Tels sont les principaux organes centraux de l'administration de l'économie. Il nous faut examiner maintenant la structure administrative de l'U. R. S. S. du point de vue des organismes régionaux ayant un rôle économique, puis du point de vue des organismes économiques proprement dits.

2) *Les organismes régionaux.*

Etant donné le grand degré de centralisation qui caractérise l'Union soviétique, les organismes régionaux ayant une compétence économique sont peu nombreux. Les principaux sont, dans les Républiques, le commissariat du peuple à l'Industrie locale et celui à l'Economie municipale, les autres commissariats économiques (Industrie alimentaire, légère, etc.) étant des commissariats républicains-fédéraux relevant des commissariats correspondants

de l'Union (1), tandis que les premiers relèvent du Conseil des commissaires du peuple de la République. Dans les circonscriptions de base, les soviets (conseils) municipaux gèrent eux-mêmes les entreprises ayant une importance locale. A l'échelon intermédiaire se trouvent les organes d'exécution dans les régions, rayons, territoires, etc., des différents Commissariats du peuple. Voici la description que fait Ossinsky de la manière dont sont gérées et contrôlées les entreprises autres que celles ayant une importance fédérale : « les entreprises de moindre importance, ainsi que celles qui fournissent les marchés locaux (brasseries locales, moulins, boulangeries, etc...), sont contrôlées et gérées soit par les Républiques membres de l'Union, soit par les administrations régionales ou locales correspondant à peu près aux départements et arrondissements français. Toutes les entreprises municipales (service des eaux, égouts, éclairage, tramways, autobus, etc...) se trouvent sous le contrôle des organismes municipaux. » (2)

Ainsi, la série des organismes régionaux se termine par le soviet municipal qui peut, d'ailleurs, tel celui de Moscou, gérer et contrôler des entreprises très importantes.

3) *Les organismes purement économiques.*

a) *Le trust.*

Le trust, organisme économique possédant un budget propre, et administrativement soumis à une direction principale, est composé de plusieurs unités économiques dont il a pour rôle de coordonner la production et le travail, d'organiser le ravitaillement et de veiller à l'écoulement des produits, conformément aux contrats signés entre lui et les unités économiques. Autrement dit « les groupes d'entreprises, dans chaque branche de l'industrie, sont réunis en trusts au point de vue technique et commercial. Ainsi, par exemple, chaque bassin métallurgique important du Donetz, de l'Oural, est organisé en trust. » (3) A la tête du trust se trouve un président assisté d'un comité directeur de 2 à 4 membres, pénalement responsables de leur activité.

b) *Le combinat.*

Il arrive souvent dans l'industrie que les organismes de base, au lieu d'être réunis au sein d'un trust comprenant des entre-

(1) Les commissariats du peuple au Commerce intérieur, bien que relevant du commissariat correspondant de l'Union, sont chargés de diriger la distribution des produits de l'industrie locale ainsi que de l'industrie artisanale et coopérative.

(2) OSSINSKY, *Les principes...*, op. cit., pp. 14-15.

(3) *Ibid.*, p. 16.

prises d'une même branche de la production, forment un combinat, englobant au point de vue technique des usines dont la production est complémentaire. Le combinat n'est pas soumis à un trust, mais ressortit directement d'un commissariat du peuple.

La politique des plans quinquennaux a nettement été orientée vers la formation de vastes unités technico-économiques de ce genre ; citons, parmi les plus importantes : le combinat Oural-Kouznetsk, combinaison du minerai de fer de l'Oural et de la houille du Kouznetsk, le combinat polymétallique de Tchimkent, dans le sud du Kazakhstan, le combinat de Stalinogorsk, produisant de l'ammoniaque synthétique, de l'acide nitrique, etc., le combinat de Voskresensk donnant des superphosphates, tous les deux près de Moscou, le combinat chimique de Bereznikov (Oural), le combinat chimique situé dans le désert de Kara-Koum, les combinats chimiques du bois dans le nord, etc....

A côté du trust et du combinat, existent encore, parfois, les « unions » (obiediniénie) dont le rôle est plutôt commercial et financier, consistant, suivant l'expression de Sigalas, en une « fusion des intérêts d'une branche donnée de l'économie » (1).



Il nous semble intéressant de donner ici quelques détails historiques sur les changements de structure qui se sont produits au cours des deux premières périodes quinquennales :

1) Au cours des premières années d'industrialisation (décembre 1929 - février 1934), les trusts perdent une grande partie de leurs fonctions commerciales, ils ne conservent plus guère que la direction technique des entreprises qui, elles, obtiennent un peu plus d'indépendance. Les syndicats d'entreprises (organismes groupant la quasi-totalité des entreprises d'une branche d'industrie) qui s'étaient formés pendant la Nep fusionnent soit avec les glavki des commissariats de l'Union, soit avec les sections du V. S. N. Kh., c'est ainsi que se forment les « unions » dotées, alors, de larges fonctions régulatrices.

2) Depuis 1934, à la suite d'une nouvelle réforme prescrite par le Congrès du Parti, réforme qui n'est pas encore terminée, on liquide les « unions », on diminue le nombre des trusts et, autant que possible, on relie directement les entreprises au centre (de l'Union ou d'une République) représenté par les glavki des commissariats (2).

(1) SIGALAS (A. de) *Le plan dans l'Economie soviétique*, op. cit., p. 480.

(2) BASILY (N. de), *La Russie sous les Soviets*, Paris 1938, IV + 480 p.-p. 174.

c) *Les unités économiques de base.*

Les unités économiques de base sont : les usines, les kolkhoz, les sovkhoz, les S. M. T., les magasins, les succursales des banques, etc... La grande majorité de ces unités est douée d'un budget propre, a son propre chiffre d'affaires, sa direction particulière, ce qui permet une plus grande liberté d'initiative et l'adaptation plus facile aux besoins et aux possibilités de l'entreprise. Ces unités disposent de bâtiments, de matériel, de fonds de roulement, dont ils sont responsables et des moyens de transport automobile; en effet « les transports par automobile ne sont centralisés que pour une petite partie : la plupart des camions et autocars appartiennent aux entreprises industrielles, aux services municipaux, aux stations de machines et tracteurs et aux différentes organisations gouvernementales, coopératives ou collectives. Les voitures privées et les taxis sont également décentralisés. » (1)

Voyons rapidement comment sont organisées à l'intérieur les principales unités économiques :

A) *les kolkhoz*

L'organisation du kolkhoz est relativement simple, « tous les moyens de production des kolkhoz sont la propriété collective de leurs membres. La terre qui en U. R. S. S. est la propriété de l'Etat est accordée aux kolkhoz conformément à la Constitution de l'U. R. S. S. en jouissance perpétuelle et gratuite. L'étendue de cette terre attachée à chaque kolkhoz en particulier par un acte d'Etat spécial, ne peut être diminuée ; on ne pourra que l'augmenter par l'adjonction de terres disponibles tirées du fonds agraire de l'Etat ou des excédents de terre occupée par les paysans individuels. » (2) En outre, selon les termes de l'article 7 de la Constitution, le kolkhoz est propriétaire de son « cheptel vif et mort ». « Le kolkhoz est administré par un conseil d'administration élu dont le président est désigné par l'assemblée générale des kolkhoziens ; il est entièrement responsable devant eux de l'exercice de son mandat. Le président du kolkhoz qui fait preuve d'incurie n'est pas seulement destitué par l'assemblée générale des kolkhoziens, il encourt des poursuites judiciaires. » (2) Enfin, il nous semble important de donner les indications suivantes : au 1^{er} Janvier 1935, le nombre des travailleurs d'un kolkhoz était, en moyenne, de 124,3 (et de 188,3 dans les kolkhoz desservis par des S. M. T. (3). Un kolkhoz possède en moyenne 40 chevaux et 20

(1) OSSINSKY, *Les principes...*, op. cit., p. 15.

(2) J. MALYCHEV, op. cit., p. 107.

(3) E. SOLLERTINSKAJA, *La victoire du socialisme dans l'agriculture*, in P. K. n° 8 de 1937, pp. 49-69, p. 54.

vaches et une surface de 1.600 hectares, dont une surface emblavée de 450 hectares (1).

B) *les sovkhoz*

Tous les sovkhoz « sont des entreprises d'Etat qui fonctionnent sur les mêmes bases que les entreprises industrielles de l'Etat : chaque sovkhoz est administré par un directeur unique nommé par le commissariat du peuple compétent (commissariats du peuple aux sovkhoz, à l'agriculture et à l'alimentation) (2), et personnellement responsable de la bonne organisation de la production, de la rentabilité du sovkhoz et de l'exécution du plan d'Etat. La surfaceensemencée d'un sovkhoz de grains correspond à une moyenne de cinq à huit mille hectares. Chaque sovkhoz d'élevage possède plusieurs milliers de têtes de gros bétail à cornes, de moutons ou de porcs, suivant la spécialité de l'exploitation en question et une surface correspondante d'emblavures pour les fourrages nécessaires à ce bétail. » (3)

En Janvier 1935, il y avait en moyenne 199,3 travailleurs par sovkhoz (4).

Les principes qui sont à la base de l'organisation des sovkhoz sont les suivants : production à la plus large échelle possible, spécialisation et mécanisation maxima. C'est ainsi qu'ont été créés des sovkhoz de céréales, de coton, d'élevage du mouton, de lait et de beurre, etc. qui sont réunis en trusts correspondants : zerno-trust ou trust des grains, trust du coton, etc....

C) *les S. M. T.*

La plus grande partie du matériel mécanique utilisé dans les kolkhoz appartient à l'Etat et, ainsi que nous l'avons dit plus haut, est concentrée dans des stations de machines et de tracteurs (S.M.T.) qui, selon les termes de contrats spéciaux qu'elles passent avec les kolkhoz, louent leur matériel à ces derniers, moyennant une rémunération en nature. « Un directeur nommé par le commissariat du peuple à l'agriculture est à la tête de chaque S. M. T. Il répond des travaux de la S. M. T., de sa rentabilité, et de l'exécution des contrats conclus entre la S. M. T. et les kol-

(1) Certains kolkhoz cultivent de très grandes surfaces : le kolkhoz Staline, aux environs de Saratov, exploite 8.000 hectares et réunit 400 foyers ; en Asie Centrale, certains kolkhoz cultivent jusqu'à 23.000 hectares. (J. LESCURE, *op. cit.*, p. 42).

(2) Les sovkhoz appartenant à ces deux derniers commissariats sont en voie de liquidation et leurs terres sont généralement attribuées aux kolkhoz.

(3) J. MALYCHEV, *op. cit.*, p. 106.

(4) E. SOLLERTINSKAJA, *op. cit.*, p. 54.

khodz. » (1) L'ensemble des S. M. T. est groupé en un « centre des tracteurs ».

d) les usines

Enfin, dans l'industrie, l'entreprise économique de base est l'usine dont l'importance est variable au plus haut degré, mais dont l'organisation, pour peu que l'usine atteigne une certaine dimension, est toujours à peu près la même. Pour donner une idée de cette organisation, nous nous contenterons de fournir les indications suivantes : le directeur de l'usine, selon l'importance de celle-ci, est nommé, et peut être révoqué, soit par la direction du trust, soit par le narkomat dont cette usine ressortit. Le directeur nomme tout le personnel de l'usine, avec l'approbation, pour les cadres supérieurs, des organes dirigeants des organismes auxquels l'usine est hiérarchiquement subordonnée. Le directeur est assisté de plusieurs sous-directeurs (directeur commercial, directeur technique, etc.) et de différents services : service du plan et de la production, services financiers, comptabilité, cadres, contrôle technique, etc... Au directeur technique sont subordonnés les chefs d'atelier (et leurs adjoints techniques), à chaque chef d'atelier sont subordonnés des contremaîtres (de trois à cinq), à chaque contremaître des chefs d'équipe (de trois à cinq), à chaque chef d'équipe des brigadiers (en nombre variable) et à chaque brigadier les ouvriers d'une brigade (2).

**

A l'échelle descendante d'organismes administratifs économiques correspond une échelle descendante d'organismes financiers et bancaires (commissariat des Finances, Banque d'Etat, banques spécialisées avec leurs succursales), organisés sur les mêmes principes ; énumérons rapidement ces organismes. Ce sont :

a) la Banque d'Etat (à qui appartient le droit d'émission), avec ses 3.000 succursales, qui est le seul établissement de crédit à court terme et grâce à laquelle est obtenue en U. R. S. S. l'unité du système de crédit à court terme, d'autant plus que, depuis la réforme de 1930, le crédit commercial est interdit. La Banque d'Etat est l'organe d'exécution du plan de crédit à court terme. « Les entreprises possédant des capitaux de roulement propres qui leur donnent la possibilité d'un fonctionnement normal, l'octroi de crédit ne se présente en général qu'au cas où telle ou

(1) J. MALYCHEV, *op. cit.*, p. 108.

(2) A ce sujet voir Yvon, *L'U.R.S.S. telle qu'elle est, op. cit.*

telle entreprise éprouve le besoin d'accroître, pour des raisons d'ordre saisonnier, ses capitaux de roulement. Ces augmentations saisonnières résultent principalement de l'entrée en circulation de quantités énormes de matières brutes agricoles (coton, blé, laine, betterave, etc., etc.). Une autre cause c'est l'acheminement des marchandises du producteur au consommateur. La banque se charge du crédit pour les marchandises et les récépissés des marchandises en voie d'acheminement. Nous voyons donc qu'en U. R. S. S. le crédit bancaire est solidement basé sur le principe du remboursement et du crédit à court terme.

« Ces augmentations saisonnières des capitaux de roulement peuvent parfaitement être planifiées. Aussi, les crédits bancaires saisonniers portent-ils le nom de *crédit planifié*. Toutefois, si un cas imprévu se présente dans la vie d'une entreprise, un fait troublant la marche normale de ses affaires, par exemple, des difficultés de transport ou un retard de paiement de la part d'un client, la Banque d'Etat a le droit de lui accorder un crédit hors plan. » (1)

La Banque d'Etat fait payer un taux d'intérêt de 2 à 4 % pour les avances qu'elle consent ; indiquons que les taux d'intérêt en U.R.S.S. ne jouent pas du tout le même rôle que le taux d'escompte dans les pays capitalistes, « leur principale destination consiste à servir d'instrument de règlement économique et à réfléchir le prix du crédit dans le prix de revient de la production. » (2)

b) les banques spécialisées dans le crédit à long terme (Prombank pour l'industrie, Selskhozbank pour l'agriculture, Tsekonibank pour les municipalités et la construction des logements, Torgbank pour le commerce), sont soumises au commissariat du peuple aux Finances dont elles sont les organes de contrôle (3) et elles sont chargées du financement de l'économie nationale.

Les ressources des différentes banques sont constituées par leur capital propre (qui leur a été fourni au moment de leur fondation), par des dotations budgétaires et par les ressources provenant de l'Economie nationale : remboursement des avances, intérêts, dépôts en compte-courant. La Banque d'Etat est chargée du mouvement de caisse des banques spécialisées.

Nous n'insistons pas sur la structure de l'appareil du commerce, des transports, etc., parce que les principes directeurs de

(1) M. BOGOLÉPOV, *art. cit.*, p. 53.

(2) *Ibid.*, p. 54.

(3) *Ibid.*, p. 51.

l'organisation de ces branches de l'activité économique sont les mêmes que ceux étudiés ci-dessus, compte tenu, évidemment, des modifications exigées par la nature particulière du commerce, des transports, etc...



Telles sont les grandes lignes de la structure administrative de l'U.R.S.S., au point de vue économique. C'est grâce à cette structure que les plans des différentes unités économiques sont mis définitivement au point par le Gosplan de l'U.R.S.S. et prennent la forme de plans de l'économie nationale. C'est grâce à cette structure aussi que l'activité des différentes unités économiques peut être surveillée, contrôlée, orientée dans le sens du plan. C'est grâce à cette structure, enfin, que ce plan prend une forme concrète pour chaque unité économique, que chaque unité économique entre en liaison avec toutes les autres entreprises dont elle dépend soit pour ses débouchés, soit pour ses matières premières, soit pour ses finances.

La nécessité du système bancaire et financier s'explique par le fait que la structure de l'U. R. S. S. n'est pas celle d'une économie naturelle ; il y existe encore un marché, de la monnaie, etc., bref, des catégories économiques ; ce sont ces catégories économiques que nous voulons rapidement examiner maintenant.

SECTION IV

Les principales catégories de l'économie soviétique.

Si l'on veut comprendre le mécanisme de la planification soviétique, il est indispensable de connaître les principales catégories de l'économie de l'U. R. S. S. ; celles de monnaie, de marché, de salaire, de prix et de profit, dont la forme ressemble à celle des notions correspondantes de l'économie capitaliste, mais dont le contenu est profondément différent (1).

1) *La monnaie* .

a) *sa nécessité*.

La monnaie existe en U.R.S.S. et elle y est indispensable. Elle est indispensable en raison de l'existence d'un marché. Elle est indispensable au maintien de la liberté de choix du consommateur combiné à un droit limité au fonds des objets de consommation (2). Elle est indispensable comme mesure de la valeur des produits ; celle-ci n'étant pas exprimée en travail. Il est nécessaire que cette monnaie soit une monnaie stable, ayant une valeur fixe car, comme l'écrit Trotsky, « l'économie soviétique est précisément celle qui, traversant d'incessantes révolutions techniques et des expériences grandioses, a le plus besoin d'une constante vérification au moyen d'un étalon fixe de valeur. » (3) Il est nécessaire que cette monnaie circule librement (ce qui n'a pas été le cas au cours du premier plan quinquennal), car « l'augmentation du rendement du travail et l'amélioration de la qualité de la production sont absolument impossibles sans un étalon de mesure pénétrant librement dans tous les pores de l'économie, c'est-à-dire sans une ferme unité monétaire. » (4)

(1) Nous traiterons dans un chapitre spécial des prix et de leurs rapports avec le plan.

(2) Nous ajouterons aussi, avec Mossé, que grâce à la monnaie, le plan peut se réaliser avec un minimum de frictions entre l'Etat et les individus, car elle substitue le « paiement » au « commandement ». (Mossé, *Monnaie, Capitalisme et économie planifiée*, in *Annales du Droit et des Sciences Sociales*, 1936, pp. 181-203, p. 200.

(3) L. TROTSKY, *La Révolution trahie*, Paris 1936, 346 p., p. 85.

(4) *Ibid.*, p. 84.

b) ses fonctions.

Quelles sont donc les fonctions du système monétaire soviétique ? Voici ce que Bronsky écrit à ce sujet : « L'économie monétaire de l'U.R.S.S. diffère sensiblement de celle des Etats capitalistes. Par lui-même, le fait que la terre et les instruments de production sont soustraits au trafic, ne peuvent devenir la propriété privée d'un individu, restreint sensiblement le champ d'activité de la monnaie. Toutefois, la monnaie et le système monétaire continuent d'être, dans l'économie socialiste, l'échelle des prix, une mesure de la valeur, un instrument de la circulation, un moyen d'accumulation, un moyen de paiement. La question de la mesure de la valeur des marchandises a une très grande importance dans l'économie socialiste... » (1).

Nous pensons que les idées exprimées ici ne sont pas toutes justes, car il n'est pas vrai que dans l'économie soviétique le champ d'activité de la monnaie se restreigne ; au contraire, la monnaie est appelée à jouer un rôle de plus en plus grand en raison de la collectivisation, de la disparition de la production patriarcale, de l'élimination progressive de l'économie domestique au profit, en particulier, de l'alimentation collective. Ce qui est vrai, c'est que le nombre des fonctions remplies par l'argent diminue. La fonction de l'argent capital privé disparaît et, par conséquent, la fonction de l'argent moyen d'accumulation (2), contrairement à ce que semble dire Bronsky, tout au plus l'argent conserve-t-il son rôle d'épargne réserve. En définitive, nous croyons que c'est Trotsky qui a raison lorsqu'il écrit : « Les fonctions les plus élémentaires de l'argent, mesure de valeur, moyen de circulation et de paiement sont conservées et acquièrent même un champ d'action plus large... » (3).

Il nous faut ajouter encore que, depuis la réforme de 1930, la monnaie n'intervient plus en principe entre les différentes unités économiques de l'Etat que comme unité comptable, les règlements s'effectuant par des jeux d'écriture ; par contre, dans tout le secteur de l'économie où la distribution ne se fait pas de façon autoritaire, c'est-à-dire sur le marché, la monnaie conserve son rôle de moyen de paiement, de moyen d'expression de la liberté du consommateur.

(1) M. BRONSKY, *La monnaie, les prix et la circulation des marchandises en U.R.S.S.*, in *Revue Economique Internationale*, n° de juillet 1937, pp. 61-86, pp. 68-69.

(2) Il est vrai que subsiste cette forme d'accumulation que constitue la concentration aux mains de l'Etat des moyens-argent destinés au financement de l'économie nationale.

(3) L. TROTSKY, *op. cit.*, p. 83.

c) *ses caractères.*

Les caractères de la monnaie soviétique sont les suivants :

A) C'est une monnaie définie par un étalon-or. En 1924, la valeur de 10 roubles fut définie par 7,74 grammes d'or pur. Depuis la dévaluation du 14 novembre 1935, la valeur du rouble est fixée à trois francs au cours d'alors, soit 0,174 gramme d'or.

B) C'est une monnaie inconvertible en or.

C) C'est une monnaie inconvertible en devises étrangères et dont l'exportation et l'importation sont interdites, c'est donc une monnaie « renfermée en elle-même » (1). Bronsky tire argument de ce fait pour affirmer que la dévaluation ne pouvait modifier les prix intérieurs, il écrit : « cette modification du taux du change n'a exercé aucune influence sur le taux des valeurs à l'intérieur, puisque.... le pouvoir d'achat du rouble, en U.R.S.S., n'est pas conditionné par le cours du rouble par rapport à la monnaie étrangère, mais par le prix des marchandises. Les règlements nécessités par le commerce extérieur se font, comme par le passé, en monnaie étrangère, le rouble soviétique continuant d'être une monnaie renfermée en elle-même. » (2)

Il est vrai que le cours du rouble ne détermine pas les prix intérieurs, ce sont eux, au contraire, qui en l'absence de convertibilité or, déterminent le cours réel du rouble sur le marché libre ; c'est pourquoi, comme le rappelle Laurat : en juin 1931, le tchervonietz (10 roubles) était coté à Berlin 2 marks, alors que sa parité était de 21,6 marks (3). Quant aux prix intérieurs, ils sont déterminés non seulement par le plan, mais aussi par le marché où les lois de l'offre et de la demande trouvent leur expression.

2) *Le marché.*

Le marché existe en U.R.S.S. dans tous les domaines où la répartition se fait par la voie de l'échange et son rôle doit être examiné à trois points de vue : en tant que marché du travail, que marché kolkhozien, que marché des objets de consommation vendus par l'Etat. Ce sont les trois formes de marché reconnues par la loi, c'est-à-dire celles où le plan lutte consciemment, au moyen d'armes économiques, contre les forces du marché.

(1) M. BRONSKY, *op. cit.*, p. 69.

(2) *Ibid.*, pp. 85-86.

(3) L. LAURAT, *Coup d'œil sur l'Economie russe in Homme réel*, n° 38, pp. 47-62, p. 55.

Indiquons tout de suite qu'en fait le marché a une plus grande extension, qu'il existe un marché illégal contre lequel le plan ne lutte pas avec des armes économiques, parce que, étant donné le niveau des forces productives, ces armes seraient insuffisantes ; nous reviendrons plus tard, à propos des limites de la planification soviétique, sur le rôle de ce marché illégal, mais nous ne l'étudions pas ici, parce que, pratiquement, le plan l'ignore.

a) *Le marché du travail.*

Bien que le principal employeur soit l'Etat qui fixe unilatéralement les salaires, on peut, dans une certaine mesure, parler de l'existence d'un marché du travail, car, dans chaque branche de l'activité, il existe une offre et une demande d'emploi et cette offre et cette demande arrivent à s'adapter grâce à la hausse et à la baisse des salaires. Ainsi, au cours du 1^{er} plan quinquennal, le défaut de main-d'œuvre qualifiée s'est fait durement sentir et il a fallu recourir à la hausse des salaires de cette catégorie de travailleurs pour amener un certain nombre d'ouvriers à améliorer leur formation professionnelle et à se spécialiser. Nous pensons que c'est seulement en ce sens que l'on peut parler en U.R.S.S. d'un marché du travail.

b) *Le marché kolkhozien.*

Le commerce privé qui avait été complètement interdit au cours du premier plan quinquennal a de nouveau été autorisé pour les kolkhoziens depuis 1932. En principe, « le marché d'aujourd'hui diffère de celui de la Nep (1921-1928) en ce qu'il doit se développer sans intermédiaires ni commerce privé, mettant face à face les organisations de l'Etat, les coopératives, les kolkhoz et les citoyens. »(1) En fait, les intermédiaires illégaux pullulent(2).

Ce marché joue un rôle de plus en plus important, le chiffre d'affaires est passé de 7,5 milliards de roubles en 1932 à 14,5 en 1935, 15,6 en 1936 et 17,9 milliards en 1937 (3), (étant donnée la baisse des prix sur le marché kolkhozien, cela représente un accroissement encore plus considérable du mouvement des marchandises).

Quel est le rôle du marché kolkhozien ? Daniel Hautevoix écrit, dans son article de la *Revue d'histoire économique et sociale* : « Sur les marchés kolkhoziens, les prix sont fixés librement entre le vendeur propriétaire de ses marchandises et l'acheteur ; ils subissent donc directement les effets de la loi de l'offre et de la demande et agissent dans une certaine mesure comme régula-

(1) L. TROTSKY, *op. cit.*, p. 141.

(2) *Ibid.*, pp. 141-142.

(3) M. BOGOLÉPOV, *20 ans de finances soviétiques*, P. K. n° 8 de 1937, pp. 93-111, p. 98.

teurs de l'ensemble des prix en raison de la concurrence qu'ils font subir aux magasins de l'Etat et qu'inversement ils subissent de leur part. »(1)

Est-ce à dire que, dans ce domaine, le marché et le plan (représenté par la concurrence faite par les magasins d'Etat) se trouvent, pour ainsi dire, sur un pied d'égalité ? Nullement. En effet, le principal détenteur de produits agricoles est l'Etat. L'Etat est directement propriétaire de toute la production des sovkhoz, il détient la plus forte part de la production des kolkhoz ; cette part est constituée de ce que les kolkhoz doivent remettre, en quantités fixées d'avance par le plan de stockage, aux organes de stockage de l'Etat, moyennant un prix très bas (2) et de ce que l'Etat reçoit des S. M. T. (paiement en nature fait par les kolkhoz en rémunération des machines qu'ils ont employées). En outre, dans les régions éloignées des grands centres urbains, les kolkhoziens vendent leur récolte aux coopératives agricoles (en fait ce sont des organes de l'Etat) qui la leur paient à un prix supérieur à celui des stockages, mais inférieur à celui du marché. Ainsi, en face de l'immense quantité de produits agricoles détenue par l'Etat et vendue par lui aux prix qu'il s'est fixés, la quantité vendue par les kolkhoziens et par les paysans individuels est relativement petite ; elle est constituée par « la partie restante des produits agricoles des kolkhoz, des kolkhoziens, des paysans individuels, défalcation faite de l'impôt, de la consommation personnelle et des réserves. »(3) On comprend donc que, en définitive, l'Etat puisse réglementer les prix du marché kolkhozien à l'aide de mesures purement économiques ; ici le plan domine le marché ; on peut en avoir une preuve dans l'évolution des prix des marchés kolkhoziens urbains qui ont diminué régulièrement, conformément aux directives du 2^e plan quinquennal :

*Prix des marchandises agricoles sur le marché kolkhozien
(pour 10 grandes villes)*

Prix du mois de juin en % du prix du mois de mars 1933 :

	1933	1934	1935	1936
Produits boulangers . . .	103,0	37,9	30,6	13,0
Légumes	122,8	52,2	34,1	23,5
Viandes	86,5	70,5	58,2	43,9
Laitage	70,3	48,8	41,2	34,3
Œufs	57,5	48,0	40,7	29,8

(4) Daniel HAUTEVOIX, *La distribution des biens en U. R. S. S.* in *Revue d'histoire économique et sociale*, n° 1 de 1936-1937, pp. 83-96, p. 91.

(2) Si bien que l'on peut dire qu'il y a là un véritable impôt en nature.

(3) M. BRONSKY, *op. cit.*, p. 76.

(4) S.S.S.R. *strana sotsializma*, Moscou 1936, 211 p., p. 55.

c) *Le marché des objets de consommation vendus par l'Etat.*

Ce que nous allons dire ici s'applique aussi bien aux produits de l'industrie qu'aux produits de l'agriculture, puisque pour ces derniers le marché kolkhozien ne joue qu'un rôle pratiquement secondaire (sauf pour certains légumes et pour les produits de l'aviculture).

Quelle est la fonction du marché pour les produits de consommation vendus par l'Etat ? Pendant la Nep, le marché dominait et l'Etat était obligé d'en tenir compte dans la fixation de ses prix et de sa production. Pendant le 1^{er} plan quinquennal, au contraire, le marché n'a joué qu'un rôle secondaire, la plupart des objets de consommation étaient répartis suivant un système de rationnement, dans des « magasins fermés », la distribution était effectivement réalisée selon le plan et les désirs et les moyens d'achat des consommateurs ne jouaient presque aucun rôle, nous disons « presque », parce que pendant cette période subsistaient des « magasins ouverts » où tous ceux qui en avaient les moyens pouvaient acheter et dont les prix, très élevés, étaient fixés conformément aux lois du marché, selon le rapport de l'offre et de la demande. Néanmoins, si l'on prend la situation dans son ensemble, on peut dire que, pendant le 1^{er} plan quinquennal, le marché n'a pas joué de rôle économique. C'est aussi ce que pense Brutzkus qui, après avoir posé la question : « Y eut-il une économie basée sur le marché durant la période du plan quinquennal ? », répond : « Il est clair.. qu'il n'y en eut pas. Tous les moyens de production étaient répartis, suivant les données du plan, à des prix fixés au préalable et toujours très inférieurs aux prix de revient de la production... Le mouvement de la masse des denrées consommables se faisait suivant le plan. Le mouvement « commercial » qui débuta seulement à la fin de la période du plan quinquennal n'avait pas encore grande signification. » (1)

Au contraire, le mouvement « commercial » a pris de l'extension pendant le 2^e plan quinquennal, les magasins « fermés » ont été liquidés en même temps que le système des cartes, et seuls subsistent les magasins « ouverts », d'où un rôle accru du marché. C'est ce qu'exprime Bronsky lorsqu'il écrit : « la croissance des besoins culturels des consommateurs constitue pour les organes du plan un baromètre qui leur donne les indications qui se rapportent tout à la fois à la quantité et à la qualité des marchandises, ainsi qu'à l'assortiment et aux prix. La demande des consommateurs permet de contrôler la justesse du plan de production... » (2).



(1) B. BRUTZKUS, *op. cit.*, p. 87.

(2) M. BRONSKY, *op. cit.*, p. 83.

Pour terminer, il nous faut examiner le rôle que joue pratiquement le marché soviétique dans le domaine de la planification. Tout d'abord, pour les organes du plan, le marché est à l'heure actuelle d'une nécessité absolue car, seul, il leur permet une évaluation des besoins de la population ; les évaluations *a priori* sont très difficiles (peut-être impossibles) et risquent, par conséquent, d'être fausses.

Ce qui caractérise le marché soviétique, c'est qu'en général il n'est pas un lieu de concurrence (1) mais seulement un lieu où s'exprime le libre choix des acheteurs, où l'intensité et l'importance relative de leurs besoins prennent une forme visible. Si l'on peut parler de « liberté de choix » des acheteurs, c'est sous deux réserves : d'une part, la liberté de choix des acheteurs n'existe, en règle générale, que pour les particuliers achetant des objets de consommation (le marché n'existe pas pour les moyens de production, ceux-ci sont répartis selon le plan) et, d'autre part, ce choix ne porte que sur les objets et les quantités disponibles ; c'est-à-dire dont la production est prévue par le plan. Le plan ayant déterminé que tel objet sera produit en telle quantité, l'infériorité de l'offre sur la demande n'est pas, en principe, une raison d'augmenter la production de cet objet ; néanmoins, les indications fournies par le marché permettront, si aucune raison technique ou politique ne s'y oppose, de rétablir, au cours de la période suivante, l'équilibre entre l'offre et la demande, en agissant soit sur les quantités à produire, soit sur les prix. Tel est le rôle essentiel du marché en matière de planification.

Etant donné le rôle réduit que joue le marché soviétique, il a été nécessaire de lui substituer des succédanés ; ces succédanés sont de deux sortes ; en ce qui concerne les besoins en moyens de production de différentes espèces, ils sont évalués soit à l'aide de critères techniques (nous le verrons à propos des bilans matériels), soit directement par cette catégorie spéciale de demande que constituent les projets de plan des différentes unités économiques ; en ce qui concerne les objets de consommation dont la production n'est pas prévue au plan (c'est-à-dire qui ne peuvent être demandés sur le marché), les demandes des consommateurs

(1) Dans les grandes villes, il existe une certaine concurrence entre les magasins de même catégorie ; les acheteurs n'étant nullement forcés de s'adresser à un magasin déterminé vont de préférence vers les magasins les mieux pourvus de marchandises, les mieux organisés, les mieux éclairés, vers ceux dont les vendeurs sont les plus diligents, où les étalages sont les mieux faits, etc. ; ainsi, apparaît une certaine concurrence qui pousse tous les magasins, en raison de la nécessité pour eux de réaliser le chiffre d'affaires et le bénéfice fixés par le plan, à chercher à s'organiser le plus parfaitement possible au point de vue commercial. Notons à ce propos que la publicité ne joue ici qu'un rôle minime, son but est essentiellement de faire connaître un produit nouveau.

s'expriment soit par des réclamations inscrites sur les registres des magasins, soit par la voie de la presse, par l'insertion dans les journaux des lettres de réclamation de consommateurs n'ayant pas trouvé dans les magasins un objet qu'ils recherchent; ces réclamations peuvent être utilisées lors de la confection d'un plan ultérieur.

3) *Le salaire.*

Nous examinerons plus loin les principes directeurs de la planification des salaires ; pour le moment, nous nous contenterons de donner quelques indications précisant les caractères particuliers du salaire dans l'économie soviétique.

Le premier caractère du salaire est qu'il n'est pas seulement une rémunération du travail, mais aussi un levier permettant d'élargir ou de restreindre le marché, parallèlement à l'accroissement ou à la diminution de l'offre des objets de consommation.

Le second caractère du salaire soviétique est qu'il n'est pas la seule forme de rémunération du travail. Au salaire individuel, type classique du salaire, vient s'ajouter un salaire social, représenté par un ensemble de services gratuits : hôpitaux, crèches, maisons de repos, sanatoria, repas à prix réduits dans les restaurants des usines, etc... Ces services gratuits sont payés par l'Etat au moyen des profits, rentes etc., que lui procure l'ensemble de l'économie nationale. L'accroissement, absolu et relatif, de ce salaire social doit être un des traits caractéristiques de la société socialiste ; théoriquement, ce salaire social devrait permettre de compenser les inégalités du salaire individuel; en fait, en U.R.S.S., ces inégalités sont énormes (1), mais le salaire social,

(1) En ce qui concerne les salaires les plus bas, citons une ordonnance du 1-11-1937, ordonnance par laquelle le gouvernement de l'U.R.S.S. prescrit une augmentation de salaire pour la catégorie des ouvriers et des petits employés industriels, ainsi que pour ceux qui travaillent dans les transports et dont le barème de rétribution était bas. D'après le nouveau barème, ces rétributions ne doivent pas être inférieures à 115 roubles par mois pour les travailleurs permanents et à 110 roubles pour les travailleurs à la journée ; si l'on pense que le pouvoir d'achat d'un rouble, en 1937, équivalait, en moyenne, à un peu plus d'un franc français, on voit à quel point le taux de rémunération de cette catégorie était bas.

En ce qui concerne les salaires plus élevés, on peut dire que beaucoup de techniciens, d'ingénieurs, de directeurs d'usines touchent de 2.000 à 3.000 roubles par mois, soit de 20 à 30 fois plus que les ouvriers les moins bien payés ; voici des rémunérations plus élevées, mais plus rares, un régisseur de cinéma peut gagner de 80 à 100.000 roubles par an et, parfois, jusqu'à 200.000, un écrivain en vogue, facilement 10.000 roubles par mois (*) ; les députés touchent 1.000 roubles par mois, plus 150 roubles par jour pendant la durée des sessions, le président du Conseil Suprême de la R.S.F.S.R. et ses assesseurs touchent 150.000 roubles par an, les présidents et vice-présidents du Conseil de l'Union et du Conseil des Nationalités touchent 300.000 roubles par an (**).

(*) FRIEDMANN, *De la Sainte-Russie à l'U.R.S.S.*, Paris 1938, 285 p., p. 120.

(**) Décision du Conseil Suprême de l'U.R.S.S., en date du 17-1-1938.

loin de les compenser, les accroît, car il profite essentiellement à ceux qui reçoivent les rétributions les plus élevées (1).

4) *Le profit.*

Le profit soviétique a pour source la différence entre le prix de revient du produit et son prix de vente(2), déduction faite de l'impôt sur le chiffre d'affaires. Le plan ayant fixé l'un et l'autre, ainsi que la quantité de produits à vendre, a fixé par là même ce que chaque usine, chaque magasin, etc. doit avoir comme « bénéfice » à la fin de l'année. Autrement dit, le bénéfice soviétique est un résultat de l'exécution du plan et son volume, pour une unité économique déterminée, permet de contrôler dans quelle mesure cette unité a réalisé son plan qualitativement (prix de revient) et quantitativement. De plus, c'est grâce à l'ensemble des profits(3) et des impôts que pourront être payés tous ceux qui ne travaillent pas directement pour la production (appareil d'Etat, écoles, hôpitaux, etc.) et que la production pourra être développée sans inflation de signes monétaires. La rentabilité n'est donc pas un simple principe comptable, elle est, au contraire, une nécessité économique ; en effet, lorsque l'économie ne fournit pas à l'Etat les rentrées de fonds sur lesquelles il comptait, il est obligé de recourir à l'inflation (ce fut le cas, nous le verrons, pour le 1^{er} plan quinquennal), ce qui ne fait qu'aggraver le déséquilibre économique engendré par la non-réalisation du plan. Autrement dit, si le principe de la rentabilité apparaît, pour chaque entreprise en particulier, comme ayant une portée plus comptable qu'écono-

(1) La disposition gratuite d'une voiture avec chauffeur, les logements vastes et confortables, très bon marché (au lieu d'un lit dans un dortoir ou dans un « angle »), les séjours gratuits dans les hôpitaux les mieux équipés, dans les maisons de repos les mieux aménagées (correspondant, en fait aux palaces européens et américains les plus luxueux), tout cela est réservé, presque exclusivement, aux hauts fonctionnaires du Parti et du gouvernement, aux grands directeurs, etc..

(2) Il ne faudrait cependant pas en conclure que le profit soviétique est la même chose que le profit capitaliste. Le profit soviétique est planifié ; il peut être planifié de façon différente (avoir un volume plus ou moins important) dans les différentes branches et pour les différentes sortes de production. Dans certains cas, le profit peut même être une grandeur négative, c'est-à-dire consister non en un profit au sens littéral du mot, mais en une perte ; c'est alors une perte qui est prévue par le plan lui-même ; cependant, en règle générale, lors de la fixation des prix de vente, les institutions et les organismes intéressés doivent partir du principe de la nécessité d'un bénéfice pour toute entreprise moyenne ; une perte planifiée n'est admise que dans certains cas limitativement déterminés et seulement sur autorisation spéciale du S. T. O. (décision du S.N.K. du 28 octobre 1931) (*).

(*) *Economica Sovietskoy Torgovli*, Moscou 1934, 472 p., p. 396.

(3) Il faut savoir, en effet, que la totalité des profits d'une entreprise ne reste pas sa propriété, en particulier, ainsi que nous le verrons, les bénéfices sont soumis à un prélèvement de la part de l'Etat, prélèvement pouvant aller de 10 à 80 %, suivant les besoins de l'entreprise. Les profits restant à l'entreprise doivent lui servir à élargir sa production et à faciliter le fonctionnement de sa trésorerie ; l'utilisation de ses bénéfices est déterminée par le plan.

mique, elle n'en est pas moins pour l'ensemble de l'économie soviétique une loi à laquelle il lui faut se plier ; comme l'écrit Laurat : « Cette économie dirigée.... n'est soumise qu'à une seule loi, qui s'impose d'ailleurs à toutes les formations économiques quelles qu'elles soient : la loi de la rentabilité. Si celle-ci est lésée, l'économie subit des perturbations graves. » (1)

Il faut d'ailleurs remarquer, avec G. Poliak, que le « passage en 1936 au travail rentable dans presque toutes les branches de l'économie et la liquidation des subventions dans une série de branches de l'industrie a extraordinairement renforcé l'importance de la comptabilité économique » (2). D'une part, elle est devenue un moyen très efficace de contrôle quantitatif et qualitatif et, d'autre part, par la création à la suite du décret du 19 avril 1936, du fonds de directeur de l'entreprise industrielle, elle est un moyen de pousser l'ensemble du personnel à réaliser et même à dépasser le plan. Ce fonds du directeur est constitué par 4 % du profit prévu par le plan et par 50 % du profit supplémentaire réalisé par l'entreprise (3). Il est à la disposition du directeur en vue de rémunérer d'une façon extraordinaire l'ensemble des travailleurs de son entreprise, soit individuellement, soit collectivement. Comme l'écrit l'auteur ci-dessus cité : « à l'aide de ces fonds existe la possibilité, d'une part, de créer des stimulants matériels complémentaires au dépassement du plan par tous les groupes de travailleurs de l'économie socialiste employés dans une entreprise donnée et soumise à la comptabilité économique et, d'autre part, de garantir la possibilité d'une récompense individuelle, le plus souvent sous la forme d'une prime en argent, pour les employés ayant rendu des services spéciaux dans la lutte pour

(1) *Ibid.*, p. 52.

(2) G. POLIAK, *A propos du fonds du Directeur de l'Entreprise Industrielle*, P. K. n° 4 de 1938, pp. 55-69, p. 55.

(3) Voici, pour quelques glavki, l'importance du fonds des directeurs ainsi que les pourcentages de réalisation quantitative auxquels ils correspondent :

	réalisation du plan en %	prix de revient effectif en % du plan	montant du fonds du directeur en millions de R.	fonds par ouvrier
Glavneft	104,1	103,8	21,7	344,92
Glavmiasso	118,6	104,1	51,9	752,69
Glavspirit	108,8	103,0	86,0	1175,00

G. POLIAK, *op. cit.*, p. 61.

le dépassement du plan.»(1) Il faut noter, d'ailleurs, qu'une certaine partie du fonds du directeur doit être destinée à améliorer les conditions de vie de l'ensemble des travailleurs de l'entreprise, par la construction de maisons d'habitation, l'amélioration des crèches, des jardins d'enfants et le perfectionnement de toutes sortes d'entreprises sociales (restaurants, maisons de repos, etc.) destinées à ces travailleurs.

On voit donc que, par l'affermissement de la comptabilité économique, le principe de la rentabilité tend à prendre autant d'importance pour chaque unité industrielle en particulier que pour l'économie dans son ensemble.

L'importance prise par le profit soviétique s'est également accrue dans le domaine de l'élaboration des plans, et cela grâce à la nouvelle politique des prix(2). En effet, un des problèmes fondamentaux qui se posent aux organismes de planification est le problème du choix entre différents modes techniques de production, choix qui ne peut se faire que sur la base d'une comptabilité économique. Indiquons rapidement les controverses soviétiques sur cette question et la solution à laquelle on a abouti.

a) Selon Boukharine, du jour où les moyens de production sont socialisés, la forme valeur tombe et seule la comptabilité en nature est possible. mais cette comptabilité en nature suppose au moins quelques dénominateurs communs ; A. W. Tschajanov a essayé de réduire tous les termes des problèmes économiques à quelques unités. Par exemple, dans l'agriculture, on dira: 1.000 unités de céréales = 30 unités de travail, 90 unités de moyens de subsistance, 8,6 unités de terre, 0,2 unités de transport, 25,6 unités de bétail, etc...(3); mais :

I) en matière de transport, par exemple, comment établir une « unité » entre les différents modes de transport ; c'est-à-dire, en général, comment établir des unités embrassant des domaines hétérogènes ?

II) Comment comparer entre elles différentes « unités » ? Comment savoir s'il n'est pas plus économique de remplacer un certain nombre d'unités d'une espèce (unité de transport, par exemple) par un certain nombre d'unités d'une autre espèce (unité de bâtiment, par exemple) ? Pour cela il faudrait à ces unités un commun dénominateur.

b) S. Strumiline et E. Varga ont affirmé, à la suite de Marx,

(1) *Ibid.*, p. 55.

(2) Voir plus bas « Les prix et le plan ».

(3) Nous avons emprunté ce résumé de la théorie de A. W. Tschajanov à B. BRUTZKUS, *Economic planning in Soviet Russia*, Londres 1935, XVII + 234 p., p. 14.

que la seule unité commune aux différents produits était le temps de travail socialement nécessaire qu'ils « contiennent » et que le seul calcul économique réel était le calcul sur la base du temps de travail ; entre deux modes techniques de production, le plus avantageux est, évidemment, celui qui, pour un même résultat, dépense le moins de travail (travail « vivant » et travail « mort », c'est-à-dire travail incorporé aux outils, machines, etc.).

c) La pratique soviétique n'a adopté aucune de ces deux formules, la comptabilité économique se fait sur la base du rouble, en tant que commune mesure de la valeur. Il faut noter le danger d'une telle comptabilité dans une économie socialisée ; en effet, dans une économie de libre concurrence complète, les rapports des prix tendent à exprimer les rapports des coûts de production et ils fournissent ainsi des renseignements permettant de calculer l'avantage, la supériorité, de telle méthode de travail sur telle autre ; par contre, dans une économie dont la libre concurrence a disparu (et, en U. R. S. S., il en est pratiquement ainsi), les prix peuvent être des données arbitraires, ne permettant pas de se livrer à un calcul économique. Prenons un exemple : suivant que les prix des tracteurs, du pétrole, des chevaux, du fourrage, des charrues, des instruments agricoles, etc... auront été fixés à tel ou tel niveau, qu'on aura établi entre eux tel ou tel rapport, il apparaîtra plus avantageux de labourer la terre avec un cheval et une charrue, avec des machines agricoles perfectionnées ou avec une charrue à main.

C'est de ce fait que tout calcul économique s'est trouvé faussé pendant le premier plan quinquennal (où les prix étaient fixés arbitrairement) ; ce n'est guère que depuis 1934 et 1935 (époque où l'on commence à fixer les prix sur la base des prix de revient) que la rentabilité des entreprises prend une signification économique et que le jeu combiné du profit industriel et commercial, reposant en partie sur les besoins du marché, est un guide tant pour la direction que pour la forme des investissements.

5) *L'intérêt.*

Mentionnons enfin, en raison de son peu d'importance pratique dans l'économie soviétique actuelle, l'existence d'un intérêt. L'intérêt existe entre l'Etat et les particuliers, soit sous la forme d'intérêt des emprunts à long terme, soit sous la forme d'intérêt des dépôts à court terme. L'intérêt existe aussi entre l'Etat et les entreprises pour leurs emprunts à court terme ; cet intérêt, d'ailleurs, n'a pour but que la rémunération du travail bancaire, il ne joue, en aucune façon, le rôle de notre taux de l'escompte. Quant aux fonds destinés aux investissements et qui proviennent du budget, l'Etat les verse aux entreprises non seulement sans

intérêts, mais aussi à fonds perdu(1); le résultat en est que les dirigeants des entreprises ont trop souvent tendance à recourir à l'emploi de capital (c'est-à-dire à faire inscrire au plan de fortes prévisions d'investissements) qui ne leur coûte rien, plutôt que d'employer de la main-d'œuvre ou d'améliorer son rendement par un meilleur aménagement du travail ou par une qualification plus poussée, même si cette dernière méthode était économiquement préférable ; cela confirme la remarque de Mossé sur l'utilité d'un intérêt entre l'Etat et l'entreprise : « Si le capital liquide était un élément gratuit, on risquerait de l'employer dans des proportions excessives. Le résultat serait que le public subirait des privations inouïes et les résultats se feraient attendre pendant des siècles. »(2)



L'existence de la monnaie, d'un système de salaires et de prix, les différentes formes légales du marché, le profit et l'intérêt sont des réalités de l'économie soviétique sur lesquelles reposent les plans ; ce sont aussi des réalités avec lesquelles les organes de planification doivent compter dans leur travail d'élaboration des plans. Avant d'examiner les méthodes de ce travail, il nous reste à décrire les organes qui sont chargés de l'accomplir et les différents plans qui sont le fruit de ce travail.

(1) «... Le financement inscrit au budget est opéré à fonds perdu et incorporé au capital statuaire de l'entreprise.» M. BOGOLÉPOV, *op. cit.*, p. 50.

(2) R. MOSSÉ, *L'épargne dans l'économie planifiée*, in *Banque et Bourse*, n° de Décembre 1938, pp. 200-202, p. 201.

SECTION V

Les organes de planification.

« L'élaboration des plans est confiée à la Commission centrale du plan d'Etat, le *Gosplan de l'U.R.S.S.*, travaillant en collaboration avec les Commissariats centraux et les organisations centrales dont dépend l'exécution de telle ou telle partie du plan. L'élaboration sous l'angle national géographique s'effectue en collaboration avec les commissions du plan des républiques et des régions. » (1)

Ainsi, les plans sont élaborés, au sommet, par le Gosplan de l'U. R. S. S., puis, en redescendant, d'une part, sous l'angle territorial, par les Gosplans des Républiques, par les commissions du plan des régions (Oblplan), des rayons (raïplan) et des villes (gorplan), d'autre part, sous l'angle technique, par les sections de planification des commissariats du peuple (centraux ou des Républiques), des glavki, des trusts ou des combinats et des entreprises (cellules de planification). Nous allons examiner rapidement ces différents organismes en commençant par le bas.

1) Les cellules de planification.

Dans chaque entreprise doit exister, en principe, un organe spécial chargé d'élaborer le plan de travail de l'entreprise, c'est-à-dire, à la fois de concrétiser le plan reçu d'en haut de manière à en déduire les tâches courantes du point de vue de la quantité, de la qualité et du prix de la production et de préparer les projets de plan de l'entreprise sur la base des directives centrales. Ces cellules de planification ont été négligées jusqu'en 1931, moment auquel on s'est aperçu non seulement de leur importance mais aussi de l'importance de toute la planification de base ; le mot d'ordre a été alors d'améliorer le travail des organismes de base. On trouve le reflet de cette préoccupation dans le compte-rendu

(1) OSSINSKY, *Les principes...*, op. cit., p. 21.

de la conférence des travailleurs de l'Oblplan de Moscou, dont nous aurons l'occasion de citer un certain nombre de résolutions : en ce qui concerne le travail des cellules de planification, « la conférence souligne l'importance énorme de la planification économique interne. Dans ce but, elle demande à chaque raïplan, gorplan et à chaque section de l'Oblplan de garantir une direction régulière à l'organisation de la planification économique interne des usines, des fabriques, des électro-stations, des sovkhoz, des kolkhoz, des S. M. T. et des soviets ruraux. »(1). Cette direction régulière doit être obtenue par la « réorganisation radicale de tout l'organisme de planification en commençant par la planification économique interne et en finissant par les raïplan, les gorplan et l'Oblplan »(1). Le principe de la réorganisation réside dans l'envoi de correspondants dans les usines et les kolkhoz (2) et dans la formation de « travailleurs planistes qualifiés pour organiser le travail de planification dans les entreprises, les kolkhoz et les sovkhoz. »(3)

C'est effectivement sur ce principe qu'a été entrepris le travail de réorganisation de la planification de base ; mais faute de « travailleurs planistes qualifiés », il est encore loin d'avoir abouti.

2) Les gorplan, raïplan et Oblplan.

Au-dessus des cellules de planification se trouvent, dans l'ordre hiérarchique ascendant, au point de vue territorial, les gorplan (dans les villes de plus de 20.000 habitants), raïplan (4) et Oblplan dont les fonctions sont les mêmes et ne se distinguent que par leur ampleur. Tous sont chargés de coordonner, sous forme de plans, le travail des unités économiques situées sur leur territoire, que ces unités économiques dépendent des autorités locales ou du gouvernement central (c'est aux Oblplan à se mettre d'accord avec les trusts dont dépendent les entreprises de leur

(1) *Matériaux de la Conférence des travailleurs de la Commission du plan de la Région de Moscou*, (25-28 Juin 1931), Moscou 1931, 61 p., p. 10.

(2) *Ibid.*, p. 11.

(3) *Ibid.*, p. 12.

(4) Donnons rapidement quelques indications spéciales relativement aux raïplan auxquels l'arrêté du gouvernement de la R.S.F.S.R., en date du 10 Novembre 1937 est venu donner une grande importance, importance confirmée par l'article de I. GAISSINOVITCH, *Il faut porter plus d'attention aux raïplans*, dans le n° 7 de 1938 de *P.K.* (pp. 89-97). Il y a un raïplan par rayon, il est composé de 7 à 12 membres et il a, dans sa circonscription, les mêmes tâches et les mêmes pouvoirs que le Gosplan, auquel il est subordonné, comme il est subordonné au comité de rayon. Ajoutons, enfin, qu'au 1-10-1936 il y avait en U.R.S.S. 3.306 rayons, d'une population moyenne de 40 à 50 mille habitants, comprenant chacun de 70 à 80 kolkhoz (dirigés par environ 19 soviets ruraux), avec presque autant de fermes d'élevage, englobant de 2 à 3 S. M. T., quelques sovkhoz, 2 à 3 douzaines d'entreprises industrielles, d'artels industriels, de comptoirs commerciaux, etc. (*P. K.* n° 1 de 1938, p. 128).

territoire avant de fixer le plan économique de leur région). C'est grâce à ces organismes que le ravitaillement des entreprises, des magasins, etc., peut être organisé d'une façon rationnelle. Pour que soit possible l'établissement des plans à l'échelle locale, il est indispensable que ces organismes locaux de planification soient avertis des tâches qui incombent aux unités économiques dépendant des autorités supérieures, c'est le sens de la résolution suivante : « la conférence pose devant les présidium de l'Oblplan et des Gosplan de la R.S.F.S.R. et de l'U.R.S.S. la tâche d'établir la liaison étroite nécessaire entre le travail des organes de l'Union et des Républiques et les travaux de planification des raïplan, des gorplan et des Oblplan, afin que chaque plan territorial puisse inclure les tâches de planification des entreprises indépendamment de leur subordination »(1).

En dehors du plan purement économique, ces organismes doivent également élaborer un plan social et culturel de la région qui leur est soumise et, finalement, réunir tous ces plans en « un seul plan synthétique du développement économique, social et culturel... »(2).

3) *Les sections de planification.*

Les sections de planification qui existent auprès des Narkomat (Zemplan auprès du Commissariat à l'agriculture, Transplan auprès du Commissariat aux voies de communication, etc.), des glavki, des combinats et des trusts ont pour tâche d'élaborer les plans de ces organismes en coordonnant, au point de vue économique, mais surtout technique, les plans des organismes qui leur sont soumis.



Dans son rapport au Congrès d'Amsterdam, Ossinsky décrit de la façon suivante les rapports entre les principaux organismes que nous avons énumérés ci-dessus : « l'organe de planification d'un trust contrôle le travail de planification des entreprises qui lui sont subordonnées. En même temps, il est une branche de l'organe de planification du commissariat du peuple correspondant... L'organe de planification du trust dépend de ce dernier en matière de décision méthodologique et d'organisation. A son tour, l'organe de planification du commissariat du peuple qui contrôle les trusts et les autres organisations qui lui sont subordonnées dépend en matière de décision méthodologique et d'organisation de la Commission du plan d'Etat. De la même façon, la Commission du plan d'Etat de chaque République ou région contrôle le

(1) *Ibid.*, p. 10.

(2) *Ibid.*, p. 5.

travail de planification de ces territoires, tout en dépendant également, en matière de décision méthodologique et d'organisation, de la Commission du plan d'Etat de l'Union. »(1) Voyons maintenant ce que sont ces Commissions du plan d'Etat ou Gosplan.

4) *Les Gosplan.*

A la tête de tous les organes de planification se trouvent les Gosplan chargés d'élaborer les plans économiques, sociaux, culturels, sous l'angle à la fois technique, territorial et économique ; tous les Gosplan travaillent sous la direction du Gosplan suprême, du Gosplan de l'U.R.S.S. et sont organisés selon les mêmes principes que ce dernier ; aussi est-ce de la structure du Gosplan de l'U.R.S.S. que nous allons nous occuper.

a) *Structure.*

L'ancêtre du Gosplan de l'U. R. S. S. est la commission pan-russe de l'électrification (Goelro) qui commença ses travaux le 21 février 1920. Le Gosplan de l'Union a été créé le 22 février 1921, il était composé alors de quarante collaborateurs. A partir de février 1925 a eu lieu un début de décentralisation avec la création du Gosplan de la R.S.F.S.R. et des organes de planification décentralisée(2) dans les Républiques, régions, rayons et territoires.

En 1926, le Gosplan est réorganisé. Il comprend alors une section de la reconstruction (divisions géographiques, bâtiment, électricité, combustibles) ; une section de la production (industrie, agriculture, transports) ; une section économique et sociale (commerce, finances, budget, statistiques économiques et conjonctures). Un décret de 1928 ajoute aux sections précédentes deux autres sections : section du travail et de la vie culturelle, section de la défense.

En 1931, le Gosplan est divisé en onze sections :

- 1) section de l'énergie (combustibles, électricité) ;
- 2) section industrielle ;
- 3) section agricole ;
- 4) section de construction (architecture, urbanisme, plan de répartition des travaux de construction, etc.).
- 5) section des transports et communications (voies ferrées, eau, P. T. T.) ;
- 6) section de la consommation et de la distribution (organisation du commerce, du ravitaillement des magasins, des entrepôts, etc.) ;

(1) V. V. BOLENSKY-OSSINSKY, *The nature and forms of social economic planning*, op. cit., p. 54.

(2) *Petite Encyclopédie soviétique*, Moscou 1929, article « Gosplan ».

- 7) section du travail (estimation des besoins en ouvriers des différentes catégories et de leur préparation, plan de développement de l'instruction technique, problème des salaires, de la productivité et de la production, du travail, des assurances sociales, etc.);
- 8) section de la culture (lutte contre l'analphabétisme, plans relatifs aux écoles, journaux, bibliothèques, clubs, salles de lecture, stations de radio, cinémas, etc.);
- 9) section de la science (plans de recherches scientifiques et de subventions aux instituts scientifiques);
- 10) section d'économie et de statistiques (qui concentre tout le matériel statistique);
- 11) section d'organisation (qui établit le plan de travail du Gosplan lui-même) (1).

Le Gosplan entretient un Institut de recherches scientifiques qui étudie, en même temps que différentes questions économiques, la méthode de la planification.

En 1935, le Gosplan est réorganisé à nouveau par l'arrêté du 5 avril 1935 (2). La grande nouveauté de l'arrêté est l'institution des départements de la planification synthétique. Les *Izvestija* du 8 avril 1935 disaient de celle-ci : « Il appartient à la planification synthétique d'élaborer les divers chapitres du plan économique unifié et de s'occuper des problèmes qui concernent plusieurs industries ou plusieurs régions du pays. » L'arrêté fixe à cinq le nombre de départements de la planification synthétique : département général de la production, département du plan financier, etc... En outre, sont créés seize départements de la planification des différentes branches de l'économie nationale (combustibles et énergie électrique, industrie métallurgique et minière, etc.) et sept sections autonomes (défense nationale, travail et cadres, santé publique, etc.). Le Gosplan est dirigé par le président du Gosplan, nommé par le Sovnarkom et assisté d'un comité directeur de 70 membres, également nommés par le Sovnarkom. L'arrêté est essentiellement justifié par la nécessité d'introduire la planification synthétique dans le travail du Gosplan. Le décret paru dans les *Izvestija* du 17 septembre 1937 apporte un certain nombre de modifications peu importantes à la structure du Gosplan, modifications qui annoncent déjà la réforme de février 1938.

Le décret du 2 février 1938 a réorganisé le Gosplan ; nous en reproduisons intégralement le texte qui est suffisamment clair et

(1) WILLIAM, HENRY CHAMBERLIN, *The Soviet planned economic order*, Boston, Massachussets, 1931, VII + 243 p., pp. 18-20.

(2) Voir *Pravda* du 6-4-1935.

d'une grande importance ; nous nous contentons de préciser quelques points par des notes :

Statuts de la Commission d'Etat du plan, près le Conseil des Commissaires du Peuple (1).

« 1. La Commission d'Etat du plan près le Conseil des Commissaires du peuple de l'U.R.S.S. (Gosplan de l'U.R.S.S.) est une commission permanente du Conseil des Commissaires du Peuple de l'U. R. S. S. (2).

2. La Commission d'Etat du plan près le Conseil des Commissaires du peuple de l'U.R.S.S. est composée de 11 membres dont la nomination est personnellement approuvée par le Conseil des Commissaires du peuple de l'U. R. S. S. Les membres de la Commission sont désignés parmi les travailleurs dirigeants du plan, les travailleurs de la science et les spécialistes les plus éminents.

3. La Commission d'Etat du plan près le Conseil des Commissaires du peuple de l'U. R. S. S. :

a) élabore et soumet à la délibération du Conseil des Commissaires du peuple de l'U.R.S.S. les plans perspectifs, annuels et trimestriels de l'économie nationale ;

b) présente au Conseil des Commissaires du peuple de l'U. R. S. S. ses conclusions sur les perspectives, les plans annuels et trimestriels élaborés par les commissariats du peuple et administrations de l'U.R.S.S. et des Républiques fédérées(3) ;

c) contrôle la réalisation des plans de l'économie nationale de l'U.R.S.S. ;

d) sur les indications du Conseil des Commissaires du peuple de l'U.R.S.S., ou de sa propre initiative, étudie et élabore différents problèmes de l'économie socialiste ;

e) nomme des commissions d'experts pour des questions économiques particulières ;

f) étudie et soumet à l'approbation du Conseil des Commissaires du peuple de l'U.R.S.S. les questions de méthodologie de la planification socialiste ;

g) dirige la comptabilité et la statistique socialiste en URSS.

4. La tâche principale de la Commission d'Etat du plan est d'assurer au sein de l'économie nationale de l'U.R.S.S. l'observation de justes proportions dans le développement des différentes branches de l'économie et de prendre les mesures nécessaires

(1) *Pravda* du 3 Février 1938.

(2) Le Gosplan cesse d'être une commission du Conseil du Travail et de la Défense.

(3) Il s'agit des plans détaillés de ces Commissariats et administrations. Ces plans sont élaborés par leurs sections de planification sur la base et dans le cadre du plan d'ensemble de toute l'Economie nationale.

pour empêcher que des disproportions s'y produisent. La Commission d'Etat du plan est chargée de coordonner dans le plan de l'économie nationale de l'U.R.S.S. l'activité des branches connexes de la production socialiste, de l'industrie d'extraction et de transformation, de l'agriculture et des différentes branches de l'industrie des transports et de l'économie nationale ; de coordonner l'augmentation de la production et celle de la consommation ; de financer la production et de l'assurer en matériaux ; de réaliser la répartition territoriale appropriée des entreprises, en partant de la nécessité de liquider les transports à grande distance et sans nécessité économique, de rapprocher les entreprises des sources de matières premières et des régions de consommation de leur production.

5. Dans le but de prévenir le non-accomplissement du plan de l'économie nationale, la Commission d'Etat du plan :

a) contrôle l'exécution du plan d'Etat de l'économie nationale par les commissariats, les administrations et les entreprises ;

b) soumet à l'examen du Conseil des Commissaires du peuple de l'U.R.S.S. les questions et les propositions résultant du contrôle de l'exécution du plan de l'économie nationale(1) ;

6. Pour la réalisation des tâches sus-mentionnées, la Commission d'Etat du plan dispose :

a) d'un appareil central composé de départements, de secteurs et de groupes ;

b) des représentants autorisés de la Commission d'Etat du plan pour le contrôle de l'exécution des plans de l'économie nationale dans les Républiques, territoires et régions (2).

Les représentants autorisés sont directement subordonnés au Gosplan de l'U. R. S. S. et ne dépendent pas, dans leur travail, des commissions du plan dans les Républiques, territoires et régions.

7. Près la Commission d'Etat du plan existe la Direction Centrale des Statistiques de l'économie nationale dont l'activité est régie par des statuts spéciaux approuvés par le Conseil des Commissaires du peuple de l'U. R. S. S. (3).

(1) C'est ainsi que se réalisent des modifications au plan en cours d'exécution.

(2) L'institution de ces représentants est la principale innovation apportée par ce décret qui doit permettre un contrôle concret et efficace de la réalisation du plan.

(3) Cette disposition vient renforcer la portée du paragraphe g) de l'article 3. Elle s'explique par le fait que les indices publiés par la Direction Centrale de la Statistique ne correspondaient pas toujours aux besoins de la planification et, par conséquent, par la nécessité de renforcer les liens entre cette Institution et le Gosplan, de soumettre « tous les travaux de la Direction Centrale de la Statistique aux tâches de la planification ». (« Le travail du Gosplan sur la base des nouvelles tâches », in *P. K.* n° 2 de 1938, pp. 19-30, p. 28).

8. La structure de l'appareil central de la Commission d'Etat du plan est constituée comme suit :

Département du plan général de l'économie nationale, y compris le groupe du bilan de l'économie nationale,

Département des constructions capitales (investissements) y compris la balance des matériaux de construction,

Département des finances (budget et crédit),

Département de la répartition des entreprises et de la planification par régions (1).

Secteur (2) des ressources naturelles,

- » des combustibles, y compris le groupe de la balance des combustibles (3),
- » de l'électrification, y compris le groupe de la balance de l'énergétique,
- » de la métallurgie, y compris le groupe de la balance des métaux,
- » de l'industrie chimique,
- » des constructions mécaniques, y compris le groupe de la balance de l'outillage,
- » des transports automobiles et des voies de communications par air,
- » de l'industrie forestière,
- » de l'industrie alimentaire,
- » de l'industrie légère,
- » des chemins de fer,
- » des transports fluviaux et maritimes,
- » de l'agriculture,
- » du commerce et de la circulation des marchandises,
- » de l'industrie locale et des coopératives de production
- » de l'industrie des matériaux de construction,
- » de l'économie communale et des habitations,

(1) Le travail de ce « département » est considéré par l'auteur anonyme de l'article cité dans la note précédente comme étant d'une énorme importance ; il écrit : « sans une élaboration du plan par rayons, il est impossible de fixer de justes rapports soit entre les branches de l'économie nationale, soit entre les rayons, soit entre les transports et l'ensemble de l'économie nationale » (*Ibid.*, p. 27).

(2) Chacun de ces secteurs correspond à une branche de l'économie nationale et doit non seulement élaborer le plan de ce secteur dans son ensemble mais, aussi, « contrôler si les narkomat et les glavki communiquent à temps les plans aux entreprises et si ces plans correspondent entièrement aux tâches fixées par le Gouvernement » (*Ibid.* p. 28), c'est-à-dire par le plan de l'économie nationale.

(3) Le fait que les nouveaux statuts prévoient eux-mêmes la création, au sein de certains secteurs, d'un groupe chargé de confectionner des balances ou bilans indique l'importance que le Gouvernement soviétique attache à cette méthode que nous examinerons plus loin.

- » du commerce extérieur,
- » de la culture et des cadres,
- » de la santé publique,
- » des communications postales, télégraphiques et téléphoniques.

Sont du ressort des différents secteurs de la Commission d'Etat du plan, l'ensemble des questions de planification dans la branche respective de l'économie nationale et le contrôle de l'exécution du plan (indices quantitatifs et qualitatifs).

Font également partie de la Commission d'Etat du plan :

- le Secteur des cadres du plan,
- le Bureau d'enregistrement des inventions,
- les Services administratifs du Gosplan,
- la revue et les éditions l' « Economie planifiée » (*Planovoe Khoziaistvo*) (1),
- le secrétariat du président du Gosplan.

9. Les représentants de la Commission d'Etat du plan dans les Républiques, territoires et régions sont nommés et relevés de leurs fonctions par le Conseil des Commissaires du peuple de l'U. R. S. S. sur présentation du président de la Commission d'Etat du plan près le Conseil des commissaires du peuple de l'U.R.S.S. et exécutent les tâches fixées par lui.

Les frais des représentants de la Commission d'Etat du plan sont couverts par le budget de l'Union au chapitre des dépenses du Gosplan.

10. La Commission d'Etat du plan près le Conseil des Commissaires du peuple de l'U. R. S. S. a le droit d'exiger des Commissariats du peuple et des administrations (et les représentants du Gosplan de l'U.R.S.S., dans les Républiques, territoires et régions, ont le droit d'exiger des entreprises et organismes économiques respectifs), la documentation, les matériaux et les explications nécessaires se rapportant au contrôle de l'exécution des plans de l'économie nationale.

11. Les commissions du plan près les Conseils des Commissaires du peuple des Républiques fédérées et autonomes, près les comités exécutifs des Soviets de territoires et de régions, se basent dans les questions de méthodologie de la planification, ainsi que dans celles du contrôle de l'exécution des plans économiques, sur les directives du Gosplan.

(1) Comme on peut le lire dans le commentaire déjà cité du décret du 2 février 1938 : « Les tâches d'élaboration des problèmes méthodologiques de la planification et la propagande des plans de l'économie nationale parmi les masses, ainsi que la préparation des cadres, exigent le développement du travail des éditions du Gosplan, la publication d'ouvrages et d'articles dans le domaine de la planification et de la statistique, en particulier, de documents officiels sur les plans » (*P. K. n° 2 de 1938, op. cit., p. 29*).

12. Les membres de la Commission d'Etat du plan ne peuvent cumuler leur travail au Gosplan avec un autre travail dans les organes économiques et administratifs.

13. La Commission d'Etat du plan convoque des réunions pour examiner les questions les plus importantes de l'économie socialiste liées à l'élaboration des plans perspectifs, annuels et trimestriels de l'économie nationale et au contrôle de la marche de leur exécution.

14. Un Conseil composé des membres du Gosplan et d'autres travailleurs du plan — jusqu'à 90 personnes au total — est institué auprès de la Commission d'Etat du plan. »

b) fonctions

La principale fonction du Gosplan est l'élaboration des plans. Comment cette fonction a-t-elle évolué? En 1929, la « *Petite Encyclopédie soviétique* » définissait ainsi les tâches du Gosplan de l'U. R. S. S. (et aussi des Républiques) « la matière du travail de planification consiste essentiellement : 1) dans l'étude des forces productives ; 2) dans l'observation de la conjoncture des procès économiques fondamentaux ; 3) dans l'élaboration des plans opératoires annuels, sur la base des principaux chiffres de contrôle annuels de l'ensemble de l'économie nationale ; et 4) dans l'élaboration d'un plan perspectif quinquennal, sur la base du plan général de reconstruction de l'économie nationale. » (1) (2)

Depuis lors le travail du Gosplan s'est précisé, cet organisme a pour tâche l'élaboration des plans quinquennaux, annuels et trimestriels. En effet, « l'élaboration des chiffres de contrôle annuels se transforma en 1931, en liaison avec les succès de la collectivisation, en un plan économique unique de l'économie nationale. En 1930, on avait composé systématiquement des plans trimestriels de l'économie nationale. » (3)

Au travail d'élaboration d'un plan purement économique est venue s'ajouter l'élaboration d'un plan social (éducation, santé publique, etc.) coordonné au premier; dans ce travail le Gosplan est aidé par des commissions de planification spéciales, Ossinsky écrit : « étant donné que la planification est appliquée à des aspects de la construction socialiste comme l'éducation, la protection de la santé, la recherche scientifique, l'organisation de la vie sociale, etc., des organes de planification ont été établis dans

(1) *Petite Encyclopédie soviétique*, article « Gosplan ».

(2) Ce que l'on appelle ici le « plan de reconstruction de l'économie nationale », c'est le plan du Goelro.

(3) V. MEZLAUK, *Un plan bolchevique*, op. cit., p. 29.

les commissariats respectifs de l'Education, de la Santé Publique, etc., ils ont également été établis dans les organisations et départements locaux qui règlent la construction sociale et culturelle. » (1) En outre, existent maintenant, ainsi que nous l'avons vu plus haut, au sein du Gosplan lui-même, une section de la culture et des cadres et une section de la santé publique.

A cette tâche essentielle du Gosplan qu'est l'élaboration des différents plans, il faut ajouter, conformément aux statuts ci-dessus cités, les tâches suivantes : le contrôle de l'exécution et des plans partiels élaborés par les différentes administrations, les modifications au plan initial, les recherches théoriques, la direction de la statistique, la préparation de ses propres cadres et la direction de la publication des ouvrages relatifs aux plans.

5) *Les organismes auxiliaires.*

Le travail du Gosplan repose non seulement sur les renseignements fournis par les organismes de base, mais aussi sur l'aide de différentes institutions (2). En premier lieu, le Gosplan est assisté de l'Académie des Sciences et de tous les Instituts de recherches scientifiques ; c'est ainsi qu'il est mis au courant des nouveautés techniques qui peuvent transformer les processus de production, de la découverte de nouveaux gisements, etc.(3). En second lieu, nous savons qu'auprès du Gosplan se trouve la Direction Centrale de la Statistique ; cette institution réunit le matériel statistique grâce à un réseau serré d'organismes statistiques et comptables : « de même que les organes de planification, les organisations de comptabilité et de statistique existent dans toutes les branches du système soviétique d'administration. La structure

(1) V. V. OBOLENSKY-OSSINSKY, *The nature...*, op. cit., pp. 54-55.

(2) Indiquons, en outre, que les cadres de tout le système de planification sont formés dans des écoles spéciales, les écoles d'enseignement de la planification. La plus importante de toutes est l'« Académie pan-unionique de planification du nom de Molotov » (*) qui est composée des Facultés suivantes :

1° Economie générale.

2° Planification de l'industrie et des transports.

3° Planification de l'agriculture.

4° Planification du mouvement des marchandises et des finances.

La durée des études varie suivant les cas de 4 ans à 4 ans 1/2 ; le nombre d'élèves admis chaque année était, jusqu'en 1937, de 30 à 40 ; en 1938, on en a admis 175. La plupart des élèves ont déjà plusieurs années de pratique de la planification et 49 % ont fait un stage de « responsable » dans les organisations du Parti, des Jeunesses, des Soviets ou des syndicats (**).

(*) Voir l'article portant ce titre in *P. K.* n° 10 de 1938, pp. 111-117.

(**) *Ibid.*, p. 115.

(3) Rappelons que le bureau d'enregistrement des inventions est une administration annexe du Gosplan.

de ces corps et leurs relations sont analogues à la structure et aux relations des organes de planification. »(1)

Grâce aux renseignements fournis par ces divers organismes auxiliaires, ainsi que par les représentants du Gosplan dans les Républiques, régions, territoires, etc., le Gosplan a la possibilité de modifier à temps ses plans partiels en vue de les adapter aux résultats déjà obtenus ; enfin, et cela est surtout important pour l'établissement des plans des semailles et des récoltes, il existe deux directions principales pour l'hydro-météorologie, l'une auprès du Commissariat à l'Agriculture, l'autre, instituée par le décret du 8 décembre 1936, auprès du S. N. K.

L'élaboration des plans est due, en définitive, à l'étroite collaboration de toutes ces institutions.



Nous en avons terminé avec l'examen des cadres de la planification soviétique, c'est-à-dire de la base et de la structure économique, sociale, administrative, etc. de la société soviétique ; il nous faut examiner maintenant ce que sont les plans et comment s'accomplit le travail de planification proprement dit.

(1) V. V. OBOLENSKY-OSSINSKY, *The nature...*, op. cit., p. 55.

CHAPITRE III

LES PLANS ET LES METHODES D'ELABORATION

L'objet essentiel du travail du Gosplan étant d'établir des plans d'ensemble de la vie économique et sociale de l'U. R. S. S., il nous faut donner (avant tout examen des méthodes d'élaboration) quelques indications concrètes sur la notion, le contenu et les formes des plans, tels que nous les présente la pratique soviétique.

SECTION I

Les plans.

1) *La notion de plan.*

En premier lieu, il est indispensable de préciser que le plan (1), dans la conception soviétique actuelle (de même d'ailleurs que dans la conception marxiste), n'est pas un ensemble de prévisions, mais est un système de tâches dont l'exécution doit permettre de réaliser un certain ordre économique et social voulu à l'avance ; Staline a dit à ce sujet : « Les plans ne sont pas des plans de prévisions, des plans de conjecture, mais des plans de directives qui ont un caractère obligatoire pour les organes dirigeants et qui déterminent l'orientation du développement économique à l'avenir et à l'échelle de tout le pays. » (2) Le plan doit être à la fois l'expression de la volonté et de la liberté humaines et l'instrument de leur réalisation dans le domaine économique et social ; selon Engels, c'est grâce au plan que les hommes pourront pénétrer entièrement dans « le règne de la liberté ».

(1) Il s'agit ici, et dans la suite de ce chapitre, des plans d'ensemble élaborés par le Gosplan et non des plans partiels que les organismes de planification inférieurs élaborent, dans le cadre de ces plans d'ensemble, en vue de fixer les tâches concrètes des différentes unités économiques et administratives.

(2) *Compte-rendu sténographique du 15^e Congrès du V.K.P. (b)* (en russe), Moscou-Léninegrad 1928, p. 69.

En second lieu, le plan ne doit pas et ne peut pas être une création abstraite, le résultat d'une volonté arbitraire ; pour que le plan puisse être réalisé, il faut qu'il soit le fruit d'une connaissance approfondie de l'état des forces économiques au moment de son élaboration et de leurs possibilités de développement ; c'est à cette condition seulement qu'il sera la synthèse de ce qui est et de ce qui doit être, en même temps que le choix entre une multitude de possibles. ce choix suppose un but et Staline a dit à ce sujet : « Nous ne pouvons aller de l'avant sans savoir où nous devons aller, sans connaître le but de notre mouvement. Nous ne pouvons construire sans perspectives... Sans perspectives claires, le Parti ne peut diriger la construction. Nous ne pouvons vivre selon la recette de Bernstein : « Le mouvement est tout, le but n'est rien. » (1)

Pour Bacon, la science était un moyen de mieux connaître la nature afin de mieux la dominer ; de même, pour Marx, le plan doit reposer sur une connaissance des forces économiques et sociales qui soit assez poussée pour permettre aux hommes de substituer aux lois économiques qui les dominent des lois imposées par eux à l'économie.

Enfin, étant donnée l'interdépendance des phénomènes économiques, un plan ne peut être réalisé efficacement que s'il est un plan d'ensemble de toute l'économie nationale, ne laissant se développer spontanément aucun secteur de l'économie ; ce qui, pratiquement, suppose la réunion de tous les moyens de production dans les mains d'un propriétaire unique ou, tout au moins, le développement des formes collectives de propriété et l'existence d'un pouvoir économique tout-puissant et homogène.

Le plan, dans la pratique soviétique, n'est pas loin de posséder les caractères que nous venons de dégager et que revendique la théorie soviétique de la planification. Le plan de l'économie nationale de l'U. R. S. S. est, effectivement, un plan d'ensemble de la vie économique, et même de la vie sociale, un plan reposant, dans une large mesure, sur une connaissance de l'état économique et social du pays, un plan qui ne se contente pas de prévoir mais dont l'élaboration est soumise à une volonté politique.

D'ailleurs, il ne faudrait pas conclure de ce qui précède que dans le choix des objectifs économiques interviennent seulement des préoccupations politiques. L'économie soviétique, en effet, est une économie planifiée reposant sur le *marché* et les désirs de celui-ci, ainsi que nous l'avons indiqué plus haut, doivent bien entrer en ligne de compte lors de la confection du plan ; c'est pourquoi, en définitive, le choix des objectifs à réaliser est le

(1) Extrait du recueil intitulé *Ob oppositsi*, Moscou 1928, p. 361.

résultat d'un compromis plus ou moins empirique entre le politique et l'économique ; tout ce que l'on peut dire, c'est que, en principe, au fur et à mesure de l'affermissement du régime et de la réalisation par lui des tâches qu'il s'impose, le domaine de l'économique doit s'étendre au détriment du politique, ou, plutôt, que l'un et l'autre tendront de plus en plus à se confondre.

En réalité, il est faux de parler d'« un » plan de l'économie nationale de l'U.R.S.S. car l'économie nationale est soumise, en même temps, à différents plans, à des plans de différentes formes.

2) *Les formes des plans.*

Les différents plans se distinguent les uns des autres par les tâches qu'ils posent, par les détails qu'ils contiennent, par le temps dans lequel ils sont appelés à être réalisés ; comme l'indique Ossinsky : « La chose importante est la division de la planification économique et sociale en planification courante et en planification de perspective. Ces deux formes de planification sont permanentes et se déroulent parallèlement. » (1)

a) *Les plans perspectifs.*

La planification de perspective a pour but d'établir un programme économique et social pour une période de longue durée, 5, 10 ou 15 ans. Seuls les plans de longue durée permettent d'apporter d'importantes modifications à la structure de l'économie nationale ; ainsi que l'écrivait Strumiline en 1926 : « La possibilité de redistribuer les forces productives existantes de manière à obtenir une combinaison plus efficace, dans les limites d'une seule année, est extrêmement limitée. Sur une période de 5 ans elle est beaucoup plus grande et sur une période de 10 à 15 ans, en considération des grandes accumulations, elle est énorme. » (2)

Les principaux plans perspectifs que l'U. R. S. S. a connus sont : le plan d'électrification du Goelro (élaboré en 1920 pour une durée de 10 à 15 ans), le 1^{er} plan quinquennal (1928/29-1932), le 2^e plan quinquennal (du 1^{er} Janvier 1933 au 31 Décembre 1937), le 3^e plan quinquennal dont l'exécution a commencé, en principe, en 1938.

Ajoutons que ces plans perspectifs peuvent être divisés en plans de plus courte durée ; ainsi, le 1^{er} plan quinquennal fixait non seulement les tâches qui devaient être réalisées au bout de 5 ans, mais aussi, dans un certain nombre de cas, les principaux

(1) V. V. OBOLENSKY-OSSINSKY, *The nature...*, op. cit., p. 50.

(2) *Perspektivy razvertyvaniya narodnogo khoziaistva S.S.S.R. na 1926-1927, 1930-1931.* Introduction de STRUMILINE, p. 4.

objectifs devant être atteints chaque année : ce sont les tranches annuelles du plan perspectif, tranches annuelles qu'il ne faut pas confondre avec les plans annuels auxquels nous arrivons maintenant.

b) *Les plans annuels.*

L'objet des plans annuels est la réalisation du plan perspectif au cours de l'année à venir. Cette forme de plan a pris de plus en plus d'importance; depuis 1931 elle a pris la place des chiffres annuels de contrôle et le plan annuel contient des indices de développement relatifs à l'économie nationale dans son entier, y compris le plan financier. Voici, selon M. Bogolépov, quelle est la place des plans annuels par rapport aux plans perspectifs : « Les plans quinquennaux dits « de perspective » du développement de l'économie nationale et des finances correspondent à une première approximation. Ils sont importants et nécessaires comme un programme pour l'établissement de plans pratiques annuels se succédant systématiquement les uns aux autres. Les plans approximatifs sont mis au point et perfectionnés au cours de leur application graduelle. Les plans pratiques annuels tiennent compte des nouvelles possibilités qui se font jour au cours des travaux, pendant l'exécution du plan des différentes branches de l'économie nationale, des fabriques, des usines, etc. » (1)

c) *Les plans de plus courte durée.*

Enfin, l'importance du plan pour la vie économique de chaque entreprise a rendu nécessaire la confection de plans trimestriels, ce qui a lieu depuis 1929-1930 ; comme l'écrit Ossinsky : « Avant le commencement de chaque trimestre, le plan du trimestre est réexaminé en accord avec les particularités de la saison. Les changements résultant de la réalisation du plan pendant le trimestre précédent sont incorporés dans le plan du prochain trimestre. » (2)

En dehors de ces plans, élaborés par le Gosplan et qui embrassent l'économie nationale de l'U. R. S. S. dans son ensemble, dans certaines branches d'industrie, on a adopté la forme des plans mensuels et, parfois même, des plans de 10 et de 5 jours, plans confectionnés par les organismes de planification attachés aux administrations dirigeant ces branches de l'industrie.

Voyons maintenant quel est le contenu des plans généraux, c'est-à-dire, essentiellement, des plans quinquennaux et des plans annuels.

(1) M. BOGOLÉPOV, *op. cit.*, p. 42.

(2) V. V. BOLENSKY-OSSINSKY, *The nature...*, *op. cit.*, p. 52.

3) *Le contenu des plans.*

Comme le montrait Ossinsky dans son rapport au Congrès d'Amsterdam, le plan résout la question du « rythme et de la direction de l'ensemble du procès social et économique. »(1) Il résout un des problèmes fondamentaux qui déterminent l'accroissement de la production, à savoir « le problème de la distribution de l'ensemble de la production annuelle entre l'accumulation et la consommation. »(2) C'est parce que le plan résout ce problème qu'il indique concrètement la quantité et la qualité des moyens de production et des objets de consommation qui doivent être produits au cours de la période à venir.

Le plan est en même temps un plan de répartition, il indique comment les produits doivent être distribués, la manière dont l'accumulation doit être répartie entre les différentes branches de l'économie, et les objets de consommation entre les individus; le plan exprime également ces tâches en rapport de valeur, aussi il doit déterminer les éléments du plan financier et, surtout, le volume du fonds des salaires.

Le plan détermine les relations économiques de l'Union avec le monde extérieur dans son ensemble et avec les différents pays étrangers en particulier(3); mais cette partie du plan n'est généralement pas publiée.

Le plan se préoccupe non seulement de l'industrie mais aussi de l'agriculture. Avant la collectivisation, la planification de l'agriculture, dans la mesure où l'on peut parler à cette époque d'une telle planification, se faisait d'une façon indirecte, grâce à différentes mesures économiques, taxation, prix, etc.: depuis la collectivisation, la planification se fait directement tant pour les kolkhoz que pour les sovkhoz.

Les plans quinquennaux indiquent non seulement les tâches des différentes branches de l'économie, mais aussi les tâches des différentes circonscriptions territoriales de l'U. R. S. S. ; ainsi, le 1^{er} plan quinquennal consacrait son tome III (606 pages), le 2^e plan quinquennal son tome II (582 pages) à la planification par régions territoriales. On peut lire dans l'introduction du tome II du 2^e plan quinquennal : « Le plan du développement des rayons, dans la deuxième période quinquennale, concrétise les tâches des différentes Républiques, territoires et régions dans la réalisation du plan de développement de l'économie nationale de l'U. R. S. S. dans son entier. »(4) Cette planification par rayons a une grande

(1) *Ibid.*, p. 44.

(2) *Ibid.*, p. 45.

(3) *Ibid.*, p. 46.

(4) *Vtoroi piatiletnij plan razvitija narodnogo khoziaistva S.S.S.R.*, Moscou 1934, tome II, 582 p., p. 3.

importance car, comme l'écrit justement T. Galperine, « les divisions du plan par branches et les divisions par territoires se complètent et se conditionnent les unes les autres ; c'est seulement comme unité qu'elles garantissent à tous les plans projetés de justes proportions, une répartition précise et une adaptation complète des mesures et des tâches. »(1)

Enfin, des chapitres spéciaux du plan sont consacrés aux questions culturelles, sociales (en particulier aux questions d'habitation), et à celles intéressant la santé publique. Ce sont surtout les questions culturelles qui prennent de l'importance en raison de la nécessité de former des travailleurs qualifiés et des cadres techniques. Le plan culturel, écrit Ossinsky, « spécifie la proportion entre les différentes qualifications des institutions d'éducation, cette proportion sert de garantie contre la surproduction d'un type de travailleurs et la sous-production d'autres types. »(2)

En vue de montrer, d'une façon plus concrète, quel est le contenu d'un plan annuel, nous allons indiquer quelles étaient les principales subdivisions du plan annuel de 1937(3).

Principaux indices du plan de l'économie nationale pour 1937.

I. *Revenu national* (total, en milliards de roubles 1926-1927 et poids spécifique du secteur socialiste dans le revenu national, en %).

II. *Investissements* (en millions de roubles avec la désignation des branches de l'économie dans lesquelles les investissements doivent être faits).

III. *Industrie* (sa production totale et la production des moyens de production et des objets de consommation, en prix fixes de 1926/1927 ; le nombre des ouvriers et des employés travaillant dans l'industrie, le salaire moyen des ouvriers et des employés, le volume des travaux capitaux (investissements) faits dans l'année et celui des investissements qui entreront en service au cours de l'année).

Grande industrie (mêmes indications).

Commissariats à l'industrie lourde et à l'industrie de la défense (mêmes indications que ci-dessus, avec plus de détails, en outre, évolution du prix de revient commercial, en % par rapport à l'année précédente).

(1) T. GALPERINE, *A propos de l'expérience de l'élaboration du 2^e plan quinquennal*, in P. K. n° 3 de 1936, pp. 69-93, p. 78.

(2) V. V. OBOLENSKY-OSSINSKY, *The nature...*, op. cit., p. 49.

(3) P. K. n° 3 de 1937, pp. 222-246.

Commissariat à l'industrie forestière (id.).

» » » légère (id.).

» » » alimentaire (id.).

Commission des stockages près le S. N. K(1) (id.).

Commissariat aux industries locales (id.).

Industrie coopérative (id.).

Stations électriques (indications relatives au travail des principaux glavki, en millions de kilowatts-heures).

Extraction de combustibles (indications relatives aux principaux trusts, en millions de tonnes — part du commissariat à l'industrie lourde).

Transformation des combustibles (indications relatives au raffinage du pétrole, de la benzine, etc.).

Extraction de minerai (en milliers de tonnes).

Métallurgie ferreuse (indications relatives à la production de la fonte, de l'acier, des laminés de différents profils, en millions de tonnes).

Construction de machines et travail du métal (indications détaillées relatives aux différents moteurs, machines, métiers, etc. à produire (locomotives, wagons, diesels, générateurs, tracteurs, combines, automobiles, camions, montres, pendules, gramophones, etc.), en pièces ou en puissance).

Industrie chimique (indications relatives aux différents produits chimiques — en tonnes, en pièces ou en valeur).

Matériaux de construction (différents produits, indications en nature).

Industrie du bois (différents produits, indications en volume, sauf pour les meubles (en valeur) et pour le papier (poids).

Industrie légère (différents produits (tissus, chaussures, gants, tricots, etc.), indications généralement en nature).

Industrie alimentaire (différents produits (poisson, viande, sucre, pain, etc.), indications en nature).

IV. Agriculture.

Surfaces ensemencées (en automne et au printemps, pour les différentes plantes : céréales, cultures techniques, pommes de terre, etc.).

Rendement à l'hectare de différentes plantes (en quintaux).

Équipement technique de l'agriculture (tracteurs, combines, etc., en pièces, en puissance ou en valeur, à la fin de l'année).

S. M. T. (équipement, surfaces desservies par elles, etc.).

Travail du commissariat du peuple à l'agriculture (nombre d'ouvriers et d'employés, fonds des salaires, production par ou-

(1) Cette Commission chargée du stockage des produits agricoles a été transformée en Commissariat en janvier 1938.

vrier dans les sovkhoz du commissariat (en valeur), etc.).

Travail du commissariat aux sovkhoz (id.).

V. *Transports et communications.*

Chemins de fer (longueur en exploitation, indication du matériel en service à la fin de l'année, indices d'utilisation du matériel, indications relatives au travail, etc.).

Transports par eau (id.).

Transports par air (id.).

Transports automobiles (nombre d'automobiles et de camions à la fin de l'année).

Communications (volume du travail des communications (en valeur), longueur des lignes téléphoniques et télégraphiques en exploitation, nombre d'appareils, etc.).

VI. *Travail et cadres.*

Nombre d'ouvriers et d'employés (dans les différentes branches de l'économie).

Fonds des salaires (id.).

Contingent des étudiants à la fin de l'année (dans les différentes institutions d'éducation).

Promotion d'étudiants au cours de l'année (id.).

VII. *Mouvement des marchandises* (chiffre d'affaires des différents réseaux du commerce de détail, mêmes indications par tête d'employé, etc.).

VIII. *Constructions communales et habitations.*

IX. *Santé* (nombre d'hôpitaux, de places dans les hôpitaux, maisons de repos, etc.).

X. *Instruction* (indications relatives aux écoles, au nombre d'élèves dans les villes et dans les campagnes, etc.).

XI. *Education pré-scolaire* (mêmes indications pour les jardins et pour les maisons d'enfants).

XII. *Instruction politique* (indications relatives aux écoles pour la liquidation de l'analphabétisme, aux écoles pour adultes, aux clubs, aux bibliothèques, aux maisons de la culture, estimation du nombre de lecteurs, etc.).

XIII. *Art* (indications relatives aux cinémas, théâtres, cirques, etc.).

XIV. *Presse* (nombre de journaux, tirage, livres et revues).

Telles sont les principales subdivisions du plan, on voit qu'il embrasse véritablement tous les aspects de la vie économique et sociale. Ce qu'il nous faut examiner maintenant, c'est comment un tel plan est élaboré, comment il est exécuté et comment se fait le contrôle de son exécution.

SECTION II

Schéma de l'élaboration des plans.

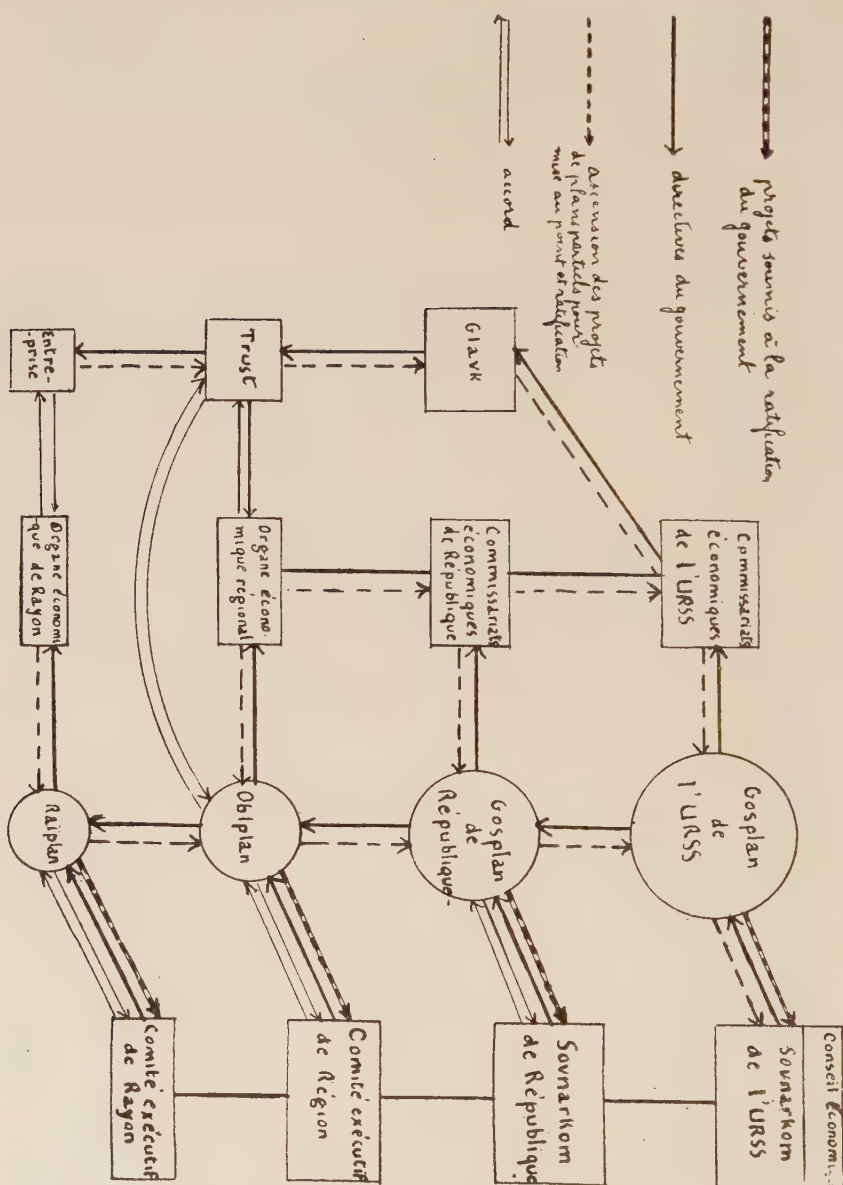
L'élaboration commence par la fixation, par le Parti et par le gouvernement des directives à appliquer pendant la période à venir (une ou cinq années). Ces directives doivent tenir compte, d'une part, de la situation matérielle et politique à l'intérieur de l'Union et dans le monde extérieur et, d'autre part, des buts généraux qui doivent être atteints. Elles indiquent « les voies et les moyens par lesquels l'économie nationale sera reconstruite, au point de vue technique et social, et le rythme de cette reconstruction. Les directives de chaque période formulent les tâches à réaliser dans la sphère de la collectivisation et de la socialisation ; elles déterminent la proportion entre l'accroissement des fonds capitaux et l'accroissement de la consommation ; elles indiquent les principales sections dans lesquelles des dépenses capitales sont nécessaires. » (1) Ces directives établissent un ordre de priorité entre les différentes tâches, elles fixent la politique des prix et des salaires, la politique de la distribution, etc. ; mais ces directives ont un caractère de généralité qui les différencie d'un plan proprement dit, ce sera la tâche du Gosplan de leur donner un caractère concret.

Les directives, une fois mises au point par le S. N. K., sont transmises, d'une part, aux instances politiques inférieures : S. N. K. des Républiques, comités exécutifs des régions, des territoires, des rayons, etc., qui après les avoir adaptées aux conditions matérielles et politiques de leur circonscription, les transmettent à leur tour à l'organisme de planification qui fonctionne auprès d'eux (Gosplan des Républiques, Oblplan, etc.). D'autre part, ces directives sont transmises par le S. N. K. de l'U.R.S.S. au Gosplan de l'U.R.S.S.

Le Gosplan, en collaboration avec les commissariats du peuple, sur la base des directives politiques et en se servant des résultats des recherches scientifiques des Instituts et des labora-

(1) V. V. OBOLENSKY-OSSINSKY, *The nature...*, op. cit., p. 58.

TABLEAU N° 1



toires de l'Union (Instituts et laboratoires qui travaillent selon un plan) ainsi que des découvertes de la science mondiale, élabore un projet de plan de l'économie nationale dans son ensemble. Ce projet de plan qui fixe déjà les tâches des branches de l'économie nationale et des principales industries est élaboré selon la méthode même qui sert à l'élaboration du plan définitif, la méthode des bilans.

Les directives, ainsi élaborées, sont ensuite transmises, d'une part, aux organismes de planification inférieurs au Gosplan de l'U.R.S.S. : Gosplan des Républiques, Oblplan, etc. (qui sont par conséquent en possession de deux aspects des mêmes directives, un aspect politique et un aspect économique et technique), d'autre part, « par la voie hiérarchique descendante... aux unités économiques inférieures... »(1), commissariats du peuple, glavki, trusts, combinats et usines.

A ce moment-là, chaque unité économique de base est en possession d'un projet de plan, de directives, sur la base desquelles elle établit, « par avance, un plan de ce qu'elle pense pouvoir réaliser dans les années à venir »(1) ou dans l'année à venir. C'est alors que le plan est discuté, du moins en principe, dans des réunions comprenant la direction technique, des représentants des ouvriers, des représentants du Parti et du syndicat. On aboutit à un projet de plan de l'unité économique en question, projet de plan qui contient une estimation des prix de revient, des subventions qui pourront être nécessaires, des normes de production, des dépenses, de la main-d'œuvre, de la productivité, etc.; c'est ici qu'il faut parler des contre-plans, c'est-à-dire des plans élaborés par une unité économique et modifiant d'une façon importante les tâches proposées dans le projet de plan qui est parvenu à cette entreprise. Théoriquement, ces contre-plans devraient servir de point de départ au remaniement du plan d'ensemble sur la base de données concrètes; en fait, ces contre-plans ne reflètent pas, comme ils le devraient, les possibilités réelles des entreprises, mais la volonté des dirigeants, aussi, loin de donner un point d'appui plus stable au travail de planification, ils y ajoutent une forte part d'arbitraire.

Les projets de plan des différentes unités économiques sont ensuite communiqués à l'organe de planification local d'une part et, d'autre part, ils prennent la voie hiérarchique ascendante, ils parviennent aux trusts, aux glavki, aux narkomat, etc. qui, les uns et les autres, dans leur section de planification, effectuent un

(1) *Ibid.*, p. 43.

travail de mise au point et de coordination. A l'échelle territoriale, les raïplan, gorplan, Oblplan et Gosplan des Républiques effectuent également un travail de coordination au cours duquel les plans sont communiqués par eux aux autorités administratives et, par les autorités administratives, de nouveau, aux commissions de planification, cela en vue d'aboutir à un accord.

Les projets de plan des Républiques, après avoir été approuvés par les S. N. K. de ces Républiques, les projets de plan des commissariats, après avoir été approuvés par les Commissaires du peuple, arrivent enfin au Gosplan de l'U.R.S.S. qui s'en saisit. C'est l'ensemble de ces plans partiels, résultat de la correction du projet primitif du Gosplan, que la Commission d'Etat du plan doit synthétiser en un plan unique de l'économie nationale; la méthode des bilans est de nouveau la méthode employée pour cette synthèse. Disons enfin que c'est sur la base de ce plan, qui est essentiellement un plan de production, qu'est établi le plan financier qui n'est, par conséquent, qu'un reflet du premier.

Dès lors, le plan est prêt, il n'a plus qu'à être ratifié par l'organe politique compétent : Conseil suprême, Conseil des Commissaires du peuple (1) ou Conseil économique, suivant qu'il s'agit d'un plan perspectif, d'un plan annuel ou d'un plan trimestriel.



Pour donner un caractère plus concret à la description ci-dessus, nous allons énumérer rapidement quelles ont été les principales phases de l'élaboration du 2^e plan quinquennal.

1) L'ordonnance du 4 juin 1931 a créé une commission spéciale pour la préparation du 2^e plan quinquennal. Cette ordonnance a été suivie par celles du 4 août 1931 et du 1^{er} octobre de la même année, précisant certaines règles méthodologiques.

2) Les chiffres ainsi obtenus ont été ensuite soumis à la XVII^e conférence du Parti, qui s'est tenue en janvier 1932, et qui a fixé les principales tâches politiques et économiques du 2^e plan quinquennal. La XVII^e conférence du Parti a donné certains chiffres, elle n'a donc pas seulement indiqué des directives, mais elle a aussi fixé des limites.

(1) Il arrive d'ailleurs que le sovmarkom modifie le plan proposé par le Gosplan ou ratifie un plan proposé par un autre organisme ; ainsi la variante optima du premier plan quinquennal, celle qui a été ratifiée par le Comité Central exécutif des Soviets et par le XVI^e Congrès du Parti, était due à l'élaboration, non du Gosplan, mais du V.S.N.Kh. (qui était le Commissariat de l'économie nationale et dont sont sortis les principaux Commissariats économiques que nous avons énumérés). De même, lorsque le plan du Gosplan n'est pas prêt à temps, ce qui fut le cas en 1938, ce peut être le plan du narkomat, tel qu'il a été élaboré par la section de planification de celui-ci, qui est ratifié.

3) A ce moment le Gosplan s'est saisi à nouveau de l'ensemble des données et a entrepris l'élaboration du plan. Une décision du S. N. K. de l'U.R.S.S., en date du 25 mars 1932, fixa alors le développement ultérieur du travail de planification.

4) Selon cet arrêté, le Gosplan devait transmettre, pour le 1^{er} avril, aux narkomat des Républiques fédérées et aux régions, les schèmes et les indications méthodologiques relatives à l'élaboration du 2^e plan quinquennal, à fin d'élaboration de chiffres provisoires à transmettre au Gosplan.

5) Sur la base des matériaux reçus des départements des administrations et des organismes territoriaux, le Gosplan a remis, dès le 20 août, des chiffres de contrôle du 2^e plan quinquennal au S. N. K.

6) C'est seulement après l'examen et le contrôle de ces données provisoires par le gouvernement que le Gosplan a transmis des chiffres limites et des directives aux différents organismes administratifs et de planification locaux et c'est sur ces bases que ces organismes ont élaboré des plans quinquennaux par branche, par République, par région et par rayon (1).

7) C'est la synthèse de ces différents plans partiels, synthèse effectuée par le Gosplan de l'U.R.S.S. sur la base des directives successives et parfois contradictoires de la XVII^e conférence du Parti, de la session de janvier 1933 du plénum du C. C. du Parti, qui a constitué le 2^e plan quinquennal, ratifié par le XVII^e Congrès du Parti, réuni en janvier-février 1934.



A partir du moment où le plan a été ratifié par l'organe politique compétent, les sections de planification des commissariats et des unités économiques fixent les tâches des organismes auxquels ils sont attachés, sur la base du plan d'ensemble de l'économie nationale(2).

Tel est le schéma de l'élaboration des plans, toutes les phases en sont claires, sauf une, celle de la coordination des différents

(1) Les renseignements chronologiques ci-dessus sont empruntés pour la plupart à l'article cité de T. GALPERINE, pp. 72 et suivantes.

(2) Il faut noter que dans ce travail, les différentes sections de planification tiennent souvent trop peu compte du plan du Gosplan. Aussi, l'arrêté du 29 Novembre 1937 (*Izvestija* du 1-12-1937) interdit aux commissariats et aux trusts de prescrire aux entreprises qui leur sont soumises des plans dont les tâches dépassent celles fixées par le plan de production approuvé par le gouvernement ; l'arrêté considère que cette pratique est nuisible et conduit à la désorganisation de la production. De même, il interdit d'augmenter les plans fixés en y ajoutant des tâches supplémentaires. Tous les commissariats sont tenus d'établir pour leurs glavki et pour les différentes entreprises industrielles des plans correspondant exactement aux tâches prescrites par le gouvernement. Le Gosplan est invité à contrôler les plans trimestriels que les commissariats auront établis pour les entreprises.

projets partiels des plans, du plan financier, du plan de production, etc. Comment cette coordination se fait-elle, comment se réalise cette multitude d'équilibres dont l'équilibre économique général est le résultat ? Pour le comprendre, il faut pénétrer plus profondément dans l'étude de cette phase de l'élaboration. C'est ce que nous allons faire maintenant, en examinant le moyen pratique de la réalisation de l'équilibre, la méthode des bilans, telle qu'elle ressort des exposés les plus récents des économistes de l'U.R.S.S.

SECTION III

Généralités sur la méthode des bilans.

Mezlauk, dans son article « *Le plan bolchévique* », définit comme suit le rôle de la méthode des bilans : elle « garantit une exacte liaison entre les différentes parties et branches de l'économie nationale, de la production et de la consommation, de l'industrie et de l'agriculture, du besoin en forces ouvrières et de la préparation des cadres, etc... » (1). Après avoir indiqué que la méthode des bilans donne la possibilité de représenter, dans un espace aussi petit que possible, toute l'économie nationale et les rapports entre chacune de ses parties et de ses branches, l'ancien président du Gosplan poursuit : « Si les bilans matériels mettent à jour les liens au sein des branches et leur dépendance, les bilans synthétiques déterminent un développement uni des différentes parties de la reproduction socialiste élargie. Le système des bilans donne la possibilité d'établir la juste mesure du développement de chaque branche, de chaque élément de l'économie nationale, en plein accord avec le rythme du développement de l'économie nationale dans son ensemble. » (2)

Cette méthode est de la plus grande importance pour l'économie planifiée. Elle permet de réduire toutes les tâches des différentes branches de l'industrie et des différentes entreprises à un système simple. Comme l'écrit Ossinsky : « Toutes les tâches des sphères de la production, de la distribution et de l'échange doivent être coordonnées entre elles. La principale méthode par laquelle cette coordination est obtenue est la méthode des bilans. » (3) Les tâches économiques doivent être mises en chiffres et incorporées dans différents bilans en commençant par des bilans simples et en finissant par le bilan le plus complexe « comprenant les bilans combinés de tous les principaux éléments de l'économie nationale. » (3) Les chiffres doivent être disposés de telle sorte que l'on puisse voir facilement si la production et la consommation des différents produits se correspondent. Si, en cours d'opération, on s'aperçoit qu'un bilan n'est pas équilibré, « il est

(1) V. MEZLAUK, *op. cit.*, p. 33.

(2) *Ibid.*, p. 34.

(3) V. V. OBOLENSKY-OSSINSKY, *The nature...*, *op. cit.*, p. 60.

nécessaire alors d'augmenter la production, d'importer du dehors ou encore de réduire la consommation... Le choix... a lieu sur la base des directives politiques. » (1) A un certain degré, les bilans ne peuvent plus s'exprimer en nature, on se sert alors de bilans en valeur.

En vue de préciser ce qui précède, nous allons donner un exemple concret de bilan matériel. Voici le bilan de l'énergie électrique pour 1937, tel qu'il a servi à l'élaboration du 2^e plan quinquennal.

Bilan de l'énergie électrique en 1937 (2)
(milliards de Kw.H)

A. CONSOMMATION

Industrie	26,4
Transport	1,6
Economie communale	4,5
Agriculture	1,0
Pertes et besoins propres des stations électriques	4,5

Total..... 38,0

B. PRODUCTION

	Puissance (1.000 kw)	Production
Stations de rayons du Glavenergo	7.893,5	29,75
Stations électriques locales	3.006,5	8,25
	10.900	38,0

Ossinsky indique à juste titre que le « trait particulier de la méthode des bilans est le fait que des séries de bilans matériels sont examinées non d'une façon séparée mais d'une façon complexe. » (3)

La méthode des bilans n'est pas employée seulement dans la planification de l'économie nationale, elle permet aussi d'établir les plans des différentes unités géographiques ; comme l'indiquait le président de la délégation soviétique au Congrès de l'Economie dirigée à Amsterdam, un certain nombre de bilans doivent être établis pour les différentes régions ; c'est seulement alors que la méthode des bilans permet de réunir et de coordonner les tâches « à la fois de l'Union soviétique en tant que tout et celles des différentes Républiques et provinces. » (4) Ossinsky écrit même que « la méthode des bilans subordonnée aux directives politiques du plan est la méthode fondamentale de la planification économique

(1) *Ibid.*, p. 61.

(2) *P. K.* n° 3 de 1936, p. 80.

(3) OSSINSKY, *The nature...*, op. cit., p. 61.

(4) *Ibid.*, p. 62.

et sociale » (1), c'est pourquoi nous lui consacrons une étude spéciale.

Ainsi que l'indiquait Mezlaug, dans le texte que nous citons plus haut, il existe deux types de bilans : les bilans matériels et les bilans synthétiques ; après avoir étudié les premiers, nous donnerons deux exemples de bilans synthétiques : premièrement le bilan des revenus et des dépenses en argent de la population ; deuxièmement le bilan de l'économie nationale, question à laquelle nous lierons le budget et le plan financier.

(1) *Ibid.*, p. 62.

SECTION IV

Les bilans matériels.

« Le plan qui précise le processus de la production doit déterminer ses moyens en nature et lui indiquer son sens au milieu de la réalité des choses. Aucun plan de production n'est possible qui n'établirait un décompte en nature. » (1) C'est en ces termes que Zahn-Golodetz parle des décomptes en nature dont est formé tout bilan matériel.

Le premier travail du Goelro contenait déjà un bilan matériel. Lénine, dans son article « *Sur le plan économique unique* », fait ressortir comme preuve du caractère scientifique et sérieux du plan d'électrification le fait qu'il contient « un bilan des moyens matériels et pécuniaires (en roubles-or) de l'électrification (environ 370 millions de journées de travail, tant de tonnes de ciment, tant de briques, tant de poids de fer, de cuivre, etc..., telle et telle capacités des turbo-générateurs). » (2)

Pourtant, pendant un moment, et même pour le 1^{er} plan quinquennal, on a employé de préférence dans l'élaboration des plans la méthode du rapprochement conséquent que Strumiline décrit comme suit : « Les projets de plan, semblables en cela à ceux des ingénieurs, sont déterminés par le but général qu'on leur a fixé et par le calcul méthodique des forces productives et des ressources disponibles. En même temps, ces objectifs une fois formulés, doivent déterminer, comme un chaînon entraîne l'autre, non seulement le degré de l'accroissement industriel, mais aussi l'augmentation de la production agricole, du trafic des biens, de l'échange des marchandises. Comme il n'est possible de constater le degré de cohésion du plan qu'après être arrivé au dernier de ces chaînons, les corrections nécessaires doivent être exécutées du premier au dernier. » (3) Mais, en définitive, la méthode qui a triomphé en U.R.S.S., parce qu'elle correspond à la nature même de l'économie socialisée, est celle des bilans matériels dans les-

(1) L. ZAHN-GOLSDETZ, *L'économie planifiée en U.R.S.S. et l'économie dirigée aux Etats-Unis*, Paris 1937, 159 p., p. 98.

(2) LÉNINE, *Ausgewählte Werke*, tome 8, op. cit., p. 317.

(3) STRUMILINE, *L'industrialisation*, n° 7, pp. 15 et suivantes, cité d'après ZAHN-GOLODETZ, op. cit., p. 85.

quels on oppose la production et la consommation des différents produits .

Pour savoir où en est la question des bilans matériels, nous nous servirons, essentiellement, d'un article de Soukharevsky paru fin 1937 : « *Les bilans matériels de la production industrielle dans le plan de l'économie nationale* » (1).

1) *Eléments et rôles des bilans matériels.*

I. Soukharevsky indique que tout bilan matériel de la production industrielle (et cela est également vrai de la production agricole) contient trois éléments :

- « a) la production et l'utilisation des ressources ;
- « b) la répartition de la production entre les différentes destinations économiques, branches, rayons du pays et autres groupes consommateurs ; et
- « c) la consommation de la production, c'est-à-dire les normes et la structure de la consommation. » (2)

Il faut ajouter, d'ailleurs, que les éléments des bilans matériels dépendent essentiellement du rôle que l'on veut leur faire jouer ; ainsi, il est évident qu'un bilan destiné à analyser les rapports entre les différentes branches de la production ou qu'un bilan devant servir de base à un plan de répartition ne contiendront pas les mêmes éléments qu'un bilan destiné à définir le rythme de l'amortissement et de l'accumulation de tel ou tel moyen de production.

II. Les bilans matériels doivent maintenir l'interdépendance nécessaire entre ces trois éléments : production, répartition et consommation de la production et les faire coïncider avec les tâches du plan unique de l'économie nationale ; le point essentiel de cette partie de la planification consiste à définir les ressources et, avant tout, à fixer le volume et la structure de la production par rapport aux tâches du plan.

Voyons de plus près le rôle joué ici par les bilans matériels. Les bilans matériels indiquant, d'une part, la production d'une branche de l'économie et, d'autre part, la consommation de cette production permettent de constater si cette production et cette consommation s'équilibrent ou non ; ils permettent, par conséquent, de vérifier le plan de l'économie nationale et d'en coordonner les différentes parties ; cette coordination se fait en augmentant ou en diminuant la production ou la consommation (c'est-à-dire, s'il s'agit d'une consommation productive, la production d'une autre branche de l'économie ; par exemple, si on

(1) B. SOUKHAREVSKY, *P. K.* n° 11-12 de 1937, pp. 27-40.

(2) *Ibid.*, p. 27.

est obligé de diminuer la consommation productive de charbon, on diminue par là même la production de la fonte ou de l'acier, ou celle du gaz, etc...), de telle ou telle branche de l'économie (le choix entre les différentes alternatives est subordonné aux directives politiques). En ce sens, les bilans matériels sont un instrument d'analyse du procès de production, ils permettent de dégager les liens qui unissent entre elles les différentes branches de l'économie, cette analyse est indispensable à la confection ou à la révision du plan d'ensemble de l'économie nationale.

De même, les bilans matériels servent, lors de l'élaboration du plan de l'économie nationale, à établir le plan de répartition des produits selon les besoins de la production, des transports, de la construction et de la consommation individuelle ; ils sont alors un moyen d'établir non seulement l'équilibre général du plan de l'économie nationale (l'équilibre entre la production totale et la consommation totale), mais aussi l'équilibre de ses différentes parties (l'équilibre entre la production totale et la consommation des différentes branches de l'économie). Indiquons que, pratiquement, les bilans matériels remplissent en même temps ces deux rôles, que la fixation du *volume* et que la fixation de la *structure* de la production ont lieu simultanément et non successivement.

De plus, les bilans matériels, conçus sous forme de bilans des ensembles doivent permettre d'éviter les « ruptures » dans le ravitaillement des différentes branches de l'économie. Ces bilans des ensembles sont surtout nécessaires dans le cas de production complémentaire ; ils permettent, par exemple, d'établir un rapport rationnel entre le nombre de tracteurs et le nombre de char-rués à traction mécanique fournis à l'agriculture, entre le nombre de machines à filer et de métiers à tisser fournis à l'industrie textile, etc. L'absence de tels bilans s'est d'ailleurs fait gravement sentir dans certaines branches de l'économie soviétique et elle est, entre autres, une des causes de la crise que l'industrie textile a connue en 1937.

Enfin, les bilans matériels doivent permettre d'éviter de telles ruptures à l'échelle territoriale (il ne suffit pas que l'agriculture en général reçoive un nombre de tracteurs qui corresponde à celui des charrues, il faut encore qu'il en soit ainsi partout), de réaliser un ravitaillement et une répartition rationnelle, d'alléger le travail des moyens de transport en évitant tout déplacement inutile de marchandises.

Les bilans matériels ne jouent donc pas qu'un rôle passif (celui de base du plan de répartition et de ravitaillement), ils doivent exercer aussi une « *influence active* » sur la planification

de la production : de même que, pour les différentes branches, « les indices de l'accroissement de la productivité du travail, des travaux capitaux, de la reconstruction technique, etc., doivent exercer une influence sur la répartition et la consommation de la production » (1), de même la planification de la répartition et de la consommation doit influencer sur le plan de production et, à travers lui, sur les tâches des travaux capitaux, de la reconstruction technique, de la productivité du travail, etc., et notre auteur d'ajouter : à cette condition les bilans matériels permettront d'éliminer « toutes sortes de points faibles, de désaccords et de disproportions » et de réaliser « la mobilisation des ressources intérieures inutilisées de l'économie nationale » (1).

Ce sont surtout les bilans matériels de la *production industrielle*, avec toute sa diversité, avec tous les problèmes techniques qu'elle pose, qui doivent jouer un rôle essentiel dans le travail de la planification ; Soukharevsky va jusqu'à dire qu'ils constituent « la partie la plus importante du plan de l'économie nationale » et qu'ils doivent devenir « l'élément essentiel dans l'élaboration du bilan de toute l'économie nationale. » (2) Un tel point de vue est d'autant plus juste que, maintenant, avec l'industrialisation de l'agriculture, la production industrielle prend une place de plus en plus grande et que, phénomène nouveau, *toutes les branches de l'économie* consomment des produits industriels : machines, outillage, métaux, combustibles. Etant donné cette interdépendance, tellement étroite, de toutes les activités productrices, il est indispensable de maintenir entre elles une rigoureuse proportionnalité, sans quoi apparaîtrait le risque de crises de surproduction ou de sous-production partielles ; on produirait trop ou pas assez de fonte ou d'acier par rapport au programme de machines et d'outils que l'on s'était fixé, etc....

Le rôle essentiel, la véritable tâche des bilans matériels, est de maintenir cette proportionnalité entre les éléments matériels de la production dans l'industrie et dans l'économie nationale tout entière, proportionnalité qui doit s'étendre à la répartition et à la consommation des produits, d'une part, de la force de travail, d'autre part.

2) *Autres services que rendent les bilans matériels.*

Il ne suffit pas d'énoncer, d'une façon générale, le rôle des bilans matériels ; il faut examiner aussi, concrètement, les différents services qu'ils rendent, ou qu'ils peuvent rendre.

En premier lieu, ces bilans doivent servir à réaliser l'équi-

(1) *Ibid.*, p. 28.

(2) *Ibid.*, p. 27.

libre entre le ravitaillement et la production d'une branche de l'économie, d'une part, et l'écoulement de ses produits, d'autre part. Jusqu'en 1936, cet équilibre se trouvait réalisé tant bien que mal par les méthodes du commerce d'Etat : des organismes spéciaux de l'Etat recevant des commandes des différentes unités économiques et étant chargés de les satisfaire. En 1936, ces organismes ont été liquidés et le soin de pourvoir au ravitaillement des unités productrices et à l'écoulement de leurs produits a été transféré aux *glavki*, c'est-à-dire aux organes chargés de régulariser la production. Par là même, l'importance des bilans matériels, en tant que moyen de réaliser l'équilibre entre ravitaillement, production, écoulement, se trouve maintenant accrue, puisque la planification de la production, de la répartition et de la consommation de la production est entre les mains d'un seul et même organisme.

Un autre service important que peuvent rendre les bilans matériels est de permettre l'institution, à côté du « contrôle par le rouble » (c'est-à-dire de la comptabilité économique), du « contrôle matériel », c'est-à-dire du contrôle de l'utilisation des moyens de production, des machines et des matières premières. En effet, le plan de répartition étant fixé, il est facile d'en déduire les normes de ravitaillement (d'ailleurs, nous le verrons, les normes de ravitaillement ont dû être utilisées pour la confection du plan de répartition) ; si, dans une branche donnée de la production, ces normes, qui sont des normes maxima, se trouvent dépassées, alors que le plan de production est juste réalisé, ou ne l'est même pas, c'est que l'utilisation des moyens de production a été défectueuse et qu'il faudra y remédier. Soukharevsky cite l'exemple de l'« Electrocontrôle », organisme spécial chargé, dans l'industrie électrique, de contrôler la réalisation des plans d'économie du matériel, cet organisme base son contrôle sur les normes de ravitaillement et sur les bilans matériels. De même, dans l'industrie métallurgique, les *galvki* ont organisé sur cette base la vérification et le contrôle de l'utilisation des ressources énergétiques internes de la métallurgie. De cette façon, le contrôle matériel s'allie au contrôle par le rouble dans la lutte pour l'économie du matériel.

Parmi les grands services que peuvent rendre les bilans matériels, il faut indiquer encore que des bilans matériels relatifs aux différents moyens de production, indiquant leur usure et leur production, permettent de définir, pour chaque moyen de production, le rythme de l'amortissement et, en face de lui, le rythme de l'accumulation. Ainsi, on peut inclure dans un même bilan le recensement de tel outillage existant (fraiseuses, laminoirs, automobiles, etc.), son usure pendant une période déterminée (étant don-

né tel rythme d'utilisation), sa production pendant la même période ; on a de cette façon un tableau concret du développement et du renouvellement de cette catégorie d'outillage.

Ce qui précède montre que le développement du système des bilans matériels donne la possibilité d'englober dans la planification de la production non seulement les différents aspects isolés de cette production, mais aussi l'intégrité de leurs rapports. Ce développement permet d'atteindre, « d'une part, une planification concrète des liens technico-productifs entre les branches et, d'autre part, le développement de la planification synthétique complexe. » (1)

On voit ainsi la multitude et l'importance des services que peuvent rendre les bilans matériels : équilibre entre ravitaillement, production et écoulement des produits, fondement du plan de répartition, influence active sur la structure de la production, contrôle matériel, analyse du procès de production, etc. ; tels sont les usages auxquels ils peuvent servir et qui les rendent infiniment propres à l'élaboration des différents plans économiques ; aussi serait-on en droit de s'attendre à ce que leur technique soit très perfectionnée et à ce qu'ils aient déjà joué un grand rôle dans l'histoire de la planification, pourtant, il n'en est pas ainsi, c'est ce que nous allons examiner maintenant.

3) *Historique.*

Dès les premières pages de son exposé, Soukharevsky déclare que l'élaboration des bilans matériels connaît de « sérieux défauts » que, en dépit de toute son importance, « le travail d'élaboration des bilans par le Gosplan de l'U. R. S. S. se trouve à un bas niveau » (2), que le rôle actif de ces bilans est négligé et qu'ils servent presque uniquement à confectionner les plans de répartition. Le résultat en est que l'économie soviétique a enregistré des défauts systématiques dans différentes sortes de production ; Soukharevsky cite, par exemple, les insuffisances régulières de la production de différents profils de laminés ; en réalité, cette élaboration déficiente des bilans matériels a entraîné des inconvénients beaucoup plus graves que celui signalé par notre auteur et ce sont surtout les transports qui en ont souffert.

Pourtant, on le sait, les bilans matériels ne sont pas une nouveauté, le plan du Goelro en contenait plusieurs et Lénine, lors de l'élaboration des premiers plans, signalait à Krijanovsky l'importance primordiale de ces bilans, en particulier, à l'époque, des bi-

(1) *Ibid.*, p. 37.

(2) *Ibid.*, p. 28.

lans relatifs aux vivres et aux combustibles (1). Pendant la période dite de « reconstruction » on élaborait surtout des bilans relatifs à l'énergie électrique, aux combustibles et aux matières premières industrielles. Pendant la période d'industrialisation du pays et de collectivisation de l'agriculture, les bilans matériels les plus détaillés étaient ceux relatifs aux besoins de la construction. La plupart de ces bilans avaient simplement servi de matériel d'élaboration ; en 1926, ils prirent un caractère plus officiel : le gouvernement ratifiait le premier bilan relatif aux laminés de la métallurgie ferreuse (résolution du Conseil du Travail et de la Défense du 26 Mai 1926).

Ce qui a longtemps fait entièrement défaut, ce sont les bilans relatifs à l'outillage et aux machines ; ils commencèrent à jouer un certain rôle dans l'élaboration du premier plan quinquennal, mais seulement pour les principales machines (locomotives, wagons, tracteurs). Le premier bilan relatif à l'outillage et aux machines a été ratifié par le gouvernement en 1930. En 1928-1929, on a commencé l'élaboration des bilans relatifs aux briques, au ciment, aux principaux matériaux en bois (bois rond et bois de sciage) et ces bilans ont été insérés dans le premier plan quinquennal.

Au cours de ces dernières années, l'élaboration a progressé, surtout au point de vue des détails ; ainsi, par exemple, de 1934 à 1937, le nombre des articles du bilan des laminés est passé de 24 à 31, celui du bilan des tuyaux est passé de 4 à 30, etc.... A ce caractère plus concret des bilans matériels a correspondu aussi plus de précision dans la planification des rapports entre les branches de l'économie. Non seulement les bilans existants en 1934 sont maintenant plus détaillés, mais il en est apparu d'autres. Soukharevsky indique que dans le plan annuel de 1937, le gouvernement a ratifié « environ 250 bilans et plans de répartition de la production industrielle. Les bilans englobent maintenant tous les chaînons les plus importants du procès de reproduction — les principales sortes de production de l'industrie de la construction des machines, de la métallurgie ferreuse et non-ferreuse, des industries chimiques et des combustibles, de l'électro-énergétique, de l'industrie des matériaux de construction, de l'industrie du bois et, aussi, des principaux moyens de production destinés aux industries légères et alimentaires. » (2)

Comment se fait-il, alors que les bilans matériels ont pris une telle extension et une telle ampleur, que Soukharevsky puisse continuer à parler des « défauts sérieux » qui les caractérisent et

(1) V. LÉNINE, *V. I. Lenine Sotchinenija*, tome XXXVI, Moscou 1937, 682 p., pp. 359-361.

(2) B. SOUKHAREVSKY, *op. cit.*, p. 38.

du « bas niveau » de leur élaboration ? C'est qu'il ne suffit pas de confectionner un grand nombre de bilans, même très détaillés, il faut encore que la méthode qui a servi à les établir ne soit pas par trop défectueuse. C'est cette question que nous allons examiner maintenant.

4) *La méthode.*

Il serait plus exact de parler *des* méthodes d'élaboration plutôt que *de la* méthode et cela pour deux raisons : d'une part, parce que les méthodes ont varié dans le temps, d'autre part, parce que, selon l'objet que l'on se propose, la méthode d'élaboration peut varier. Examinons rapidement l'évolution historique de la méthode d'élaboration des bilans matériels les plus généraux, des bilans qui ont servi de base aux plans quinquennaux.

Pour le premier plan quinquennal, les bilans matériels ont été élaborés en partant des normes de dépenses en matières premières, combustibles et énergie électrique, normes fixées sur la base de la moyenne des données statistiques relatives à l'année précédente. En un certain sens, cette méthode qui part de bases statistiques peut être approuvée, dans la mesure où les bases statistiques elles-mêmes sont suffisamment exactes ; mais il y a deux choses qui lui enlèvent toute portée. D'une part, la diminution de la norme de dépenses, pendant la période planifiée, était fixée approximativement, sans calcul reposant sur des bases concrètes, d'autre part, les dépenses étaient bien fixées en matériel, mais elles l'étaient par rapport à une production en valeur ; ainsi, on estimait qu'il faut tant de métal pour une construction d'un million de roubles ou, encore, la norme de dépenses en métal de l'industrie de construction des machines était fixée par rapport à une unité de production de 1.000 roubles. Il est inutile d'insister sur le caractère défectueux d'une telle méthode reposant, en partie, sur des indices en nature, en partie, sur des indices en valeur.

On sait que le 2^e plan quinquennal s'assignait pour tâche l'assimilation de la nouvelle technique, l'indice le plus important de cette assimilation devant être la diminution des dépenses de matériel (matières premières, combustibles et énergie électrique), aussi la confection des bilans matériels a dû s'améliorer et on a vu se substituer aux indices mixtes du 1^{er} plan quinquennal des indices *naturels*, des coefficients techniques, ou comme les appelle Mezlauc, des indices technico-productifs ayant un caractère beaucoup plus concret et s'imposant à titre de tâche ; Mezlauc écrit : « L'élaboration de ces bilans exige l'emploi, la vérification, l'établissement de centaines d'indices technico-productifs, ce qui dénote une pénétration beaucoup plus grande du plan dans le domaine de la technique... L'élaboration complexe, à une large

échelle, d'un système d'indices technico-productifs, voilà le trait distinctif du 2^e plan quinquennal, son mérite méthodologique. Tous ces indices technico-productifs (environ 300 dans le 2^e plan quinquennal) ne sont pas donnés comme des grandeurs de calcul, mais comme des tâches directes du plan. » (1) Voici quelques indices simples qui ont servi à l'élaboration du 2^e plan quinquennal : par 10.000 tonnes kilomètres brutes, la consommation de combustible des locomotives devait diminuer, pendant le 2^e plan quinquennal, de 282 à 250 kilogrammes ; la dépense moyenne de combustible par kilowatt-heure devait baisser de 23 % ; dans les hauts-fourneaux, les dépenses devaient baisser de 15 à 25 % ; dans les vieux fours Martin, la consommation de combustible par tonne d'acier devait tomber de 0,341 tonnes à 0,232 — 0,280 tonnes, etc... (2).

Le mouvement Stakhanov a, d'ailleurs, été l'occasion d'une révision et d'une refonte complète de ces normes, bien qu'il semble qu'en fait il ait été le plus souvent accompagné d'un gaspillage plutôt que d'une économie de matériel. A un autre point de vue, Soukharevsky signale qu'au cours du 2^e plan quinquennal le gouvernement a pris une série de mesures dans le domaine de l'organisation, mesures destinées à réunir dans les mêmes mains la planification de la production, de la répartition et de la consommation, ces mesures (dont celle relative aux *glavki* et que nous avons signalée plus haut fait partie) permettent une élaboration plus concrète des indices technico-productifs. Enfin Soukharevsky ajoute qu'au cours de ces dernières années, les bilans matériels ont pris un caractère encore plus concret du fait que, dans leur élaboration, on tient plus compte de la *qualité* de la production : on ne parle plus d'une locomotive en général, mais d'une locomotive pouvant atteindre telle vitesse, dont l'essieu peut supporter tel chargement, etc. Ces dernières indications montrent en même temps à quel point, jusqu'ici, les bilans matériels ont eu un caractère vague et trop général.

En résumé, il semble bien que la méthode d'élaboration des bilans matériels ait connu certains progrès au cours de ces dernières années ; mais comme il ressort de l'exposé de Soukharevsky, on voit que cette méthode se trouvait, et se trouve encore, à un niveau très bas ; ce qui n'a pas permis aux bilans matériels de rendre jusqu'ici tous les services qu'ils pourraient rendre s'ils reposaient sur une base statistique et méthodologique solide.

5) *Comment on utilise les bilans matériels.*

Les bilans matériels s'enchaînent les uns aux autres et il

(1) V. MEZLAUK, *op. cit.*, p. 34.

(2) T. GALPERINE, *op. cit.*, pp. 81-82.

s'agit de savoir quel est le point de départ de leur élaboration. D'une façon générale, on peut dire que le point de départ des bilans matériels est double, il est constitué par les directives politiques et par les besoins du marché.

Le problème du choix entre les objectifs économiques est résolu, comme nous l'avons indiqué plus haut, grâce à un certain compromis entre l'économique et le politique. Les objectifs économiques représentent concrètement, pour les organismes de planification, certaines tâches à faire réaliser dans le domaine de l'industrie, de l'agriculture, des transports, du commerce, etc.... Ainsi, les organismes de planification se trouvent dans la nécessité d'inscrire au plan tel pourcentage de mécanisation de l'agriculture, la construction d'un certain nombre de stations électriques d'une certaine puissance, l'augmentation dans telle proportion de la production de telle catégorie d'objets de consommation, etc... ; il s'agit pour les organismes de planification de prévoir, et d'indiquer dans le plan, comment ces tâches pourront se réaliser, c'est là, dans une large mesure, un problème technique à la solution duquel doivent servir les bilans matériels.

On aperçoit, dès lors, comment les organismes de planification vont pouvoir utiliser les bilans matériels. Par exemple, en 1932, se trouvant devant la nécessité (par suite des besoins du marché et, surtout, des directives reçues) de faire passer la production du sucre de 828.000 tonnes à 2.500.000, le Gosplan a dû calculer, par la méthode des bilans et des indices technico-productifs, quelle devait être l'augmentation correspondante de la production de betteraves, étant données l'augmentation prévue du taux d'extraction du sucre et la diminution prévue des pertes de sucre en cours de fabrication. Par ailleurs, en matière de quantité de main d'œuvre, il a fallu élaborer un indice technico-productif de l'utilisation des forces de travail ; en matière de combustible, il a fallu élaborer un indice technico-productif des dépenses de combustibles. L'ensemble de ces indices technico-productifs se trouve au chapitre VI du deuxième plan quinquennal (consacré aux « *Caractéristiques techniques de la production* »), où l'on peut voir le tableau suivant, à la page 495 (1) :

	1932	1937
Extraction du sucre par 100 kgs. de betteraves	13,10	14,00
Pertes du sucre pendant la fabrication, en %	2,87	2,40
Dépenses de forces de travail, en hommes-heure, par quintal de sucre	5,60	3,00
Dépenses de combustible, par 100 quintaux de sucre, en tonnes	7,90	6,45

(1) R. Mossé, dans *l'Economie Collective*, Paris 1939, 210 p., reproduit également ce tableau et y ajoute différents commentaires, voir pp. 50 et suivantes.

Ainsi se trouvent précisée une partie du bilan matériel des combustibles et une partie du bilan du travail ; en outre, toujours par la même méthode, on déduit de la production nécessaire de betteraves les tâches en matière de surface et de rendement, en laissant, du fait qu'il s'agit d'un produit agricole, une large marge de sécurité.

Enfin, l'augmentation du nombre des machines nécessaires à l'industrie sucrière, augmentation établie grâce aux bilans matériels et aux projets de plan des différentes entreprises (ces dernières indications ont un caractère non seulement technique mais aussi économique) se trouve concrétisée dans la nécessité d'étendre telle ou telle usine, d'en créer d'autres, d'affecter une somme déterminée aux investissements dans l'industrie sucrière, etc...

On voit, par l'exemple précédent, la manière dont la méthode des bilans matériels est utilisée dans l'élaboration des plans ; en général, si les directives ont été convenablement élaborées, on aboutit de cette façon à la fixation de tâches concrètes réalisables dans le domaine de la production industrielle, dans celui de l'agriculture, des transports, du travail, etc... ; mais il se peut aussi que les directives originelles aient été mal élaborées, que, par exemple, elles soient trop fortes, exigeant un nombre de travailleurs, de produits agricoles, etc. dont on ne peut disposer, dès lors, évidemment, il convient de rectifier les directives elles-mêmes, la charge en incombe aux organes politiques.



Les bilans matériels sont donc appelés à se développer parallèlement au perfectionnement de la planification dont ils constituent une des pièces maîtresses. Mais pour pouvoir jouer pleinement leur rôle, il faudra que la méthode qui sert à les élaborer s'améliore, que pour les confectionner on ne se contente pas d'un schème général et qu'on cherche à leur donner une forme qui corresponde aux buts qu'ils doivent atteindre. Soukharevsky indique, par exemple, que les bilans matériels devront tenir un plus grand compte de la destination précise de la production ; ainsi, le bilan des combustibles devra indiquer la répartition de ces derniers non seulement entre les branches de l'économie nationale, mais aussi entre les branches industrielles, en indiquant dans cette répartition les combustibles destinés aux hauts-fourneaux, ceux destinés aux installations énergétiques, etc... L'article des professeurs V. I. VEITZ, A. E. PROBST et E. A. ROUSACOVSKY : *« Le problème d'un bilan énergétique unique de l'économie nationale dans le troisième plan quinquennal »* (1) donne un exem-

(1) P. K. n° 9-10 de 1937, pp. 33-67.

ple intéressant d'un bilan confectionné de cette façon.

De même, au point de vue de l'organisation économique, les bilans matériels ne doivent pas se contenter de désigner les branches industrielles auxquelles telle ou telle production est destinée, ils doivent encore donner une estimation chiffrée de ce qui revient à tel ou tel commissariat du peuple, puis à tel ou tel glavki, etc..; c'est seulement ainsi que les bilans matériels prendront un caractère vraiment concret.

Enfin, les bilans matériels devront être confectionnés non seulement par objet (combustibles, fonte, pétrole, ou locomotives, automobiles, etc.), mais ils devront prendre la forme de bilans complexes : bilans du textile, de l'agriculture, etc... et de bilans territoriaux, par République, région, rayon, etc... Et, surtout, Soukharevsky indique la nécessité d'élaborer un « bilan général de la production, de la répartition et de la consommation des produits industriels les plus importants »(1). Ce bilan devrait indiquer la répartition de la production entre les éléments de la reproduction, entre les branches productives, etc. Et notre auteur conclut : « Le schème de ce bilan devrait être lié au schème du bilan de l'économie nationale dont l'élaboration, comme on le sait, constitue la tâche la plus importante de la planification de l'économie nationale. » (1) Cette dernière affirmation nous amène à parler des bilans synthétiques dont le bilan de l'économie nationale fait partie.

(1) B. SOUKHAREVSKY, *op. cit.*, p. 40.

SECTION V

Le bilan des revenus et des dépenses en argent de la population.

Les bilans synthétiques permettent d'examiner à un point de vue unique, sous un angle unique (celui de la valeur d'échange, des dépenses en monnaie, etc.), les objets les plus divers. On voit aussitôt qu'à ce point de vue les bilans synthétiques s'opposent aux bilans matériels. D'une façon générale, on peut dire que dans le bilan synthétique les résultats de l'activité économique sont envisagés sous leur aspect « valeur d'échange » ou « travail incorporé » tandis que dans le bilan matériel ils sont envisagés en tant que « valeur d'usage ».

Alors que l'élaboration des bilans matériels a connu en U.R. S.S. un essor relativement grand, sous forme de bilan des combustibles, des métaux, des matériaux de construction, de l'outillage, etc., la question des bilans synthétiques n'a progressé que très peu. Jusqu'à maintenant, seuls des bilans partiels, auxiliaires, ont été utilisés ; ce sont, par exemple, le budget, le plan financier unique, le bilan des recettes et des dépenses en argent de la population, le bilan de la demande sur le marché, etc... ; aussi, avant de passer à l'étude du bilan de l'économie nationale, bilan synthétique par excellence et, si l'on peut dire, bilan des bilans, nous allons étudier particulièrement, en raison de son intérêt théorique, la question du bilan des revenus et des dépenses en argent de la population.

* *

Le 15 février 1845, dans une conférence qu'il fit à Elberfeld, Engels faisait ressortir que : « Dans la société communiste, il sera facile de connaître la production et la consommation. Comme l'on sait ce dont chacun a besoin en moyenne, il est facile de calculer ce dont un certain nombre d'individus a besoin et comme, alors, la production ne sera plus entre les mains de quelques producteurs privés, mais dans les mains de la commune et de son administration, ce sera un rien de régler la production sur les besoins ». (1) Cette manière de résoudre le problème de l'adapta-

(1) ENGELS in *Marx-Engels gesamttausgabe*, erste Abteilung, Band 4, Moscou-Léninegrad 1933, XX + 558 p., p. 372.

tion de la production aux besoins n'était vraie, dans l'esprit d'Engels, que pour la société communiste, c'est-à-dire pour la société socialiste évoluée, parvenue à son dernier stade, et dans laquelle la forme argent aura disparu ainsi que l'inégalité des rémunérations, selon le travail, et l'opposition entre la ville et la campagne. Il est bien loin d'en être ainsi en U. R. S. S. et c'est pourquoi une des tâches qui s'imposent de plus en plus au Gosplan et aux appareils de planification, en général, est l'élaboration du bilan des revenus et des dépenses en argent de la population ; élaboration qui a pour but, entre autres, de permettre d'équilibrer à l'avance la production et la demande des objets de consommation.

1) *Ce qu'est le bilan.*

Comme le dit Margoline, auteur d'un article qui traite particulièrement de cette question et auquel nous empruntons la plus grande partie de notre documentation : « Le bilan des revenus et des dépenses en argent de la population reflète le mouvement de cette partie du revenu national qui est répartie individuellement entre les divers membres de la société sous la forme argent. » (1)

Un des éléments essentiels de cette définition est la notion de revenu national. Quel est le sens que les économistes soviétiques donnent au terme de « revenu national » ? Pour le savoir, il suffit de se reporter à ce passage de la « *Critique du Programme de Gotha* » où Marx énumère les défalcatons qui doivent être opérées sur la « totalité du produit social ». (2) Le revenu national est simplement « la totalité du produit social » moins ce qui est nécessaire pour « remplacer les moyens de production usagés ». Sur ce revenu national sont prélevés une « fraction supplémentaire pour accroître la production » et « un fonds de réserve ou d'assurance contre les accidents, les perturbations dues à des phénomènes naturels, etc. » (2) C'est à l'aide de ces prélèvements qu'est constitué le fonds d'accumulation et c'est ce qui reste alors du revenu national qui constitue le *fonds de consommation*. Une partie de ce fonds de consommation est répartie entre les membres de la société sous la forme argent et c'est cette partie que le bilan doit exprimer.

Pourquoi ce bilan n'englobe-t-il qu'une partie du fonds de consommation ? Parce que, d'une part, une fraction du fonds de

(1) MARGOLINE, *Le bilan des revenus et des dépenses en argent de la population*, in P. K. n° 11-12 de 1937, pp. 102-114, p. 107.

(2) K. MARX, *Critiques des Programmes de Gotha et d'Erfurt*, Paris 1933, 83 p., pp. 21-22.

consommation est consommée socialement (écoles, hôpitaux, maisons de repos, etc.) et que, d'autre part, une autre partie de ce fonds de consommation est répartie non sous la forme argent mais sous sa forme naturelle. C'est le « revenu en nature » de la population qui a surtout de l'importance dans les campagnes et est constitué, par exemple, par les « journées-travail » distribuées en nature entre les kolkhoziens, par le produit des parcelles individuelles des membres des kolkhoz et, même, des ouvriers et des employés, etc.

Ainsi, le bilan des revenus et des dépenses en argent de la population embrasse seulement une *partie* du revenu national, celle qui est répartie individuellement sous la forme de salaires des ouvriers, employés et fonctionnaires de toutes sortes, sous la forme du revenu en argent des kolkhoziens, des gains des artisans coopératifs, des traitements, des pensions, etc...

2) *Utilité spéciale de l'étude des revenus en argent.*

Pour quelle raison, dans l'élaboration du plan et en vue d'équilibrer production et consommation, fait-on une place spéciale aux revenus en argent et ne se préoccupe-t-on pas de la totalité des revenus de la population ? Margoline répond à cette question :

« Parce que le mouvement des revenus en nature est enfermé dans les limites des différentes économies. La partie de la production qui forme le revenu en nature passe directement de la sphère de la production à la sphère de la consommation. Le procès du mouvement des revenus en argent se déroule autrement. Ce procès ne se termine pas par la répartition des revenus sous la forme argent. Pour que ces revenus puissent être consommés, ils doivent, au préalable, être transformés, prendre la forme d'objets de consommation individuelle. Cette transformation est possible si à la somme des revenus en argent correspond une masse déterminée de marchandises nécessaires à la population et une quantité déterminée de services. Autrement dit, à une certaine proportion dans le revenu national réparti doit correspondre aussi une certaine structure matérielle de la production sociale ». (1)

On voit donc que pour déterminer quel doit être le *volume* et la *structure* de la production d'objets de consommation, il est indispensable d'étudier au préalable les revenus en argent de la population et que, d'autre part, il peut être nécessaire de modifier, conformément aux possibilités de la production d'objets de consommation, le volume et la structure du revenu national réparti en argent. Plus simplement, l'étude des revenus en argent

(1) MARGOLINE, *op. cit.*, p. 107.

de la population doit éviter à la fois les risques de surproduction et les risques de sous-production, tant générales que spéciales. C'est pourquoi la confection d'un bilan des revenus et des dépenses en argent doit permettre de vérifier la correspondance entre le volume, fixé par le plan, de la production d'objets de consommation individuelle et le volume des services, d'une part, et celui des revenus en argent de la population, d'autre part. Comme l'a écrit Margoline : « C'est en cela que consiste la grande importance du bilan pour la planification de l'économie nationale. » (1)

Avant de passer à l'étude des différents services que rend ce bilan dans le travail de planification et à l'examen de quelques problèmes méthodologiques, nous allons faire rapidement l'historique des travaux relatifs à ce bilan.

3) Historique.

La question de l'élaboration du bilan des revenus et des dépenses en argent de la population ne s'est imposée que récemment à l'attention des économistes soviétiques. Jusqu'en 1929, la planification de la vie économique ne s'étendait, en fait, qu'à quelques branches de la production, c'est pourquoi cette étude n'était pas indispensable. Par contre, une des bases du 1^{er} plan quinquennal aurait dû être l'élaboration d'un tel bilan et c'est, entre autres raisons, parce que ce travail n'a pas été accompli à temps que l'on a vu s'accroître, à partir de 1930, l'écart entre la quantité de monnaie en circulation et la quantité d'objets de consommation individuelle, ce qui n'était autre chose qu'un cas de sous-production générale. On sait que pour pallier aux inconvénients de cette sous-production et pour protéger, momentanément, le rouble, le gouvernement soviétique avait institué, dès 1928-1929, un système de répartition réglementée des marchandises, le système des cartes de ravitaillement. Ce système eut précisément pour résultat d'enlever beaucoup d'importance à la quantité de monnaie que pouvait détenir la population, de diminuer en grande partie le rôle et la signification de l'argent. Cela ne pouvait que pousser les économistes soviétiques à sous-estimer la nécessité de mettre à la base de tout plan sérieux de l'économie nationale une étude des revenus en argent de la population. Aussi n'est-ce que lors de la suppression du système des cartes que cette nécessité apparut au grand jour. Comme le dit Margoline, ce n'est pas par hasard que « le renforcement d'intérêt pour le travail d'élaboration du bilan des revenus et des dépenses en argent de la population... a coïncidé dans le temps avec la suppression du système des cartes de ravitaillement... » (2),

(1) *Ibid.*, p. 108.

(2) *Ibid.*, p. 104.

suppression qui, rappelons-le, a commencé par celle des cartes de pain (décret du 29 Novembre 1934). La suppression du système des cartes a représenté un renforcement du rôle de l'argent et a entraîné une extension de la circulation de l'argent dans le pays, un accroissement énorme des revenus en argent de la population. Ainsi, le fonds des salaires est passé de 44 milliards de roubles en 1934 à 71,6 milliards en 1936 et la somme de la valeur de l'impôt agricole (non compris les sovkhoz) est passée de 4,5 milliards de roubles en 1934 à 11,5 milliards en 1936, surtout en raison de l'augmentation de la production agricole marchande et de la hausse des prix imposés pour les matières premières techniques.

Au fur et à mesure que l'argent reprenait plus d'importance dans la vie économique du pays, progressaient les travaux relatifs à l'élaboration du bilan des revenus et des dépenses en argent de la population et, à l'heure actuelle, on se livre à ces travaux « non seulement dans les institutions centrales, au Gosplan de l'Union, au Commissariat des Finances, au Commissariat au Commerce intérieur, à la Gosbank, à la Direction Centrale de la statistique de l'économie nationale, mais aussi dans les Républiques et les régions. » (1)

4) *Les services que rend ce bilan.*

Le nombre des travaux relatifs à l'élaboration de ce bilan s'explique par la multitude des services qu'il peut rendre. Tout d'abord, il ne faut pas oublier que le mouvement des revenus et des dépenses en argent de la population est étroitement lié au développement de toute l'économie nationale et qu'il est conditionné par lui. *Tous les éléments du plan* influent sur la dimension et sur la structure des revenus et des dépenses en argent de la population. Le bilan de ces revenus et de ces dépenses est un reflet des rapports et des proportions qui existent entre les différents éléments de l'économie nationale. Son élaboration permet donc de vérifier l'exactitude des rapports fixés par le plan.

Examinons concrètement, avec Margoline, quelques-uns des problèmes à résoudre. Prenons d'abord celui du rapport entre la productivité du travail et les salaires. Le régime se fixe pour but de développer la productivité du travail de manière à rejoindre et à dépasser les pays capitalistes dans ce domaine car, selon la doctrine marxiste, c'est là une des conditions de la victoire du socialisme sur le capitalisme. En même temps, l'augmentation de la productivité du travail doit être accompagnée de l'accrois-

(1) *Ibid.*, p. 102.

sement systématique des salaires des ouvriers et des employés ; pour que l'accroissement du salaire en argent corresponde à une augmentation du salaire réel, et non à une dévaluation de la monnaie, il est nécessaire qu'aux revenus argent accrus de la population corresponde une production accrue d'objets de consommation individuelle. Cette correspondance ne se réalise pas automatiquement, l'augmentation de la productivité du travail dans la production des moyens de production, par exemple, n'entraînant pas forcément une augmentation de la production des objets de consommation. Puisque l'équilibre entre l'augmentation de la productivité du travail et l'augmentation de la production d'objets de consommation individuelle ne se produit pas de lui-même, il faut le prévoir et le réaliser grâce au plan ; ce qui veut dire que la planification de la productivité du travail et du fonds des salaires, qui détermine dans une large mesure le volume des revenus et des dépenses en argent de la population, doit être étroitement liée aux plans des branches productrices d'objets de consommation individuelle : industries légère et alimentaire et agriculture. « L'élaboration du bilan des revenus et des dépenses en argent de la population sert de méthode pour vérifier dans quelle mesure la planification du volume du fonds en argent des salaires correspond au fonds des objets de consommation individuelle. » (1)

Une autre utilité de ce bilan est qu'il est un instrument permettant d'étudier, en les distinguant, les revenus et les dépenses en argent des différents groupes ou des différentes classes de la société soviétique. Le développement actuel de l'U. R. S. S. révèle non seulement une augmentation des revenus et des dépenses en argent de la population, mais il révèle aussi une différenciation de plus en plus accusée des revenus des individus ; les petits revenus augmentant moins vite que les grands, l'écart entre eux augmente ; d'où des conséquences sur la structure des dépenses. La différence quantitative des revenus entraîne une différence qualitative des dépenses. Il est certain que les 25 à 80 roubles par mois du pensionné servent entièrement au paiement de son loyer et de sa nourriture, tandis que sur les 3 ou 4.000 roubles par mois du haut fonctionnaire une partie minime seulement est employée à cet usage, le reste donnant naissance à une demande de produits et de services différents, la demande d'aliments et de logement étant elle-même différente suivant qu'elle émane du possesseur d'un grand ou d'un petit revenu. Plus simplement, dans la confection du plan de production des objets de consommation il ne faut pas, dans la société soviétique actuelle, se baser

(1) *Ibid.*, p. 103.

sur « ce dont chacun a besoin en moyenne », mais sur ce dont les individus de chaque catégorie de revenus ont besoin en moyenne. Seule l'étude de la répartition des revenus entre les différents groupes permettra de définir le caractère qualitatif de la demande de marchandises, sa structure. Margoline, pour éclairer cette question, ne donne pas comme exemple le revenu du groupe des hauts fonctionnaires, mais celui du groupe des stakhanoviens, groupe qui, prétend-il, est appelé à s'agrandir du fait de l'élévation d'ouvriers de plus en plus nombreux au titre de stakhanoviens. Margoline constate que, dès maintenant, ce groupe manifeste une exigence accrue de marchandises plus variées et de meilleure qualité et qu'il fait preuve aussi de toutes sortes de besoins « culturels » (cinéma, théâtre, services communaux, etc.). « Ces exigences devraient être estimées pour élaborer le plan de circulation des marchandises et le plan des mesures culturelles. En liaison avec ceci se pose une nouvelle tâche : étudier les procès de différenciation des revenus, définir le volume des revenus en argent et la structure des dépenses des différents groupes... » (1). Ainsi, le bilan des revenus et des dépenses en argent de la population sera une des bases permettant d'établir le plan de production des objets de consommation et le plan des investissements dans l'industrie productrice d'objets de consommation (2).

Ce bilan a également une grande importance au point de vue du plan de développement de l'agriculture. Selon Margoline, ce qui distingue les conditions de développement de l'agriculture dans les conditions du capitalisme et dans les conditions soviétiques, c'est que dans les conditions du capitalisme, au stade actuel, l'agriculture souffre d'une crise de surproduction chronique et que, malgré son retard technique et le bas niveau de ses forces productives, la production agricole est trop forte par rapport au faible pouvoir d'achat des ouvriers des pays capitalistes ; d'ailleurs, ajoute-t-il, la crise agraire qui ruine les paysans limite par là-même le marché des produits industriels et provoque, à son tour, l'aggravation de la crise industrielle. Au contraire, dans les conditions soviétiques, l'industrialisation du pays, la croissance des villes, la hausse des revenus en argent de la population urbaine entraînent avec elles une demande accrue de produits

(1) *Ibid.*, p. 103.

(2) Il est évident que la structure à donner au plan de production des objets de consommation, aussi bien que, dans une large mesure, la structure des investissements, est déterminée non seulement sur la base du volume et de la structure des revenus en argent de la population mais aussi sur la base du niveau des prix et des rapports entre les prix des différents objets de consommation ; c'est là une question que nous supposons résolue ; nous aurons à y revenir au cours de la section « *Le plan et les prix* ».

agricoles. Margoline écrit : « La campagne soviétique possède une possibilité illimitée d'écoulement de ses produits. Chaque année les revenus en argent des kolkhoziens augmentent fortement, ces revenus proviennent de la vente de leur production aux organismes d'Etat et aussi directement à la population, sur le marché kolkhozien. »(1) Cependant, il ne suffit pas d'accroître le revenu en argent des paysans, car si pour ce revenu accru les paysans ne peuvent rien acheter de plus qu'avec le revenu moins important des années antérieures, ils ne chercheront plus à accroître leur production marchande. Il est donc nécessaire d'équilibrer le développement de l'agriculture et celui de l'industrie, afin de stimuler la production agricole et d'augmenter sa partie marchande. La nécessité de cet équilibre s'identifie avec la nécessité d'opposer aux revenus en argent des campagnes la quantité suffisante des produits industriels dont celles-ci ont besoin. Ceci revient à dire qu'au plan de développement de l'agriculture doit correspondre un plan de production spécial à l'industrie produisant des marchandises destinées aux campagnes. Le bilan des revenus et des dépenses en argent de la population doit mettre en lumière la mesure dans laquelle le plan général de l'économie nationale a résolu cette tâche avec succès.

Ce bilan, d'ailleurs, est encore étroitement lié à d'autres parties importantes du plan de l'économie nationale. Il est un des éléments nécessaires à une juste solution du problème des investissements fondamentaux, ceux-ci exerçant à travers le fonds des salaires des ouvriers et des employés, une influence sur les revenus et les dépenses en argent de la population. La dépendance des revenus en argent de la population par rapport aux investissements ne se limite d'ailleurs pas aux salaires touchés par les ouvriers et les employés directement engagés dans les travaux de construction, il faut, au contraire, tenir compte également du mouvement du fonds des salaires des ouvriers et des employés travaillant dans toutes les branches de l'économie desservant la construction principale : production des matériaux de construction, construction des machines, métallurgie, industrie du bois, etc. Et, quand on sait l'importance des investissements capitaux qui se font dans l'économie de l'Union, on comprend facilement l'influence énorme que ces derniers peuvent exercer sur les revenus en argent de la population et la nécessité de procéder à l'avance à une étude concrète de cette influence, si l'on veut éviter des accidents monétaires semblables à ceux qui ont accompagné le premier plan quinquennal.

(1) *Ibid.*, p. 103.

Margoline voit encore dans le bilan des revenus et des dépenses en argent de la population un instrument de mesure de l'aisance matérielle et des conditions culturelles et de vie des travailleurs, ce en quoi il commet une erreur, puisqu'il néglige l'autre élément de cette aisance : le niveau des prix.

Le bilan des revenus et des dépenses en argent de la population n'a pas seulement une importance économique générale, il joue aussi un grand rôle dans l'élaboration des différentes parties du plan de l'économie nationale ; ceci est vrai, en particulier, de la planification du mouvement de marchandises de détail, des prix de détail et des finances.

Nous avons vu plus haut que la suppression du système des cartes a donné un rôle de plus en plus important à l'argent. C'est en liaison avec ce fait que le bilan des revenus et des dépenses en argent de la population a acquis une signification de plus en plus grande dans la planification du mouvement des marchandises. La planification de ce mouvement ne se fait plus au gré des organes de planification, mais elle doit être réalisée sur la base d'indices économiques élaborés à la suite de l'étude du volume des revenus en argent de la population, de son fonds de consommation. « Le niveau de la demande, déterminé par le volume des revenus en argent et par la structure des dépenses de la population, sert de critère le plus important pour diriger le fonds des marchandises dans le réseau commercial de détail, urbain ou rural, pour le répartir entre les différents rayons. » (1)

Margoline souligne que ce bilan peut être utilisé non seulement pour calculer l'étendue du fonds d'achat, mais aussi pour définir ce qu'est la demande des principales marchandises et pour planifier la structure en marchandises du mouvement des marchandises du commerce de détail.

La planification des *prix* du commerce de détail, dans les conditions du commerce libre et du prix unique dans un rayon donné est également impossible sans confrontation du fonds d'achat de la population avec le volume du mouvement des marchandises dans le commerce de détail et de la demande des différentes marchandises avec le fonds de marchandises correspondantes.

Le bilan des revenus et des dépenses constitue un des matériels les plus importants pour la confection du plan de mobilisation des disponibilités de la population : plans des impôts, des emprunts, des dépôts aux caisses d'épargne ; autrement dit, ce bilan permet d'élaborer les plans relatifs aux moyens employés

(1) *Ibid.*, p. 105.

pour en reprendre à la population (sans hausse des prix) la partie du pouvoir d'achat distribuée en excédent sur le fonds des marchandises.

Enfin, le bilan des revenus et des dépenses en argent de la population est un des éléments essentiels de la confection du plan du mouvement de l'argent dans le pays, en particulier, il doit être à la base du plan de caisse de la Banque d'Etat.

A un tout autre point de vue, Margoline indique que le bilan des revenus et des dépenses en argent de la population est un document d'une grande importance politique, en tant qu'il reflète les rapports de classe dans le pays. La diminution des revenus provenant de l'industrie, du commerce ou de l'artisanat privés et l'augmentation des revenus provenant du travail dans le secteur socialisé (salaires des ouvriers et des employés, gains des kolkhoziens) étant considérées comme un indice du progrès du socialisme.

Le bilan des revenus et des dépenses en argent de la population peut donc permettre de résoudre une série de problèmes de planification : corrélation entre l'augmentation de la productivité du travail et celle des salaires, d'une part, et du volume de la production des objets de consommation individuelle, de l'autre ; organisation de la production des objets de consommation de manière à répondre par une offre qualitativement différenciées à des revenus quantitativement différenciés ; corrélation entre le développement de l'industrie et de l'agriculture ; étude de l'effet des investissements sur la demande des marchandises ; plan de la circulation des marchandises de détail, des prix de détail ; plans des impôts, des emprunts, des dépôts à la caisse d'épargne, plan de caisse de la Gosbank, etc. Tel est le rôle que ce bilan joue, en tant qu'il constitue une des méthodes synthétiques de la planification ; de plus, il peut être un des indices de la situation politique du pays.

5) *Les problèmes de méthode.*

Etant donnée l'importance immense de ce bilan pour le travail de la planification, on pourrait s'attendre à ce qu'il tienne effectivement une grande place dans la planification soviétique, en réalité il n'en est rien et il y a à cela deux raisons : l'insuffisance, dans ce domaine, du matériel statistique soviétique et le manque de méthode, surtout d'une méthode unique, pour la confection de ce bilan. Aussi est-ce à cet aspect du problème du bilan des revenus et des dépenses en argent de la population que nous voulons nous arrêter quelque peu et, cela, parce que l'examen des méthodes permet de mieux préciser l'objet du bilan lui-même.

En premier lieu, la statistique soviétique confond souvent la circulation de l'argent de la population avec les revenus en argent de la population, bien qu'il n'y ait pas identité entre ces deux notions. Ainsi, l'argent touché par des ouvriers, envoyés en vue d'accomplir un travail à distance, pour l'achat de leurs billets de chemin de fer, ne constitue pas pour eux un revenu ; de même la somme touchée par un artisan en vendant son produit ne constitue pas un revenu, seul le bénéfice net constitue un revenu.

Par contre, il arrive que la statistique limite la notion de revenu de la population aux sommes par elle touchée des organisations d'Etat et coopératives, sans tenir compte des ventes de produits et de services qui peuvent avoir lieu entre les individus, en particulier à la suite des ventes de produits agricoles faites par les kolkhoziens sur le marché.

Enfin, la statistique ne prend pas toujours en considération le fait que les revenus en argent ne servent pas en entier à l'achat de marchandises et de services. Une partie des revenus revient au gouvernement sous la forme d'impôts et sert à couvrir les dépenses publiques. Une autre partie est remise provisoirement au gouvernement sous forme d'emprunts et de dépôts dans les caisses d'épargne et sert à accélérer le rythme de l'accumulation. Enfin, une partie de l'argent n'est pas dépensée dans le cours de l'année où il est distribué et se trouve simplement thésaurisé.

La méthode proposée par Margoline pour l'élaboration du bilan des revenus et des dépenses en argent de la population a pour base la distinction des revenus et des dépenses selon leur origine. Il les divise en deux groupes :

1° Gains en argent provenant des organisations d'Etat et coopératives et dépenses en argent dans ces organisations.

2° Gains en argent provenant de la vente de marchandises et de services à la population et dépenses en argent servant à l'achat de marchandises et de services à la population.

Le premier groupe est actuellement le plus important. Les revenus en provenant sont constitués par les salaires des ouvriers et employés, les salaires des artisans coopératifs, les revenus en argent touchés par les kolkhoziens et les paysans individuels lors de la vente de leurs produits à l'Etat et aux coopératives, les traitements et les pensions touchés par les étudiants, les élèves, les pensionnés, etc.

Les dépenses de la population dans les organisations d'Etat et coopératives sont constituées :

a) par l'achat de marchandises et de produits d'alimentation sociale dans le commerce d'Etat et coopératif et dans les kolkhoz.

b) par l'achat de services (loyers, prix des transports et autres services).

c) par les versements obligatoires et volontaires à l'Etat (impôts, assurances, etc.).

Dans le second groupe, la place la plus importante est occupée par les gains obtenus à la suite de la vente sur le marché kolkhozien de produits agricoles ; le reste étant constitué par les ventes des artisans non-coopératifs et par les gains provenant de différentes sortes de services rendus (location d'une chambre ou d'un « angle », services des coiffeurs, des photographes, des ouvrières à domicile (domestiques), des blanchisseuses, etc.).

Cette distinction en deux groupes a une grande importance pratique, surtout du point de vue qui nous intéresse ; en effet, les « revenus et les dépenses en argent de la population dans les organisations d'Etat et coopératives sont *directement déterminées par le plan* de l'économie nationale. Par contre, les revenus du type des revenus du commerce kolkhozien sont planifiés seulement *indirectement*, par exemple, à l'aide d'un système de mesures destinées à développer la production agricole dans son ensemble, l'organisation d'un courant commercial de marchandises industrielles destinées aux campagnes, etc... »(1).

Il faut noter qu'il est beaucoup plus facile d'avoir des précisions sur les revenus et les dépenses du premier groupe que sur ceux du second, cela n'est d'ailleurs pas très grave si l'on veut se contenter de préciser la somme à laquelle se monte le fonds d'achat de la population en produits du commerce d'Etat et coopératif, sans égard à sa répartition entre la ville et la campagne et à sa structure en marchandises ; en effet, les gains en argent faits par une partie de la population en vendant des marchandises et des services à l'autre sont compensés par les dépenses faites par cette dernière, dépenses qui se montent, évidemment à la même somme que les gains et, par conséquent, l'ensemble n'a aucune influence sur le fonds d'achat de la population.

Par contre, ces mouvements de valeur ont une grande importance si l'on considère la structure de la demande : ainsi, si la population urbaine est parvenue à couvrir entièrement ses besoins alimentaires grâce au marché kolkhozien de la région, il est certain que le commerce d'Etat et coopératif aura à satisfaire à une demande quantitativement inchangée mais qualitativement transformée : on ne lui demandera plus de produits alimentaires mais seulement des produits industriels. D'autre part, ce transfert de pouvoir d'achat peut s'accomplir d'une région à une autre, d'où

(1) *Ibid.*, p. 108.

la nécessité d'en tenir compte dans la planification du mouvement des marchandises dans les différentes régions .

En résumé, la méthode qui consisterait à se contenter de faire le bilan des revenus et des dépenses du premier groupe serait tout juste bonne à définir le pouvoir d'achat général auquel le commerce d'Etat et coopératif peut avoir à répondre, de même elle pourrait être suffisante pour la confection du plan de caisse de la Gosbank et pour l'étude des canaux par lesquels l'argent se répartit entre les membres de la société.

Au contraire, si l'on veut régler convenablement la production des objets de consommation individuelle et le mouvement du commerce de détail, il faut tenir compte des transferts de pouvoir d'achat qui s'opèrent par l'intermédiaire des revenus et des dépenses du second groupe, ainsi que de la division de la population en différentes classes déterminées par le niveau de leur revenu. Les mouvements d'argent qui se produisent au sein de la population sont donc de la plus grande importance lorsqu'on se place au point de vue du caractère, de la qualité de la demande. Un rouble de revenu argent, suivant qu'il est détenu par un ouvrier, par un kolkhozien ou par un haut fonctionnaire représente une demande différente de marchandises. C'est pourquoi il faut attribuer la plus grande importance à l'étude de la différenciation des revenus suivant les groupes de la population ainsi qu'à l'étude des mouvements d'argent au sein de la population, le tout ayant une influence décisive sur le caractère et la structure de la demande.

Margoline signale que la plupart des institutions, lorsqu'elles confectionnent le bilan des revenus et des dépenses en argent de la population, négligent ces données méthodologiques élémentaires. Par exemple, certains économistes soviétiques se contentent, pour exprimer le revenu en argent des kolkhoziens, de tenir compte des gains en argent des kolkhoz. Une telle méthode est essentiellement défectueuse, parce que tout le revenu en argent du kolkhoz n'est pas réparti entre ses membres, ne prend pas la forme de revenus individuels : sur le revenu en argent du kolkhoz on prélève les sommes qui doivent être versées à l'Etat, puis on enlève encore, conformément aux statuts, une somme constituant le fonds d'accumulation du kolkhoz et seul le solde constitue le revenu en argent que les kolkhoziens reçoivent du kolkhoz sous forme de journées-travail.

D'autres économistes pensent que, si on doit bien tenir compte du transfert du pouvoir d'achat qui s'opère par l'intermédiaire des revenus et des dépenses du deuxième groupe, il est inutile de les calculer lorsqu'il s'agit d'achat et de vente entre

kolkhoziens ou paysans individuels, sous prétexte que le pouvoir d'achat de la campagne n'est pas modifié. Margoline dénonce cette conception : « La fausseté de ce point de vue consiste en ce qu'il limite la tâche du bilan des revenus et des dépenses en argent de la population à la définition du volume du fonds d'achat et qu'il ignore la nécessité d'étudier la structure de la demande. » (1)

6) *Les schèmes proposés.*

Insistant sur la nécessité d'une étude concrète des revenus et des dépenses en argent de la population, Margoline propose des schèmes destinés, selon lui, à tenir compte de tous les revenus et de toutes les dépenses et à les grouper selon leur importance.

Après avoir rappelé que chaque groupe de la population se distingue par la structure particulière de ses dépenses, il propose que l'étude des revenus et des dépenses de la population soit faite en divisant la population de la façon suivante :

- 1° Ouvriers ;
- 2° Paysans ;
 - dont :
 - a) kolkhoziens,
 - b) paysans individuels.
- 3° Artisans ;
 - dont :
 - a) coopératifs ;
 - b) non-coopératifs.
- 4° Employés, travailleurs-ingénieurs et techniciens, travailleurs scientifiques et artistiques ;
- 5° Autres groupes de la population.

Il semble que le schème proposé ne corresponde pas tout à fait au but visé, en particulier, dans le groupe 4, les revenus des individus qui le composent s'échelonnent de 150 roubles à plusieurs milliers de roubles par mois ; il n'y a donc aucune raison d'en faire une seule rubrique. A notre avis, s'il est indispensable de distinguer entre ouvriers et paysans, il est tout aussi indispensable, au sein du groupe 4, de répartir les revenus par tranches, selon leur importance. D'autre part, il est curieux de noter que Margoline considère, au début de son exposé, les stakhanoviens comme un groupe particulier de la population et que, maintenant, ceux-ci ne se trouvent même pas mentionnés.

Passons au schème proposé en vue d'établir le bilan des revenus et dépenses en argent de la population (tableau N° 2).

(1) *Ibid.*, p. 110.

Margoline précise que ce schème devrait être divisé selon les classes et les groupes sociaux et qu'il faudrait consacrer une division supplémentaire aux rubriques « ville » et « campagne ». Ce schème nous paraît correspondre assez bien à son objet ; mais évidemment, il faudrait le soumettre à l'épreuve de la pratique pour voir quels sont les défauts qu'il peut avoir.



Nous avons examiné ainsi les grandes lignes de la question du bilan des revenus et des dépenses en argent de la population. Ce qui, nous semble-t-il, se dégage de cet examen, c'est, d'une part, l'importance énorme pour la planification soviétique de l'élaboration de ce bilan, qui devrait constituer une des bases du plan de l'économie nationale et, d'autre part, la faiblesse des méthodes et des matériaux statistiques nécessaires à l'élaboration de ce bilan. Margoline conclut en disant qu'il est indispensable d'améliorer les uns et les autres et que c'est « seulement à cette condition que le bilan des revenus et des dépenses en argent de la population, en tant que méthode synthétique de la planification de l'économie nationale, pourra occuper la place qui devrait lui revenir de droit. »(1)

TABLEAU N° 2 (2)

Schéma du bilan des revenus et des dépenses de la population

I. REVENUS EN ARGENT.

A. Recettes en argent provenant des organisations d'Etat et coopératives :

1. Salaires.
2. Revenus en argent des kolkhoziens provenant des kolkhoz, dont :
 - a) revenus en argent répartis sous forme de journées-travail,
 - b) autres revenus en argent des kolkhoziens provenant des kolkhoz.
3. Salaires des membres des Cartels du système des coopératives industrielles.
4. Recettes provenant de la vente de produits, dont :
 - a) production agricole,
 - b) production non-agricole.
5. Recettes provenant des transports par charroi.
6. Pensions et allocations .
7. Bourses d'entretien.
8. Recettes en argent provenant du système financier (intérêts et lots des emprunts et des dépôts, dédommagement par assurance, crédits).
9. Autres recettes en argent.

Total (A)

(1) *Ibid.*, p. 114.

(2) *Ibid.*, pp. 113-114.

B. Revenus en argent provenant de la vente de marchandises et de services à la population :

1. Recettes provenant de la vente de produits sur le marché kolkhozien, dont :
 - a) marchandises agricoles,
 - b) marchandises non-agricoles.
2. Revenus des artisans non-coopératifs.
3. Revenus provenant de la vente de services.
4. Envois d'argent.

Total (B)

Total de tous les revenus en argent (A + B)

II. DEPENSES EN ARGENT.

A. Dépenses en argent dans les organisations d'Etat et coopératives :

1. Impôts et autres paiements.
2. Versements dans les organisations sociales.
3. Paiement de services.
4. Achat de marchandises et de produits d'alimentation sociale, dont :
 - a) dans le commerce d'Etat et coopératif,
 - b) aux kolkhoz et aux sovkhoz.

Total (A)

B. Dépenses en argent pour l'achat de marchandises et de services à la population :

1. Achat de marchandises sur le marché kolkhozien, dont :
 - a) marchandises agricoles,
 - b) marchandises non-agricoles.
2. Achat de marchandises aux artisans non-coopératifs et paiement de commandes.
3. Paiement de services.
4. Renvois d'argent.

Total (B)

Total de toutes les dépenses en argent (A + B)

III. ACCUMULATION EN ARGENT.

1. Versements aux organisations coopératives.
2. Versements aux emprunts d'Etat.
3. Versements dans les caisses d'épargne.
4. Accroissement des caisses de la population.

Total de l'accumulation (III)

Total des dépenses et de l'accumulation (II + III)

SECTION VI

Budget, plan financier et bilan de l'Economie Nationale.

En 1929, devant le Conseil des économistes, dans son discours à la conférence des agronomes marxistes, Staline affirma qu'une des tâches les plus importantes qui se posaient devant les économistes était celle de l'élaboration scientifique du « schème constitutif du bilan de notre économie nationale ». Strumiline indique que ce bilan, dont un grand nombre d'économistes soviétiques se sont depuis lors attachés à donner le schème, doit constituer l'unité dialectique des différents bilans partiels qui manquent sans cela de contact et qu'il sert à relier(1).

Avant de passer à l'étude du bilan de l'économie nationale, qui est encore resté dans le domaine de la pure théorie (2), nous allons dire quelques mots de ces deux bilans synthétiques que sont le budget et le plan financier.

I) *Le budget et le plan financier.*

a) *Le budget.*

Le budget soviétique « diffère complètement des budgets des nations occidentales. Car l'Etat a d'autres revenus, il a d'autres dépenses. Revenus industriels et commerciaux surtout, dépenses industrielles. »(3) Le budget soviétique est soumis aux règles de l'annualité(4) et de l'unité, règles qui s'expriment par la ratification chaque année par les organes suprêmes de l'Union du « *Budget d'Etat de l'U.R.S.S.* », « comprenant le budget de l'Union en tant

(1) S. STRUMILINE, *Pour une théorie du bilan de l'économie nationale*, in *P. K.* n° 9-10 de 1936, pp. 86-114, p. 86.

(2) Indiquons, néanmoins, que dès 1925 le Gosplan avait fait une étude assez détaillée du bilan de l'économie nationale pour l'année 1923-24 ; il s'était alors fixé pour tâche d'étudier le cycle économique de toute une année : tous les biens existants et ceux nouvellement créés y étaient enregistrés en qualité et en valeur, selon leur lieu d'origine, c'est-à-dire selon les entreprises dont ils proviennent, et selon leur utilisation (consommation ou investissement) ; le tout était présenté sous forme de bilan, cette étude a paru sous le titre de « *Bilan de l'économie nationale de l'U.R.S.S. pour 1923-24* » (« *Balans narodnogo khoziaistva S.S.S.R. 1923-24* », Moscou 1926, 273 p.).

(3) J. LESQUIRE, *op. cit.*, p. 95.

(4) Pendant la période du communisme de guerre, il y a eu des budgets semestriels.

que partie principale du budget d'Etat de l'U.R.S.S. et les budgets des Républiques approuvés par les organes suprêmes du pouvoir des Républiques.»(1) La règle de l'universalité, au contraire, on le comprend, n'est pas appliquée.

Les principales caractéristique du budget soviétique sont, d'une part, l'importance des recettes provenant de l'économie socialiste (2) et, d'autre part, la grande place tenue par les dépenses relatives à l'économie nationale (3) ; les P. T. T. et autres postes (Instruction, Santé, Transports, etc.) tiennent à peu près la même place et jouent, dans l'ensemble, le même rôle (bien que le gouvernement accorde, en principe, une importance primordiale à ces questions) que les postes correspondants des budgets des autres Etats.

Dans son discours du budget, prononcé le 11 Janvier 1937, Grinko déclarait que « le budget est l'épine dorsale du système financier » et que « dans le budget d'Etat de l'U. R. S. S. les fils de toutes les branches de l'économie, de l'édification culturelle, de la défense nationale et de l'administration sont mêlés. » (4) On voit l'importance accordée au budget par les dirigeants soviétiques ; pourtant, comme le remarque W. Leontief, dans un article sur « *Le budget d'Etat pour 1937* »(5), on pourrait penser que le budget repose sur l'économie privée et que, lorsque l'économie nationale et l'économie publique se confondent, les finances n'ont plus qu'à établir un équilibre entre les revenus et les dépenses de l'économie et de l'administration, entre les prix et les salaires. Comment se fait-il, qu'il n'en soit pas effectivement ainsi ? Il y a à cela deux raisons : d'une part, comme l'écrit M. Bogolépov, dans la « *Revue Economique Internationale* », « le système financier évite les réglemens superflus entre ses divers

(1) M. BOGOLÉPOV, *Les Finances de l'Union Soviétique*, op. cit., pp. 45-46.

(2) Les revenus de « l'économie socialiste » sont ceux qui proviennent des « différents monopoles d'Etat », comme il est dit dans une résolution du VIII^e Congrès du Parti, tenu en 1919 (V. K. P. (b) v. *resoloutsiaxh*, Moscou 1936, tome 1, p. 302, cité par M. BOGOLÉPOV, in *Vingt ans de Finances soviétiques*, op. cit., p. 94.

(3) Nous verrons dans le chapitre consacré aux méthodes d'exécution du plan, à propos des mesures financières, l'importance relative des chapitres budgétaires (économie nationale et administration) ; indiquons ici, parce que ce point a un intérêt théorique, la distinction qu'il convient de faire, lorsqu'on parle du financement de l'économie nationale, entre les investissements en travaux capitaux et les investissements en fonds de roulement ; parlant de ces derniers, Grinko, dans son rapport à la III^e session du C.C.E. (26 janvier 1933) disait : « La question décisive est de savoir comment attribuer les capitaux de roulement de manière à assurer par là le relèvement de la qualité du travail des établissements économiques intéressés... Ici, le budget se confine à la rentabilité, accomplit un rôle organisateur énorme dans la rationalisation de la production. » (GRINKO, in *Du premier au deuxième plan quinquennal*, p. 195, rapport intitulé *Le programme financier de l'U.R.S.S. pour 1933*, pp. 179-198).

(4) *Pravda* du 12 janvier 1937.

(5) *Die Ostwirtschaft*, n^o 1 de janvier 1937, pp. 9-11.

éléments constitutifs, ainsi qu'entre le système financier et les différentes branches de l'économie nationale » (1), d'autre part, l'économie bien qu'étatisée est relativement décentralisée ou, plutôt, « déconcentrée », ce qui se traduit, entre autres, par une certaine autonomie budgétaire des entreprises. La principale conséquence de cette autonomie budgétaire, c'est qu'au budget public ne sont incorporés ni les chiffres d'affaires des entreprises, ni la totalité des fonds accumulés par elles (1) mais seulement une partie de leurs gains ou de leurs pertes, à savoir la partie des gains (2) versée à l'Etat et la partie des pertes couvertes par l'Etat.

De ce que nous venons de dire, il ressort que le budget d'Etat, en tant que reflet de la situation et du développement de l'économie nationale, est tout à fait insuffisant. Aussi, en l'absence d'un bilan synthétique de l'économie nationale a-t-on essayé de se servir du « plan financier unique ».

b) *Le plan financier unique.*

Une loi de 1930 a décidé que le budget d'Etat lui-même ne devait être qu'une partie intégrante du plan financier qui doit comprendre toutes les recettes et toutes les dépenses. Ce plan financier unique est plus large que le budget d'Etat parce qu'il comprend, en dehors de ce dernier, la *totalité* des fonds accumulés par les organismes économiques et que, en dehors du système de financement budgétaire, y sont inclus le financement bancaire, le crédit à long terme et à court terme.

Ce plan financier qui, depuis 1930, paraît avec des postes plus ou moins détaillés, aurait, selon Zahn-Golodetz, l'avantage de montrer « les changements intervenus dans l'économie, puisque les différentes unités de production sont rapportées uniformément à leurs expressions monétaires » (3), de donner « un aperçu des moyens nécessaires pour les dépenses » (4). Selon Nagler, le plan financier serait « l'expression la plus complète de la distribution et de la redistribution du revenu national dans les différents domaines de l'économie. » (5)

Si on admettait ce point de vue, le plan financier unique, à condition d'être confectionné de façon complète, ce qui n'est pas le cas, équivaldrait au bilan de l'économie nationale ; mais ce

(1) M. BOGOLÉPOV, *op. cit.* de la *Rev. Eco. Inter.*, p. 48.

(2) Le prélèvement sur les gains des entreprises se fait de deux façons : par un impôt sur le chiffre d'affaires, par un prélèvement sur les bénéfices, en 1937, cette dernière ressource devait fournir 6,3 milliards sur un total de bénéfices prévus de 20,8 milliards.

(3) L. ZAHN-GOLODEZT, *op. cit.*, p. 120.

(4) *Ibid.*, p. 121.

(5) NAGLER, *Die Finanzen und die Waehrung der Sowjetunion*, Berlin 1932, 153 p., p. 74 (cité par ZAHN-GOLODEZT, p. 121).

point de vue n'est pas justifié. Il n'est pas justifié parce que le plan financier unique loin d'être « l'expression la plus complète de la distribution et de la redistribution du revenu national » reflète simplement les mouvements monétaires et laisse de côté, entre autres, les transferts de valeur qui peuvent se faire d'une branche à l'autre de l'économie par suite du mécanisme des prix (les produits agricoles, par exemple, étant vendus bien au-dessous de leur valeur, celle-ci n'est « réalisée » que par les industries transformatrices : industries boulangère, textile, etc., dont la « rentabilité » est en partie fictive) ; il laisse également de côté le mécanisme des amortissements dans les différentes branches de l'économie et, surtout, la distribution sociale du travail. C'est pourquoi le plan financier unique, même s'il était complet, ne pourrait jouer qu'un rôle secondaire par rapport au bilan de l'économie nationale.

II) *Le bilan de l'économie nationale.*

On sait que la question du bilan de l'économie nationale en est encore au stade des discussions théoriques ; aussi, dans notre examen de cette question, nous nous contenterons d'exposer, d'une part, la position prise par l'académicien Strumiline dans son article « Pour une théorie du bilan de l'économie nationale » et, d'autre part, la critique qui en a été faite par A. Notkine et N. Tsagalov dans un article intitulé « *A propos de la théorie et du schème du bilan de l'économie nationale de l'U. R. S. S. de l'académicien S. Strumiline* » (1).

A) LA THÉORIE DE STRUMILINE.

1° *Ce que le bilan doit contenir.*

Strumiline part du principe que l'U. R. S. S. peut être considérée comme une grande *unité* économique, « comme un *combinat unique* » constitué par une série d'« ateliers » producteurs de biens et de services. Pour défendre cette conception, il se fonde sur une citation de Lénine qui, dans « L'Etat et la Révolution », écrit : « Toute la société sera un seul bureau et une seule usine. » (2) A la tête de ce combinat se trouve la « sphère du gouvernement » qui, dans la société communiste, aura pour unique tâche « l'administration des choses et la direction du processus de production » (3) et qui, en attendant, est chargée non seulement de la planification de l'économie mais aussi, à l'aide de l'appareil d'Etat, du gouvernement des personnes, du maintien de l'ordre

(1) *P. K.*, n° 4 de 1937, pp. 78-111.

(2) LÉNINE, *L'Etat et la Révolution*, in tome XXI des *Œuvres Complètes*, op. cit., pp. 443-544.

(3) F. ENGELS, *Anti-Dühring*, t. 3, op. cit., p. 47.

social et, dans les conditions de l'encerclement capitaliste, de la défense du pays. C'est l'organisation de cette immense unité économique, constituée, d'une part, par une « sphère productive, d'autre part, par la sphère « des services et du gouvernement », que le bilan doit refléter, dont il doit reproduire « toute la structure anatomique complexe » et définir les rapports et les proportions (1). On voit l'ampleur que notre auteur donne à la notion de « bilan de l'économie nationale » et la raison de cette ampleur : l'idée que, dans la société soviétique, l'activité gouvernementale est trop étroitement liée à la vie économique pour pouvoir être exclue du bilan de l'économie nationale. Le contenu de ce bilan s'identifie donc avec la totalité des activités économiques et des activités ayant un rapport avec la vie économique ; nous verrons plus loin à quoi cet immense contenu correspond concrètement.

2° *Ce que le bilan doit refléter.*

Se demander ce que le bilan doit refléter, c'est se poser une autre question que celle relative au contenu du bilan. Le contenu, c'est l'ampleur du bilan, les activités qui doivent y trouver leur expression ; ce que le bilan doit refléter, c'est tel ou tel rapport, telle ou telle évolution. Selon la *structure* donnée au bilan, avec le même contenu, il peut refléter des choses très différentes.

Ce que le bilan doit s'attacher à refléter maintenant, c'est la répartition du travail et du produit social entre la sphère productive, la sphère des services et la sphère gouvernementale de l'économie. En particulier, le bilan doit refléter l'accroissement des dépenses de travail pour les services matériels et culturels et la diminution des « dépenses du gouvernement » par rapport à la somme totale des dépenses et des ressources de toute la société (1).

En dehors de ce rôle politique, le bilan doit jouer un rôle plus précisément économique. Il doit refléter deux processus. D'une part, le processus de l'accumulation, d'autre part, le processus du transfert des ressources et de la valeur d'une branche de la production à une autre. L'accumulation qui, dans la société capitaliste, est un facteur de surproduction, de crises et d'anarchie, doit, dans la société soviétique, se dérouler d'une façon régulière, sans à-coup, conformément aux besoins de la production, de la consommation et de l'équilibre économique général ; c'est pourquoi il est de la première importance de trouver dans

(1) STRUMILINE, *op. cit.*, p. 88.

(2) *Ibid.*, pp. 88-89.

le bilan de l'économie nationale le reflet de cette accumulation planifiée.

D'après la théorie marxiste, dans la société capitaliste, les transferts de valeur d'une branche de la production à une autre s'accomplissent soit d'eux-mêmes, par la concurrence des capitaux autour des sphères de placement (péréquation du taux du profit), soit, au stade du capitalisme des monopoles, consciemment, entre les entreprises réunies dans un même groupement, trust, cartel, etc. ; dans la société soviétique, toutes les entreprises sont soumises au même patron qui planifie la production et opère consciemment les transferts de ressources. Pour que ces transferts puissent se faire effectivement en pleine connaissance de cause, il est nécessaire d'en trouver le reflet dans le bilan de l'économie nationale (1).

3° *Les deux points de départ théoriques du bilan de l'économie nationale.*

Le contenu et la structure du bilan de l'économie nationale étant déterminés, on doit se demander sur quelle base il doit être construit. Strumiline indique que les économistes et les statisticiens soviétiques, dans leurs tentatives de construire un bilan de l'économie nationale, se sont toujours guidés sur le « *schème de la reproduction* » tel qu'il a été établi par Marx. Il ajoute qu'à son avis le tableau de la production et de la répartition de la « *totalité du produit social* », tableau dressé par Marx dans la « *Critique du Programme de Gotha* », n'a pas moins d'importance. Ainsi, le bilan de l'économie nationale aurait deux points de départ théoriques : « *Le Capital* » et la « *Critique du Programme de Gotha* ».

Cependant, « les schèmes de Marx (dans « *Le Capital* ») concernent l'économie capitaliste et, chez nous, c'est le socialisme » (2) affirme Strumiline ; mais il ajoute aussitôt : « cela ne signifie nullement que les schèmes de Marx soient inapplicables à notre économie » (2) et il justifie cette affirmation en rappelant que Lénine, annotant un livre de Boukharine (3), indiquait que l'égalité $C_2 = V_1 + M_1$ conservait sa valeur dans l'économie socialiste. Strumiline pense que, dans l'élaboration du bilan de l'économie nationale, il ne faut jamais perdre de vue cette indication de Lénine, car un bilan qui ne contiendrait pas ces éléments serait incapable de révéler si l'économie nationale suit le rythme de la reproduction simple ou est entrée dans la voie de la reproduction élargie.

(1) *Ibid.*, p. 89.

(2) *Ibid.*, p. 87.

(3) Il s'agit de « *L'économie d'une période de transition* », livre où BOUKHARINE défendait la théorie selon laquelle, avec la socialisation des moyens de production, l'économie politique perdrait de sa valeur et que seuls subsisteraient des rapports de production.

Est-ce à dire que Strumiline veuille appliquer tels que les schèmes de Marx ? Non, il indique lui-même que ces schèmes, élaborés pour l'économie capitaliste, prennent une *nouvelle signification* dans l'économie soviétique. Ainsi, alors que pour Marx c est le symbole du capital constant, v celui du capital variable employé au paiement de la force ouvrière et m la plus-value revenant à la bourgeoisie en raison du travail non payé des ouvriers, Strumiline dit que, dans l'économie soviétique, c désigne simplement les moyens de production, v la part du produit social destinée immédiatement à la consommation courante des travailleurs et m la part du produit social destiné à l'accroissement des forces productives et à la constitution des différentes sortes de réserves (1).

Ayant apporté ces modifications aux éléments des schèmes de Marx, Strumiline pense qu'ils peuvent constituer une des bases du bilan de l'économie nationale, mais cela à deux conditions : d'une part, il faut se souvenir que l'accumulation étant le but de l'économie capitaliste et les services ne pouvant s'accumuler, ces derniers ne rentrent pas dans le schème de la production du capital — dans l'économie socialiste, au contraire, la fin étant l'homme même, la production des biens *et des services* doit être incluse dans le plan et dans le bilan de l'économie nationale.

D'autre part, il faut tenir compte du fait que les schèmes de Marx font abstraction d'une série de facteurs concrets et comportent une série d'hypothèses qui ne trouvent pas leur place dans la réalité(2), alors que le bilan de l'économie nationale, au contraire, doit refléter la réalité et ne doit pas être par trop schématique. Le bilan de l'économie nationale, même sous sa forme la plus succincte, doit contenir toutes les principales catégories et subdivisions de l'économie soviétique et indiquer, dans des tableaux complémentaires, les possibilités potentielles de leur développement.

Nous en avons ainsi terminé avec les différentes questions théoriques qui sont à la base de la conception du bilan de l'économie nationale tel que Strumiline l'a élaboré. Il nous faut maintenant exposer le schème de ce bilan et l'analyser rapidement.

4° *Le schème du bilan de l'économie nationale.*

(Voir le tableau n° 3)

Sur la ligne horizontale, on trouve la division par branches de l'économie soviétique, division qui pourrait être poussée jus-

(1) STRUMILINE, *op. cit.*, p. 87.

(2) *Ibid.*, pp. 89-90.

BRANCHES DU TRAVAIL		I. SPHÈRE PRODUCTIVE										SPHÈRE NON PRODUCTIVE							
ÉLÉMENTS DU BILAN		1. Industrie					Total					II. Sphère des Services		III Sphère du gouvernement					
1		1. Agriculture	2. Moyens de production	B. Objets de consommation	3. Construction	4. Transports et communications	5. Réseau de distribution commerciale	I. Subdivision des moyens de production	II. Subdivision des objets de consommation	Total de la production	A. Économie communale et d'habitation	B. Culture Arts et Scienc.	2. Economie domestique	Total	1. Direction de l'économie	2. Appareil de défense sociale	Total	Total de la sphère non productive	TOTAL de L'ÉCONOMIE NATIONALE
A. RICHESSE NATIONALE au début de l'année		2	3	4	5	6	7	8	9	10	11	12	13	14	15	16	17	18	19
1. Fonds princp. aux																			
2. Fonds de roulement et réserves																			
B. CYCLE DE LA PRODUCTION																			
I. Production et circulation																			
1. Transfert de travail passé																			
2. Travail vivant																			
3. Accumulation (globale)																			
II. Répartition (plan ou résultat)																			
1. Des réductions et mises hors de circulation																			
a) déflation des amortissements																			
b) accumulation courante																			
c) réserves libres																			
1) des entreprises																			
2) de la population																			
2. Des investissements destination																			
a) dans le- fonds principaux																			
b) dans les fonds de roulement et les réserves																			
c) dans les fonds de la consommation non productive																			
3. Des transferts (hors plan)																			
4. Solde des nouvelles répartitions																			
III. Consommation (individuelle)																			
1. Des produits matériels																			
2. Des services																			
a) payants																			
b) gratuits																			
IV. Elargissement																			
1. Des fonds principaux																			
2. Des fonds de roulement et des réserves																			
V. Revenu national																			
1. D'après le lieu d'origine																			
2. D'après le lieu d'utilisation																			
C. ECONOMIE NATIONALE à la fin de l'année.																			
1. Fonds principaux																			
2. Fonds de roulement et réserves																			
Postes généraux																			
1. Personnes employées en milliers d'années-travail																			
2. Personnes à la charge de la population																			
3. Personnes à la charge de l'Etat																			
POPULATION TOTALE.																			

qu'aux différentes sortes de production et même jusqu'aux principales entreprises. En particulier, l'agriculture pourra être divisée en 1) sovkhoz, 2) kolkhoz et économie des kolkhosiens, 3) secteur individuel. Dans la partie du bilan concernant l'industrie, une place spéciale peut-être réservée aux artisans individuels.

Il faut remarquer que Strumiline divise non seulement l'industrie, mais aussi toute la sphère productive, entre les deux groupes I et II (ou A et B, c'est-à-dire production des moyens de production et production des objets de consommation), le rapport entre ces deux groupes permet de répondre aux deux questions : sommes-nous en présence d'une reproduction simple ou d'une reproduction élargie ? Dans ce dernier cas, quel est le rythme de cet élargissement ?

En ce qui concerne la sphère non-productive, Strumiline accorde une grande importance à la division des services non-productifs en 1) services sociaux et 2) économie domestique ; la première rubrique comprenant, entre autres, l'alimentation sociale (restaurants, restaurants coopératifs, etc.) et les soins aux enfants ; son développement au détriment de la seconde est l'indice du développement du socialisme, de la libération de la femme de l'esclavage domestique.

Voici, d'ailleurs, les subdivisions que Strumiline donne de la rubrique « services sociaux » : 1) économie socialisée de l'habitation et économie communale, y compris l'organisation des services communaux et l'ensemble des institutions destinées aux soins des enfants (crèches, garderies, pouponnières, jardins d'enfants, etc.) et à l'alimentation sociale (hôtels, restaurants, internats, etc.) ; 2) toutes les institutions destinées à la protection de la santé publique (cliniques, maisons de santé, sanatoria, maisons de repos, etc.) ; 3) le réseau scolaire de l'instruction publique ; 4) la science et l'art, ce qui comprend toutes les Académies, les instituts de recherches scientifiques et les laboratoires, les bibliothèques, musées, théâtres, installations cinématographiques, etc.) ; 5) l'activité de tout le travail d'organisation du Parti et des organisations sociales professionnelles (1). Quant à l'économie domestique, il se contente de la diviser en agricole et urbaine.

D'autre part, dans la sphère du gouvernement, Strumiline accorde une grande importance à la distinction des deux rubriques :

1) appareil de la direction économique, y compris les organes de la direction planifiée et ceux de la direction concrète de toutes les sphères et de toutes les branches de l'économie nationale ;

2) organes d'auto-défense de l'ordre nouveau : force armée,

(1) *Ibid.*, pp. 90-91.

appareils administratif et judiciaire et autres organes de contrainte étatique (1).

Le développement de 1) par rapport à 2) est un indice du développement du socialisme.

En ce qui concerne les rubriques qui se trouvent dans la colonne de gauche, l'auteur ne fournit aucun éclaircissement et leur caractère succinct prouve qu'on est en présence d'une simple ébauche ; c'est pourquoi nous ne pouvons nous permettre de commenter ces rubriques ; indiquons seulement que, conformément à son objet, grâce à ces différentes rubriques, le bilan de l'économie nationale doit permettre d'étudier l'évolution de la richesse nationale, les phénomènes de production, de circulation, d'amortissement, de consommation et d'extension des capitaux au cours d'une année.

Indiquons en outre ce qu'il faut entendre par les termes suivants :

a) Par « transfert du travail passé », il faut entendre deux choses : d'une part, le transfert d'un produit d'une branche de l'économie à une autre, d'autre part, l'usure d'un moyen de production dans le procès de production ; dans les deux hypothèses il y a, selon la théorie marxiste, transfert de valeur, c'est-à-dire de travail passé, de travail « cristallisé » ; dans le premier cas il y a transfert de la valeur même du produit qui passe d'une branche à une autre, dans le second cas il y a transfert, proportionnellement à l'usure, d'une partie de la valeur du moyen de production de ce moyen de production au produit.

b) Le travail vivant dépensé dans chaque branche de la production s'incorpore sous forme de valeur à la production de cette branche.

c) Les transferts en dehors du plan sont ceux qui sont dûs à la différence entre le prix (d'achat ou de vente) et la valeur ; ainsi, une branche de la production en achetant 10 roubles un objet qui en vaut 20 et qu'elle revend 22 après y avoir incorporé pour 2 roubles de travail vivant, a bénéficié d'un transfert de valeur équivalant à 10 roubles ; Strumiline oppose ce transfert aux investissements qui réalisent un transfert de valeur par l'intermédiaire du plan financier ; c'est justement la supériorité du bilan de l'économie nationale de faire ressortir des mouvements de valeur qui n'apparaissent pas dans le budget ou dans le plan financier.

d) L'extension des capitaux, des fonds de roulement et des réserves, dans les différentes branches de l'économie, représente simplement l'accumulation nette de ces branches, c'est-à-dire leur

(1) *Ibid.*, p. 91.

extension à la fin de l'année, une fois toutes les déductions opérées : amortissements et transferts de différentes sortes.

e) Le revenu national est constitué par la valeur de la production de l'année moins l'amortissement ; Strumiline distingue entre les branches de l'économie où ce revenu national prend naissance et celui où il est consommé.

f) La richesse nationale à la fin de l'année est constituée par la richesse nationale au début de l'année plus l'extension ou l'accumulation opérée au cours de l'année ; ne sont comptés dans la richesse nationale que les produits du travail humain et non les « richesses naturelles » qui, dans la théorie marxiste, n'ont aucune *valeur* propre, bien qu'elles puissent avoir un *prix* dans l'économie capitaliste, car ce prix est alors la capitalisation de la plus-value que ces « richesses naturelles » permettent de soutirer aux travailleurs.

Ce bilan est calculé en valeur, en millions de roubles ; mais Strumiline indique qu'il projette d'établir un bilan donnant une « image naturelle » de la répartition sociale du travail, en milliers d'années-hommes travail ou en millions d'hommes-heures travail physique et intellectuel. Strumiline pense que si l'on passe du bilan en argent au bilan en travail, le premier devient inutile (1).

Notons enfin, avant de préciser quelques points, que ce bilan, peut être non seulement subdivisé, mais qu'on peut en isoler différentes parties, en vue d'en constituer des bilans spéciaux permettant une analyse économique plus approfondie de telle ou telle partie de l'économie nationale.

5° *Quelques points à préciser.*

Strumiline fournit toute une série d'indications dont nous ne pouvons donner le détail ici ; en voici seulement les grandes lignes :

I) Du fait que l'auteur assimile l'économie soviétique à un seul combinat, il est conduit à considérer les dépenses de la sphère non-productive comme partie intégrante des dépenses de production (2).

II) De même qu'il a donné une signification naturelle aux symboles employés par Marx dans les schèmes de la reproduction, il assimile les différents prélèvements dont il est question dans la « Critique du Programme de Gotha » aux symboles *c*, *m* et *v*(3).

III) Cette assimilation des différents symboles et des différents prélèvements aux moyens de production, d'une part, aux objets de consommation, d'autre part, le conduit à affirmer, en

(1) *Ibid.*, p. 91.

(2) *Ibid.*, p. 98.

(3) *Ibid.*, p. 99.

attribuant cette idée à Marx, que non seulement la consommation productive, mais aussi l'accumulation est entièrement déterminée par « la destination technico-productive du produit social » (1).

IV) Strumiline, dans le but de confectionner le bilan spécial de la sphère productive, entreprend de répartir non les objets, mais les branches de la production, entre les subdivisions I et II; il obtient le tableau suivant (2) :

SPHERE PRODUCTIVE

I. Moyens de production

1. Travail de construction.
2. Construction de machines.
3. Industrie chimique.
4. Industrie des relations (transports et communications).

II. Objets de consommation

1. Industrie alimentaire.
2. Production de vêtements et de chaussures.
3. Production des autres objets de grande consommation.
4. Réseau de distribution commerciale.

L'agriculture, fournissant les matières premières de la branche II est incluse dans cette branche (3).

Tels sont quelques-uns des problèmes posés par la théorie de Strumiline relativement à la question du bilan de l'économie nationale. Il nous faut passer maintenant à un rapide examen des critiques soulevées par la théorie de Strumiline.

3) LES CRITIQUES DE A. NOTKINE ET DE N. TSAGALOV.

La théorie et le schème du bilan de l'économie nationale tels qu'ils ont été élaborés par Strumiline ont été l'objet d'une sévère critique ; un article de la *Pravda*, puis un autre du *Bolchevick* ont ouvert le feu contre ces conceptions « d'essence contre-révolutionnaire ». Enfin, en Avril 1937, paraissait un long article de critique dû à la collaboration de A. Notkine et de N. Tsagalov qui s'attachaient à démontrer les erreurs de Strumiline. C'est à ce dernier article que nous allons emprunter quelques-unes des principales critiques adressées à Strumiline, nous le faisons pour deux raisons : d'une part, parce que ces critiques ont un certain intérêt théorique, d'autre part, parce que, étant donnée l'importance du bilan de l'économie nationale et des discussions qu'il a soulevées, il est bon de ne pas se limiter à un seul point de vue.

1° La notion de combinat unique.

Les deux auteurs commencent par critiquer l'assimilation de l'économie nationale à un combinat unique ; ils essaient de mon-

(1) *Ibid*, p. 100.

(2) *Ibid*, p. 110.

(3) *Ibid*, p. 111.

trer la déformation de la pensée de Lénine sur laquelle cette notion prétend reposer ; ils affirment que Lénine se sert de l'expression « un seul bureau, une seule usine » pour caractériser certains rapports sociaux spécifiques et non pour définir la société socialiste au point de vue de sa structure (1).

2° La conception « naturaliste » de Strumiline.

A. Notkine et N. Tsagalov s'élèvent ensuite contre la conception « naturaliste » de Strumiline qui assimile les symboles v , m et c , d'une part, et les prélèvements dont parle Marx dans la « Critique du Programme de Gotha », d'autre part, aux moyens de production et aux objets de consommation. Ils indiquent que si on assimile v aux objets de consommation et c aux moyens de production, on se demande, si on continue à adopter le « naturalisme » de Strumiline, à quoi correspond m ou ce qui le distingue de c . De même, dans la conception de Strumiline, seule la branche I serait source de m , c'est-à-dire de produit supplémentaire (2).

3° La « destination technico-productive » du produit social.

Nos auteurs s'élèvent également contre la conception de Strumiline qui prétend que la consommation productive aussi bien que l'accumulation « sont entièrement déterminées par la destination technico-productive du produit social ». Une telle conception ne correspond nullement aux faits, ainsi, par exemple, un tracteur peut aussi bien servir à la culture du lin ou à celle du blé, à celle des betteraves ou à celle du maïs, etc. Il n'y a pas là de destination « technico-productive » mais une destination volontaire. Selon A. Notkine et N. Tsagalov, cette conception de Strumiline n'est que la résurrection de la théorie des « proportions du fer », théorie selon laquelle le plan n'avait qu'un rôle passif, celui de refléter les différentes destinations des produits et non un rôle actif, celui d'organiser la production (2).

4° Les branches I et II.

A. Notkine et N. Tsagalov reprochent à Strumiline de supprimer pratiquement la distinction entre les branches I et II.

a) Tout d'abord, Strumiline pose le principe de la division de toute la sphère productive entre I et II ; mais, dans son schéma du bilan de l'économie nationale, seule l'industrie est divisée de cette façon ; il est vrai que le total de la sphère productive est à nouveau divisé entre I et II, mais Strumiline n'indique pas par quelle méthode on arrive à ce résultat.

(1) A. NOTKINE et N. TSAGALOV, *op. cit.*, p. 80-81.

(2) *Ibid.*, p. 82.

b) Dans son bilan spécial, Strumiline divise non les objets mais les branches productives entre I et II et il inclut toute l'agriculture dans II, sous prétexte que c'est l'« atelier » producteur des matières premières destinées à la production des aliments, des vêtements et des chaussures. Si on admettait ce raisonnement (selon lequel toutes les branches produisant des moyens de production pour les branches produisant des objets de consommation doivent être incluses dans II) et la conception du « combinat unique », on aboutirait purement et simplement à la liquidation des subdivisions I et II (1).

5° *Le travail du Parti.*

Le travail du Parti est mis sur le même rang que les « services sociaux », restaurants, hôtels, etc. et il est séparé du travail de direction de l'économie (2).

6° *Le but de la production.*

Strumiline, en indiquant que dans la société socialiste la production a pour but l'homme même, semble dire que la production doit être organisée uniquement au point de vue de la consommation, il oublie totalement que le socialisme doit développer les forces productives au maximum, il néglige le rôle de l'accumulation socialiste, la lutte des deux systèmes, etc. (3).

7° *Un bilan comptable.*

Disons, enfin, que A. Notkine et N. Tsagalov reprochent au bilan de Strumiline de n'être qu'un « bilan comptable », tout juste bon à faire le compte des rapports qu'établit le système financier entre le « combinat unique et son patron, l'Etat » ; or, un bilan comptable peut être important à sa place, « mais il ne peut pas remplacer le bilan de l'économie nationale » (4) ; il est vrai qu'ils ne justifient cette critique par aucun argument précis.

Telles sont les principales critiques, et nous en passons d'importantes, adressées à la théorie de Strumiline par A. Notkine et N. Tsagalov. Il est facile de voir que ces critiques ne contiennent pour ainsi dire aucune indication positive et qu'elles ne font pas avancer d'un pas vers l'élaboration du bilan de l'économie nationale ; le seul service qu'elles rendent est d'indiquer un certain nombre d'erreurs à ne pas commettre.

Ayant ainsi examiné une des dernières tentatives d'élabora-

(1) *Ibid.*, p. 85 et p. 86.

(2) *Ibid.*, p. 88.

(3) *Ibid.*, pp. 106-107.

(4) *Ibid.*, pp. 109-110.

tion d'un bilan de l'économie nationale et les critiques qu'elle a suscitées, nous devons conclure .

..

Il est évident que la constitution d'un bilan de l'économie nationale est de la plus haute importance pour le travail des organismes de planification et, pourtant, ce travail ne progresse guère. Comment cela s'explique-t-il ? A notre avis l'explication est la suivante : en U. R. S. S. subsistent des privilèges économiques énormes, des différences sociales que la simple considération de l'échelle des salaires et des traitements (cette échelle n'est d'ailleurs publiée nulle part, on ne trouve que des chiffres relatifs au « salaire moyen ») ne suffit pas à faire apparaître mais qui ressortiraient d'un bilan de l'économie nationale convenablement élaboré. A notre avis, il y a là une explication suffisante du fait que le travail d'élaboration du bilan de l'économie nationale ne progresse pour ainsi dire pas ; cela explique aussi que les tentatives successives d'élaboration se sont heurtées, et se heurtent toujours, à de violentes critiques, les unes justifiées, les autres ayant uniquement pour but de masquer certains faits que le travail critiqué avait fait trop nettement ressortir.

Nous nous trouvons là devant une des contradictions de la société soviétique : la nécessité pour cette économie planifiée d'établir un bilan de l'économie nationale, le danger pour la politique des dirigeants de l'U.R.S.S. de voir se constituer un tel bilan. Notons, cependant, que l'économie planifiée peut arriver à fonctionner sans bilan de l'économie nationale, les deux plans quinquennaux en sont une preuve, mais son fonctionnement, dans son développement, se trouve entravé par l'absence de bilan synthétique permettant de réunir en un bloc tous les aspects de l'économie nationale et de fournir une image claire de la répartition, à travers les différentes branches de l'économie, de l'ensemble des forces de travail et de leur part dans le produit social.

..

Nous en avons ainsi terminé avec l'étude des méthodes d'élaboration des plans économiques. Ce rapide examen aura révélé un certain nombre de choses : le fait que le problème central de l'élaboration d'un plan est celui de la coordination des différents plans partiels, le rôle essentiel que joue la méthode des bilans (bilans matériels et bilans synthétiques) dans ce travail de coordination, les grands défauts que connaît encore en U.R.S.S. la

méthode des bilans, en dépit des progrès réalisés dans ce domaine au cours de ces dernières années, en particulier dans le domaine des bilans matériels (qui, pour le moment, sont, *en fait*, l'instrument constamment employé de la coordination des plans partiels), enfin, et surtout, l'immense et riche arsenal dont disposent les organes de planification dans leur travail de vérification et de coordination des plans qu'ils élaborent. Cet arsenal demande encore à être perfectionné et ce perfectionnement se fait tous les jours, il est le fruit et il ne peut être que le fruit de l'union vivante et concrète de la théorie et de la pratique de la planification.

SECTION VII

Du plan de l'économie nationale au plan de chaque unité économique.

Les plans de l'économie nationale ne déterminent pas concrètement les tâches de chaque unité économique, de chaque usine, de chaque kolkhoz, de chaque atelier, de chaque brigade, etc. ; ces plans ne déterminent pas non plus d'une façon précise les rapports entre les différentes unités économiques, tout cela est contenu en puissance dans les plans et demande à être explicité par les intéressés eux-mêmes. Ce travail, qui consiste à déduire du plan de l'économie nationale le plan de chaque unité économique, se fait de deux façons ; d'une part, à l'aide des plans de production établis par les différentes unités territoriales ou économiques et, d'autre part, et surtout, à l'aide de la méthode des contrats (1) ; c'est parce que cette dernière méthode est caractéristique de l'étape intermédiaire entre l'élaboration des plans et leur exécution que nous allons la décrire rapidement.

Une fois que le plan de l'économie nationale a été approuvé par l'organe politique compétent, les différents narkomat s'en saisissent et déterminent d'après lui les grandes lignes de ce que devra être l'activité des trusts qui leur sont subordonnés ; c'est sur cette base que, à leur tour, les trusts déterminent leur programme d'action pour la période du plan. C'est maintenant que vont apparaître les contrats ; en effet, « le trust répartit alors l'exécution du plan qui le concerne, sous la forme de commandes à forfait, passées au commencement de l'exercice social, à ses parties composantes : les entreprises de production ». (2) Cette commande porte l'indication des ressources financières et matérielles nécessaires à son accomplissement : matières premières, combustibles, matières auxiliaires, produits mi-ouvrés, achevés, etc., indiqués en valeur et en quantité ; de même, la commande prévoit les crédits. C'est sur cette base qu'est éla-

(1) Le système des contrats entre les entreprises d'Etat a été généralisé à la suite du décret du 20 mars 1931 sur la réforme du crédit.

(2) SIGALAS (A. de), *Le plan...*, op. cit., p. 482.

boré le plan de l'entreprise et que sont conclus les divers contrats nécessaires à l'exécution de ce plan. Ces contrats sont :

1) Au sein de l'entreprise :

a) Contrat de commande à forfait entre la direction de l'entreprise et la direction de chaque atelier ;

b) Contrat entre la direction de l'atelier et chaque brigade.

Tous ces contrats prévoient un certain prix de revient ; lorsque l'unité chargée de l'exécution du contrat réalise un prix de revient inférieur, elle a droit à une partie de la différence, à charge pour elle de l'employer dans certaines conditions (1).

2) Entre les entreprises, il faut distinguer ici :

a) La forme des contrats dite « directe », mentionnant les quantités à livrer, la qualité, les délais, les conditions de réception, les amendes, etc. (2)

b) La forme dite « général », entre deux « unions », et qui a pour objet une réglementation d'ensemble des contrats directs : délais, garanties de conclusion, date d'entrée en vigueur, etc.

C'est ainsi que dans le commerce et l'industrie se trouve concrétisé le plan d'ensemble de l'économie nationale.

En ce qui concerne l'agriculture, le système est différent ; dans une première période, l'agriculture pratiquait aussi le système des contrats ; depuis 1934-1935, les contrats ont été remplacés, dans la majorité des cas, par le système de la livraison obligatoire à l'Etat, à un prix fixé, de certaines quantités de produits. Cependant, il ne faudrait pas penser que les contrats n'ont aucun rôle dans le domaine agricole ; d'une part, le système des contrats a été conservé pour les cultures techniques, coton, lin, betterave à sucre, etc. et, même, en vertu d'une décision du Tsik et du S. N. K., en date du 21 septembre 1935, ils ont la même force exécutoire que la loi ; d'autre part, il ne faut pas oublier la place que tiennent les S. M. T. dans la direction planifiée des kolkhoz (3). La direction planifiée des kolkhoz par les S. M. T. se réalise d'après le principe des contrats ; M. Kraev, parlant de la planification de l'agriculture, écrit même que les contrats conclus entre les kolkhoz et les S. M. T. « constituent le principal

(1) Il y a ici quelque chose qui ressemble beaucoup à ce qui se passe au sein des usines Ba'ta où chaque atelier et chaque équipe est investi d'une certaine personnalité, « achète » à l'équipe qui la précède dans la production les matériaux qu'elle est chargée de travailler et les « vend » ensuite à celle qui la suit dans la série des opérations de production ; les « bénéfices », représentatifs du travail fourni par chaque équipe étant répartis d'après certaines normes.

(2) SIGALAS (A. DE), *Le plan...*, op. cit., pp. 484 et 485.

(3) En ce qui concerne les sovkhoz, le système des contrats fonctionne comme dans l'industrie.

document du plan » (1) ; ces contrats indiquent l'importance et la nature des travaux à accomplir tant par la S. M. T. que par le kolkhoz, la S. M. T. s'engage à aider le kolkhoz dans son organisation économique, dans la confection de ses plans de production, dans la fixation de son assolement, etc. (2). Ceci montre que, dans l'agriculture aussi, le rôle des contrats dans la planification de l'économie reste encore assez important.

Enfin, dans le domaine financier, la Banque d'Etat et les banques d'investissements doivent conclure avec les différentes unités économiques des contrats de crédit dont les termes correspondent strictement aux prévisions générales du plan de l'économie nationale. Les banques ne doivent remplir les ordres qui leur sont donnés par les unités économiques que dans la mesure où ces unités remplissent les obligations qui pèsent sur elles en vertu soit du plan, soit des contrats conclus par elles.

Tous les contrats dont nous venons de parler (dans l'industrie, le commerce, l'agriculture, le crédit, etc.) doivent reposer sur les données du plan, leurs clauses doivent être conformes au plan, « toute clause de contrat y contrevenant étant réputée nulle, et les signataires, responsables du chef de délit dans l'exercice de leurs fonctions. » (3)



C'est ainsi, grâce au mécanisme des contrats, que le plan prend une forme concrète pour chaque exécutant et qu'il peut, par conséquent, entrer en application ; ce qu'il ne faut jamais perdre de vue, lorsqu'on examine ce mécanisme, c'est que tous ces contrats n'expriment nullement la volonté des parties contractantes, n'ont rien de commun avec l'accord des volontés, mais sont tout simplement un des « moments » de la planification, celui qui se situe entre l'élaboration des plans et leur exécution.

(1) M. KRAEV, *Agriculture et Plan*, in *P. K.* n° 3 de 1936, pp. 94-112, p. 110.

(2) Les *Izvestija* du 14 janvier 1939 publient un décret prévoyant un certain nombre de conditions qui doivent être obligatoirement insérées dans les contrats entre les S. M. T. et les Kolkhoz ; ce journal publie, en outre, un contrat-type.

(3) SIGALAS (A. DE), *L'entreprise gouvernementale soviétique*, in *Revue Politique et Parlementaire*, avril 1936, pp. 29-49, citation, p. 45.

CHAPITRE IV

L'EXECUTION DES PLANS, LE CONTROLE DE L'EXECUTION ET LES MODIFICATIONS AU PLAN.

Une étude de la planification qui se bornerait à l'examen des méthodes d'élaboration des plans serait une étude incomplète ; comme l'a dit Staline : « Seuls des bureaucrates peuvent penser que le travail de planification se termine par l'élaboration du plan. L'élaboration du plan est seulement le début de la planification. La direction planifiée actuelle se déroule seulement après l'élaboration du plan. » (1) Il nous faut donc étudier les phases de la planification qui suivent l'élaboration des plans économiques et commencer par l'exécution.

Exécuter le plan, c'est mettre en œuvre, conformément au plan, et en vue de le réaliser, un certain nombre de moyens matériels, humains et financiers. Exécuter le plan ce n'est pas toujours le réaliser ; néanmoins, la pratique soviétique parle, dans tous les cas, de réalisation du plan ; mais elle ajoute alors un indice numérique ; on parle, en U.R.S.S., de plans réalisés à 80, à 100 ou à 110 %, suivant les cas.

Parallèlement à l'exécution des plans a lieu le contrôle de l'exécution. Ce contrôle porte sur deux objets : l'exécution des tâches assignées par le plan et la conformité des moyens employés dans cette exécution avec ceux prévus par le plan. Le contrôle n'est pas seulement une opération passive, il a un rôle actif, ainsi, en signalant un retard dans l'exécution de telle ou telle partie du plan il doit en indiquer les causes, de manière à permettre aux organes directeurs de l'économie de boucher la brèche qui est en train de se créer ; en constatant l'insuffisance des quantités d'outillage, de matières premières, de main-d'œuvre, etc. fixées par le plan, il doit permettre aux autorités de remédier à ce défaut, ou, encore, dans le cas où telle usine « dépasse »

(1) STALINE, *Voprossi leninizma*, Moscou 1936, 655 p., p. 553.

le plan, il doit signaler le fait à temps pour que cette usine ne vienne à manquer de matières premières ou à ne pouvoir écouler ses produits, etc. Dans presque tous ces cas, la situation réelle, concrète, obligera les organes du plan, puis l'autorité politique, à décider d'un certain nombre de mesures destinées à permettre la réalisation des tâches du plan, mais en modifiant les moyens prévus ; c'est une des formes des modifications au plan en cours d'exécution. Ce dernier fait révèle l'interdépendance de ces différents moments de la planification : exécution, contrôle, modifications ; c'est en raison de cette interdépendance que nous les étudions dans trois sections successives d'un seul et même chapitre.

SECTION I

L'Exécution.

Le plan étant essentiellement un plan de production, l'exécution en revient aux producteurs. La réalisation du plan est la tâche des producteurs eux-mêmes.

On pourrait se représenter l'exécution du plan de la façon suivante : les producteurs ayant décidé eux-mêmes, de façon libre et démocratique, de leur plan de travail, l'exécutent de plein gré, sans mesures de contrainte et de surveillance spécialement organisées, se contentant de châtier eux-mêmes ceux qui ne travaillent pas assez. Une telle situation, dans laquelle aurait disparu toute bureaucratie, tout fonctionnarisme, tout pouvoir d'Etat, correspond, dans la doctrine marxiste, à ce qu'on appelle le « communisme » et, même, le communisme « pur ». D'après cette doctrine, le communisme, pris en ce sens, ne peut se réaliser que lorsque tous les travailleurs seront conscients de leur tâche et de la nécessité pour eux de la réaliser et qu'« auront disparu l'asservissante subordination des individus à la division du travail et, avec elle, l'antagonisme entre le travail intellectuel et le travail manuel, quand le travail sera devenu non seulement le moyen de vivre mais même le premier besoin de l'existence ; quand avec le développement en tous sens des individus, les forces productives iront s'accroissant, et que toutes les sources de la richesse collective jailliront avec abondance. » (1) Dans cette société communiste, les problèmes de l'exécution et du contrôle sont simplifiés à l'extrême ; mais nous n'avons pas à les examiner ici.

Les conditions du communisme étant loin d'être réalisées en U.R.S.S., les méthodes d'exécution y sont quelque chose de complexe et bien que le rôle d'exécutant y revienne toujours aux masses, le soin de faire réaliser le plan incombe au gouvernement et à des organes administratifs. C'est pourquoi, en U.R.S.S., étudier les méthodes d'exécution du plan, revient essentiellement à

(1) MARX, *Critique du programme de Gotha*, op. cit., p. 24.

étudier les moyens dont les dirigeants disposent pour *faire exécuter* le plan.

Les problèmes de l'exécution.

Faire exécuter le plan c'est, d'une part, se procurer la matière (matière avec laquelle on travaille (instrument) et matière sur laquelle on travaille), c'est, d'autre part, se procurer la main-d'œuvre et la faire travailler conformément au plan. En U.R.S.S., la matière brute et les moyens de production existant sont gratuitement à la disposition de l'Etat ; il n'y a donc, à première vue, que deux problèmes : un problème psychologique et un problème technique.

Le problème psychologique est celui de savoir comment recruter les travailleurs et comment agir sur eux pour qu'ils accomplissent tous la tâche qui leur est fixée, pour qu'ils augmentent la productivité de leur travail, en améliorant la qualité, évitent le gaspillage, etc. d'une façon qui corresponde aux données du plan. L'homme est libre, on ne le fait pas fonctionner comme une machine, pour obtenir de lui qu'il accomplisse une tâche, il faut agir de manière à ce que la réalisation de cette tâche le tente — par la satisfaction, le bénéfice, le profit, l'honneur, etc. qu'il en tirera — ou qu'il craigne quelque chose dans le cas où il ne la réaliserait pas. En ce sens, les moyens de faire exécuter le plan ou, pour nous exprimer plus brièvement, les moyens d'exécuter le plan sont des moyens *psychologiques* s'étageant du *stimulant* jusqu'à la *contrainte*.

Le problème technique est celui de l'élaboration par les hommes de la matière brute, de l'adaptation des différentes matières les unes aux autres, etc., de manière à satisfaire les besoins humains avec le minimum de frais. Cependant, nous ne pensons pas que l'on puisse parler de mesures d'exécution du plan ressortissant de la technique, cela parce que la technique n'est elle-même qu'un produit de l'homme. Ainsi, dire que tel métier à tisser permettra d'exécuter le plan de l'industrie textile, c'est dire d'une manière abrégée que le plan de cette industrie sera exécuté parce que :

- 1°) Un ingénieur a inventé cette machine ;
- 2°) On fait produire cette machine par l'industrie de construction des machines ;
- 3°) On fait travailler les ouvriers du textile à l'aide de cette machine.

Si bien que, du point de vue qui nous occupe, on peut dire que réaliser le plan de l'industrie textile reviendra à trouver les moyens psychologiques grâce auxquels on obtiendra que les ingénieurs, d'une part, les ouvriers, de l'autre, fassent leur *métier*

conformément aux tâches techniques du plan (1). En ce sens, problème technique et problème psychologique se confondent.

Par contre, en U.R.S.S., du fait de l'existence d'un marché, le plan économique n'a pas seulement l'aspect d'un plan de production, il a aussi un aspect monétaire et financier, subordonné au premier ; de cette subordination même, il résulte que l'on pourra se servir de moyens financiers pour aider à la réalisation du plan de production (ces moyens financiers se réduisant alors à des moyens psychologiques : par exemple une hausse des salaires ou une baisse des prix) ou que des mesures accessoires pourront intervenir pour éviter un déséquilibre entre l'offre et la demande, entre les charges financières de l'Etat et ses disponibilités, etc. C'est seulement à ce point de vue que les mesures financières ont un rôle autonome et c'est seulement à ce point de vue que nous les étudierons.

Par ailleurs, la planification soviétique se déroule dans un milieu social, c'est-à-dire que la réalisation du plan suppose la création, la modification, l'adaptation aux tâches du plan d'organismes de liaison sociale, d'organismes administratifs. L'exécution du plan peut supposer, pratiquement, la création de tel ou tel trust, de tel ou tel glavk, leur fusion ou leur suppression ; c'est en ce sens que l'on peut dire que des mesures touchant à la structure administrative, des mesures d'organisation, sont également des mesures d'exécution du plan ; mais il est évident que nous ne pouvons étudier ici tous les changements de structure survenus en U.R.S.S. au cours des plans quinquennaux, changements qui ont d'ailleurs souvent d'autres causes que des causes économiques ; c'est pourquoi, sur ce point, nous nous sommes contentés d'exposer au début de cet ouvrage, avec quelques indications historiques, quelle était la structure administrative et juridique de l'U. R. S. S.

Enfin, l'U.R.S.S. n'est pas seule au monde et elle peut avoir intérêt à se procurer ailleurs certaines matières ou certains produits qu'elle ne possède pas ou dont la fabrication lui reviendrait trop cher, d'où la nécessité de mesures d'exécution du plan ressortissant du commerce extérieur.

En résumé, l'étude des moyens d'exécution du plan peut se faire par l'examen de trois catégories de mesures : mesures psychologiques, mesures financières et mesures commerciales ; étant

(1) Ce qui pose des problèmes, c'est, d'une part, la coordination des moyens techniques et des buts du plan, mais c'est là une question qui ressortit de l'élaboration ; c'est, d'autre part, la question de l'utilisation la plus rapide possible des découvertes techniques, ceci dépend de l'organisation pratique, en particulier de la liaison des Instituts de recherches avec les organes directeurs et l'économie, et ressortit des problèmes de structure.

donné que nous étudierons le commerce extérieur (1) à part, la présente section se divisera en deux sous-sections :

- 1.) Les mesures psychologiques ;
- 2.) Les mesures financières.

SOUS-SECTION 1

Les mesures psychologiques.

Dans la société patriarcale, le père de famille décide du travail à exécuter, en fonction des forces de travail et des besoins de la communauté dont il est le chef, et les tâches fixées sont exécutées par les membres de la communauté qui travaillent à la fois par obéissance, par nécessité et par amour de la communauté dont ils font partie. Dans la société marchande, chaque producteur individuel accomplit, parce qu'il en a besoin pour vivre, la tâche qu'il s'est fixée lui-même, en fonction de ses possibilités physiques et matérielles, d'une part, des ordres du marché, de l'autre. Dans la société capitaliste à ses débuts, l'entrepreneur continue à fixer la tâche que son entreprise devra réaliser à peu près sur les mêmes bases que le faisait le producteur individuel, et il fait réaliser cette tâche par ses ouvriers qui, par nécessité, travaillent conformément au « plan » fixé par leur patron ; quant à l'entrepreneur lui-même, il s'efforce de faire réaliser ce plan parce qu'il y est poussé par la concurrence. Puis, avec l'apparition des monopoles, d'une part, la concurrence disparaît plus ou moins en tant que stimulant, d'autre part, les entrepreneurs indépendants sont de plus en plus remplacés par des directeurs salariés ; dès lors on a le tableau suivant : un conseil d'administration décide, en fonction d'un grand nombre de facteurs, du plan de production des entreprises à lui soumises et charge des directeurs qu'il a choisis, de faire exécuter le plan. Les directeurs font tout ce qu'ils peuvent en vue d'obtenir que les ouvriers réalisent le plan qui leur est imposé ; ils font tout leur possible parce qu'ils sont intéressés aux bénéfices, parce qu'ils veulent conserver leur place, être augmentés, avoir de l'avancement, etc.. ; quant aux ouvriers, s'ils font ce qu'ils peuvent pour réaliser le plan qui leur est imposé, c'est à peu près pour les mêmes motifs que les directeurs. Dans toutes ces formes sociales, chacun exécute la tâche qui lui est imposée (par un chef, par la concurrence, par

(1) Nous examinerons dans un chapitre spécial ce qui est relatif au commerce extérieur ; quant aux questions soulevées par le commerce intérieur, ou elles sont relatives au travail des employés de commerce et aux moyens financiers des entreprises commerciales, et alors rien ne les distingue des problèmes étudiés au cours du présent chapitre, ou elles sont relatives aux prix et à l'organisation commerciale ; le problème des prix sera examiné dans un chapitre ultérieur ; quant à l'organisation commerciale, elle ressortit des problèmes de structure.

un patron, par un directeur ou par un conseil d'administration) parce qu'il a un intérêt immédiat, direct, vital, à exécuter cette tâche ; il est d'ailleurs possible qu'à cette raison égoïste viennent s'en ajouter d'autres, plus désintéressées, comme l'amour de la communauté, l'amour du travail et du métier, etc... .

En U.R.S.S., on peut dire que, dans l'ensemble, les motifs qui poussent les travailleurs (au sens le plus large du mot) à réaliser le plan sont les mêmes que ceux que nous avons rencontrés chez les directeurs d'entreprises et chez les ouvriers au stade du capitalisme des monopoles ; ce qui est caractéristique de la planification soviétique, c'est la manière systématique, planifiée, avec laquelle les dirigeants mettent en jeu tous ces motifs et s'en servent comme mesures psychologiques de réalisation du plan. Ces mesures qui correspondent aux motifs psychologiques qui animent les travailleurs(1) peuvent être :

1° Purement psychologiques et correspondre à ce que la psychologie appelle les « tendances supérieures ».

2° Psycho-économiques ; elles ressortissent alors de l'intérêt individuel et se rapprochent de ce que l'on rencontre au stade du capitalisme des monopoles.

3° Psycho-physiques ; elles sont alors liées à l'instinct de conservation.

Ce sont ces trois catégories de mesures que nous allons examiner tour à tour ; sans nous dissimuler qu'il peut arriver souvent que, pratiquement, une mesure donnée ressortisse à la fois de deux ou des trois catégories et qu'un individu donné soit animé des motifs les plus divers, d'autant plus que le gouvernement soviétique est loin de dédaigner la méthode « du fouet et de la carotte ».

a) *Les mesures purement psychologiques.*

Les dirigeants désireux de pousser les travailleurs à réaliser les tâches que leur impose le plan peuvent faire tout d'abord appel à un certain nombre de tendances ne ressortissant pas de l'intérêt économique des individus. Nous allons examiner les principaux mobiles de ce genre.

(1) Différentes institutions, Institut Supérieur du Travail et autres, sont spécialisées dans l'étude de ces méthodes psychologiques et utilisent largement à cette fin les travaux des psycho-physiologistes et des psychotechniciens américains ; ainsi, en 1931, I.-A. Kraval, alors directeur de l'Institut de Recherches sur le Travail, indiquait dans son rapport au Congrès, d'Amsterdam quelques-unes des mesures mises en œuvre par les employeurs américains en vue d'agir sur les ouvriers dans le sens d'une augmentation de la productivité de leur travail : participation aux bénéfices, émulation, menaces de renvoi, etc.

I.-A. KRAVAL, *Labor in soviet planned economy*, in *Social economic planning*, op. cit., pp. 126-156.

I) *Le patriotisme.*

En premier lieu, la tâche de la propagande en faveur de la réalisation du plan est de montrer les avantages que le pays retirera de la réalisation du plan, les dangers internationaux, les menaces qui s'accumulent aux frontières, l'encerclement capitaliste qui exige que le pays soit apte à se défendre et doté d'une industrie moderne et bien organisée, etc... La propagande en faveur de la réalisation du plan fait alors appel au patriotisme des travailleurs, sous toutes ses formes. Notons que le patriotisme peut parfois céder la place ici à l'instinct de conservation, à la crainte de la guerre, car la propagande dit aussi : « il faut être fort pour éviter la guerre ». Le recours à ces sentiments est utilisé en U.R. S.S. depuis le début du régime soviétique ; avec cette différence que, au début, ce qui devait être fort, c'était la dictature du prolétariat et qu'aujourd'hui, c'est la patrie soviétique.

II) *L'amour du travail.*

Un deuxième moyen dont disposent les dirigeants, est de créer une atmosphère de travail : les amusements sont alors complètement supprimés, la danse est interdite, les théâtres et les cinémas ne donnent plus que des films historiques ou des documentaires, la presse ne discute plus que de questions techniques, etc... On a essayé, au cours du premier plan quinquennal de se servir de ce moyen — ainsi, la danse dans les lieux publics a été interdite de 1930 à 1935 — mais on s'est aperçu que cette méthode était plutôt néfaste et que, loin de faire naître un amour du travail, elle risquait plutôt d'en éloigner ; aussi est-ce le mot d'ordre contraire qui a résonné et, aujourd'hui, la presse claironne : « la vie est devenue plus belle, plus joyeuse ». Le gouvernement soviétique a été ainsi obligé de reconnaître que l'amour du travail et du métier est, chez l'homme, quelque chose qui apparaît lentement, plus ou moins spontanément, dont le développement peut être favorisé par certaines conditions de vie ou de travail et qu'il est impossible de faire, du jour au lendemain, de paysans, des ouvriers aimant leur nouveau labeur.

III) *La volonté de construire le socialisme.*

On peut également faire appel à la volonté des ouvriers de « construire le socialisme, la société sans classes », c'est là un idéal qui permet de demander beaucoup de sacrifices aux travailleurs ; c'est ce sentiment qui est à l'origine des « samedis communistes », de la journée de travail gratuite qui permet de rattraper les retards du plan, sans frais supplémentaires de main-d'œuvre. La volonté de construire le socialisme est aussi souvent ce qui animait, les premiers dirigeants, les premiers

directeurs soviétiques qui veillaient scrupuleusement — non par intérêt, mais par idéal — à ce que l'unité ou les unités économiques dont ils avaient la charge produisent le maximum. Il y a dans ce sentiment un moyen puissant que la propagande en faveur de la réalisation du plan utilise conjointement aux sentiments patriotiques des masses.

IV) *L'amour-propre.*

Sur un plan un peu différent, on peut faire appel aux sentiments d'orgueil et de honte des travailleurs ; c'est là un moyen utilisé surtout à l'égard des ouvriers dans l'institution du tableau rouge, pour ceux qui travaillent bien, et du tableau noir, pour ceux qui travaillent mal. Il faut noter, d'ailleurs, qu'en fait les sentiments d'orgueil ou de honte sont souvent remplacés par la crainte du renvoi.

Dans les moyens de développer la productivité du travail, il faut également citer ces autres satisfactions d'amour-propre que sont les distinctions honorifiques, les décorations, (1) les réceptions par les autorités, etc....

V) *L'émulation socialiste.*

L'amour-propre des travailleurs, lié à la volonté de construire le socialisme, peut prendre la forme de l'« émulation socialiste ». Lénine parle de la façon suivante de cette émulation : « Le socialisme n'élimine nullement la concurrence, au contraire, il crée pour la première fois la possibilité de l'employer à une large échelle, de l'employer réellement à une échelle de masse, de donner réellement à la majorité des travailleurs un champ de travail dans lequel ils peuvent se distinguer, développer leurs capacités, révéler leurs talents qui existent en nombre immense dans le peuple et que, chez des milliers et chez des millions, le capitalisme a écrasés, étouffés et étranglés. » (2)

Le IX^e Congrès disait, dans une de ses résolutions : « Le régime soviétique envisage dans toute son ampleur la nécessité de développer ses propres stimulants de l'intensité et de l'utilité du travail, sur les bases de l'économie socialisée et de l'intérêt général du peuple. » (3)

Cette émulation socialiste qui, à certaines époques d'enthousiasme révolutionnaire, a donné d'importants résultats ne subsiste plus guère que sous une forme officielle ; c'est sous cette forme qu'elle est à la base des contrats entre les usines, les kol-

(1) Un décret du 27 décembre 1938 (*Izvestija* du 28 décembre 1938) institue une série de décorations pour les « héros du travail socialiste ».

(2) LÉNINE, *Saemtliche Werke*, tome XXII, *op. cit.*, p. 160.

(3) Extraits des *Œuvres complètes* de LÉNINE, tome XXV, *op. cit.*, p. 620.

khoz, les équipes de cheminots, etc. qui s'engagent à réaliser ou à dépasser le plan.

VI) *Les brigades de choc et le stakhanovisme.*

L'émulation socialiste est, théoriquement, à la base des mouvements des « brigades de choc » et du mouvement stakhanoviste. Le mouvement des brigades de choc ayant été « relevé » par le mouvement stakhanoviste, nous ne le mentionnons que pour mémoire, nous contentant de dire quelques mots du second.

Notons, tout d'abord, qu'une analyse psychologique des motifs qui ont donné naissance au mouvement stakhanoviste est très délicate et très complexe. Il est indubitable que l'on peut trouver chez certains stakhanoviens des sentiments tout à fait désintéressés, comme la volonté de construire le socialisme, le patriotisme, l'amour du travail bien et vite fait, etc. ; d'autres ont été poussés par l'amour-propre et l'orgueil — les dirigeants ayant su admirablement utiliser ces sentiments, en faisant aux premiers stakhanoviens une publicité de « grande vedette » ; d'autres, enfin, ont certainement eu des visées purement intéressées : salaires plus élevés, avantages de toutes sortes, voyages gratuits, séjours gratuits sur la « Riviera soviétique », etc...

L'essence de la méthode stakhanoviste est, tantôt, la rationalisation des processus de production (1), — en ce sens elle est un progrès technique — tantôt, la suppression des garanties élémentaires de sécurité dans le travail(2), suppression qui permet de produire plus vite, mais au prix de vies humaines.

Quant aux résultats, ils sont très discutables, ainsi, l'ordonnance du gouvernement soviétique du 29 mars 1937, qui approuve le plan économique de l'année 1937, établit que l'accroissement de la production industrielle en 1936, obtenue en partie grâce au mouvement stakhanoviste, a été irrégulier, que « dans beaucoup de cas, le dépassement du plan de production n'a été obtenu qu'en violant les ordres du plan concernant l'abaissement du prix de revient, par un emploi étendu des heures supplémentaires et des primes démesurées, qui ont été employées d'une façon par-

(1) FRIEDMANN, dans *De la Sainte-Russie à l'U.R.S.S.* (op. cit.) parle de « libération de forces profondes » ou de « potentiel » (p. 99) ; rappelons que les psychotechniciens américains ont toujours essayé d'obtenir cette « libération de potentiel ».

(2) Kléber LEGAY et YVON ont suffisamment exposé cet aspect de la question, dans leurs différents ouvrages, pour qu'il soit utile d'y insister ; indiquons seulement ce fait caractéristique : il existait à Moscou un Institut Supérieur du Travail qui avait pour tâche d'élaborer des normes de rendement maxima compatibles avec la santé des ouvriers, cet Institut a été fermé en Avril 1936, « ses normes scientifiques ayant été brillamment démolies par la pratique stakhanovienne » ; YVON, *L'U.R.S.S. telle qu'elle est*, Paris 1938, 287 p., cit. p. 126.

ticulièrement large à la fin de l'année », que l'accroissement de la production n'a été obtenu « qu'au prix d'une utilisation exagérée des matières premières et du combustible et de la dégradation de la qualité de la production. » (1)

Le véritable résultat pratique du mouvement stakhanoviste s'est fait sentir dans le domaine financier, non pas qu'il ait occasionné directement une baisse des prix de revient, mais indirectement, car il a été l'occasion de réviser les normes dans le sens d'une augmentation (printemps 1936), ce qui a permis d'affecter tous les ouvriers ne parvenant pas à remplir les normes nouvelles de leur catégorie à la catégorie inférieure, cela représentait pour eux une diminution du salaire mensuel de 5 à 30 roubles, et quelquefois plus, avec l'obligation de travailler au moins autant qu'au-paravant.

C'est ainsi qu'un mouvement qui a été en partie un mouvement d'émulation socialiste, et qui devait apporter à tous une amélioration du niveau de vie, a été, en définitive, une occasion de diminuer le salaire de la majorité des ouvriers.



En résumé, nous voyons que les dirigeants soviétiques ont à leur portée toute une série de mesures purement psychologiques qui leur permettent de pousser les travailleurs à réaliser les tâches que le plan leur fixe. Ces mesures sont mises en jeu par tout un immense « appareil », unique au monde, par la presse, par la radio, par le cinéma, par les agitateurs du Parti et, surtout, par ceux des syndicats. C'est la multiplicité des formes que peuvent prendre ces mesures qui leur donne de l'importance et qui fait qu'elles jouent un véritable rôle dans la vie économique de l'U.R.S.S.

b) *Les mesures psycho-économiques.*

Au fur et à mesure que s'évanouissait l'enthousiasme révolutionnaire, que la victoire du socialisme dans le monde apparaissait plus lointaine, au fur et à mesure, surtout, qu'apparaissait une inégalité sociale plus accentuée, qui faisait penser aux ouvriers que le fruit de leur travail était en train de profiter à une nouvelle minorité dirigeante, les stimulants purement psychologiques, purement désintéressés, perdaient de leur valeur et de leur efficacité et la nécessité est apparue, toujours plus clairement, de donner aux masses, en général, et à chaque travailleur, en particulier, des satisfactions matérielles qui leur fassent sentir qu'ils profitaient aussi des résultats de leur travail, ce qui devait les pousser à travailler plus et mieux, à réaliser le plan.

(1) *Pravda* du 30-3-37.

I) *L'amélioration des conditions de vie.*

Une première mesure qui doit aider à l'augmentation de la productivité du travail, c'est l'amélioration des conditions de vie. Cette mesure a un double effet : physiquement, elle rend les travailleurs capables de fournir un travail plus productif, psychologiquement, elle leur fait penser que l'amélioration actuelle est le fruit de leur travail passé et qu'une augmentation de leur travail leur sera de nouveau payée par une augmentation du bien-être. A ce point de vue, l'amélioration des conditions de vie est un stimulant psychologique reposant sur l'intérêt individuel du producteur non comme salarié, mais comme membre de la communauté. Dès 1920, Tomski dans son projet de résolution pour le IX^e Congrès écrivait, au point 14 : « ... l'augmentation durable du rendement du travail et la rationalisation des processus de travail dans la production ne peuvent être obtenues sans amélioration de la condition matérielle et spirituelle des masses laborieuses. Les syndicats doivent porter l'attention la plus sérieuse à l'amélioration de la situation économique de la classe ouvrière... » (1).

Au cours du premier plan quinquennal, dirigé entièrement vers la création d'une puissante industrie lourde, on perdit de vue les intérêts élémentaires des travailleurs. Une telle situation devait rapidement faire sentir ses effets. On put constater, à certains moments, une baisse de la productivité du travail et, dès 1932, c'est-à-dire au cours de la dernière année du premier plan quinquennal, on dû tenir compte de ce fait et prêter plus d'attention à la production des produits de large consommation, faute de quoi la production risquait de décroître rapidement.

Le deuxième plan quinquennal tient un peu plus compte, du moins théoriquement, des besoins des masses ; c'est ici l'occasion de faire une distinction : l'amélioration des conditions de vie peut être un stimulant tout autant sous forme de promesse que sous forme de réalité.

Il nous faut énumérer maintenant quelques-unes des mesures entraînant cette amélioration du niveau de vie qui doit permettre d'augmenter ou de maintenir la productivité du travail conformément au plan. Parmi ces mesures on doit citer : l'augmentation de la production des objets de consommation, la baisse des prix de ces objets, la hausse des salaires les plus bas et, pour les paysans, l'exemption de l'impôt pour certains produits, le droit de posséder des parts individuelles, de se livrer au commerce libre, etc....

(1) LÉNINE, *Œuvres Complètes*, tome XXV, *op. cit.*, p. 615.

II) *L'avancement.*

Si, maintenant, nous passons à l'étude des moyens qui mettent en jeu l'intérêt personnel du producteur en tant que salarié, nous devons signaler, tout d'abord, l'espoir de l'avancement, changement de catégorie pour l'ouvrier, poste plus important pour l'ingénieur ou le directeur ; cet espoir d'avancement, qui joue d'ailleurs bien plus chez le directeur ou l'ingénieur que chez l'ouvrier, et qui est lié à la fois à des raisons économiques et à des raisons d'amour-propre, est ce qui ressemble le plus à la concurrence. C'est cet espoir qui joue, par exemple, entre deux dirigeants économiques occupant le même rang hiérarchique et qui les pousse à faire réaliser et dépasser le plan par l'unité qu'ils dirigent, et à réaliser le plan avec un pourcentage plus élevé que leur « concurrent », parce que le « bon » dirigeant a des chances d'être nommé plus rapidement à un poste plus élevé.

III) *Les primes.*

Le système des primes est également un moyen de pousser le travailleur, en tant que salarié, à remplir les tâches du plan ; les primes intéressent aussi bien les ouvriers que les directeurs, les ingénieurs, les spécialistes, etc. et, chose intéressante, les unités économiques prises dans leur ensemble ; le système des primes aux unités économiques, qui avait déjà été approuvé par le IX^e Congrès, a été remanié par le décret du 19 avril 1936 ; c'est par cette modification que l'on a abouti au « fonds du directeur » ; c'est ainsi que le système des primes s'est transformé en un mécanisme d'amélioration des conditions de vie des ouvriers et des employés de chaque usine. Théoriquement, une telle organisation est un stimulant efficace à l'augmentation, dans les cadres du plan, de la production ; pratiquement, étant donné l'absence complète de démocratie, le fonds du directeur profite à quelques privilégiés (1), si bien qu'étant une source de mécontentement, il risque de freiner l'augmentation de la production plutôt que de la favoriser.

(1) Voici un exemple emprunté à Yvon (*L'U.R.S.S. telle qu'elle est*, op. cit., p. 111).

« L'usine mécanique « Porchène », de Kharkov, a réparti les 60.000 roubles de son fonds directorial de la manière suivante (*Za Industrializatsiou* 29-4-37).

Au directeur	22.000 R.
Au secrétaire du comité du parti	10.000
Au chef du bureau de la production	8.000
Au chef de la comptabilité	6.000
Au président du comité syndical	4.000
A un chef d'atelier	5.000
Total	55.000

La répartition des derniers 5.000 roubles n'est pas indiquée. Sans doute ont-ils servi à récompenser les meilleurs ouvriers... ».

IV) *La différenciation des salaires.*

Parlons, enfin, du moyen le plus important pour pousser les producteurs à réaliser le plan, c'est-à-dire de la différenciation des salaires. Dès 1920, un projet de résolution, rédigé par Tomski pour être présenté au IX^e Congrès, disait : « La rétribution du travail doit être placée dans la dépendance directe des résultats du travail. On combattrà résolument toute déviation des normes du barème des salaires »(1). C'est en ce sens que se prononça effectivement le IX^e Congrès ; la base était jetée de la différenciation des salaires, de l'organisation du salaire aux pièces qui commença à fonctionner pendant la NEP, mais qui perdit à peu près toute signification pendant la première période quinquennale, en raison de l'institution du système des cartes, du rationnement, de la différenciation des prix de détail, etc. Aussi, en 1930, le *Bolchévick*, dans son numéro 212, écrivait-il :

« Il est indispensable de réglementer le salaire de la classe ouvrière, de certains de ses groupes et professions, de façon que l'ouvrier voit et sente, en même temps que les résultats pour toute l'économie nationale et pour toute la classe ouvrière, les résultats pour son bien-être personnel. Autrement dit, il faut bien balancer les stimulants individuels et les stimulants de classe vis-à-vis du travail. Ce n'est qu'à cette condition que nous obtiendrons une augmentation importante de l'intérêt manifesté par l'ouvrier, un relèvement ultérieur de l'émulation socialiste et une augmentation de la productivité du travail. Ceci est d'autant plus important qu'à l'heure actuelle entrent dans la production industrielle des masses de paysans pour lesquels les stimulants individuels prévalent encore sur les stimulants socialistes »(2).

Mais, l'inflation, la hausse des prix, le rationnement continuaient et le discours où Staline, le 23 juin 1931, se prononçait avec force pour la différenciation des salaires, le salaire aux pièces, etc., ne put avoir d'effets immédiats ; ce n'est que plus tard, avec la stabilisation du rouble, la suppression du rationnement, du système des cartes et du commerce fermé, c'est-à-dire à partir de 1935, que le salaire aux pièces est devenu un stimulant efficace (3), peut-être trop efficace (parce que risquant à la longue d'affaiblir l'ouvrier), du travail. Combiné au travail à la chaîne, il permet de donner une intensité maxima à la productivité du travail.

(1) LÉNINE, *Œuvres complètes*, tome XXV, *op. cit.*, p. 616.

(2) D'après MÉQUET, *op. cit.*, p. 228.

(3) Le salaire aux pièces est le plus souvent accompagné d'un tarif progressif pur, c'est-à-dire sans augmentation ni diminution de tarif après un certain seuil.

Le salaire aux pièces est essentiellement un moyen employé à l'égard des ouvriers de l'industrie en vue d'obtenir une augmentation de la production ; mais il existe une forme tout à fait différente de la différenciation des salaires ; c'est le salaire croissant avec le temps de présence d'un ouvrier dans une entreprise, c'est un moyen de lutter contre la « fluidité de la main-d'œuvre », en voici un exemple : un arrêté du 5 Octobre 1937 autorise le N. K. T. P. à appliquer le système des contrats individuels de travail ayant une durée de validité de 5 ans, ceci est particulièrement destiné à l'industrie minière ; les mineurs ayant conclu un contrat écrit comportant l'obligation de travailler pendant 5 ans dans la même mine recevront un supplément de salaire s'élevant à 10 % après la première année de travail, à 15 % après la deuxième et à 20 % après la troisième (1).

Enfin, d'une façon générale, dans l'industrie, le commerce, la banque, l'administration, existe une échelle de rémunération extrêmement étendue et qui doit, en principe, permettre un recrutement convenable des différentes catégories de salariés, conformément aux prévisions du plan ; c'est cette forme de mesure psycho-économique que Mossé envisage lorsqu'il écrit que « par la manipulation des taux de salaire dans les différentes branches, il est possible d'orienter les forces productives dans les directions prévues par le plan. Si l'on a besoin d'architectes, il vaut mieux, — plutôt que de prescrire à un certain nombre de personnes d'apprendre cette profession, — élever la rémunération des architectes et donner des bourses aux étudiants susceptibles de s'engager dans cette branche d'étude. » (2)

Ajoutons qu'en fait l'échelle des rémunérations est souvent mal conçue, si bien que le nombre de candidats à un travail ne répond pas toujours aux nécessités ; ainsi, les demandes d'emploi aux instituts pédagogiques de la R. S. F. S. R. se montaient, en 1938, à 6.000, alors que les instituts disposent de 17.200 places ; l'institut pédagogique de Vitebsk, en Russie-Blanche, disposant de 180 places n'a reçu que 17 demandes, etc... (3) ; cela alors que dans la seule R. S. F. S. R. on manquait déjà de 2.500 pédagogues (4). Par contre, les écoles de médecine de l'U. R. S. S. ont refusé 10.000 candidats ; les écoles supérieures du narkomtiaprom ont accepté 2.000 candidats au-dessus de la norme, etc. (5)

(1) *Sobranie Zakonov i Rasporjazenij SSSR* du 5-11-1937.

(2) R. Mossé, *Monnaie, capitalisme et économie planifiée*, op. cit., pp. 200-201.

(3) *Izvestija* du 1-8-1938.

(4) *Izvestija* du 1-9-1938.

(5) *Pravda* du 1-9-1938.

V) La journée-travail.

Pour les paysans, l'équivalent du salaire aux pièces est le système de la journée-travail qui est maintenant, en principe, le seul mode de partage des produits du kolkhoz entre les kolkhoziens ; en effet, le décret du 4 février 1932 interdit cette autre forme de partage (au prorata des besoins et non du travail) qui fonctionnait au sein de la commune.

Voici les principes sur lesquels repose le système de la journée-travail : tel travail, par exemple le labour d'un champ de tant d'hectares, est déclaré égal à une journée de travail, telle autre tâche égale à une demi-journée, etc., le tout étant fixé aussi près que possible de la réalité ; chaque kolkhozien est crédité, au fur et à mesure de son travail, du nombre de journées-travail qu'il accomplit ; mais la valeur de ces journées n'est fixée que plus tard, lorsque le kolkhoz a fait ses récoltes, payé ses dettes (versements aux S. M. T., impôts, etc.) le solde est divisé par le nombre total de journées-travail effectué par l'ensemble des kolkhoziens, le quotient donne la valeur d'une journée-travail ; il ne reste plus qu'à multiplier pour chaque kolkhozien le nombre de ses journées-travail par la valeur d'une journée-travail pour savoir ce qu'il a gagné.

Mossé, parlant des avantages de ce mode de paiement en majeure partie en nature) qu'est la journée-travail, dit : « Il réalise la concordance entre l'intérêt personnel du kolkhozien et l'intérêt général du kolkhoz. » (1) Le kolkhozien a un double intérêt à réaliser et même à dépasser le plan, car, plus il travaille, plus il augmente le nombre de ses journées-travail et, aussi, plus il augmente le contenu de chacune d'elles ; mais ce système comporte quatre inconvénients fort graves :

1° Le moment du paiement est éloigné du moment où le travail est effectué, si bien que le montant du gain perd de son caractère de stimulant ; aussi, assiste-t-on à ce phénomène curieux : les kolkhoziens préfèrent se louer comme simples salariés, immédiatement payés, dans un kolkhoz voisin, plutôt que de travailler dans leur propre kolkhoz. Parfois même, certains kolkhoz abandonnent pour leurs membres le système de la journée-travail ; ainsi, le journal *Sotsialistitcheskoé Zemledélié* du 28 Mai 1938 signale qu'un certain nombre de kolkhoz ont abandonné le système des journées-travail et payent aux kolkhoziens un appointement fixe. Quelque temps auparavant, la *Pravda* (21 Avril 1938) s'était déjà élevée contre l'emploi de la main-d'œuvre rétribuée embauchée en dehors des kolkhoz.

(1) Mossé, *L'Union Soviétique au Carrefour*, Paris 1936, 222 p., citation p. 134.

Deux autres faits viennent encore expliquer le manque de sympathie des kolkhoziens pour le système de la journée-travail, d'une part, le grand retard que les kolkhoziens sont obligés de subir dans le paiement de leurs journées-travail, ainsi, les *Izvestija* du 2 Avril 1938 signalent dans leur éditorial qu'au mois d'Avril un nombre important de kolkhoziens n'avaient pas encore reçu les sommes qui leur étaient dues pour les travaux faits en 1937 ; d'autre part, la faible rémunération en argent que comprend chaque journée-travail est également un sujet de mécontentement, aussi, un décret du 19 Avril 1938 est venu ordonner aux kolkhoz de distribuer au moins 60 à 70 % de leurs revenus en argent sous la forme de journées-travail.

2° Le système introduit au village une comptabilité extrêmement compliquée, génératrice de faux frais, et à laquelle les paysans ne comprennent pas grand chose, ce qui fait qu'ils ont l'impression d'être frustrés d'une partie de leur dû et diminue évidemment leur ardeur au travail.

3° Il suffit qu'une tâche ne soit pas prévue d'une façon spéciale comme valant tant ou tant de journées-travail (ce qui peut arriver souvent dans l'agriculture), pour que personne ne veuille l'accomplir.

4° Enfin, et surtout, il est extrêmement difficile de fixer d'une façon « juste », ou du moins qui puisse être considérée comme « juste » par les kolkhoziens, le contenu des différentes journées-travail, surtout si une véritable démocratie n'existe pas dans le kolkhoz, ce qui est justement le cas en U. R. S. S. Les dirigeants se sont efforcés de réaliser cette fixation sur une base technique ; mais, sans sous-estimer l'importance des critères techniques, il faut bien reconnaître que, seuls, ils sont impuissants à résoudre une telle question ; on en a une preuve dans le long exposé fait par Yakovlev à la III^e session du comité central exécutif (28 Janvier 1933), exposé qui, nous semble-t-il, n'aboutit à aucune conclusion pratique (1).

En définitive, on peut se demander si le travail aux pièces appliqué à l'agriculture, ce qui est possible en adaptant cette institution (on en a des exemples en France même), ne serait pas un meilleur stimulant au travail, un meilleur moyen d'obtenir la réalisation du plan. Nous pensons qu'il en est ainsi et que si le gouvernement soviétique a préféré, et préfère, le système de la journée-travail, de même qu'il préfère les kolkhoz aux sovkhos, c'est parce que ce système ne met pas à sa charge les frais de

(1) Voir, en particulier, dans « *Du premier au deuxième plan quinquennal* », *op. cit.* de la page 295 à la page 301.

main-d'œuvre et lui permet de participer aux bénéfices sans participer directement aux risques.



Nous en avons ainsi terminé avec l'examen des méthodes psycho-économiques de réalisation du plan. Nous pensons qu'il est intéressant de souligner que l'une de ces méthodes, la différenciation des salaires et, spécialement, le salaire aux pièces, est typiquement capitaliste — ce qui ne veut pas dire qu'elle soit, par « essence », inconciliable avec un régime socialiste —, qu'une autre, celle qui consiste à faire intervenir l'espoir d'un avancement, joue déjà un grand rôle au stade du capitalisme des monopoles et que les deux méthodes restantes sont, au contraire, typiquement soviétiques, l'augmentation du bien-être de tous, qui a joué jusqu'ici beaucoup plus comme espoir que comme réalité, étant même le stimulant socialiste par excellence.



Avant de passer aux mesures psycho-physiques de réalisation du plan, nous devons faire une place aux méthodes de réalisation du plan de formation et de placement des cadres techniques. On pourrait s'attendre à ce que, dans ce domaine, le développement de la planification ait été accompagné d'un développement parallèle de l'orientation professionnelle ; en fait, il n'en a guère été ainsi et l'orientation professionnelle ne joue pratiquement aucun rôle dans l'économie soviétique. Par contre, c'est le système suivant, employé pour les spécialistes, qui tend à se généraliser de plus en plus, aussi allons nous en dire quelques mots : au début de chaque année, les chefs des *glavki* des commissariats industriels présentent à la section des cadres de leur commissariat un plan de leurs besoins en spécialistes ayant terminé l'enseignement technique supérieur et secondaire (ce plan doit être conforme aux tâches imposées à leurs entreprises par les plans annuels et perspectifs). Sur la base des plans présentés par les dirigeants des *glavki*, la section des cadres de chaque commissariat fixe, au plus tard six mois avant l'achèvement des études, le poste que chaque jeune spécialiste devra occuper, afin que le candidat sache dans quelle entreprise il aura à travailler, quelle sera la nature de son poste, etc. ; une fois leurs études terminées, les spécialistes reçoivent, en même temps que leur diplôme, une feuille de route ; lorsqu'ils sont parvenus à destination, leur directeur est tenu de les employer et, eux, sont tenus de travailler dans l'entreprise désignée, pendant au moins trois ans ; des sanctions sont applicables aux jeunes spécialistes qui, à l'achèvement de leurs études, se placeraient de leur propre initiative ou ne se

présenteraient pas dans les délais prescrits au poste pour lequel ils ont été désignés, des sanctions sont également applicables aux dirigeants des entreprises acceptant des jeunes spécialistes non munis des feuilles de route délivrées par les sections des cadres.

c) *Les mesures psycho-physiques.*

Enfin, nous devons examiner les méthodes de réalisation du plan qui sont fondées sur la crainte, sur l'usage par les dirigeants de l'instinct de conservation des dirigés.

I) *La menace de renvoi.*

Pour les travailleurs qui ont une place, la menace de renvoi, dans un pays comme l'U. R. S. S., où le principal patron est l'Etat, est un stimulant très efficace et qui pousse constamment les travailleurs à remplir leur norme de travail ; c'est, d'ailleurs, un stimulant d'autant plus efficace que le renvoi prive le travailleur non seulement de son emploi mais, aussi, dans l'immense majorité des cas, de son logement, situation particulièrement grave étant donnée la crise du logement qui sévit en U. R. S. S.

II) *La désertion du travail.*

Pour les travailleurs employés dans une entreprise et qui, voulant profiter d'un salaire plus élevé dans une autre ville ou même dans un autre établissement, quitteraient l'entreprise dans laquelle ils sont, on a créé la notion de « désertion du travail » : le travailleur qui quitte son travail sans l'autorisation de la direction est susceptible d'un certain nombre de sanctions pénales et tous ses contrats de travail ultérieurs sont sans valeur. Ainsi, le plan est toujours assuré de la main-d'œuvre existante et de son maintien à la tâche qu'elle accomplit actuellement pour autant de temps que cela est nécessaire au plan. C'est dans le même esprit qu'ont été rédigés les décrets du 15 Décembre 1930 contre la fluidité de la main-d'œuvre (1) et le décret du 15 Novembre 1935 (2) ; la sévérité des textes est d'ailleurs, dans bien des cas, adoucie par la souplesse de la pratique (3).

III) *La mobilisation du travail.*

Pour les individus ne travaillant pas pour l'Etat : paysans

(1) Ce décret stipule qu'un ouvrier cherchant du travail peut être contraint à accepter n'importe quelle tâche qui lui est offerte, dans n'importe quelle région.

(2) Aux termes du décret du 15 Novembre 1935, tout ouvrier qui ne s'est pas présenté au travail et qui ne peut fournir de raison jugée valable est renvoyé pour six mois, avec interdiction de se présenter pendant ce délai à n'importe quelle autre entreprise de l'Etat.

(3) Un décret, en date du 20 Décembre 1938 (*Izvestija* du 21-12-1938) est venu redonner vie à toutes ces dispositions, par l'institution d'un livret du travail qui doit suivre l'ouvrier partout, indiquer ses manquements à la discipline, spécifier les conditions dans lesquelles il a quitté son précédent emploi, etc...

individuels, kolkhoziens, artisans, étudiants, etc. et, même, dans certains cas, pour les individus travaillant pour l'Etat mais dont le travail actuel est momentanément considéré comme moins important, existe la mobilisation du travail ; grâce à cette mobilisation, les dirigeants peuvent recruter la main-d'œuvre latente ou déplacer la main-d'œuvre en fonction, en vue de réaliser le plan. Au début du régime soviétique, la mobilisation du travail n'était obligatoire que pour les membres du Parti et des Jeunesses, peu à peu elle s'est étendue à tous les ouvriers, mais elle reste, théoriquement, une mobilisation volontaire. L'utilisation sur une grande échelle de cette méthode a été précédée, en 1929, de la transformation des Bourses du Travail en « sections de recensement et de répartition de la main-d'œuvre ». Le travail des mobilisés est payé, mais à un taux extrêmement bas, ce qui fait qu'ils n'auraient jamais accompli de plein gré la tâche qui leur est ainsi imposée.

A côté de la mobilisation proprement dite, existe une institution qui est, en définitive, de même nature, c'est le système du « contrat de travail collectif » passé entre un kolkhoz — c'est-à-dire entre les fonctionnaires dirigeants d'un kolkhoz — et une entreprise industrielle et par lequel le kolkhoz s'engage à fournir, pendant un certain temps, une certaine quantité de main-d'œuvre à un certain prix ; cette main-d'œuvre est ensuite recrutée au sein même du kolkhoz à l'aide de mesures de contraintes appropriées ; cette méthode, surtout employée pour faire travailler les paysans dans les mines, est une véritable vente de la force de travail d'autrui. *Za Industrializatsiou*, en particulier dans ses numéros du 16 août 1936 et du 15 Décembre 1936, s'est élevé souvent, non contre le principe de ces contrats, mais contre les modalités qu'ils contiennent et, spécialement, contre les salaires beaucoup trop bas qu'ils prévoient et qui sont une des raisons pour lesquelles la grande majorité des paysans ainsi employés s'enfuit à la moindre occasion du lieu du travail. Le gouvernement de l'U.R.S.S. a finalement été obligé de promulguer une ordonnance accordant une série de « privilèges » aux kolkhoziens travaillant dans les mines et dans l'industrie de la tourbe ; les familles de ces catégories d'ouvriers sont exemptées d'impôts agricoles, elles ont le droit d'acheter divers produits aux prix qui sont réservés aux kolkhoziens bons travailleurs, etc. (*Izvestija* du 4-2-1938).

IV) *La déportation.*

Enfin, alors que la mobilisation est surtout employée pour combler une brèche momentanée de la production, pour les travaux de longue haleine (construction de canaux, de routes, etc.), c'est la déportation qui est utilisée à une large échelle.

Théoriquement, la déportation dans des camps de concentration frappe uniquement les auteurs de crimes ou délits civils ou politiques ; pratiquement, par l'extension de ces notions, la déportation est devenue un moyen de réaliser le plan en envoyant des hommes et des femmes travailler (par exemple dans l'Extrême-Nord soviétique) dans des conditions qu'aucun être humain ne voudrait librement accepter(1). La déportation est un moyen de réaliser le plan à bon marché, les déportés n'étant pas payés pour leur travail, mais seulement « nourris ».

La déportation, en tant que moyen de réaliser le plan, joue un double rôle : la menace de déportation permet de faire réaliser le plan aux travailleurs et aux paysans libres, en les contraignant à remplir eux-mêmes les normes les plus élevées ; la déportation « réalisée » permet l'exécution d'œuvres gigantesques, comme la construction du canal Moskva-Volga ou Volga-Mer Blanche, comme l'édification de fortifications en Sibérie Orientale, etc.

V) *Les procédés employés pour la collectivisation.*

Nous devons, également, signaler les procédés employés pour la collectivisation ; en dehors des cas où les paysans se sont réunis spontanément dans les kolkhoz, il a dû être fait usage de procédés de contrainte et l'on peut dire que, dans un grand nombre de cas, la collectivisation « volontaire » a été réalisée par la terreur pure et simple : déportations et exécutions en masse(2). On en a une preuve dans l'article publié par Staline le 2 mars 1930, article intitulé le « Vertige du succès » et où l'auteur ordonne de « faire cesser la terreur au village », cette terreur étant proclamée n'être qu'une déformation par les autorités locales de la ligne générale du Parti. Maintenant que cette période est passée, les formes collectives se maintiennent, partie du fait des avantages que les paysans commencent à trouver à ce mode d'exploitation, partie par crainte, surtout par celle qu'éprouve le kolkhozien de se voir privé de sa parcelle individuelle et de sa maison d'habitation au cas où il viendrait à quitter son kolkhoz.

(1) Il suffit, pour se rendre compte de ce que doivent être les conditions de travail des déportés, de citer ce passage des *Izvestija*, relatif à la construction par des déportés d'une ligne de chemin de fer en Sibérie : « Jusqu'à maintenant on pensait que dans ces régions, la saison de construction ne dépassait pas 100 jours par an. L'hiver y est très froid, 50° au-dessous de zéro. Mais les constructeurs ont prouvé que, même dans ces conditions, on peut travailler toute l'année sans interruption ». (*Izvestija* du 20-12-1937). Il n'est pas étonnant que le bruit ait couru en U.R.S.S. que sur les 500.000 déportés employés à ce travail, seuls quelques dizaines de mille avaient survécu.

(2) Un certain nombre d'auteurs ayant vécu en U.R.S.S. pendant cette période estiment à 5 millions le nombre de « koulaks » déportés à cette époque et à 2 millions le nombre des survivants actuels parmi les déportés (voir en particulier GILGA, *op. cit.*



Nous en aurions fini avec les méthodes psychologiques de réalisation du plan, s'il ne nous fallait parler encore de l'instrument qui permet d'appliquer, avec toute la souplesse désirable, la plupart de ces mesures, cet instrument est constitué par les syndicats professionnels(1). Ce sont les syndicats qui sont chargés, en collaboration avec les organismes dirigeants de l'économie, de « l'établissement des normes de travail et de salaire »(2) et, depuis la fusion du commissariat du peuple au Travail de l'U.R.S.S. avec le Conseil central des syndicats professionnels de l'U.R.S.S. (3) c'est eux qui sont chargés de déposer des conclusions relativement aux plans concernant le travail, d'enregistrer les contrats collectifs, de les annuler, de gérer les assurances sociales, etc. ; ce sont les syndicats qui sont chargés de développer le mouvement stakhanovien, qui doivent surveiller le « moral » des ouvriers, réprimander ceux qui manquent à la discipline, n'exécutent pas les normes, etc... Comme l'écrit Yvon, « Le syndicat s'est chargé spécialement de la question si épineuse de la main-d'œuvre. C'est lui qui l'éduque, qui la façonne, qui la surveille, qui organise son émulation afin qu'elle remplisse au mieux sa fonction : produire, produire, toujours produire... » (4).

Dans la division sociale du travail, les syndicats ont à s'occuper spécialement de la solution des questions de main-d'œuvre dans le sens du plan ; c'est pourquoi les cadres syndicaux sont préparés dans des écoles secondaires spéciales (écoles soviétiques et du Parti), comme on prépare des professeurs, des médecins, des ingénieurs. Grâce aux cadres syndicaux, le gouvernement a un instrument spécialisé dans ce travail : faire réaliser le plan aux travailleurs. Parlant de cette utilisation des syndicats par le gouvernement, Yvon écrit : « Les fonctionnaires syndicaux constituent une armée d' « ingénieurs de l'âme », de spécialistes, qu'il peut employer pour manœuvrer à ses fins la psychologie du peuple » (5).

(1) Les syndicats soviétiques groupent un nombre très élevé de salariés, près de 22 millions ; ce qui est caractéristique, c'est l'importance des cadres syndicaux, au 1^{er} Juin 1936, le nombre de « responsables » plus ou moins importants s'élevait à 3,1 millions (*), quant aux fonctionnaires syndicaux proprement dits, les *Izvestija* du 24-4-1937 indiquaient que leur nombre, en 1936, s'élevait à 76.500, ayant coûté 415 millions de roubles : plus de la moitié des cotisations syndicales (1 à 2% du salaire).

(*) SSSR *Strana Sotsializma*, op. cit., p. 97.

(2) Suivant l'expression de Tomski, dans une résolution devant être soumise au IX^e Congrès, voir LÉNINE, *Œuvres Complètes*, tome XXV, op. cit., p. 614.

(3) Décrets du 23 Juin 1933 et du 10 Septembre 1933.

(4) YVON, op. cit., p. 151.

(5) *Ibid.*, p. 150.

Nous en avons terminé ainsi avec l'examen des principales mesures psychologiques grâce auxquelles les gouvernants font réaliser le plan aux travailleurs ; on voit que ces mesures sont extraordinairement variées et fournissent aux dirigeants une multitude de leviers de commande pouvant être utilisés tous à cette même fin : faire exécuter le plan. Ces leviers sont tous utilisés ; suivant les cas ou l'opportunité on préfère celui-ci à celui-là, mais tous ont leur rôle, leur importance et leur place bien déterminés.

SOUS-SECTION II

Les mesures financières.

Les mesures financières d'exécution du plan, de même que les mesures psychologiques et que les mesures commerciales, doivent permettre la réalisation soit du plan initial, soit des tâches prévues par les modifications au plan. Ces mesures financières correspondent pour l'Etat à des dépenses et à des recettes qui, en principe, doivent s'équilibrer (1). Ce sont ces dépenses et ces recettes, en tant qu'éléments d'exécution du plan qu'il nous faut examiner maintenant.

A) Les dépenses.

Les dépenses de l'Etat correspondent au paiement des différents facteurs de la réalisation du plan (nous faisons abstraction, ici, des dépenses qui n'auraient pas un caractère économique) ; elles peuvent être envisagées à deux points de vue.

1) Au point de vue théorique.

Théoriquement, les dépenses intérieures sont constituées, d'une part, par le paiement des salaires, retraites, intérêts des emprunts, etc., d'autre part, par le paiement des achats de produits agricoles, lorsque ceux-ci n'ont pas été produits dans les sovkhoz. En somme, à ce point de vue, les dépenses constituent l'ensemble des versements faits à la population, versements dont le montant, pour une période donnée, doit s'équilibrer avec le prix des marchandises et des services offerts à la population pendant cette période ; par contre, tout ce qui n'est pas un versement à la population ne constitue pas, au point de vue théorique, une dépense. Ainsi, le versement d'une subvention à une usine n'est pas une dépense, car tant qu'une somme d'argent appartient à une entreprise d'Etat, elle n'est pas « dépensée » (au point de vue théorique), et tous les versements de ce genre restent des opérations purement comptables ; cependant, au point de vue

(1) Il n'est évidemment question ici que des dépenses et des recettes à l'intérieur de l'U.R.S.S.

budgétaire, cet aspect théorique de la question des dépenses est trop étroit, et on est obligé d'envisager un autre aspect, l'aspect pratique.

II) *Au point de vue pratique.*

Pratiquement, il faut distinguer les dépenses faites par l'Etat et les dépenses faites par les différentes unités économiques.

a) *Dépenses de l'Etat.*

Les dépenses que l'Etat fait en vue de l'exécution du plan peuvent se réunir sous trois chefs :

- | | | |
|---|---|---|
| 1°) Versements directs à la population | { | a) salaires, pensions, intérêts des emprunts, etc...
b) achats de produits agricoles aux kolkhoz et aux paysans individuels. |
| 2°) Subventions aux entreprises en déficit. | | |
| 3°) Investissements en vue d'élargir la production. | { | a) investissements destinés à la création de capital fixe.
b) investissements pour fonds de roulement. |

b) *Dépenses des unités économiques.*

Les dépenses des unités économiques peuvent être groupées de la façon suivante :

- 1°) salaires et primes = versements à la population ;
- 2°) achat de matières premières, produits auxiliaires, machines, combustibles, location de machines (par exemple à une S. M. T.) = versements à une autre entreprise ;
- 3°) impôts, prélèvements sur les bénéfices, assurances sociales, assurances, etc. = versements à l'Etat.

Le plan, aussi bien pour les entreprises que pour l'Etat, doit prévoir l'équilibre entre les recettes et les dépenses ; l'exécution du plan des dépenses ne pose donc aucun problème particulier, les seuls problèmes qui se posent sont ceux suscités par le *contrôle* des dépenses et par la *perception* des recettes ce sont les deux questions qu'il va falloir que nous examinions.

B) *Les recettes.*

Ce sont les recettes qui fournissent l'ensemble des moyens financiers d'exécution du plan, c'est pourquoi elles méritent un examen spécial. Les recettes peuvent être destinées à combler les

dépenses, à amortir la dette, à diminuer le pouvoir de consommation trop grand de la population (trop grand par rapport aux marchandises et aux services offerts à un certain prix) ; mais ce qu'il nous faut étudier ce n'est pas le but des recettes, c'est leur *source* : nous allons nous livrer à cette étude en examinant aussi bien les recettes des entreprises que les recettes de l'Etat.

I) *La vente de produits et de services.*

En U. R. S. S. l'Etat ne vend pas directement des marchandises ou des services ; la vente de marchandises et de services n'est une source de recettes directes que pour les *entreprises* ; pour l'Etat c'est une source de recettes indirectes. Pour la majorité des entreprises, la vente de marchandises et de services est la principale source de recettes ; c'est une source qui doit non seulement permettre de couvrir les dépenses mais qui doit, également, laisser une marge bénéficiaire ; dans les cas où il n'en est pas effectivement ainsi, les entreprises doivent recourir aux subventions de l'Etat.

II) *Les subventions, les investissements, etc.*

Les subventions, c'est-à-dire les sommes versées par l'Etat aux entreprises en vue de couvrir leur déficit, les investissements, c'est-à-dire les sommes versées par l'Etat aux entreprises afin qu'elles puissent élargir leur production, et tous les mouvements de fonds de cette sorte sont une source de recettes pour les *entreprises* auxquelles ils doivent fournir les moyens financiers d'exécution du plan. Cette source de revenus pour les entreprises correspond pour l'Etat au poste « financement de l'économie nationale », qui tient une place importante dans le budget ; ce poste est allé en s'accroissant de 1927-1928 à 1931, époque à laquelle il a commencé à diminuer *relativement* aux autres dépenses. Voici le pourcentage des dépenses destinées à l'économie nationale par rapport au total des dépenses budgétaires(1) :

1927/28	57 %	1934	70,6 %
1928/29	57,8 %	1935	53,8 %
1929/30	61,9 %	1936	47,7 %
1931	78,7 %	1937	41,7 %
1932	77,0 %	1938	38 %
1933	70,5 %		

Ce sont surtout les investissements qui tiennent une place

(1) Les sources des chiffres sont les suivantes : 1927-28 à 1936 in *Finances publiques* 1928-1935, fascicule n° XXIX, Genève 1936, p. 10 ; 1937, chiffres du budget de 1937, in *P. K.* n° 3 de 1937, p. 247-248 ; chiffres du budget de 1938, in *Izvestija* du 11 août 1938.

considérable dans les dépenses destinées au financement de l'économie nationale (voir les chiffres du tableau n° 5, p. 270).

En ce qui concerne les subventions proprement dites, on manque de détails car, en général, aucun chiffre n'est publié à ce sujet ; mais, ainsi que l'indique B. Brutzkus, « on peut déduire d'une information glissée accidentellement dans la presse qu'elles étaient considérables. En 1932, l'industrie métallurgique a en effet reçu 450 millions de roubles pour couvrir les pertes subies (*Za Industrializatsiou*, 7-3-1933) » (1). Depuis le décret du 1^{er} Avril 1936, les entreprises doivent, en principe, couvrir tous leurs frais et ne plus recevoir de subventions, et, selon Bronsky, en 1937, toutes les entreprises de base de l'U. R. S. S. se trouvaient « assez fortes pour fonctionner sans subventions et couvrir leurs frais » (2).

En tous cas, même s'il est impossible de discerner la place que tient, ou qu'a tenu, effectivement le poste « subventions » dans l'ensemble des dépenses destinées à l'économie nationale, les chiffres que nous avons reproduits plus haut montrent l'importance pour les entreprises des sommes qui leur parviennent par l'intermédiaire du budget et dont les organes de distribution sont, soit la Gosbank, soit les banques spécialisées (Prombank, Selkhozbank, etc.) (3).

III) *Les impôts et les prélèvements sur les bénéfices.*

Pour l'Etat, la principale source de moyens financiers de réalisation du plan sont les impôts et, à côté d'eux, les prélèvements sur les bénéfices. Depuis 1933, le budget distingue :

- a) Les impôts perçus dans le secteur socialisé.
- b) Les prélèvements opérés sur les bénéfices nets des entreprises et des organisations collectives.
- c) Les impôts perçus dans le secteur privé de l'économie.

C'est la division que nous allons adopter.

a) *Les impôts perçus dans le secteur socialisé.*

1° L'impôt sur le chiffre d'affaires.

L'impôt sur le chiffre d'affaires est le plus important des impôts soviétiques ; comme l'écrit A. Gordine, « l'impôt sur le chiffre d'affaires des entreprises d'Etat et coopératives constitue une des méthodes les plus importantes de répartition de l'accumulation socialiste et d'action financière sur l'économie socia-

(1) B. BRUTZKUS, *U.R.S.S. Terrain d'expériences économiques*, op. cit., p. 82.

(2) M. BRONSKY, op. cit., p. 82.

(3) Voir plus haut, . 45.

liste »(1). Cet impôt frappe tout ce qui est produit, élaboré ou transmis ; depuis 1937, il frappe même les industries de l'or, du platine et de l'électricité qui en étaient restées exemptes jusque là. Bien que cet impôt ait l'apparence d'un impôt sur la consommation, ce caractère lui est contesté par les économistes soviétiques qui y voient un simple prélèvement, forfaitaire et à priori, sur les bénéfices. Cependant, Bronski semble bien reconnaître par endroits que cet impôt est un impôt de consommation(2) ; en réalité, il nous semble qu'étant donnée la nature de l'économie soviétique c'est une question secondaire que de savoir si l'impôt soviétique sur le chiffre d'affaires est ou non un impôt de consommation. Ce qui importe, c'est d'établir que c'est un impôt payé par les citoyens soviétiques non en tant qu'ils perçoivent un revenu, mais en tant qu'ils se livrent à une dépense.

L'origine de cet impôt est la réforme fiscale du 2 septembre 1930 qui a consolidé les taxes industrielles et les droits d'accise existants, ainsi que certaines taxes locales, en un seul impôt sur le chiffre d'affaires ; les taux ont été fixés conformément aux charges fiscales antérieures, des taux différents sont appliqués suivant le genre de production et la situation de l'établissement (ville ou campagne). Ainsi que nous l'avons déjà noté, l'impôt sur le chiffre d'affaires est l'impôt le plus important du budget, son produit représente les pourcentages suivants du montant total des recettes budgétaires (non compris le montant des emprunts) (3) :

1931	52,9 %	1935	84,6 %
1932	65,3 %	1936	85,2 %
1933	64,8 %	1937	76,0 %
1934	65,6 %	1938	71,4 %

Voici un certain nombre d'autres renseignements sur cet impôt, renseignements que nous empruntons à un article de W. Leontief (4). Le pourcentage de l'impôt sur le chiffre d'affaires varie beaucoup, de 1 % et moins, pour les matières premières et les demi-fabriqués, à 100 % du prix, pour le tabac et l'eau-de-vie ; même les produits de consommation les plus nécessaires sont imposés, voici quelques-uns des taux institués en 1936 :

(1) A. GORDINE, *A propos de l'impôt sur le chiffre d'affaires*, P. K. n° 3. de 1938, pp. 83-96, citation p. 83.

(2) Voir en particulier p. 81 de l'article cité de M. BRONSKI.

(3) D'après *Finances publiques* 1928-1935, *op. cit.*, p. 6, sauf pour les années 1937 (recalculée par nous d'après P. K. n° 3 de 1937, p. 247 et 1938 d'après *Monthly Review*, n° 6-9 de 1938, p. 298.

(4) W. LEONTIEF, article sur le budget de l'U.R.S.S. pour 1937, in *Ost-wirtschaft*, n° 1 de 1937, pp. 9 à 11.

Graisse, selon qualité, de 55 à 81 % du prix de vente industriel	
Huile végétale	de 33 à 65 % «
Viande	de 77 à 87 % «
Sel	de 35 à 88 % «

Les produits textiles, qui n'étaient pas imposés avant la guerre, sont frappés d'un impôt de 50 % et plus. La part la plus importante de l'impôt sur le chiffre d'affaires est fournie par les produits boulangers, par le pain, en particulier ; ce qui est rendu possible du fait que l'Etat achète à bas prix, et par des mesures de contrainte, les céréales qu'il revend très cher à la population, sous forme de farine et de pain. On aura une idée de l'importance de cette source de recettes, lorsque nous aurons dit qu'en 1937 plus de 24 milliards de roubles, soit 1/3 des revenus fournis par l'impôt sur le chiffre d'affaires et près d'un quart des revenus budgétaires étaient dus aux céréales ; voici d'ailleurs quelques chiffres qui montrent que plus les produits sont proches du consommateur, plus l'impôt qui les frappe rapporte (1) :

*Produit de l'impôt sur le chiffre d'affaires.
Chiffres du budget de 1937, en millions de roubles.*

Produits agricoles	24.106
Industrie alimentaire	20.387
Industrie légère	11.382
Alcools	6.190
Commerce d'Etat	2.605
Commerce coopératif	1.682
Industrie lourde	8.860
Divers	1.580

Total 76.792

Un grand nombre de marchandises sont frappées plusieurs fois, le grain lorsqu'il est transmis au moulin, la farine lorsqu'elle est transmise à la boulangerie, etc. ; les 76,8 milliards de roubles d'impôt sur le chiffre d'affaires représentent environ 425 roubles par tête d'habitant, dont 130 roubles rien que pour le pain ; ainsi que l'ajoute justement W. Leontief, la population rurale se nourrissant presque exclusivement de ses propres céréales, la charge est d'autant plus lourde pour la population urbaine, qui est, de plus en plus, en minorité. W. Leontief, est obligé de conclure que, comme la consommation des biens de première nécessité, fortement imposés, ne dépend pas du niveau des revenus et que la consommation du pain pour les couches de la population ayant un faible revenu est même la plus forte, plus faible est le revenu de l'individu, plus forte est l'imposition.

L'impôt sur le chiffre d'affaires sert doublement à l'exécu-

(1) W. LEONTIEF, *op. cit.*, p. 10. Tableau complété par nous.

tion du plan, d'une part, en tant qu'il est la source la plus importante des revenus de l'Etat, d'autre part, en tant qu'il augmente le prix de vente et évite, ainsi, qu'il y ait une « disette » de marchandises par rapport aux disponibilités de la population.

2° La taxe sur les opérations non commerciales.

Depuis septembre 1931, les entreprises du secteur socialisé qui travaillent pour les particuliers, ateliers de photo, coiffeurs, travaux d'entretien et de réparation, sont assujetties à une taxe de 5 à 10 % sur leur chiffre d'affaires (1).

3° La taxe agricole.

La taxe agricole frappe non seulement les économies collectives, mais aussi les producteurs individuels, elle était inscrite au budget de 1937 comme devant fournir une recette de 973 millions de roubles, dont 530 à fournir par les kolkhoz ; en 1937, cet impôt a été fixé à 3 % du bénéfice net (2) et non plus, comme précédemment, sur la base des surfaces ensemencées aux termes du plan (3).

b) *Les prélèvements sur les bénéfices.*

Jusqu'à la loi du 2 septembre 1930, existait un impôt sur le revenu des entreprises d'Etat, des coopératives et des sociétés mixtes ; depuis, cet impôt a été remplacé par un prélèvement sur les bénéfices des entreprises ; ce prélèvement, suivant les besoins de l'entreprise, peut s'élever de 10 à 80 % de ses bénéfices (4). Au budget de 1937, le produit de cet impôt était évalué à 6,3 milliards, sur un chiffre de bénéfices prévus se montant à 20,8 milliards (5). En 1937, cette source de recettes constituait 6,8 % des revenus du budget ; en 1938, elle devait constituer 8,1 % de ces revenus (6). Ces prélèvements constituent, après l'impôt sur le chiffre d'affaires, la source la plus importante des recettes du budget.

c) *Les impôts perçus dans le secteur privé de l'économie.*

Enfin, il faut citer, malgré leur peu d'importance pratique, les impôts perçus dans le secteur privé de l'économie, ce sont des impôts progressifs du type de l'impôt sur le revenu : impôt sur les salaires, impôt sur le revenu des paysans individuels et sur les revenus des parcelles individuelles des ouvriers et des

(1) *Finances Publiques 1928-1935, op. cit., p. 7.*

(2) W. LEONTIEF, *op. cit.*, p. 10.

(3) *Finances Publiques...*, *op. cit.*, p. 7.

(4) M. BOGOLÉPOV, *op. cit.*, pp. 48-49.

(5) W. LEONTIER, *op. cit.*, p. 10.

(6) L. VILENSKY, *Les questions financières de l'industrie*, in P. K. n° 10 de 1938, pp. 49-70 ; p. 49.

kolkhoziens, etc...(1). De tous ces impôts, le plus illogique est certainement celui sur les salaires.

Pour terminer, citons afin de ne plus avoir à y revenir, ces trois catégories de recettes qui, pratiquement, sont très proches des impôts : le produit des droits de douane, les cotisations des assurances sociales et les versements, pratiquement obligatoires, pour l'assurance des immeubles.

IV) *Le crédit.*

Nous ne parlerons ici que pour mention des prêts accordés par l'Etat aux entreprises et des emprunts accordés par les entreprises à l'Etat, car les mouvements de fonds auxquels ces opérations donnent lieu sont minimales ; par contre, nous examinerons spécialement :

- a) Les dépôts dans les Caisses d'Epargne.
- b) Les emprunts.

a) *Les dépôts dans les Caisses d'Epargne.*

Les dépôts dans les Caisses d'Epargne sont constitués par l'argent que les particuliers mettent spontanément à la disposition de l'Etat. En fait, la grande majorité des particuliers qui déposent ainsi de l'argent le fait non pour toucher un intérêt, qui est minime, mais pour mettre leur argent à l'abri des risques de pertes et vol, risques particulièrement grands, étant données les conditions de logement de la plupart des citoyens soviétiques ; le montant des dépôts est donc loin d'être entièrement à la disposition de l'Etat et de pouvoir être intégralement employé comme moyen financier de réalisation du plan. Quoi qu'il en soit, voici l'évolution de la somme de ces dépôts (2) :

Dépôts dans les Caisses d'Epargne (en millions de roubles).

	Au 1 ^{er} Octobre		Au 1 ^{er} Janvier				
	1924	1928	1932	1934	1935	1936	1937
Campagnes.....	—	30	176	288	321	403	547
Villes.....	—	183	553	894	1.317	2.058	2.292
Total.....	7	213	729	1.182	1.638	2.461	2.839

b) *Les emprunts.*

Si les versements à la Caisse d'Epargne supposent le crédit de l'Etat, il n'en est pas de même des emprunts ; les emprunts

(1) *Finances Publiques...* op. cit., pp. 7 et suivantes.

(2) *Konjunktournij Bjouleten*, n° 10 de 1937, op. cit. Au 1^{er} Avril 1938, les dépôts dépassaient 5 milliards de roubles *Monthly Review*, n° de Mai 1938, p. 229.

soviétiques sont placés non grâce au crédit de l'Etat, mais grâce à la crainte qu'il inspire ; en fait, la souscription aux emprunts est obligatoire depuis 1927 (1), il en est de même des conversions (2). Les travailleurs souscrivent sur le lieu de leur travail et le montant de leur souscription est retenu sur leur salaire ; ainsi, celui qui ne souscrit pas est connu et à la merci de toutes sortes de sanctions ; c'est ce qui explique que, en dépit du bas niveau de la majorité des revenus, le nombre des souscripteurs se monte, d'après les déclarations officielles, à 50 millions. D'ordinaire, le montant de la somme souscrite représente le revenu de trois semaines du souscripteur, parfois même, s'il est mieux rétribué, d'un mois. Jusqu'à ces derniers temps, le rôle de ces emprunts était infime pour le budget (6 % d'après les chiffres du budget de 1937) (3), leur fonction essentielle étant de limiter le pouvoir de consommation de la population ; à ce point de vue, ils constituent un moyen financier de maintien de l'équilibre économique et ils fonctionnent comme un véritable impôt direct sur le revenu ; ainsi, en 1937, le fonds des salaires étant fixé à 78,3 milliards de roubles, l'impôt perçu sous cette forme d'emprunt représente près de 7,7 % de cette somme ; quant au service des intérêts, pour la même année, il a demandé 2,6 milliards (4).

Le 2 juillet 1936 a eu lieu la conversion des quatre emprunts antérieurs au nouveau taux de 4 % (il s'agissait surtout de 10 % (11 milliards) et de 8 % (3 milliards)) et la suppression des petites obligations (5). L'intérêt essentiel des conversions est, par la prolongation du terme et par la baisse du taux de l'intérêt (6), d'éviter de jeter de nouvelles quantités de monnaie sur le marché.

L'évolution des sommes placées en emprunts est la suivante (7) :

(1) J. LESCURE, *Le Bolchévisme de Staline*, op. cit., p. 93.

(2) Aux termes du décret du 2 Juillet 1936, la conversion et la souscription sont obligatoires ; tous les citoyens sont tenus de souscrire pour un montant proportionnel à leurs revenus.

(3) Calculé d'après les chiffres fournis par P. K. n° 3 de 1937, p. 247.

(4) *La Réforme économique*, n° de Novembre 1937.

(5) En même temps, avait lieu l'émission d'un emprunt 4 %, d'un montant de 4,2 milliards. Fin 1937, il y a eu une nouvelle émission de 4 %, pour 4 milliards et, au milieu de 1938, a eu lieu l'émission de l'emprunt du 3^e Plan Quinquennal, pour un montant de 5 milliards 887 millions.

(6) Rappelons ici ce que nous avons dit plus haut (dans la section consacrée aux catégories économiques) du peu d'importance pratique du taux de l'intérêt en U.R.S.S. Le taux de l'intérêt ne reflète ni le crédit de l'Etat, ni le coût de l'épargne pour les particuliers ; aussi sommes-nous très loin, d'autant plus loin d'ailleurs, que les sommes empruntées jouent un rôle infime dans les investissements, de l'hypothèse théorique de Mossé, hypothèse selon laquelle le recours à l'emprunt « permet de déterminer le coût de l'épargne et par suite d'équilibrer le sacrifice exigé avec la productivité du détour de la production. » (Mossé, *L'Epargne dans l'économie planifiée*, Banque et Bourse, n° de Novembre 1938, pp. 161-164, p. 164.

(7) *Konjunktournij Bjouleten...*, op. cit.

<i>(en millions de roubles)</i>					
Au 1 ^{er} Octobre	Au 1 ^{er} Janvier				
1928	1932	1934	1935	1936	1937
411	3.118	8.471	11.604	14.937	18.004

Notons, pour terminer, qu'il est interdit aux souscripteurs, sauf une autorisation rarement accordée, de vendre leurs titres ; ils ont juste le droit de les déposer à la Gosbank qui leur accorde une avance sur titres, à des conditions d'ailleurs draconiennes (1).

Tels sont les procédés normaux par lesquels l'Etat se procure les moyens financiers d'exécution du plan ; ces moyens sont inclus, en principe, soit dans le plan initial, soit dans les modifications au plan ; par contre, les mesures que nous allons examiner maintenant n'apparaissent pratiquement dans aucun plan ; ces mesures constituent des modifications du plan financier faites en vue de permettre la réalisation du plan en nature.

V) *L'inflation.*

L'économie soviétique a connu deux périodes d'inflation : la première a commencé avec les premières années du pouvoir soviétique et s'est terminée par la stabilisation de 1924 qui « supprima la monnaie d'inflation de la période antérieure ; l'économie soviétique eut désormais une mesure stable pour les valeurs ; l'essor économique du pays des Soviets eut une base solide. Pour les règlements en monnaie étrangère, un cours fut établi : un tchervonetz — dix roubles — 7,74 gr. d'or pur. » (2) La seconde période d'inflation commence avec le 1^{er} plan quinquennal et est marquée par la dévaluation du 14 novembre 1935 qui a ramené le rouble de son ancien pair de 13 francs à celui de 3 francs (francs Poincaré). Nous nous arrêterons seulement à l'inflation de cette dernière période.

Notons, tout d'abord, que les économistes soviétiques prétendent que le plan quinquennal n'a pas été accompagné d'inflation ; ainsi M. Bronski écrit : « Si nous voulons analyser la dynamique de la circulation monétaire pendant cette période, il importe de tenir compte des conditions spécifiques des relations marchandes et monétaires en Union Soviétique pendant cette période de grandiose animation de l'activité économique du pays. Même les régions les plus éloignées furent intégrées à l'activité économiques, de véritables masses de main-d'œuvre furent en-

(1) Une ordonnance du C.C.E. (*Pravda* du 21 Juillet 1936) dit que ces avances sur titres seront toujours accordées. L'avance est, au maximum, de 30 % de la valeur nominale, l'intérêt est de 6 % l'an, au bout de 6 mois il est porté à 12 %. Le délai de remboursement est prolongé de la même durée que celle de l'engagement.

(2) M. BRONSKI, *op. cit.*, p. 69.

levées à leurs lieux de résidence, aux villages lointains, et précipitées dans l'industrie. Qu'il nous suffise de dire que pendant cette période tumultueuse d'édification grandiose, le nombre des ouvriers et des employés entraînés dans l'industrie urbaine passa de 11 à 21 millions. Etant donnés ces vastes territoires et la mise en mouvement de ces grandes masses d'hommes et de marchandises, en face d'un système de transports, de postes, de banques et de réglemens par virement d'un compte à l'autre encore peu développé, le besoin d'accélérer la circulation monétaire au delà même du rythme de la croissance du commerce devait se manifester énergiquement car la masse des signes monétaires n'était pas toute en circulation ; elle demeurait partiellement inactive, arrêtée à mi-chemin et se déposait entre des mains privées » (1). Après avoir affirmé qu'il n'y a pas eu non plus d'inflation de crédit, notre auteur ajoute : « c'est l'augmentation du mouvement des marchandises qui explique la croissance relative de l'émission. » (2)

Nous pensons que cette argumentation est insuffisante ; en effet, le premier plan quinquennal prévoyait pour fin 1933 une circulation de 3.220 millions de roubles, or, en fait, à cette date, la circulation était de 6.502 millions de roubles, alors que la partie du plan concernant les objets de consommation et la circulation des marchandises était loin d'être réalisée. Voici, d'ailleurs les chiffres de la circulation fiduciaire (en millions de roubles (3) :

TABLEAU N° 4

	Billets de banque	Bons du trésor	Total
1 ^{er} Janvier			
1927.....	797	398	1.195
1928.....	1.003	480	1.483
1929.....	1.091	730	1.821
1930.....	1.501	1.028	2.529
1931.....	2.080	1.946	4.026
1932.....	2.784	2.370	5.154
1932 (1 ^{er} Juin).....	2.925	2.922	5.847
1934..... (4)	3.433	3.069	6.502
1935 (1 ^{er} Mars).....	3.978	3.501	7.479
1936 —	5.935	3.501	9.436
1937.....	8.020	2.800	10.820

(1) M. BRONSKI, *op. cit.*, p. 74.

(2) *Ibid.*, p. 75.

(3) Ce tableau a été confectionné à l'aide de différents numéros du *Bulletin mensuel de statistique de la Société des Nations* et de la *Monthly Review* » (en particulier le n° 7 de 1937).

(4) Pour le début de 1933, Trotsky donne le chiffre de 8,4 milliards de roubles comme étant celui de la circulation fiduciaire totale (*La Révolution trahie*, *op. cit.*, p. 86).

Comment cette inflation s'explique-t-elle, car on ne peut appeler cela autrement qu'une inflation ? Elle s'explique par le fait que les besoins réels de l'Etat avaient été sous-estimés, parce que l'accroissement de la production et de la productivité du travail avait été surestimé. La non réalisation du plan en nature a entraîné le dépassement des prévisions financières ; en effet, quand les besoins financiers sont prévus, l'Etat soviétique qui a entre les mains le système des impôts, des emprunts forcés et des prix n'a aucune raison de recourir à l'inflation. Mais l'augmentation insuffisante de la productivité a eu, entre autres conséquences, celle d'obliger les entreprises, dans le but de réaliser leur plan de production, à embaucher des ouvriers en quantité plus grande qu'il n'avait été prévu et souvent pour produire moins. Laurat met bien en évidence le mécanisme de ce phénomène lorsqu'il écrit : « Si une entreprise ou une branche n'augmente pas sa productivité dans la mesure prescrite, tout en accomplissant son programme de production, ses dépenses excéderont les prévisions ; mais elle ne peut dépenser plus que la banque, liée par son plan à elle, ne lui accorde. Si elle prélève les fonds nécessaires sur ses bénéfices, l'Etat et l'accumulation prescrite s'en trouvent lésés.

« Dans tous les cas, il faut des crédits additionnels, donc des signes monétaires additionnels. C'est là que surgit le danger d'inflation. » (1)

Trotsky dépeint ainsi la situation : « Les vignettes imprimées bouchaient les brèches financières du plan. Au cours de la première période quinquennale, le papier-monnaie en circulation passa de 1,7 milliard de roubles à 5,5 pour atteindre au début de la deuxième période 8,4 milliards. La bureaucratie n'avait pas seulement secoué le contrôle des masses pour lesquelles l'industrialisation à toute allure constituait une charge intolérable, elle s'était aussi émancipée du contrôle automatique du tchervonetz. Le système financier affermi au début de la Nep fut de nouveau profondément ébranlé » (2).

L'inflation a, d'ailleurs, encore d'autres conséquences ; elle fait non seulement perdre toute réalité au contrôle financier, mais, aussi, par la dévalorisation des salaires, elle entraîne un affaiblissement de plus en plus grand de l'efficacité des moyens psycho-économiques d'exécution du plan, d'où : bas rendement du travail et basse qualité des produits. C'est en pleine inflation, en juillet 1931, que Staline formula ses « six conditions » : salaire conforme au rendement individuel du travail, calcul des

(1) L. LAURAT, *article cité*, pp. 53-54.

(2) L. TROTSKY, *op. cit.*, pp. 48-49.

prix de revient. Ces « conditions » constituent ce que les marxistes appellent les « normes du droit bourgeois » ; mais, comme le remarque Trotsky, toutes ces mesures balançaient dans le vide, car la bureaucratie continuait l'inflation, si bien que « rétablissant d'une main les « normes bourgeoises », elle détruisait de l'autre leur seul instrument utile. La substitution des « magasins réservés » au commerce et le chaos des prix faisaient nécessairement disparaître toute correspondance entre le travail individuel et le salaire individuel ; et le stimulant de l'intérêt personnel était tué chez l'ouvrier. »(1) De même, les relations monétaires avec les campagnes perdaient toute clarté et les paysans exigeaient une monnaie stable pour leurs échanges.

C'est à cette époque qu'apparaissent les théories plus ou moins fantaisistes qui parlent du passage de la répartition commerciale à la répartition directe, de l'absence de tout danger d'inflation pour une économie planifiée, etc.... Ainsi, en Janvier 1933, Staline affirme que « la stabilité de la valuta soviétique est avant tout assurée par les énormes quantités de marchandises que l'Etat possède et met en vente à des prix fixés » ; c'est dans les termes suivants que Trotsky critique ces théories : « Le tchervonetz n'était plus que l'ombre générale d'une « énorme » quantité de marchandises, ce qui lui permit de s'allonger et de raccourcir comme toute ombre.

« Si cette doctrine consolante avait un sens, ce n'était que celui-ci : la monnaie soviétique avait cessé d'être une monnaie ; elle n'était plus une mesure de valeur ; les « prix stables » étaient fixés par le gouvernement ; le tchervonetz n'était plus que le signe conventionnel de l'économie planifiée... » (2).

C'est pendant cette période, également, et dans l'espoir de substituer à l'inflation monétaire l'inflation de crédit, jugée moins dangereuse, que l'on tenta, en vain, d'habituer les travailleurs à être payés non directement en monnaie, mais à des comptes-courants ; c'est l'esprit de la réforme du 21 Février 1930 (3), dont nous parlerons plus loin.

Si l'on considère la couverture, en or et en devises, des billets en circulation, on s'aperçoit que, ayant augmenté en chiffres absolus, cette couverture n'en a pas moins diminué relativement. Voici un tableau indiquant le montant et le pourcentage de la

(1). *Ibid.*, p. 89.

(2). *Ibid.*, p. 87.

(3). J. LESCURE, *op. cit.*, p. 144, compare à juste titre cette réforme à l'inflation bancaire anglaise.

couverture (par rapport à la circulation monétaire totale, en billets de Banque et en bons du Trésor) (1).

TABLEAU N° 4 bis

<i>Couverture, en or et en devises</i> <i>(au cours officiel de la date indiquée).</i>				
			Millions de roubles	En %
1 ^{er} Janvier	1929.....		276	15,1
—	1930.....		368	14,4
—	1931.....		540	13,4
—	1932.....		689	13,3
1 ^{er} Juillet	1932.....		715	12,2
1 ^{er} Janvier	1933.....		761	9,05 (2)
—	1934.....		853	14,0 (3)
1 ^{er} Juillet	1934.....		854	—
1 ^{er} Octobre	1935.....		998	—
1 ^{er} Janvier	1937.....		2.062	19,0 (4)

Les chiffres ci-dessus révèlent qu'il y a bien eu inflation par rapport à la couverture et que le début de 1933 marque le point culminant de cette inflation ; ajoutons, d'ailleurs, que le stock d'or de la Gosbank ne constitue pas l'essentiel des réserves aurifères soviétiques et que ces réserves sont, en majeure partie, détenues par l'Etat qui ne publie aucun chiffre à ce sujet.

Enfin, conséquence ordinaire des inflations « traditionnelles », on assiste à la hausse générale des prix (5) ; cette hausse est impossible à chiffrer, du fait de l'absence de toute statistique officielle à cet égard et de la multiplicité des prix.

L'inflation a donc été un moyen d'exécution du plan de production — ce qui ne veut pas dire que c'est elle qui a permis les immenses réalisations du 1^{er} plan quinquennal (l'argumentation de Bronski, que nous avons citée au début, nous semble, sur ce point, décisive) — et elle a été accompagnée, comme à l'ordinaire, d'une hausse des prix, elle a obligé le gouvernement soviétique à limiter fortement les fonctions que le système monétaire remplit

(1) Sauf indications contraires, ce tableau a été confectionné à l'aide des données du *Bulletin mensuel de Statistique de la S. D. N.* et de la *Monthly Review* (n° 7 de 1937).

(2) Pour Janvier 1933, le chiffre de la couverture est une estimation, nous nous sommes servis des chiffres de Juillet 1932 et de Janvier 1934 et nous avons supposé que la progression entre ces deux dates s'était faite régulièrement ; le chiffre de la circulation est celui fourni par TROTSKY (*La Révolution trahie*, op. cit., p. 86).

(3) La circulation est celle du 20 février.

(4) Jusqu'en III-36 : 1 rouble = 0,77423 gramme d'or fin ; depuis le 1^{er} Avril 1936, le nouveau rouble = 0,1776 gramme d'or fin.

(5) L. LAURAT (article cité) voit dans la hausse des prix qui a eu lieu pendant cette période un phénomène beaucoup plus complexe (voir p. 60 de l'article) ; il y a là une vue qui nous semble intéressante mais qui n'exclut nullement l'hypothèse que la hausse des prix est due, également, à l'inflation.

ordinairement sur le marché, afin que ses autres fonctions soient plus ou moins sauvegardées, c'est ainsi que s'explique le système des « magasins fermés, le rationnement et le système des cartes.

VI) *La réévaluation des stocks.*

Le budget de 1935 contient une source particulière de recettes : la réévaluation des stocks de marchandises, comme conséquence de la hausse des prix ; le bénéfice de cette réévaluation a été passé aux recettes budgétaires pour 2.300 millions de roubles. C'est là une ressource trop spéciale et trop rarement utilisée pour que nous insistions sur elle.

VII) *La dévaluation.*

La dévaluation du rouble, du 14 Novembre 1935, a été, en partie, la conséquence de la hausse antérieure des prix ; cependant, il faut noter que la hausse des prix ne rendait pas la dévaluation indispensable, étant donné l'existence du monopole du commerce extérieur et le fait que les contrats conclus par le Commissariat au Commerce extérieur sont stipulés en devises étrangères. Le seul intérêt international de cette dévaluation est la possibilité pour les touristes étrangers de pouvoir se procurer ainsi, officiellement, des roubles à un prix abordable en vue de leurs achats en U. R. S. S.

Par contre, la dévaluation a été une source extraordinaire de recettes pour le Commissariat des Finances ; pour s'en rendre compte, il suffit de regarder le premier bilan que la Gosbank a publié après la dévaluation ; c'est le bilan du 1^{er} avril 1936. Au 1^{er} octobre 1935, les réserves d'or étaient inscrites pour 998 millions au bilan de la Gosbank : ce chiffre, multiplié par 4,36, devrait donner, en roubles nouveaux, 4.351,3 millions ; pourtant, le bilan du 1^{er} avril 1936 indique seulement une encaisse-or de 1.404 millions ; la différence, soit 2.950 millions de roubles a dû être absorbée par le Commissariat des Finances. La dévaluation a donc permis à l'Etat de s'approprier une partie de l'encaisse-or de la Gosbank. Les 998 millions de roubles d'Octobre 1935 représentaient 772.681 kilogrammes d'or, les 1.404 millions de roubles à 3 francs-Poincaré d'Avril 1936 n'en représentaient plus que 249.350.

En même temps, le Commissariat des Finances s'est approprié une partie des devises étrangères ; celles-ci figuraient pour 35 millions au bilan d'Octobre, elles ne figurent plus que pour 114 millions au bilan d'Avril, alors que la dévaluation aurait dû en faire passer la valeur à 152 millions. En outre, les métaux précieux autres que l'or (platine, argent, etc.) ont disparu du

bilan, il y en avait pour 7 millions en Octobre. On voit donc que la dévaluation a été une source de recettes pour l'Etat soviétique ; il faut d'ailleurs remarquer que c'est là une recette qui, en raison de sa nature, ne peut guère servir à l'intérieur et qui a pu être utilisée, dans le commerce international, à la réalisation du plan employée, dans le commerce international, à la réalisation du plan du commerce extérieur.

Nous avons terminé ainsi l'énumération des mesures financières et nous avons vu, par conséquent, comment l'Etat soviétique obtient les moyens financiers d'exécution du plan.



Ayant ainsi achevé l'examen des mesures d'exécution, nous allons passer à l'étude du contrôle de l'exécution.

SECTION II

Le Contrôle de l'exécution.

Le contrôle de l'exécution des plans a une très grande importance, tant pour l'élaboration des plans futurs que pour la réalisation du plan en cours. « L'importance décisive de la vérification de la réalisation du plan de l'économie nationale découle de l'essence même de la planification socialiste.

« L'essence de la planification consiste non seulement dans l'élaboration des plans, mais aussi... dans la lutte pour leur réalisation »(1).

Le contrôle a deux objets : vérifier la conformité des résultats atteints et des tâches fixées, vérifier la conformité des moyens employés et des moyens prévus ; pratiquement, le contrôle porte essentiellement sur les quantités produites et sur les quantités utilisées, sur les dépenses et les recettes en argent.

Notre exposé des méthodes de contrôle comportera quatre parties :

- 1°) Le contrôle administratif.
- 2°) Le contrôle financier.
- 3°) Le contrôle matériel.
- 4°) Le contrôle qualitatif.

1) *Le contrôle administratif.*

Le contrôle de l'exécution du plan repose, tout d'abord, sur la subordination hiérarchique des unités économiques ; les unités inférieures étant tenues de rendre compte de leur activité à l'organe auquel elles sont subordonnées ; la sincérité de ce compte-rendu est vérifié par des contrôleurs qui dépendent de l'administration centrale, en particulier par les délégués de la commission soviétique de contrôle.

Quelles sont les méthodes de ce contrôle ? « L'exécution graduelle du plan est enregistrée et vérifiée par deux méthodes. La première méthode est celle de l'« observation de la conjoncture » de l'exécution du plan. Les indices les plus importants de la réalisation du plan économique sont réunis et les résultats

(1) *Pour un contrôle bolchévique de la réalisation du plan de l'économie nationale, P. K., n° 7 de 1938, pp. 3-9. Citation p. 3.*

sont transmis, tous les cinq ou dix jours (en règle générale par fil), par les entreprises et les sociétés coopératives respectives aux organisations auxquelles elles sont subordonnées. Les différentes organisations économiques et les commissariats du peuple et, par leur intermédiaire, la Commission du Plan d'Etat peuvent, au moyen des données qu'ils reçoivent des entreprises situées dans toutes les parties de l'Union soviétique, savoir exactement quel est le pourcentage de réalisation du plan et ils peuvent déterminer quelles sont les décisions que requiert la situation. La seconde méthode consiste à recevoir des comptes-rendus complets de toutes les entreprises d'Etat et de toutes les sociétés coopératives. Ces comptes-rendus permettent aux commissariats du peuple et, en fait, à tout le système de planification d'analyser complètement les résultats du plan et, aussi, les facteurs et les conditions qui ont rendu ces résultats possibles. Ceci place la planification proposée pour la période ultérieure sur une solide base comptable » (1).

Les comptes-rendus complets, qui permettent un contrôle d'ensemble, sont transmis aux organes supérieurs par la voie hiérarchique ascendante ; ainsi, dans l'industrie, il y a lieu à compte-rendu de la brigade à l'atelier, de l'atelier à l'entreprise, de l'entreprise au trust, du trust à l'institution qui l'a fondé (généralement un narkomat).

A ce contrôle hiérarchique, il faut ajouter des formes de contrôle administratif d'un autre ordre :

a) Le contrôle exercé par la commission soviétique de contrôle(2), que nous avons déjà mentionné ci-dessus ; les délégués de cette commission ont pour tâche, au point de vue qui nous occupe, de contrôler l'activité de tous les travailleurs et, spécialement, des dirigeants des entreprises, de contrôler la comptabilité des unités économiques du point de vue de leur sincérité, etc.

b) Le contrôle exercé par l'ensemble des organisations du Parti.

c) Le contrôle de la section économique du G.P.U., contrôle très sévère et qui porte sur tous les actes intéressant l'économie nationale.

(1) V. V. BOLENSKY-OSSINSKY, *The nature and forms...*, op. cit., pp. 55-56.

(2) La commission de contrôle soviétique remplace l'ancienne Inspection Ouvrière et Paysanne, supprimée par l'arrêté du C. C. E. et du S. N. K. de l'U.R.S.S. en date du 11 février 1934.

2) *Le contrôle financier.*

En ce qui concerne le contrôle financier, il faut distinguer entre le contrôle des « entreprises émergeant au budget public : administrations et institutions » et le contrôle des « organisations économiques disposant d'un bilan autonome, pourvues de capitaux de base et de capitaux de roulement indépendants du budget de l'Etat, à l'exception des cas où toute une branche de l'économie nationale est incorporée au budget public avec son solde de recettes et de dépenses (par exemple les chemins de fer. » (1)

a) *Le contrôle des entreprises émergeant au budget.*

Nous n'insisterons pas sur le contrôle financier des entreprises émergeant directement au budget, parce que ce contrôle n'est qu'un contrôle budgétaire ressortissant de la technique financière et non de celle de la planification et, parce que ce contrôle se fait, dans ses grandes lignes, de la même façon que dans tous les grands Etats modernes, sans comporter de traits particulièrement originaux. On y retrouve, en particulier, le fonctionnement d'institutions telles que l'ordonnancement, la liquidation, etc...

b) *Le contrôle des entreprises disposant de l'autonomie financière.*

Le principe de l'autonomie financière accompagné de celui de la comptabilité économique (« Khozraztchet ») gouverne la vie des entreprises surtout depuis 1935, c'est-à-dire depuis la stabilisation de fait ; comme l'écrit J. Malychev : « Chaque entreprise dut désormais organiser sa production et l'utilisation des matières premières et de l'outillage de façon à réduire les frais généraux et improductifs inutiles grâce à un régime d'économies strictes, demeurer dans le cadre des prix fixés par le gouvernement tout en produisant des bénéfices. Dans les grosses entreprises, le même système d'autonomie financière fut introduit aussi dans les divers ateliers et même dans certains groupes de production (batteries de hauts fourneaux et de fours Martin). » (2)

Grâce à l'autonomie financière et à la comptabilité économique le contrôle se réalise sous quatre formes.

1) *Le contrôle automatique.*

Tout d'abord, il se fait un contrôle automatique, puisque

(1) M. BOGOLÉPOV, article cité de la *Rev. Eco. Inter.*, p. 48.

(2) J. MALYCHEV, *op. cit.*, p. 100.

toute entreprise ne remplissant par son plan financier et étant en déficit est bien obligée de le déclarer, pour qu'on lui accorde les fonds nécessaires à son fonctionnement.

De plus, les comptes-rendus dont nous avons parlé plus haut, à propos du contrôle administratif, doivent comprendre non seulement des données relatives à la production en nature, mais aussi un bilan ; ainsi, contrôle administratif et contrôle financier forment un tout.

III) *Le contrôle fiscal.*

Grinko, dans son discours budgétaire du 11 janvier 1937, faisait ressortir l'importance du contrôle fiscal ; parlant du caractère universel donné à l'impôt sur le chiffre d'affaires par le budget de 1937, il justifiait cet universalisme en affirmant que le prélèvement général de cet impôt permet un « contrôle rigoureux de la production et du chiffre d'affaires » (*Pravda* du 12-1-37). Du fait de cette extension de l'impôt sur le chiffre d'affaires, d'une part, toutes les unités économiques sont soumises à la vérification de leur comptabilité par le fisc et, d'autre part, la tendance des dirigeants économiques à gonfler le chiffre de leur production pour faire ressortir un plus fort pourcentage de réalisation du plan) est compensée, du moins en principe, par la tendance contraire, celle de ne pas faire payer à leur entreprise des impôts sur un chiffre d'affaires non réalisé. Pratiquement, ce contrôle fiscal s'exerce par les inspecteurs des revenus dont l'éditorial du 18 octobre 1938 de la *Finansovaja Gazeta* faisait ressortir le rôle de plus en plus important en matière de contrôle même du plan de production.

IV) *Le contrôle bancaire.*

Une des formes les plus importantes du contrôle financier est le contrôle exercé par les banques ; il se fait de deux façons. Le contrôle des travaux capitaux, des constructions, de tout ce qui nécessite des investissements à long terme se fait par l'intermédiaire des banques spécialisées ; le contrôle des finances des entreprises, de l'exécution de leur plan de production, de leurs relations réciproques, etc... se fait par l'intermédiaire de la Gosbank ; nous allons examiner successivement ces deux systèmes.

A) *Le rôle des banques spécialisées.*

M. Bogolépov donne une très bonne description du fonctionnement du contrôle des banques spécialisées : « Les banques de financement accumulent tous les fonds destinés aux investissements. Les budgets versent à ces banques les sommes allouées pour les grandes constructions, les entreprises leur re-

mettent leurs fonds d'accumulation de bénéfices et d'amortissement. Les banques ont le devoir de contrôler le versement régulier, conformément aux plans approuvés, des versements dus par les organisations économiques.

« Le contrôle de ces banques spéciales s'étend aussi à l'emploi des sommes versées pour couvrir les dépenses relatives aux grands travaux. Ce contrôle concerne tout à la fois la forme et le fonds. La banque n'a pas le droit de décaisser de l'argent pour des travaux placés en marge du plan et qui n'ont pas été autorisés. La banque ne financera pas un chantier qui ne possède pas les factures contenant des prix ne dépassant pas les chiffres établis (1). Vis-à-vis de leurs clients, les banques spéciales disposent de sanctions qui peuvent aller jusqu'à la suspension du financement. » (2) Ces banques spécialisées, dont nous avons déjà parlé à propos de la structure de l'économie soviétique, sont la « Prombank » (banque pour l'industrie), la « Selskhozbank » (banque pour l'agriculture), la « Tsekbombank » (pour les municipalités et la construction de maisons d'habitation) et la « Torgbank » (pour le commerce).

b) *Le rôle de la Gosbank.*

La Gosbank, institut central du crédit et unique établissement de crédit à court terme, est chargée du contrôle bancaire de l'exécution par les entreprises (dans les termes des contrats conclus, d'une part, entre les entreprises, d'autre part, entre les entreprises et la Gosbank) de leur plan financier et de leur plan de production. Ce contrôle est d'autant plus efficace que le crédit commercial proprement dit a été supprimé par la loi du 21 Février 1930, précisée et assouplie par les décrets du 14 Janvier 1931 et du 3 Septembre 1934. Le contrôle de la Gosbank a cette supériorité sur toutes les autres formes de contrôle de donner à un organisme économique, ayant sa propre indépendance et sa propre responsabilité financière, le soin d'une surveillance concrète du fonctionnement des organismes de production. C'est parce que la Gosbank joue un rôle aussi important que S. L. Ronin, dans son rapport intitulé « Economie planifiée en action », pouvait dire, en parlant de cette banque : « Elle est le foyer auquel convergent les connexions économiques, le clearing house central et le centre de réserve-argent de l'économie socialisée. Elle est un baromètre sensible de la vie économique ; elle enregistre la mesure dans laquelle le plan a été exécuté dans chaque secteur de l'économie nationale, elle indique les mesures qui doi-

(1) Nous avons ajouté une négation à cette phrase, pensant en rétablir ainsi le sens exact.

(2) M. BOGOLÉPOV, *op. cit.* de la *Rev. Eco. Inter.*, p. 51.

vent être prises par le plan en vue de garantir la continuité du processus économique. » (1)



Le contrôle financier, la « comptabilité économique », n'a pas uniquement pour but le contrôle de la réalisation du seul plan financier (d'une branche de l'économie ou d'une entreprise), mais il doit être aussi un moyen de vérifier la réalisation du plan de production lui-même ; c'est ce qui explique l'importance que l'on attribue en U. R. S. S. à la « comptabilité économique », ainsi, Ossinsky écrit : « La somme totale des tâches, à la fois quantitatives et qualitatives, assignées à une usine est exprimée dans son plan industriel et financier. Un manque de réalisation de ce plan signifie un manque de réalisation soit des tâches quantitatives, soit des tâches qualitatives, soit des deux. Cela signifie soit que l'on a sorti une quantité insuffisante de produits, soit que l'on a employé trop de matières premières, de combustibles, de produits auxiliaires ou de forces de travail, ce qui entraîne un écart entre le revenu et les dépenses. Tout écart de la comptabilité économique signifie qu'un certain nombre de chaînons du bilan sont déplacés et ceci ne peut qu'affecter beaucoup d'autres secteurs. La lutte en vue de faire reposer chaque usine sur la base de la comptabilité économique est actuellement une lutte en vue de la réalisation du plan dans son ensemble. » (2) Nous aurons, d'ailleurs, à revenir sur le rôle particulier de la Gosbank dans les modifications du plan en cours d'exécution.

3) *Le contrôle matériel.*

Le contrôle matériel, tant des résultats que des moyens, est moins bien organisé que le contrôle financier ; jusqu'à ces derniers temps, il n'existait aucune institution spécialement chargée de l'exercer. A la base du contrôle matériel se trouvent, en principe, la comptabilité en nature et l'utilisation des bilans matériels. Mais, nous le savons, l'utilisation des bilans matériels en tant qu'instrument de contrôle n'a pas encore été poussée très loin et les applications pratiques ont été peu nombreuses dans ce domaine. La comptabilité en nature connaît en URSS de sérieuses lacunes et, par exemple, dans l'industrie de la

(1) S. L. RONIN, *Planned Economy in Operation*, in *Social economic planning...*, op. cit., pp. 69-105, Citation p. 93.

(2) V. V. OBOLENSKY-OSSINSKY, *The nature and forms...*, op. cit., p. 67.

construction des machines, les résultats sont surtout chiffrés en valeur.

Le plus gros obstacle au développement du contrôle matériel était, jusqu'ici, l'absence d'institutions spéciales de contrôle ; tandis que les banques qui fournissent des crédits aux entreprises sont, de par leur nature même, appelées à contrôler l'utilisation des crédits qu'elles accordent, il est évident que les entreprises qui fournissent des matières premières, des machines, des combustibles, etc. aux autres entreprises ne sont nullement désignées pour en contrôler l'emploi ; c'est pourquoi la nécessité de la création d'organismes spéciaux de contrôle s'est fait fortement sentir. Ce besoin a trouvé une double satisfaction, d'une part, dans la création au sein des trusts et des commissariats du peuple d'organismes spécialisés dans le contrôle matériel de telle ou telle branche de la production, à l'aide des bilans matériels, ainsi, l'Electrocontrol dont parle Soukharevsky (1) ; d'autre part, dans l'institution, par le décret de février 1938, de délégués du Gosplan, qui auront la possibilité de se livrer sur place à un contrôle matériel. Il est possible que ces deux méthodes combinées donnent une certaine base au contrôle matériel.



Puisque nous venons de dire quelques mots du décret de février 1938, nous allons rapidement en rappeler l'intérêt dans le domaine du contrôle de l'exécution du plan : ce décret charge l'organisme planificateur central du contrôle de l'exécution du plan, et il le charge, à la fois, du contrôle matériel et du contrôle financier par l'intermédiaire de délégués. Ces délégués spéciaux du Gosplan sont munis de pleins pouvoirs (2) et les différents organes administratifs et économiques sont tenus de leur communiquer tous les documents nécessaires au contrôle. Il y a là quelque chose de très important, d'autant plus que ces délégués du Gosplan, à la différence des délégués de la commission soviétique de contrôle (dont la fonction subsiste), exercent leur contrôle du point de vue du plan, du point de vue de la conformité des résultats et des moyens employés (non seulement des moyens matériels et financiers, mais aussi des moyens *humains*) avec ceux prévus par le plan. L'institution de ces délé-

(1) B. SOUKHAREVSKY, *op. cit.*, p. 34.

(2) Voir plus haut, p. 86.

gués correspond à une certaine conception de la vérification des plans, conception que Staline avait exprimée un an auparavant : « Vérifier l'exécution des tâches, cela ne signifie pas seulement vérifier dans les bureaux et par des évaluations formalistes, mais cela signifie, avant tout, vérifier l'exécution sur les lieux du travail, d'après les résultats de l'exécution. » (1)

4) *Le contrôle qualitatif.*

Théoriquement, le contrôle matériel devrait porter à la fois sur les moyens mis en jeu et sur les résultats quantitatifs et qualitatifs qui ont été obtenus ; mais, si le contrôle des résultats quantitatifs est déjà difficile, celui de la qualité des produits l'est encore plus et, de ce fait, il est encore moins bien organisé. Pourtant, ce contrôle est essentiel, car il est évident que l'existence d'un certain nombre de pièces de rebut ou de pièces dont la qualité ne correspond pas à celle prévue par le plan réagit sur l'importance effective des résultats quantitatifs eux-mêmes ; aussi, nous devons voir comment ce contrôle s'accomplit.

Une première forme de contrôle qualitatif est celui qui fonctionne dans l'industrie : au sein de chaque entreprise, ou même de chaque atelier, un contrôle est exercé, en principe, sur les produits de l'entreprise ou de l'atelier ; ce contrôle a surtout pour but de révéler les défauts de fabrication de manière à payer les ouvriers non seulement en proportion de la quantité, mais, aussi, de la qualité de leur production. En vue de rendre ce contrôle qualitatif plus sévère, la pratique soviétique tend à rendre les vérificateurs indépendants de la direction de l'usine et à leur attribuer des primes lorsqu'ils exercent un contrôle très serré.

Une deuxième forme de contrôle est celle exercée par le consommateur lorsqu'il signale les défauts des produits dont il a fait l'acquisition. Le consommateur peut être soit une entreprise travaillant à un certain échelon de la production et qui vérifie les produits qui lui sont livrés par les entreprises des échelons inférieurs, soit un particulier achetant un objet pour son usage personnel. Dans le premier cas, le contrôle se fait à peu près automatiquement, du fait que l'entreprise acheteuse ne veut pas porter la responsabilité des vices de construction et en signale l'existence aux organes dirigeants de l'économie. Dans le

(1) J. STALINE, *Discours et paroles de conclusions au plénum du C. C. du V. K. P.(b)*, 3-5 mars 1937 (en russe), Moscou 1937, p. 36.

second cas, il faut, au contraire, que la loi protège le consommateur ; c'est ce qu'une série de décrets de l'été 1936 a commencé à faire en généralisant la pratique du « rendu » : le consommateur qu'un produit ne satisfait pas a le droit de le rendre au magasin auquel il l'a acheté, et qui doit le rembourser, si bien que les magasins de détail qui n'exercent pas un contrôle suffisant sur la qualité des produits qui leur sont livrés verront diminuer leur chiffre d'affaires et leur profit, ce qui pourra même se traduire, dans leur bilan, par un déficit. On peut espérer, ainsi, que le contrôle de la qualité arrivera à remonter du consommateur au magasin de détail, du magasin de détail au magasin de gros, etc... jusqu'au producteur responsable. Il faut noter, d'ailleurs, que ce contrôle ne peut s'exercer qu'à la condition que les consommateurs aient à leur disposition un nombre suffisant de produits, en ce sens, la qualité des produits est intimement liée à leur quantité, les consommateurs les achetant, quels que soient leurs défauts, plutôt que de ne rien avoir ; c'est une des causes de la dégradation de la qualité de la production soviétique pendant la première période quinquennale.

Signalons, enfin, que le décret du 16 septembre 1937, sur la réorganisation de l'industrie cotonnière, a institué un contrôle qualitatif particulier par des agents du gouvernement central ou, plus précisément, par des contrôleurs dépendant directement du N. K. L. P. et qui, lors de la sortie du coton des usines de nettoyage du coton doivent vérifier sa qualité et délivrer un certificat qui accompagnera tout envoi aux usines de filage (titre VIII du décret, *Pravda* du 17 septembre 1937).



Telles sont les principales méthodes de contrôle de l'exécution du plan ; ajoutons, d'ailleurs, qu'en dehors de ce contrôle, organisé d'une façon systématique, il en existe un autre, plus diffus et souvent moins important, mais qui, dans certaines périodes, peut jouer un rôle décisif, nous voulons parler du contrôle exercé par la presse et par les correspondants ouvriers et paysans des journaux (1). De toutes les formes de contrôle systématique, le contrôle financier est une des plus importantes, c'est surtout lui qui est à la base des modifications au plan en cours ; comme l'écrit M. Bogolépov : « Les objectifs du contrôle

(1) CHAMBERLIN, *Die Planwirtschaft*, p. 19 ; article du recueil *Die Rote Wirtschaft*, Koenigsberg-Berlin, 1932, X + 283 p.

financier soviétique sont très larges et très profonds. Son but principal consiste à ne pas attendre les infractions à la discipline financière, mais à les prévenir. Le contrôle financier pénètre au cœur même de la vie, il est exercé toutes les fois que tel ou tel rouage du mécanisme financier est mis en œuvre. Utilisant les « courroies de transmission » des services financiers, le contrôle financier signale les à-coups qui risquent de se produire dans l'exécution du plan, cherche leurs causes, intervient activement. Il doit contribuer à supprimer les causes de ces mécomptes en recourant aux mesures nécessaires. » (1) Ce sont les modifications au plan en cours que nous allons étudier maintenant.

(1) M. BOGOLÉPOV, *op. cit.*, de la *Rev. Eco. Inter.*, p. 50.

SECTION III

Les modifications au plan en cours.

Il est souvent nécessaire d'apporter des modifications au plan en cours d'exécution, comme l'écrit Trotsky : « Un plan économique conçu *a priori*, surtout dans un pays arriéré de 170 millions d'habitants, souffrant de contradictions profondes entre la ville et la campagne, n'est pas un dogme immuable, mais une hypothèse de travail à vérifier et à transformer en cours d'exécution. » (1)

Les modifications à apporter au plan peuvent être de deux sortes : soit modifications des résultats à atteindre, soit modifications des moyens à employer. La modification des moyens a le plus souvent pour but la réalisation du plan primitif de telle ou telle branche de la production en mettant à sa disposition les moyens nécessaires, moyens dont l'estimation primitive était inexacte ; cette modification des moyens entraîne presque toujours une modification des tâches d'une autre branche de la production, etc... Toutes ces questions entrent, d'ailleurs, de nouveau dans le domaine de l'élaboration des plans (2) car ces modifications ne peuvent rester isoler mais doivent être coordonnées dans les cadres d'un plan nouveau. La technique des modifications ne diffère donc guère de celle de l'élaboration, aussi nous n'allons pas insister sur cette question et souligner seulement quelques traits originaux de la pratique soviétique.

1) En U.R.S.S., les mesures modifiant le plan en cours sont caractérisées par le plus grand empirisme, comme l'écrit Trotsky : « La bureaucratie agit au petit bonheur, repoussant les critères objectifs de ce qu'il est possible d'obtenir, ne reconnaissant d'autre loi que celle de sa volonté, remplaçant le plan par le commandement, le calcul par la pression. » (3) Il arrive souvent qu'une partie du plan soit modifiée sans que l'on tienne

(1) L. TROTSKY, *op. cit.*, p. 83.

(2) D'une façon générale, on peut dire que le plan annuel est un plan modifié par rapport au plan quinquennal et que le plan d'un trimestre est un plan modifié par rapport au plan annuel.

(3) L. TROTSKY, *L'économie soviétique en danger*, Paris, 1933, 30 p., p. 6.

compte des répercussions que cette modification aura sur d'autres parties du plan ; ainsi, au cours du premier plan quinquennal, le plan de la collectivisation a été dépassé, sans tenir compte du fait que cette collectivisation accélérée, accroissant les tâches de l'industrie productrice de machines agricoles, diminuait les disponibilités de fonte et d'acier (il est vrai que les plans de production de fonte et d'acier ont été accrus au cours du 1^{er} plan quinquennal, mais on n'a pas tenu compte des possibilités réelles de production de l'industrie métallurgique) pour la construction de moyens de transport, ce qui a été une cause du retard de plus en plus grand de cette dernière branche de l'économie nationale et a occasionné les répercussions les plus graves sur l'économie nationale dans son ensemble (1).

2) Un autre caractère important de ces modifications, caractère qui se rattache au précédent, c'est que ces modifications sont presque toujours à sens unique. Lorsque le plan n'a pas été réalisé pendant une certaine période dans une certaine branche, au lieu de constater le fait et de reconnaître que les tâches fixées étaient trop fortes, au lieu de s'incliner devant la réalité, on s'entête, si bien que l'écart entre les prévisions et la réalité se fait de plus en plus fort. Par contre, dès que le plan a été dépassé dans une branche de la production, peut être en raison des circonstances exceptionnellement favorables, on prend acte de ce fait et le plan est modifié dans le sens d'un accroissement des tâches ; comme Trotsky l'a écrit on s'efforce de faire de tout succès momentané une norme (2).

Le résultat de cette pratique, dont l'explication profonde réside dans des raisons politiques, c'est que les modifications au plan qui sont faites de cette façon, modifications qui devraient amener une plus grande cohésion entre les différentes branches de l'économie nationale et une plus grande adaptation aux réalités, sont, au contraire, une source de déséquilibre et d'anarchie dans la production ; aussi, Méquet a-t-il raison de constater, lorsqu'il fait le bilan du 1^{er} plan quinquennal, que si en U.

(1) Voici des exemples montrant le caractère artificiel des modifications apportées au premier plan quinquennal par le C. C. du Parti : le plan quinquennal prévoyait qu'à la fin de la dernière année de la première période quinquennale, la production de la fonte serait de 10 millions de tonnes, le C. C. a fixé ce chiffre à 17 de même au lieu de 55.000 tracteurs à produire en 1932, le C.C. a fixé une tâche de 170.000, au lieu de 100.000 automobiles, 200.000 etc. (*) ; il suffit de consulter les tableaux qui se trouvent dans le chapitre sur « *Les résultats et les plans* » pour s'apercevoir du caractère utopique de telles modifications.

(*) Voir STALINE, *Discours sur le plan quinquennal*, op. cit., pp. 189-91.

(2) L. TROTSKY, *La Révolution trahie*, op. cit., p. 48.

R.S.S. on a commis une faute, cela a été de ne pas suivre le plan primitif et de le modifier (1).

3) Il existe un autre aspect, plus utile, des modifications au plan en cours d'exécution, ce sont les adaptations locales aux possibilités effectives de production des entreprises. Ces adaptations se réalisent surtout grâce à l'action de la Gosbank.

La Gosbank peut non seulement jouer un rôle de contrôle, mais elle peut et elle doit exercer une pression sur la direction des entreprises en vue de la pousser à réaliser le plan, elle peut et elle doit jouer un rôle actif en vue de l'utilisation maxima des ressources internes des entreprises. L'éditorial de la *Finansovaja Gazeta* du 14 Octobre 1938, intitulé « La Gosbank et la production des marchandises de large consommation », indique que les succursales de la Gosbank doivent aider à la direction concrète des entreprises ; en particulier, ces banques doivent se charger d'appliquer les décisions générales modifiant le plan en cours, en ouvrant, dans la mesure de leurs disponibilités et des capacités de production de leurs clients, des crédits supplémentaires. Voici deux exemples d'une telle situation. Le 14 juillet 1938, le S. N. K. de l'U.R.S.S. a décidé qu'il était indispensable, au cours de l'année, d'augmenter la production des marchandises de large consommation, en métal et en bois (meubles, batteries de cuisine, etc...) Peu de temps après, la direction de la Gosbank a donné des instructions spéciales, selon lesquelles des crédits à court terme (d'une durée de neuf mois) devaient être ouverts en vue de favoriser des mesures de rationalisation permettant d'élargir la production de cette catégorie d'objets. Plus concrètement, quelques mois auparavant, en février 1938 (c'est-à-dire avant la décision officielle ci-dessus indiquée), la filiale de la Gosbank à Léninegrad, examinant le bilan de l'usine de wagons Egorov, avait remarqué la grande quantité de « chutes » de bois non utilisées. La banque posa alors devant la direction de l'usine la question de l'utilisation de ce bois en vue de la production de meubles ; quelque temps après, un crédit spécial de 150.000 roubles était ouvert à l'usine pour aménager un atelier de production d'objets de large consommation en bois. En huit mois, l'atelier avait déjà produit pour 1.300.000 roubles de meubles, remplissant le plan annuel qui lui avait été fixé par la direction (2).

(1) G. MÉQUET, *op. cit.*, pp. 145 et 246.

(2) *Finansovaja Gazeta* du 14-10-1938.

On comprend que la généralisation d'une telle méthode serait un des meilleurs moyens pour adapter le plan à la réalité.



Ayant terminé l'examen des principales questions relatives à l'exécution, au contrôle de l'exécution et aux modifications du plan en cours, il nous faut passer maintenant à l'étude de quelques questions spéciales.

CHAPITRE V

QUELQUES QUESTIONS SPECIALES

Ce que nous avons examiné jusqu'à maintenant, ce sont, surtout, des questions d'ordre général : quelles sont les méthodes employées en vue de réaliser l'équilibre économique par le plan ? Comment le Gosplan détermine-t-il les quantités à produire des différentes catégories d'objets ? Quelles sont les méthodes d'exécution du plan ? etc... Il nous faut, dans les pages qui suivent, examiner de plus près quelques problèmes essentiels de la planification ; c'est pourquoi les sections de ce V^e chapitre porteront sur :

Section I. — Le plan et les prix.

Section II. — Le plan et les salaires.

Section III. — Le plan et le commerce extérieur.

SECTION I

Le plan et les prix.

Parmi les problèmes économiques qui doivent être résolus par les organes de planification, se trouve le problème des prix. Les principes qui régissent la planification des prix sont, nous le verrons, relativement simples, par contre, les problèmes méthodologiques suscités par cette planification comportent une certaine complexité d'ordre surtout technique ; en vue d'étudier la question de la planification des prix, nous allons examiner successivement : ce que sont les prix dans l'économie soviétique, les principes qui commandent leur planification, les méthodes qui permettent de la réaliser.

1) *Les prix.*

On peut lire dans un manuel commercial, rédigé sous la direction de l'Université Communiste, la définition suivante :

« Le prix, dans les conditions du capitalisme, ne constitue rien d'autre que l'expression en argent de la valeur.

« Dans l'économie soviétique le prix constitue quelque

chose de tout à fait opposé. Ici, où tout le développement est soumis à un plan, les prix aussi ont un caractère planifié.

« Le prix représente un des moyens les plus importants de régularisation du plan de l'économie nationale, c'est un instrument de répartition et de « re-répartition » du revenu national et de l'accumulation. » (1)

Cette définition qui insiste, à juste titre, sur la liaison du prix et du plan a l'inconvénient d'être trop abstraite et de ne pas révéler l'existence dans l'économie soviétique de différentes sortes de prix, principalement l'existence de prix de revient, de prix de gros et de prix de détail. Ce sont ces trois notions que nous allons étudier.

a) *Le prix de revient.*

Les éléments du prix de revient varient dans leur forme et dans leur importance relative suivant les branches de l'activité économique, mais ils ne changent pas dans leur contenu ; c'est pourquoi nous nous contenterons d'examiner les prix de revient de l'industrie ; pour cela, nous distinguerons les prix de revient d'atelier et les frais généraux.

Voici, selon Tourietsky, le poids spécifique des différentes dépenses productives d'atelier, en % des dépenses totales d'atelier, pour 1936 (2) :

Entretien des fonds principaux	Amortis- sements	Réparations courantes	Energie de toutes sortes	Salaires des ouvriers productifs
13,4	6,3	13,7	10,0	20,4

Le reste des dépenses d'atelier est constitué, essentiellement, par les dépenses de matériel, de matières premières surtout. Les matières premières, les matières auxiliaires et les combustibles sont achetés par chaque usine au prix de gros imposé par les organes dirigeants de l'économie, conformément au plan.

Si nous passons aux frais généraux, les évaluations sont plus difficiles, les statistiques soviétiques étant extraordinairement avares de renseignements à ce sujet. Selon Yvon (3), les frais généraux varient de 8 à 65 %. Ce qui caractérise cette partie du prix de revient que sont les frais généraux, c'est que, sous forme de « frais de direction », elle comprend non seulement des salaires proprement dits mais, étant donné le traitement relativement élevé du personnel dirigeant, un « sursalaire », un

(1) *Economica sovietskoy trgovli*, op. cit., p. 383.

(2) Ch. TOURIETSKY, *Les tâches de la réorganisation du système de calcul et d'estimation des prix de revient*, in *P.K.*, n° 5 de 1938, pp. 60-74, - p. 62.

(3) YVON, op. cit., p. 112.

élément supplémentaire qu'il est difficile de considérer comme correspondant à un travail fourni et qui, pratiquement, équivaut à un profit ou à un dividende ; mais, tandis que dans l'économie capitaliste, tout au moins avant le capitalisme des monopoles, le profit est limité par la concurrence et par les nécessités de l'accumulation imposée par la concurrence, « dans l'économie soviétique, c'est le contraire : la consommation personnelle des bureaucrates, effectuée régulièrement et à titre de revenu fixe, s'opère quasi indépendamment des nécessités d'accumulation, qui ne se matérialisent dans la rubrique « bénéfices » que lorsque les « frais d'administration », c'est-à-dire les besoins de la bureaucratie, sont couverts. » (1) Nous avons donc affaire ici à un élément nouveau du prix de revient, élément qui ne serait largement compressible qu'au cas où il existerait une pleine démocratie permettant aux ouvriers et aux consommateurs d'exercer un contrôle sur les frais généraux de direction et de les ramener à un niveau convenable, permettant au processus d'accumulation de se dérouler normalement sans réduire l'immense majorité de la population à la portion congrue.

b) *Les prix de gros.*

Dans la terminologie soviétique, les prix de gros sont désignés par l'expression « prix de vente » ; pour des raisons de commodité, nous nous servirons aussi de cette expression dans les développements qui suivent.

I) *Définition et rôle du prix de vente.*

M. Bogolépov, dans un article de *Planovoe Khoziaistvo* paru en 1936, écrit : « Le système des prix de vente des moyens de production reflète en lui le plan d'organisation du procès de la production et de la reproduction socialiste. » (2) C'est parce que les prix de gros sont surtout un reflet des rapports entre les différentes branches de l'économie, principalement des rapports entre les différentes branches de l'industrie, qu'il a été possible, en 1936, de réaliser des changements importants dans le niveau des prix de vente, sans toucher au niveau des prix de détail et en modifiant seulement les rapports financiers entre l'industrie et le budget.

Le manuel commercial que nous avons cité plus haut définit le prix de vente de la façon suivante : « On appelle prix de vente, le prix auquel une marchandise est vendue par une orga-

(1) L. LAURAT, *op. cit.*, p. 178.

(2) M. BOGOLÉPOV, *La question des prix de vente dans l'industrie lourde et dans l'industrie du bois*, in *P.K.*, n° 5 de 1936, pp. 75-87, - p. 75.

nisation ou une entreprise productrice ou de stockage « au dehors », en premier lieu, aux organismes et aux entreprises commerciaux » (1) ; quand une marchandise passe d'une entreprise à une autre appartenant à un même trust ou à un même combinat, on n'a pas affaire à un prix de vente, mais à un « prix comptable » et, dans ce cas, il n'est pas perçu d'impôt sur le chiffre d'affaires.

« ... Le prix de vente est une notion juridique rigoureuse. Il ne peut en être autrement... le prix de vente sert non seulement à définir les rapports du vendeur et de l'acheteur, mais il est à la base du calcul : 1) de l'impôt sur le chiffre d'affaires, 2) des versements au budget, 3) des suppléments commerciaux. » (1)

Le prix de vente est directement fixé par la loi (règlement du 15 février 1932) (2).

II) *Eléments du prix de vente.*

Le prix de vente de chaque marchandise est composé de la somme de trois éléments : le prix de revient commercial, le profit (accumulation) et l'impôt sur le chiffre d'affaires.

Le fait que l'impôt sur le chiffre d'affaires, payé à l'Etat lors de la vente d'une marchandise « au dehors », est inclus dans le prix de vente, et non dans le prix de revient, est à la base de l'affirmation des économistes soviétiques qui prétendent que l'impôt sur le chiffre d'affaires n'est pas un impôt de consommation mais un prélèvement forfaitaire et à priori sur les bénéfices ; ce qui nous semble vrai, c'est que les *mouvements* de l'impôt sur le chiffre ne se traduisent pas automatiquement par des mouvements correspondants des prix de vente, et, encore moins, des prix de détail ; ces mouvements peuvent très bien agir seulement (souvent même ils sont destinés à agir seulement) sur le volume des profits d'une branche d'industrie. L'impôt sur le chiffre d'affaires est fixé en pour cent du prix de vente.

Le prix de revient commercial se trouve planifié de toutes sortes de façons : plan de production, plan du fonds des salaires, bilans matériels, tâches en matière de productivité, etc.... ; il se trouve aussi indirectement planifié par l'intermédiaire du prix de vente qui suppose un certain niveau des dépenses de production.

Enfin, en ce qui concerne le profit, dans chaque entreprise, il est planifié indirectement du fait de la fixation des prix de

(1) *Economica...*, op. cit., p. 395

(2) *Ibid.*, pp. 382 et suiv.

vente. On voit donc que les prix de vente sont planifiés directement (1) et que le niveau des profits, le volume de l'impôt sur le chiffre d'affaires, de même que l'importance du prix de revient, sont en général planifiés indirectement (2) ; ceci ne veut pas dire que les tâches fixées en matière de prix de revient et en matière de volume de l'impôt sur le chiffre d'affaires (qui dépend du volume de la production) ne soient pas obligatoires, mais ce qui signifie que, tandis que les prescriptions relatives au prix de vente peuvent toujours être satisfaites, celles relatives aux prix de revient, au profit et au volume de l'impôt sur le chiffre d'affaires ne dépendent pas de la seule volonté humaine et comportent des éléments d'imprévision.

Les données statistiques relatives à l'importance numérique des différents éléments des prix de vente ont cessé de paraître au cours de ces dernières années, néanmoins, pour donner une idée de l'importance relative de ces éléments, nous reproduisons le tableau suivant, malheureusement un peu ancien, emprunté à un ouvrage de Strumiline (3).

Importance relative, en %, des différents éléments constitutifs du prix de vente (sur la base de données remontant à 1925-1926).

	Industrie textile	Industrie métallurgique
<i>Valeur reproduite (c)</i>		
1) Matières premières	38,9	30,5
2) Combustibles et énergie	2,0	11,7
3) Services des transports et autres . .	4,5	6,6
4) Amortissements et assurances . . .	5,1	5,8
Total de c	50,5	54,6
<i>Nouvelle valeur</i>		
1) Salaires(v)	27,1	38,3
2) Fonds d'accumulation(m)		
a) droits d'accise	5,5	0,0
b) impôts et droits divers	1,9	1,2
c) loyers	0,3	0,7
d) intérêts	0,3	1,3
e) profit	14,4	3,9
Total de m	22,4	7,1
Total de v + m	49,5	45,4

(1) Le prix de vente n'est fixé indirectement que dans un cas : pour les marchandises vendues tout emballées (paquets de tabac, de thé, etc.) et pour certaines marchandises standard (lampes électriques, cahiers d'écoliers, etc.), dans ce cas la loi fixe le prix de détail et le supplément commercial, c'est ce qu'on appelle en U.R.S.S. les marchandises « étiquetées ».

(2) Il existe bien une planification directe des prix de revient, mais cette planification se fait, le plus souvent, par branche ou par commissariat.

(3) S. STRUMILINE, *Problemy planirovaniia v S.S.S.R.*, Léningrad 1932, 541 p., p. 403.

III) *Compétence en matière de fixation des prix de vente* (1).

La fixation définitive des prix de vente de tous les principaux moyens de production (fonte, fer, laminés, minerais de cuivre et autres métaux, automobiles, tracteurs, combines, locomotives, wagons, moteurs électriques, produits chimiques, combustibles, matériaux de construction, etc.) est de la compétence du S. T. O. et du S. N. K.

La fixation des prix de vente des principaux objets de consommation (pétrole, meubles, cotonnades, chaussures, galoches, gants, savon, sel, sucre, tabac, graisse, beurre, margarine, pain, viande, conserves, etc.) est de la compétence d'un organisme spécialement chargé de la planification du commerce, le comité du fonds des marchandises et de régularisation du commerce près le S. T. O., du commissariat au Commerce Intérieur et du commissariat à l'Alimentation.

La fixation des prix des marchandises de moindre importance est de la compétence d'autres organismes : narkomat, S. N. K. des Républiques, comités exécutifs des rayons, etc...

Pour les marchandises dont il existe de nombreuses variétés (cotonnades, chaussures, etc...), l'organe de planification fixe un prix pour une marchandise représentative du groupe et donne des directives aux organes commerciaux pour la fixation du prix des autres marchandises du même groupe.

Ajoutons, enfin, qu'à l'heure actuelle, le Conseil Economique près le S. N. K. possède un droit de « supervision » sur toutes les questions de prix.

IV) *Comment, au point de vue technique, sont fixés les prix de gros ?*

Sangvil, qui dirigeait en 1936 l'administration financière du Commissariat à l'Industrie Lourde, indiquait, dans un article paru dans *Za Industrializatsiou*, le 14 avril 1936, que les prix de gros doivent être fixés au niveau des prix de revient, plus une marge destinée à laisser un bénéfice à l'entreprise. Cet article a paru à la suite du décret du 11 avril 1936 supprimant les subventions à l'industrie lourde et augmentant les prix de gros de cette industrie. Avant, l'Etat prélevait de l'argent, par voie d'impôt, afin d'en verser une partie à l'industrie lourde, sous forme de subventions, aujourd'hui, l'industrie lourde est autorisée à prélever elle-même cet argent en augmentant ses prix de gros.

(1) Pour toutes ces questions nous nous sommes servis essentiellement de *Economica Sovietskoy Torgovli*, ouvrage cité, pp. 386 et suiv.; on trouve aussi certains renseignements sur ces questions dans l'article de Daniel HAU-TEVOIX, in *Revue d'Histoire économique et sociale*, n° 1 de 1936-1937, pp. 83-96

Cette réforme, faite dans le but de faciliter le contrôle comptable, se heurte, cependant, à une difficulté, c'est que, pour une même marchandise, il doit y avoir un seul prix de gros, alors que dans chaque usine il y a un prix de revient différent (qui peut varier du simple au double) ; aussi, comme le précise Sangvil, le prix de revient dont il s'agit est « le niveau des prix de revient des entreprises moyennes d'une branche d'industrie » ; mais, nouvelle difficulté, il faut que toutes les usines soient « rentables », c'est-à-dire que la différence entre le prix de gros et le prix de revient doit leur laisser, à toutes, un « bénéfice » ; ceci ne peut être le cas pour les usines dont le prix de revient est nettement au-dessus du prix de revient moyen, à moins que le prix de gros soit fixé extrêmement haut, ce que l'on veut éviter. Il a donc fallu trouver une solution, on en a trouvé plusieurs : ou bien les *glavki* ou les trusts devront prélever une partie des bénéfices des usines avantagées qui leur sont soumises pour la verser aux usines désavantagées, ou bien, on admettra une entorse au principe du prix de gros unique et l'on permettra aux usines désavantagées d'acheter leurs matières premières moins cher ou de vendre leurs produits plus cher, la solution dépendra des cas concrets, mais il semble qu'il y ait préférence pour la première alternative.

V) *Nature du prix de gros soviétique.*

Nous pensons que l'examen des difficultés auxquelles on se heurte dans la fixation du prix de gros révèle sa nature économique : le prix de gros soviétique n'est qu'un procédé utilisé en vue de transférer des moyens financiers d'une unité économique à une autre ; on pourrait d'ailleurs fort bien concevoir une autre méthode : les différentes usines se transmettraient gratuitement leur production et seraient indemnisées par l'Etat, sous forme de subvention, lors de la vente des produits finis aux consommateurs ; s'il n'en est pas ainsi, c'est que le procédé ne serait guère pratique (on en a fait l'expérience pendant le communisme de guerre) et ne permettrait pas, comme celui de la « rentabilité », de contrôler au point de vue économique l'activité des différentes unités produisant des biens ou des services.

c) *Les prix de détail.*

M. Bogolépov, dans son article déjà cité de *Planovoe Khoziaistvo* de mai 1936, écrit que « Le système des prix du marché garantit le plan de répartition de cette partie du revenu national qui est dirigée dans la consommation »(1) ; cela est apparu

(1) M. BOGOLÉPOV, *La question des prix...*, op. cit., p. 75.

d'une façon particulièrement claire alors que, pour une série de marchandises, existait une multiplicité de prix ayant justement pour but de régler la consommation.

Le système des prix de détail multiples, entre lesquels existaient des écarts énormes (1) a été supprimé en 1935 et en 1936, en fermant les « ciseaux » qui existaient entre ces prix, aussi nous n'en parlons ici que pour mémoire (2).

1) *Eléments du prix de détail.*

Ainsi que l'indique le manuel commercial dont nous avons déjà eu l'occasion de citer différents passages, le prix de détail soviétique comprend, outre le prix de vente, trois éléments : les versements au budget, le supplément commercial et les versements spéciaux (3).

Le supplément commercial consiste en une somme ajoutée au prix de gros, qui doit permettre de couvrir les dépenses de l'organisation commerciale, tout en garantissant une marge bénéficiaire. Pour certaines marchandises de première nécessité, le supplément commercial du temps des prix multiples était parfois remplacé par un « rabais commercial », c'est-à-dire que l'organisme de commerce revendait certains produits à un prix de détail inférieur au prix de gros.

Les versements budgétaires sont constitués par différentes formes d'impôts ; ils n'ont pas le caractère général de l'impôt sur le chiffre d'affaires et ils sont considérés comme ayant une utilité passagère. Leur fixation est de la compétence exclusive du S. N. K. de l'U. R. S. S.

Les versements spéciaux sont constitués par la différence entre le prix de vente au détail et le prix de gros augmenté des versements budgétaires et du supplément commercial ; théori-

(1) Ch. TOURIETSKY, dans son article sur « *Les moyens de planifier les prix* » (P.K., n° 3 de 1936, pp. 111-137) indique qu'en 1932, l'écart entre les prix du commerce libre et ceux des coopératives de consommation, pour une série de produits alimentaires, se montait jusqu'à 1.500 % - (p. 130).

(2) Les « ciseaux » entre les différents prix de détail se sont fermés par la hausse des prix les plus bas et la baisse des prix les plus hauts, voici un tableau indiquant le rapport existant entre les prix du marché ouvert et ceux des coopératives de consommation(*) :

		1-10-1933	1-10-1934
Pain de Seigle	Moscou et Léninegrad	1/20	1/4
Pain de froment	« «	1/13	1/2,9
Viande	« «	1/5	1/4,9
Graisse animale	« «	1/5,3	1/4,1
Sucre	Prix pour l'U.R.S.S.	1/6,1	1/5
Huile (de graines de tournesol)	Moscou et Léninegrad	1/11	1/8,2

(*) FRIEDMANN, *De la Sainte-Russie...*, op. cit., p. 109.

(3) *Economica...*, op. cit., p. 401.

quement, cette différence devrait être égale à zéro ; pratiquement étant donné qu'on est obligé de laisser une certaine liberté de manœuvre aux organes commerciaux pour la fixation des prix de détail, il arrive souvent que les prix de détail soient plus élevés ou plus faibles que la somme du prix de gros et des deux éléments ci-dessus mentionnés ; lorsque cette différence est positive, elle sert soit à effectuer des versements spéciaux au budget, soit à couvrir des pertes résultant d'une baisse des prix non prévue par le plan et rendue nécessaire par le besoin d'écouler rapidement certaines marchandises, des denrées périssables, par exemple.

II) *Compétence en matière de fixation des prix de détail.*

La planification des prix de détail comprend deux phases : la fixation du supplément commercial, d'une part, la fixation du prix de détail proprement dit, d'autre part. Ce sont les mêmes organismes qui sont compétents pour ces deux phases ; ces organismes sont, suivant les cas, le comité du fonds des marchandises, le commissariat au Commerce Intérieur, le commissariat au Ravitaillement, certains commissariats du peuple locaux, etc... Ici encore, nous retrouvons le droit de « supervision » du Conseil Economique.

Indiquons, en outre, que tandis qu'une certaine latitude est laissée aux organismes commerciaux dans la fixation du prix de détail effectivement pratiqué par eux, ces organismes n'ont absolument pas le droit de modifier l'importance du supplément commercial.



Telle est l'analyse que l'on peut rapidement faire des trois principales sortes de prix que connaît l'économie soviétique, mais l'étude du système des prix serait tout à fait incomplète si l'on ne tenait compte des principes et des méthodes qui sont à la base de la planification des prix.

2) *Les principes de la planification des prix.*

Selon les théoriciens soviétiques et selon les dirigeants du Parti, les principes qui gouvernent la planification des prix se résument dans une lutte systématique pour la baisse des prix. Dans son discours à la V^e conférence pan-russe de la Fédération des Jeunesses Communistes, Staline, analysant les principes de la politique soviétique des prix, indique que l'orientation vers l'abaissement systématique des prix « est déterminée dans une large mesure par quatre raisons fondamentales.

« La première raison, c'est qu'une industrie reposant sur des prix élevés n'est pas, et ne peut pas être, une industrie durable, car une telle industrie se transformerait inévitablement en une plante de serre ne possédant pas et ne pouvant posséder de capacité de vie. C'est seulement une industrie qui abaisse systématiquement les prix de ses marchandises, c'est seulement une industrie reposant sur une diminution systématique du prix de revient de sa production, c'est seulement une industrie qui se perfectionne d'une façon systématique, c'est-à-dire qui perfectionne systématiquement sa production, sa technique et l'organisation de son travail, ses méthodes et ses formes de direction de l'économie, c'est seulement une telle industrie qui peut nous servir, car c'est seulement elle qui peut se développer et c'est seulement elle qui peut donner au prolétariat une victoire complète.

« La deuxième raison, c'est que notre industrie repose sur le marché intérieur... Et comment réaliser l'élargissement de notre marché intérieur, le renforcement de sa capacité ? Il se réalise, entre autres, par l'abaissement systématique des prix des marchandises industrielles...

« La troisième raison, c'est que, sans baisse des prix des marchandises industrielles, sans réduction systématique des marchandises industrielles, il est impossible de garantir les conditions nécessaires à un développement ultérieur des salaires.

« Enfin, la quatrième raison, c'est que, sans baisse des prix des marchandises industrielles, nous ne pouvons garantir l'alliance entre le prolétariat et la paysannerie, entre l'industrie et l'économie paysanne, alliance qui constitue la base de la dictature du prolétariat dans notre pays. » (1)

Ainsi, le principe directeur de la planification des prix est l'abaissement des prix ; des prix de revient, d'abord, des prix de vente, ensuite, des prix de détail, enfin. Nous verrons, à propos des méthodes, comment doit se réaliser pratiquement cette baisse des prix. Théoriquement, la hausse de la productivité du travail devrait s'exprimer uniquement sous forme de baisse des prix, car, selon la théorie marxiste, la hausse de la productivité du travail constitue une baisse de la valeur de chaque objet, une diminution du travail, du temps de travail, incorporé.

Indiquons tout de suite que, pratiquement, il est nécessaire de concilier les stimulants collectifs (baisse des prix) et les stimulants individuels (hausse des salaires) de la productivité du

(1) J. STALINE, 'extrait du discours prononcé à la V^e conférence pan-russe de la J. C., 29 mars 1927 - cité par Ch. TOURIETSKY, *op. cit.*, de P. K., n° 3 de 1936, p. 111.

travail ; c'est là la source du deuxième principe directeur de la planification des prix (et en même temps de la planification des salaires) et si ce principe n'est pas toujours réalisé, on en trouve du moins l'expression dans les différents plans. Ainsi, par exemple, le deuxième plan quinquennal prévoyait, à la fois, une hausse des salaires, accompagnée d'une augmentation de la productivité du travail et une baisse des prix.

3) *Les méthodes.*

Il est faux de vouloir exposer autrement qu'historiquement les méthodes qui ont régi et celle qui régissent la planification des prix en U. R. S. S. C'est pourquoi nous suivrons ici un ordre chronologique.

a) *Le communisme de guerre et les débuts de la Nep.*

Pendant la période du communisme de guerre, on ne peut pas parler de planification des prix, pour cette bonne raison qu'à cette époque il n'existait pas de prix ; l'économie soviétique était alors, pour l'essentiel, une économie naturelle. Devant l'échec, dans tous les domaines, de cette forme économique, on dut revenir à une économie basée sur les échanges et sur les prix. Au début de la Nep, on se contenta de fixer le niveau des prix de vente de telle sorte que la production soit rentable, mais, en raison de la perte constante de valeur du rouble, on n'aboutit même pas à ce résultat ; ainsi que l'indique Ch. Tourietsky, « une série de données indirectes indiquent que, dans un certain nombre de branches, les gains couvraient seulement 50 à 60 % de la somme effective des dépenses de production. » (1)

b) *La Nep.*

Mais, avec le développement de la Nep et la stabilisation du rouble, cette planification élémentaire fait des progrès suffisants, et l'on peut dire que, dès 1925, tous les prix de gros étaient planifiés de telle sorte qu'ils laissaient une marge bénéficiaire aux entreprises d'Etat. La véritable difficulté à laquelle on se heurtait, c'était la planification des prix de détail, ceci en raison de l'importance, pendant cette période, du commerce privé ; c'est pourquoi, pendant la Nep le système des prix était très complexe ; nous ne voulons pas insister sur cette période, nous indiquerons seulement qu'il existait pour la plupart des marchandises au moins deux tarifs de prix de gros et que la planification des prix (dans la mesure où l'on peut parler de planification)

(1) *Ibid.*, p. 117.

était soumise au principe suivant lequel le système des prix devait être un levier économique au service de l'Etat dans sa lutte contre le secteur privé.

c) *Les plans quinquennaux.*

I. *Première période.*

Avec le passage à la politique des plans quinquennaux, avec l'importance de plus en plus grande prise par la forme socialiste de l'économie, tant dans l'industrie que dans le domaine de la circulation des marchandises, des conditions nouvelles étaient créées, rendant nécessaire « une reconstruction fondamentale du vieux système des prix de vente » (1) ; à la base de cette reconstruction des prix de vente se trouve la réforme du crédit du 30 janvier 1930.

Cependant, si on examine de près ce que cette période a réellement été en ce qui concerne les prix, on s'aperçoit alors, d'une part, de l'inexistence d'une planification des prix de revient et, d'autre part, de l'anarchie qui régnait dans le domaine des prix de détail. Le travail de planification des prix de détail a commencé vers 1930, lors de l'ouverture d'un réseau spécial de magasins d'Etat, vendant à des prix commerciaux, et cette planification s'est faite, aussitôt, par la méthode du supplément commercial. C'est ce supplément, ajouté au prix de vente des différentes marchandises, qui, au début, est seul planifié ; il doit comprendre, outre les frais commerciaux et le profit commercial, les frais de transport, c'est grâce à lui qu'est obtenu le prix unique dans un rayon géographique donné ; c'est la généralisation de ce système qui a permis, avec la suppression de la multiplicité des prix, la planification des prix de détail.

II. *Le stade actuel.*

Si l'on analyse la manière dont, à l'heure actuelle, se fait la planification des prix, on constate qu'elle se fait, en définitive, sur la base des prix de revient (2). Il ne faudrait pas, d'ailleurs, tirer de cette constatation la conclusion que, dans le domaine des prix, le plan a un rôle passif ; au contraire, ici aussi, le plan a une influence active et cette influence s'exerce, en premier lieu, grâce à l'impôt sur le chiffre d'affaires dont les changements de taux, lorsqu'ils atteignent une certaine importance, sont accompagnés d'un changement de niveau des prix de gros ; M. Bronsky écrit : « ... la politique des prix continue d'être, dans l'éco-

(1) *Ibid.*, p. 124.

(2) Nous avons parlé du décret du 11 avril 1936 et de l'article de Sangvill qui l'a suivi ; on peut dire que c'est depuis cette date que la planification des prix se fait sur la base des prix de revient.

nomie soviétique, l'un des importants leviers de la redistribution des revenus des différentes branches de l'économie nationale en vue des investissements et des nouvelles constructions. En modifiant le taux de l'impôt sur le chiffre d'affaires (1)... l'Etat établit les prix de gros et de détail de toutes les marchandises en conformité avec les besoins financiers de l'Etat, en réglant ainsi la demande des consommateurs. » (2)

Ainsi qu'il ressort de cette citation, un des leviers essentiels de la planification des prix en général est l'impôt sur le chiffre d'affaires ; il établit un élément volontaire dans la fixation des prix, il permet d'élever les prix des marchandises qui sont en quantité insuffisante par rapport aux revenus de la population ou les prix des marchandises dont la consommation paraît peu recommandable et, par là, il permet, sans mesures de contrainte, d'orienter la consommation, d'en déterminer la structure, tout en laissant au consommateur une entière liberté ; c'est le moyen de réaliser une sorte de « liberté dirigée ». L'impôt sur le chiffre d'affaires est seul capable de remplir ce rôle, car toute augmentation soit du prix de vente, soit du prix de détail (c'est-à-dire du supplément commercial) qui ne serait pas accompagnée d'une augmentation égale de l'impôt sur le chiffre d'affaires aurait pour effet, tout en restreignant la consommation, d'inciter les producteurs ou les détaillants à produire ou à avoir en magasin un plus grand nombre de ces produits qui leur permettent de faire un bénéfice plus facilement. Il ne faut pas se dissimuler, d'ailleurs, la large part d'arbitraire que comporte la fixation du taux de l'impôt sur le chiffre d'affaires pour les différentes catégories de marchandises ; c'est une des raisons pour lesquelles le gouvernement soviétique renonce, semble-t-il, quelque peu à l'utilisation très large de cet impôt dans la planification des prix et qu'il tend à se contenter, de plus en plus, dans la majorité des cas, de planifier les prix sur la base des prix de revient, tout en laissant aux différents organismes économiques une certaine marge bénéficiaire.

La tendance qui se dégage actuellement est qu'il ne faut pas fixer cette marge bénéficiaire au même niveau pour tous les produits ; comme Tourietsky l'écrit dans un article récent : « Il ne peut être question d'une quelconque « norme unique de bénéfices » pour toutes les espèces de produits élaborés dans une

(1) Rappelons que l'impôt sur le chiffre d'affaires a une importance décisive pour le budget de l'Etat et, par conséquent, pour le financement de l'économie nationale ; autrement dit, les prix de vente sont fortement influencés par les nécessités de l'accumulation dont le taux est fixé par une décision du pouvoir politique.

(2) M. BRONSKY, *op. cit.*, p. 82.

branche donnée, dans les conditions de l'économie socialiste. La tâche de stimuler la production de produits déterminés, plus importants, du point de vue de l'économie nationale, exige très souvent la fixation de prix (de gros ou de stockage) d'encouragement, avec une rentabilité relativement plus élevée. » (1) (2) Il nous faut ajouter deux choses : d'une part, l'importance de la marge bénéficiaire peut être modifiée non seulement par le changement du prix de gros fixé, mais aussi par un changement du taux de l'impôt sur le chiffre d'affaires (le choix entre ces solutions dépendra des cas concrets), d'autre part, ces manipulations de prix et d'impôt ne sont pas les seuls leviers à faire jouer pour augmenter ou diminuer la production de telle ou telle catégorie d'objets, c'est là une tâche qui incombe aussi aux différents modes de contrôle de la réalisation du plan(3).

En second lieu, l'influence active du plan sur les prix se fait sentir par la planification des prix de revient, planification qui est l'élément essentiel de la réalisation du principe de la baisse systématique des prix. La planification des prix de revient (axe actuel de toute la planification des prix), se fait sur la base des prix de revient de la période antérieure diminués d'un certain pourcentage qui correspond à une partie de l'augmentation prévue de la productivité du travail, l'autre partie devant profiter soit aux travailleurs, sous forme d'augmentation de salaires, soit à l'Etat. Prenons un exemple, soit un objet dont le prix de revient est de 30 roubles, dont 20 roubles pour les matières premières, l'amortissement, etc... et 10 roubles pour les salaires ; grâce à une augmentation de 25 % de la productivité en nature du travail dans la production de cet objet, le prix de revient pourrait être ramené à 28 roubles, mais le pouvoir politique décide qu'il faut faire profiter directement les travailleurs de cette production d'une partie de l'augmentation de la productivité de leur travail, soit 50 % ; si leur salaire journalier était de 10 roubles, il se trouve maintenant à 11 roubles 25 ; dès lors, le prix de revient nouveau se trouve fixé à 29 roubles. Ceci ne veut pas dire que le prix de vente diminuera d'un rouble, l'Etat ou l'entreprise pouvant profiter eux aussi d'une augmentation de

(1) Ch. TOURIETSKY, *Les questions de la fixation des prix*, P. K., n° 6 de 1938, pp. 69-85, - p. 70.

(2) De même, pour stimuler la consommation des matières premières locales, Tourietsky propose une fixation de leur prix de vente avantageuse pour les entreprises acheteuses(*) ; dans le même ordre d'idées, l'élimination des transports superflus et en sens contraires doit être obtenue par l'abandon du prix de vente franco sur la base de la distance moyenne du chargement pour l'Union et son remplacement par des suppléments de transport par zone ou par région, à ajouter au prix de vente.(**)

(*) *Ibid.*, p. 82.

(**) *Ibid.*, p. 83.

(3) *Ibid.*, p. 81.

la productivité du travail, par exemple en ne diminuant que de 50 kopeks le prix de gros et le prix de détail de l'objet en question.

Comment la part de chacune des trois parties prenantes va-t-elle être déterminée ? On ne peut répondre en quelques mots à cette question qui est la plus difficile de l'économie planifiée (1) ; d'ailleurs, nous ne faisons pas ici une théorie de l'économie planifiée, mais nous nous contentons de décrire comment fonctionne l'économie planifiée soviétique et, il faut le reconnaître, en ce qui concerne la fixation des prix, on est en présence du plus grand empirisme ; en effet, la planification détaillée des prix de revient serait la condition d'une planification sérieuse de tout le système des prix, or jusqu'à maintenant, on s'est contenté en U.R.S.S. d'une planification des prix de revient par branche, il est vrai que l'on tend à plus de précision ; voici ce qu'écrit T. Galpérine : « A l'heure actuelle, il n'est déjà plus possible de se limiter à un pourcentage de baisse du prix de revient par branches entières d'industrie, comme cela a lieu dans le deuxième plan quinquennal : il est devenu nécessaire de différencier cette baisse pour les différentes sortes de productions à l'intérieur d'une branche, pour les différentes catégories de produits. » (2)

Ainsi, pour le moment, la planification des prix de revient et des prix de gros ne repose encore sur aucune règle précise et, tout au plus, peut-on dégager les quelques principes directeurs de la planification des prix que nous avons indiqués au cours de cette section.

D'une façon générale, les mouvements de prix sont, à l'heure actuelle, réduits au minimum et il ne s'agit plus guère de modifier les prix de manière à équilibrer l'offre et la demande ; il s'agit plutôt, compte tenu des nécessités énormes de l'accumulation, d'adapter la production aux besoins de la population. C'est ce que Bronsky veut exprimer lorsqu'il écrit, ainsi que nous l'avons vu plus haut, que « la croissance des besoins culturels des consommateurs constitue pour les organes du plan un baromètre qui leur donne des indications qui se rapportent tout à la fois à la quantité et à la qualité des marchandises, ainsi qu'à l'assortiment et aux prix. » (3)

Si, maintenant, nous passons aux prix de détail, nous cons-

(1) Cette question soulève entre autre le problème de la planification des salaires, nous dégageons au cours de la section suivante les principes directeurs de la solution de ce problème.

(2) T. GALPÉRINE, *op. cit.*, pp. 92-93.

(3) M. BRONSKY, *op. cit.*, p. 83.

tatons que les éléments qu'ils contiennent n'ont pas à jouer un rôle actif dans la planification des prix mais qu'ils ont essentiellement pour but de faire entrer de l'argent soit dans les caisses de l'Etat, soit dans les caisses des organismes commerciaux dont le supplément commercial doit rémunérer l'activité.

En résumé, au stade actuel, on peut dire que le rôle essentiel de la demande est d'agir non plus sur les prix mais sur la structure et le volume de la production. Les prix de gros et les prix de détail doivent être de moins en moins soumis à des manipulations, il faut qu'ils reflètent le prix de revient, et l'équilibre entre l'offre et la demande doit se faire, surtout, par la planification de la production et par celle des salaires(1), l'utilisation du bilan des revenus et des dépenses en argent de la population devant permettre de réaliser à l'avance cet équilibre.

(1) Ch. TOURietsky souligne que la liquidation des revenus « non-gagnés » renforce le lien direct entre le niveau de la productivité du travail, le volume de la production, le niveau des prix de revient et le niveau des prix de détail. (Ch. TOURietsky, *art. cit.*, de *P. K.*, n° 3 de 1936, p. 136).

SECTION II

Le plan et les salaires.

Le salaire, en U.R.S.S., est pratiquement fixé par l'Etat et nous avons vu quelle est l'influence que la demande et l'offre d'emploi peuvent exercer sur le salaire dans une branche particulière de l'économie(1) ; mais pour l'économie nationale dans son ensemble, le salaire prend un tout autre aspect, il n'est plus seulement la rémunération d'un travail, il est aussi à la base, du moins en principe, de la réglementation et, surtout, de l'élargissement du marché intérieur. C'est par la hausse des salaires « qu'on obtient un accroissement systématique de la capacité du marché intérieur, et dès lors, il n'est point nécessaire de chercher un débouché extérieur pour l'écoulement des produits ne trouvant pas d'acheteur solvable à l'intérieur »(2). C'est ainsi que, par la transformation du contenu de la notion de salaire, les crises de surproduction sont impossibles dans l'économie planifiée soviétique. Cette coordination nécessaire entre le mouvement des salaires et celui de la production ne pouvant être réalisée que grâce au mécanisme du plan, c'est celui-ci, dans ses rapports avec les questions du salaire, qu'il nous faut étudier. Rappelons tout d'abord, en vue de bien mettre en relief toute l'importance de cet examen, le passage suivant extrait du premier plan quinquennal : « La question du salaire prend une place centrale dans le plan quinquennal. C'est ici que se rencontrent les catégories fondamentales du plan : le niveau de vie de la classe ouvrière, le développement de la productivité du travail, les frais de production, le rythme de l'accumulation, les éléments du bilan de l'offre et de la demande. Pour l'Etat soviétique, la question du salaire constitue, au fond, la catégorie de base du plan économique... » (3).

1) Importance pratique de la planification des salaires.

Comme l'écrit I. Chenger, dans son article intitulé « Les questions de la planification et de la comptabilité des salaires » : « La planification du fonds des salaires et, en particulier, la juste organisation de la dépense des fonds des salaires a une importance de premier ordre pour le développement de l'économie socialiste, pour l'augmentation de la productivité du travail,

(1) Voir plus haut, pp. 59-60.

(2) M. Bronsky, *op. cit.*, p. 84.

(3) *Piatiletnij plan narodno-khozjaistvennogo stroitelstva SSSR*, Moscou 1929, tome II-1, 418 p., p. 185.

pour l'ensemble de la marche de la reproduction socialiste.» (1)

Plus loin, le même auteur écrit, d'une façon plus précise, « Pour la planification du volume du mouvement des marchandises, pour l'examen du plan de caisse et du plan de crédit de la Gosbank, etc., se pose toujours la question de savoir quel est le volume des revenus en argent des travailleurs des entreprises et des organisations de l'Etat. » (2)

2) *Les principes directeurs de la planification des salaires.*

Puisque la planification du fonds des salaires a une telle importance, il nous faut examiner comment le plan fixe le niveau des salaires ; quels sont les facteurs à l'aide desquels les organes de planification établissent ce niveau.

a) *La productivité du travail.*

Nous avons déjà vu, à propos des méthodes psycho-économiques d'exécution du plan, le rôle que les mouvements du salaire doivent jouer dans l'augmentation de la productivité du travail, aussi pensons-nous qu'il suffit d'indiquer ici que c'est là un des facteurs qui guidera le travail du Gosplan ; comme l'écrit Friedmann : « La question des salaires en URSS est une des plus complexes. Liée à toute une série de facteurs, elle constitue, à elle seule, une *politique* qui tient compte des ressources régionales en main-d'œuvre, des exigences du Gosplan, des budgets, de l'état des divers secteurs de la production, enfin, *the last but not the least*, de l'état psychologique des masses, de l'efficacité des stimulants que l'on peut faire agir sur elles à une certaine étape de l'évolution du pays. » (3)

b) *La proportion nécessaire entre les différents travaux.*

Les mouvements du fonds des salaires affecté à telle ou telle branche de la production ne sont pas seulement liés à la productivité du travail dans cette branche, mais aussi au volume de la demande d'emploi de cette branche. Nous savons cependant, d'après ce qui a été dit à propos des méthodes d'exécution, que les déplacements de main-d'œuvre sont strictement réglementés et, en principe, sévèrement interdits ; aussi, il ne faut pas s'exagérer l'importance de la structure du fonds des salaires (c'est-à-dire du taux relatif de rémunération des différents travaux) sur la division sociale du travail. On est obligé de reconnaître qu'en U. R. S. S., à ce point de vue, le marché du travail est caractérisé par une certaine rigidité (réaction contre la « fluidité » antérieure). La planification de la structure du fonds des salaires a,

(1) I. CHENGER, *Les questions de la planification et de la comptabilité des salaires*, in *P. K.*, n° 3 de 1933, pp. 73-82, p. 73.

(2) *Ibid.*, p. 82.

(3) G. FRIEDMANN, *De la Sainte Russie...*, op. cit., p. 106.

par conséquent, surtout pour objet d'obtenir, au sein d'une branche donnée de la production, une certaine proportion entre le nombre de manœuvres, d'ouvriers de telle ou telle qualification, de contremaîtres, de spécialistes, d'ingénieurs, etc. ; ce qui ne peut, pratiquement, être réalisé qu'en poussant les ouvriers à se qualifier de telle ou telle façon, grâce aux avantages, surtout pécuniaires (c'est-à-dire représentés par le niveau des salaires), que leur offre telle ou telle qualification. Par contre, la planification du fonds des salaires n'a que très rarement pour but d'obtenir un déplacement de travailleurs d'une branche de la production à une autre, déplacement que le gouvernement soviétique peut obtenir par d'autres mesures que par des mouvements de salaires, sauf évidemment pour la formation de cadres de techniciens, d'ingénieurs, de pédagogues, etc...

Cependant, il faut noter que la structure du fonds des salaires a une certaine importance en ce qui concerne l'orientation des nouvelles couches de travailleurs qui arrivent chaque année à la production ; indiquons à ce propos « qu'il n'y a pas de concordance générale entre les majorations ou minorations de salaires, par rapport à la moyenne et les augmentations ou diminutions d'effectifs », au plus fort accroissement d'effectif ne correspond pas le plus fort accroissement de salaires (1). L'expérience seule, d'ailleurs, peut enseigner aux organes du plan le niveau auquel le salaire des différentes catégories de travailleurs doit être fixé pour que chaque entreprise ait un nombre suffisant de travailleurs de chaque catégorie à sa disposition.

c) *L'écoulement des produits.*

La considération de la productivité du travail et, surtout, celle de la proportion à établir entre les différents travaux peut servir de base à la planification de l'importance relative des différents salaires ; elle ne permet pas de savoir quel doit être, *absolument*, le fonds des salaires ; cette question ne peut être résolue que par rapport à la production des objets de consommation (au sens le plus large, c'est-à-dire englobant les biens et les services) qui doit être écoulée sur le marché intérieur.

En dernière analyse, c'est le niveau de la production des objets de consommation, le nombre et la qualité des services payants offerts à la population qui permettent d'établir quel doit être le volume du fonds général des salaires et le niveau des prix,

(1) R. Mossé, *L'Economie Collectiviste*, op. cit., p. 107 ; pour cette question voir l'excellente analyse faite par Mossé des rapports entre les accroissements des effectifs et les accroissements des salaires moyens des différentes branches, tels qu'ils sont prévus par le deuxième plan quinquennal (pp. 105-110).

car, en définitive, salaires et prix réagissant les uns sur les autres doivent être planifiés en même temps.

Ainsi, connaissant (par l'expérience, par des travaux théoriques, par des recherches statistiques) l'effet probable de tel mouvement du salaire sur la productivité du travail, sur l'effort des travailleurs en vue d'acquiescer telle ou telle qualification, connaissant les quantités des différentes catégories d'objets et les prix auxquels ceux-ci peuvent ou doivent être vendus (1) ainsi que la structure de la demande qui correspond aux différents niveaux des prix, les organes de planification ont la possibilité de fixer le fonds des salaires et sa structure d'une façon conforme aux objectifs généraux du plan. Chenger écrit, énonçant comme une constatation ce qui n'est encore qu'un idéal à atteindre : « La hausse des salaires est réalisée par le gouvernement soviétique en conformité avec le plan général de développement de l'économie socialiste, sur la base de la croissance de la productivité du travail et de l'accroissement des ressources destinées à la satisfaction des besoins matériels et culturels des travailleurs. » (2)

3) *Effets de la non-réalisation du plan des salaires.*

Pour illustrer la liaison étroite qui existe entre le niveau du fonds des salaires et les différents éléments indiqués plus haut, nous allons rapidement examiner les principales conséquences de la non-réalisation du plan des salaires.

Les principaux effets de la non-réalisation du plan des salaires, c'est-à-dire pratiquement, en U. R. S. S., du dépassement de ce plan, sont les suivants :

a) Comme l'écrit I. Chenger, « la hausse des fonds des salaires se fait avant tout en violation des proportions fixées dans le plan de la rémunération du travail des différentes catégories de travailleurs. » (2) Cet auteur cite l'exemple du combinat de viande de Léninegrad qui, au cours de 10 mois de 1937, a dépassé son plan des salaires de 2,7 millions de roubles, augmentant de 8,1 à 12,6 % le salaire moyen des ouvriers, de 5,8 à 15 % celui des employés et de 6,1 à 17,8 % celui des ingénieurs et des techniciens ; ainsi se trouvaient détruites les proportions établies entre les rémunérations des différents travaux.

b) Un second effet du dépassement du plan des salaires est

(1) Ces prix, ainsi que nous l'avons vu, sont établis sur la base des prix de revient de la période antérieure diminués d'un certain pourcentage qui correspond, en partie, à l'augmentation prévue de la productivité du travail ; l'autre partie de cette augmentation de la productivité doit bénéficier d'une part, à l'Etat (profits, impôt sur le chiffre d'affaires, etc) et servir aux investissements, à l'accumulation, d'autre part, aux travailleurs, précisément sous la forme d'augmentation des salaires.

(2) I. CHENGER, *op. cit.*, p. 74.

une augmentation des prix de revient, d'autant plus que, dans la majorité des cas, le dépassement de ce plan est lié à une non-réalisation du plan de production. Chenger cite l'exemple d'un trust qui, en 9 mois, n'ayant réalisé son programme de production qu'à 77,1 %, avait utilisé son fonds des salaires à 109,1 % ; il cite encore l'exemple d'une usine de Kalouga qui, n'ayant réalisé le programme de production du 3^e trimestre de 1937 qu'à 45,7 % avait utilisé son fonds des salaires à 87,1 % (1). Il faut, d'ailleurs, ajouter que ce dépassement du fonds des salaires n'est pas toujours dû à une augmentation du salaire moyen, mais est souvent la conséquence de l'embauchage d'un nombre d'ouvriers plus grand que celui prévu ; ainsi, dans le cas du combinat de viande de Léninegrad, le dépassement du plan des salaires a été accompagné de l'embauchage de 488 ouvriers supplémentaires ; dans un autre cas signalé par Chenger, le dépassement du plan des salaires, dans le combinat d'asbeste de Yaroslav, a été accompagné de l'embauchage de 1.398 ouvriers supplémentaires, etc. (1)

c) La non-réalisation du plan des salaires compromet l'accumulation, soit par la hausse des prix de revient, soit par la nécessité de diminuer la production de moyens de production au profit de l'augmentation de la production d'objets de consommation, afin de répondre à une demande accrue (2).

d) Enfin, la non-réalisation du plan des salaires peut troubler gravement le fonctionnement du système commercial, c'est-à-dire le ravitaillement des magasins en quantités suffisantes, et le système du crédit, par la nécessité de fournir aux entreprises des disponibilités monétaires non prévues au plan.

4) *Le mécanisme de l'élaboration.*

On voit la multitude des questions soulevées par la fixation du fonds des salaires et par la fixation de la structure de ce fonds. L'élaboration du plan des salaires est une des tâches les plus compliquées que soulève la planification de l'économie dans son ensemble ; ceci est d'autant plus vrai que le fonds des salaires est une des dernières choses que fixe le plan, une fois connus tous les éléments nécessaires à cette fin, alors que la connaissance du volume du fonds des salaires est « nécessaire déjà dès les premiers degrés du travail en vue du plan de l'économie nationale, pour définir le volume du mouvement des marchandises, estimer le nombre des forces ouvrières destinées à la production et pour une série d'autres projets économiques, sans

(1) *Ibid.*, p. 75.

(2) Rappelons ici que, grâce aux emprunts, les moyens de paiement supplémentaires dont dispose la population peuvent lui être retirés sans violation immédiate du plan de production.

compter que la fixation du volume général des fonds des salaires est nécessaire pour planifier toute une série de chapitres du budget, pour élaborer le plan de caisse de la Gosbank, etc... » (1). On résout cette difficulté en fixant approximativement, dès le début du travail de planification, le volume du fonds des salaires, et en revenant, ensuite, au fur et à mesure de la progression du travail d'élaboration du plan, sur cette estimation, ce qui permet d'établir l'équilibre et de fixer ce que doit être réellement le volume du fonds des salaires, par une série d'approximations.

Tel est, très schématiquement exposé, le mécanisme employé, en principe, par les organes de planification soviétique en vue de planifier les salaires ; on en voit l'empirisme.

5) *Quelques défauts du travail d'élaboration.*

Un des principaux défauts du plan des salaires, tel qu'il est actuellement élaboré en U. R. S. S., est de reposer en partie, même dans des cas où cela pourrait être évité, non sur des données objectives ou sur des directives, mais sur des estimations générales ; il en est ainsi des chapitres du plan des salaires relatifs à l'économie communale, aux transports locaux ainsi qu'à différentes branches de l'économie locale.

Un deuxième défaut que l'on peut constater à l'étape actuelle est le fait que le plan de travail et le plan des salaires des différents commissariats économiques est incomplet. Comme le signale Chenger, le plan de travail des commissariats économiques n'indique pas les contingents de travailleurs et les fonds des salaires des institutions de recherches scientifiques de ces commissariats, il ne comprend pas non plus les dépenses de salaires nécessaires à la préparation des cadres, au travail d'élaboration et de mise à l'épreuve des différents projets, aux dépenses de salaires nécessaires à l'appareil de la direction centrale, etc... (2).

En troisième lieu, le plan des salaires des commissariats industriels englobe des entreprises non comprises dans le plan de travail de ces commissariats ; ainsi, dans ce même article que nous avons déjà eu l'occasion de citer, Chenger signale qu'en 1936, pour le N.K.P.P., le plan des salaires comprenait 2.209 millions (soit environ 3 % du fonds général des salaires) destinés à des entreprises qui n'étaient pas indiquées dans le plan de travail.

Chenger signale aussi d'importants défauts dans la planification du fonds des salaires de l'appareil des différentes institu-

(1) *ibid.*, p. 77.

(2) *ibid.*, p. 78.

tions ainsi que l'insuffisance du matériel statistique qui ne donne pas au Gosplan d'indications suffisantes en ce qui concerne la répartition des fonds des salaires entre les différentes Républiques, entre la ville et la campagne, entre les différentes catégories d'ouvriers, selon leur qualification et leur profession, etc... (1).

Ainsi, un des principaux défauts, à l'étape actuelle, de la méthode et des bases du travail d'élaboration du plan des salaires réside dans le manque de précision des données dont le Gosplan dispose.

6) *L'exécution et le contrôle.*

a) *L'exécution* dépend, en premier lieu, pour chaque entreprise, de son directeur et, en second lieu, des organismes financiers aient employé les disponibilités qu'ils avaient à d'autres fins nécessaires au paiement des salaires conformément au plan. Indiquons que, d'une part, il arrive parfois que les organismes financiers aient employé les disponibilités qu'ils avaient à d'autres fins que celles assignées par le plan, ce qui a pour conséquence le non-paiement ou le retard dans le paiement des salaires et que, d'autre part, en principe, tout versement d'argent peut être refusé au directeur qui n'a pas réalisé son plan de production et doit être refusé à tout directeur ayant dépassé son plan des salaires ; ces règles (bien que plus souvent violées qu'appliquées) sont également une source de non-paiement des salaires (2).

Théoriquement, un tel système devrait permettre une exécution exacte du plan des salaires, ou, tout au moins, devrait empêcher les dépassements trop importants de ce plan ; en fait, en raison de l'insuffisance du contrôle exercé par les banques, les cas de dépassement du plan des salaires sont nombreux ; nous en avons cité quelques exemples particuliers plus haut ; le tableau est le même pour l'économie nationale dans son ensemble ; ainsi, en 1935, le fonds des salaires prévus par le plan se montait à 49,8,

(1) *Ibid.*, pp. 79-80.

(2) La *Zaria Vostoka* du 12-5-1937 signale que les ouvriers du Grouzstoy à Koutaïssi (Géorgie) n'ont pas touché de salaire depuis trois mois. La *Pravda Vostoka* du 11-5-37 apprend que dans les champs d'excavation près de Syr Daria (Ouzbekistan) des ouvriers ne sont pas payés depuis quatre mois ; certains ont des arriérés datant de décembre et même de novembre 1936. Les *Izvestija* du 27-7-1937 indiquent que dans nombre de régions les travailleurs des champs, les conducteurs de tracteurs et de combines ne touchent pas leur salaire durant des mois. Dans la région de Dniepépétrovsk, on leur doit plus de 4 millions de roubles, dans la région de Kharkov, 3.500.000, dans la région d'Azov-Mer Noire, 4 millions et dans la région de Stalingrad, près de 6 millions. Au cours de 1936 et de 1937, différentes mesures sont intervenues pour charger les syndicats de payer aux travailleurs les salaires qui leur sont dûs, au cas où l'entreprise qui les emploie n'en a pas la possibilité ; il semble, d'après le silence de la presse sur cette question en 1938, que ce décret ait eu un effet salutaire.

l'exécution s'est élevée à 56,2 milliards, en 1937, les chiffres respectifs étaient de 78,3 et de 82,1 milliards.

b) *Le contrôle.*

Nous venons de voir que les banques sont chargées non seulement de l'exécution, au second degré, du plan des salaires, en mettant à la disposition des directeurs les sommes nécessaires à cette fin, mais qu'elles sont chargées aussi du contrôle de cette exécution par les directeurs. Ce contrôle est relativement facile dans les entreprises économiques, puisque le financement de chaque entreprise doit se réaliser parallèlement à la réalisation par elle des tâches fixées dans le plan de travail et dans le plan des prix de revient ; ceci donne, d'ailleurs, des possibilités supplémentaires de contrôle et de vérification du travail des entreprises dans le procès de la réalisation du plan.

Beaucoup plus difficile est, par contre, le contrôle des dépenses de salaires, conformément au plan, dans les entreprises sociales et culturelles de toutes sortes, qui ne produisent pas des objets déterminés ayant un prix de revient précis, etc... Pour ces dernières, existe seulement un contrôle comptable qui ne peut pas mettre le paiement des sommes destinées aux salaires dans la dépendance *directe* de la réalisation du plan de travail de ces entreprises.

En raison de l'insuffisance, dans le dernier cas signalé, du contrôle bancaire et du caractère partiel que présente, tout au moins actuellement, ce contrôle même pour les entreprises économiques, le contrôle de l'exécution du plan des salaires a été confié également à la Direction Générale de la Statistique de l'Economie Nationale (Tsoukhov), aux narkomat et aux glavki (contrôle hiérarchique à l'aide de compte-rendus d'activité) et, en dernier lieu, au Gosplan lui-même, qui exerce ce contrôle par l'intermédiaire des délégués institués par le décret du 2 Février 1938 (1).



On voit l'importance de la planification des salaires, tant pour la réalisation du plan de production lui-même que pour l'exécution du plan financier et que pour le maintien de l'équilibre économique général ; on voit aussi la multiplicité des questions soulevées par l'élaboration de ce plan, son exécution et son contrôle. Le rôle immense de la planification des salaires appa-

(1) I. CHENGER, *op. cit.*, p. 78.

rait encore mieux, si l'on tient compte du fait qu'une juste connaissance de « toutes les dépenses en argent de nos entreprises et de nos organisations pour payer le travail vivant est nécessaire tant du point de vue du développement à longue échéance du travail de planification que du point de vue des tâches immédiates de la planification. Sous l'angle perspectif, cette question est extrêmement importante, en tant qu'une des questions nécessaires à l'élaboration du bilan de l'économie nationale ; sous l'angle des questions quotidiennes, elle n'est pas moins essentielle à l'amélioration du travail dans toute une série de chapitres du plan de l'économie nationale (1).

(2) *ibid.*, p. 82.

SECTION III

Le plan et le commerce extérieur.

La raison d'être des relations commerciales de l'U. R. S. S. avec les pays étrangers réside dans la nécessité de se procurer certains produits en vue de réaliser le plan ; autrement dit, ce qui domine ces relations commerciales, c'est la volonté d'importer certaines marchandises, les exportations n'étant qu'un moyen permettant de réaliser les importations. C. Roubinstein exprime cela de la façon suivante : « En U. R. S. S., les exportations sont fonction des importations : le pays des Soviets n'exporte que pour couvrir ses importations et accumuler des réserves de devises étrangères en vue de ses importations. » (1).

1) *Théorie du commerce extérieur.*

Le principe théorique qui dirige le commerce extérieur soviétique est celui du bénéfice dans l'opération exportation-importation et non du bénéfice nécessaire dans la seule opération de vente à l'étranger ; c'est ce qui explique en partie ce qu'on a appelé le « dumping soviétique » (qui a été, néanmoins, dans une certaine mesure, une réalité) ; en effet, le commissariat au Commerce Extérieur peut avoir intérêt à vendre à perte si l'opération d'importation que cette vente lui permet lui rapporte un bénéfice. Ainsi, par exemple, achetant du blé à l'intérieur à 50 roubles le quintal il peut avoir intérêt à le revendre en France à 120 francs, c'est-à-dire avec une perte de 30 francs plus les frais de transport, d'assurance, etc. (le cours du rouble étant supposé être toujours à 3 francs), si grâce à ces 120 francs il peut acheter des produits qu'il revendra à l'intérieur 200 ou 300 roubles. La première partie de l'opération était nettement déficitaire, la deuxième couvre le déficit et apporte même un bénéfice au commissariat au Commerce Extérieur. Ce bénéfice, d'ailleurs, n'est pas seulement un bénéfice en argent pour le commissariat en question, c'est un bénéfice en travail pour l'économie nationale qui a acquis par cette opération, pour la quantité relativement faible de travail exigée pour la production de blé, des produits, des machines par exemple, qui auraient demandé à l'intérieur, étant donnée une technique encore faible, une somme considérable de travail. Laurat, commentant une opération de ce genre, écrit : « ... l'Etat, loin de gaspiller le travail national, le multiplie grâce au dum-

(1) C. ROUBINSTEIN, *Le commerce extérieur de l'U.R.S.S.*, in *Rev. Eco. Inter.*, n° de juillet 1937, pp. 119-138, - p. 129.

ping... La nécessité et l'utilité de ces procédés apparaissent encore davantage lorsqu'on songe qu'il existe de nombreuses machines que l'industrie soviétique est incapable de construire. » (1)

Ce principe qui domine les échanges commerciaux de l'U. R. S. S. avec l'extérieur a été appelé le principe de l'économie de travail.

2) *L'élaboration du plan du commerce extérieur.*

L'application pure et simple du principe de l'économie de travail conduirait, en général, à l'importation non seulement de moyens de production mais aussi d'un certain nombre d'objets de consommation particulièrement rares et de production intérieure onéreuse : chaussures, lainages, etc. ; le plan de l'économie nationale, auquel le commerce extérieur *est subordonné* (2), visant avant tout au développement des forces productives refoule, dans une certaine mesure, au second plan le principe de l'économie de travail et fait dépendre avant tout l'activité des organes du commerce extérieur des directives du plan de l'économie nationale.

La règle de la subordination du commerce extérieur au plan n'a pu véritablement commencer à être appliquée qu'à partir de 1929 ; quelles en sont les conséquences ? La première, c'est que l'élaboration du plan de l'économie nationale doit précéder celle du plan du commerce extérieur. La seconde, c'est que dans l'élaboration du plan de l'économie nationale on peut tenir compte de la « soupape de sûreté » et de la « bouche d'aération » que constitue le commerce extérieur. La troisième, et la principale, c'est que le plan des importations doit simplement refléter les besoins du plan de l'économie nationale soit en moyens de production, soit en objets de consommation. La quatrième, et la dernière conséquence, c'est que les exportations destinées à couvrir les importations doivent porter sur des objets qui, d'une part, ne sont pas indispensables à l'économie nationale (c'est aux organismes politiques qu'il appartient, en dernier ressort, de juger du caractère « indispensable » d'un produit) et qui, d'autre part, peuvent être vendus avec le maximum de gain, ou avec le minimum de perte.

Il nous faut encore préciser différents points :

a) L'élaboration du plan du commerce extérieur va pouvoir

(1) L. LAURAT, *L'économie soviétique, op. cit.*, pp. 135-136. — Rap-
pelons que l'ouvrage cité de Laurat remonte à 1931.

(2) Une résolution du IX^e Congrès disait déjà : « Le commerce exté-
rieur, dans la mesure où le pouvoir des Soviets en acquiert la possibilité,
doit aussi être entièrement subordonné aux besoins du plan économique
unique. » (Voir Lénine, *Œuvres complètes*, tome XXV, *op. cit.*, p. 619.

modifier le structure du plan de l'économie nationale et affranchir le pays, dans une certaine mesure, de la domination de sa technique. Ainsi, la situation de pays agricole, situation qui était celle de l'U. R. S. S. en 1928, n'aurait jamais permis une industrialisation aussi rapide que celle réalisée par le premier plan quinquennal ; cette industrialisation a été rendue possible par le commerce extérieur qui a permis de convertir une partie des objets de consommation en moyens de production ; lorsque ce procédé est poussé trop loin, on est en présence, selon l'expression de Laurat, de « la conversion pure et simple du fonds de consommation de la population en fonds d'accumulation, par le détour du commerce extérieur. » (1)

b) Les relations commerciales avec l'étranger peuvent également permettre de se débarrasser de certaines restrictions imposées par le niveau culturel et technique de la population, telles qu'un nombre insuffisant d'ingénieurs, leur incompétence en certaines matières, etc. ; nous en avons eu plusieurs exemples au cours du 1^{er} plan quinquennal, où certains contrats d'achat de machines ont été accompagnés de contrats de services techniques, ainsi, le Dniéprostroï a été construit sous la direction de la Hugh I. Cooper Company et cette expérience a si bien réussi qu'elle a été suivie d'un grand nombre d'autres du même genre (2).

Ajoutons que, ces dernières années, la situation s'est renversée et que l'U. R. S. S. fournit maintenant à la Turquie et à l'Iran, en même temps que du matériel, des ingénieurs (3).

c) Les possibilités d'exportation n'étant pas illimitées, la quantité d'objets que l'on peut importer se trouve, par là même, limitée ; ceci veut dire qu'entre tous les objets dont le plan peut avoir besoin, il faut établir une hiérarchie, celle-ci est non seulement technique, mais aussi politique, c'est pourquoi, en dernière instance, c'est à l'autorité politique de l'établir.

d) De même, ainsi que nous l'avons indiqué plus haut, la détermination des objets pouvant être exportés, des objets considérés comme non indispensables, dépend d'un jugement de l'autorité politique ; c'est ce qui explique qu'au cours du 1^{er} plan quinquennal, alors que la population manquait de vivres et de vêtements, l'U. R. S. S. exportait des céréales et importait des machines et non des étoffes (à certains moments l'U. R. S. S. a même exporté des tissus, du beurre, des œufs, du sucre, etc.) : les besoins du plan commandaient.

(1) LAURAT, *L'économie soviétique*, op. cit., p. 240.

(2) Voir ALEXANDRID, *L'industrialisation de l'U. R. S. S. par le plan quinquennal*, Paris, 1934, VII + 266 p., - p. 195.

(3) C. ROUBINSTEIN, op. cit., p. 131.

e) Enfin, la nature des objets devant être importés et de ceux pouvant être exportés étant déterminée, on fixe, pour ceux qui seront effectivement exportés ou importés, les quantités, les prix-limites et le rapport entre l'ensemble des importations et l'ensemble des exportations. Cette fixation (qui doit tenir compte de l'état actuel et des perspectives du marché mondial pour les produits en question) se fait grâce à l'élaboration d'une série de bilans, matériels et synthétiques, faisant ressortir les besoins de l'économie nationale et ses disponibilités ; cette série de bilans trouvera sa synthèse dans la confection d'un projet de balance commerciale et de balance des comptes (1).

3) *L'exécution.*

La grande difficulté, en matière de relations commerciales avec l'étranger, n'est pas tant d'élaborer un plan que de l'exécuter ; alors qu'à l'intérieur un plan élaboré de façon convenable doit pouvoir s'exécuter assez facilement, il en est autrement du plan du commerce extérieur. Nous examinerons d'abord l'instrument puis les moyens de cette exécution.

a) *Le monopole du commerce extérieur.*

L'instrument de la réalisation du plan, dans ce domaine, c'est le monopole du commerce extérieur. « Le commerce extérieur de l'Etat des Soviets se réalise depuis 1918 sur le principe du monopole d'Etat, partie intégrante de l'économie planifiée. Ce principe fut proclamé dans un décret daté du 23 Avril... Il y est dit : « Les transactions commerciales d'achat et de vente de produits de toute espèce (des industries extractives, des industries manufacturières, de l'agriculture, etc.), avec les Etats étrangers et les entreprises commerciales privées à l'étranger sont réalisées... par des organes spécialement mandatés à cet effet. En dehors de ces organes, toute transaction commerciale avec l'étranger, soit pour l'importation, soit pour l'exportation, est interdite. » Les stipulations de ce décret daté du 11 Juillet 1920 où il est déclaré entre autres qu'« aucun département, administration ou organisation et aucune entreprise et aucun particulier n'ont le droit de passer des transactions quelles qu'elles soient touchant l'importation et l'exportation des marchandises autrement qu'avec le consentement préalable et l'autorisation du commissariat du peuple au commerce extérieur. » (2)

(1) Pour la simplicité de notre exposé, nous avons fait abstraction des transferts de devises liés aux éléments de la balance des comptes : tourisme, transit, frêt, etc., il est évident que, pratiquement, ce qui joue un rôle dans la planification des rapports avec l'extérieur, c'est la balance des comptes.

(2) C. ROUBINSTEIN, *op. cit.*, pp. 120-121.

Ainsi que nous l'avons déjà vu, le monopole du commerce extérieur a été complété, à partir de 1925, par la limitation de la liberté de conversion des roubles en monnaie étrangère et par l'interdiction d'exporter et d'importer des devises soviétiques.

Il ne faut d'ailleurs pas confondre l'institution d'un monopole du commerce extérieur avec une volonté d'autarcie, comme l'a écrit C. Roubinstein : « L'U. R. S. S. n'a nullement l'intention de cesser ses relations commerciales avec les pays capitalistes. La théorie de la politique d'autarcie, si répandue dans certains pays, est étrangère au gouvernement des Soviets. » (1).

b) *Les moyens d'exécution.*

L'exécution du plan de commerce extérieur pourrait, théoriquement, se faire simplement par l'achat et la vente de produits à l'étranger, à des conditions aussi proches que possible de celles prévues par le plan, et en dehors de toute convention commerciale préalable ; mais si de telles relations avec l'étranger ont existé au début du pouvoir des Soviets, alors que celui-ci n'était pas encore reconnu par un grand nombre de gouvernements, elles tendent de plus en plus à disparaître. En fait, à l'heure actuelle, l'exécution du plan se réalise grâce à la conclusion de conventions commerciales dont les termes sont aussi proches que possible des conditions fixées par le plan ; par ces conventions commerciales, l'U.R.S.S. peut, d'ailleurs, s'engager à « acheter certaines quantités de marchandises dans tel ou tel pays. Clause neuve dans le domaine de la politique commerciale. » (2)

Pour parvenir à imposer des conditions conformes au plan, dans la mesure où ces conditions sont acceptables, l'U.R.S.S. dispose de moyens de pression qui sont, tout simplement, des moyens de réalisation du plan. Ces moyens sont, entre autres, le refus de signer un accord ne contenant pas telle ou telle condition, l'augmentation ou la diminution des droits de douane sur tel ou tel produit, l'achat de telle ou telle marchandise qui n'est pas indispensable à l'U.R.S.S., mais que le pays contractant veut écouler(3), l'acceptation exceptionnelle de telle condition de prix particulièrement avantageuse pour le contractant, la menace de passer un traité avec tel rival commercial, etc., etc.(4) Ces mesures de pression sont aussi nombreuses que les situations

(1) *Ibid.*, p. 120.

(2) J. LESCURE, *op. cit.*, p. 124.

(3) L'exemple des fromages finlandais est caractéristique.

(4) Un exemple particulièrement frappant de ces manœuvres et de la politique commerciale de l'U.R.S.S. est donné par A. DE MONZIE dans son *Petit Manuel de la Russie Nouvelle*, pp. 268-273 ; ainsi en matière pétrolière, la politique soviétique a consisté à opposer constamment la « Standard Oil » à la « Royal Dutch » et à faire intervenir une troisième « puissance », la « Sinclair » à qui une concession a été accordée à Sakhaline. (A. de Monzie, *Petit Manuel de la Russie Nouvelle*, Paris 1931, 338 p.).

concrètes, aussi est-il impossible d'en donner une énumération complète.

L'efficacité de ces méthodes semble confirmée par l'évolution de la balance commerciale de l'U.R.S.S. depuis 1928, date à partir de laquelle elles ont été appliquées d'une façon particulièrement systématique.

Commerce extérieur (1) (en millions de roubles)			
Années	Exportations	Importations	Balance
1928	3.518,9	4.174,6	— 655,7
1929	4.045,8	3.857,0	+ 188,8
1930	4.539,8	4.637,5	— 98,2
1931	3.553,1	4.839,9	— 1.286,8
1932	2.518,2	3.083,5	— 565,3
1933	2.167,5	1.525,1	+ 642,4
1934	1.832,4	1.018,0	+ 814,4
1935	1.609,3	1.057,2	+ 552,1
1936	1.359,1	1.352,5	+ 6,6
1937	1.728,6	1.341,3	+ 387,4

Ce qui donne pour les deux plans quinquennaux :

	1 ^{er} P. Q.	2 ^e P. Q.
Exportations	18.175,3	8.696,9
Importations	20.592,5	6.294,1
Solde	— 2.417,2	+ 2.402,8

On voit que les forts déficits des années 1931 et 1932, déficits provoqués par les nécessités de la politique d'industrialisation et par la crise économique mondiale, ont été comblés par le solde actif de la balance commerciale au cours des années suivantes ; ce dernier résultat a été obtenu grâce à une sévère restriction des importations(2).

L'efficacité de ces moyens semble ressortir aussi de l'évolution des conditions de crédit faites à l'U.R.S.S. Jusqu'en 1932, le gouvernement soviétique n'obtenait guère que des crédits à court terme accordés par les firmes vendeuses ; en voici les montants (3) :

(en millions de roubles)			
1926	305	1930	865
1927	391	1931	1.205
1928	485	1932	1.400
1929	615		

(1) C. ROUBINSTEIN, *op. cit.*, p. 124 et S. N. PROKOPOVITCH, *Bulletin du cabinet économique du Professeur Prokopovitch*, n° 140, pp. 26 et 27.

(2) Il faut d'ailleurs indiquer que le plan du commerce extérieur de la première période quinquennale, le seul qui ait été publié, n'a pas du tout été réalisé (nous en verrons les raisons plus loin) ; ainsi, ce plan prévoyait qu'à la fin de la première période quinquennale les exportations se monteraient à 1,9 milliards de roubles, en fait, elles se sont montées à 575 millions de roubles-1924.

(3) L. BERLINE, *L'économie soviétique jugée d'après les faits*, in *Année politique française et étrangère*, 1933, pp. 345-374, - p. 371. Il faut tenir compte du fait que les roubles dans lesquels sont exprimées les importations et les exportations de nos précédents tableaux sont des roubles de 1936, tandis que ceux-ci sont des roubles de 1924, toute comparaison suppose donc faite la correction nécessaire.

Ces chiffres indiquent la progression régulière des crédits à court terme obtenus par l'U.R.S.S.. Comme le souligne Berline, si le taux officiel de ces crédits était de 6 à 7 %, en réalité, il était beaucoup plus élevé, en raison de l'impossibilité pour les maisons de commerce d'escompter des traites, généralement à deux ans, auprès des banques. Les maisons de commerce, qui étaient obligées de payer elles-mêmes un escompte de 25 à 40 % à la bourse noire, se rattrapaient en majorant les prix des objets vendus à l'U.R.S.S. d'environ 25 %.

C'est pour se libérer d'une telle charge que le commissariat au Commerce Extérieur, conformément aux directives du premier plan quinquennal, a lutté, en employant systématiquement les moyens indiqués plus haut, pour l'amélioration de la situation de l'U.R.S.S. au point de vue des devises, pour l'abaissement du taux d'intérêt, pour la prolongation du terme, etc. Voici les résultats de cette action :

D'une part, l'U.R.S.S. a payé comptant une part de plus en plus forte de ses importations, cette part a même été de 85 % en 1935 (1). D'autre part, après avoir renoncé d'elle-même aux crédits à court terme (2), elle obtient maintenant des crédits à long terme. Le premier de cette espèce a été un crédit de 200 millions de marks, accordé en avril 1935 pour une durée de cinq ans par le consortium bancaire qui dirige la « Deutsche Bank und Diskonto Gesellschaft et par la Dresdner Bank » (3). Deux mois après, en juin 1935, un accord était conclu avec la Tchécoslovaquie, accord comportant un crédit de 250 millions de couronnes tchèques destiné à des achats à faire dans l'année, la durée du crédit est de cinq ans ; ce crédit a la forme d'un emprunt par obligations coté officiellement à la bourse de Prague. Au début de 1936, ce crédit a été augmenté de 25 millions de couronnes tchèques. Le taux d'intérêt est de 6 %. En juillet 1936, le département britannique des crédits d'exportation a accordé à l'U.R.S.S., pour une durée de cinq ans, un crédit de 10 millions de livres sterlings, au taux de 5,5 %. A l'heure actuelle, les organes du commissariat au Commerce Extérieur soviétique n'acceptent plus que « les crédits financiers d'une durée supérieure à cinq ans, d'un taux d'intérêt inférieur à 6 %, en se

(1) C. ROUBINSTEIN, *op. cit.*, p. 134.

(2) « Dès le mois d'août 1934, l'U.R.S.S. renonçait à son droit d'utiliser un crédit de 25 millions de marks prévu par un contrat avec des banques allemandes, le taux d'intérêt (6,5 %) ayant été jugé trop élevé. » (*ibid.*, p. 133).

(3) *ibid.*, p. 134.

réservant le droit d'utiliser ces crédits entre autres à l'achat de nouveautés techniques. » (1)

4) *Quelques aspects pratiques de la planification du commerce extérieur.*

Nous avons vu, à propos de la théorie du commerce extérieur, que le principe directeur des relations commerciales de l'U.R.S.S. avec l'étranger est le principe de l'économie de travail ; en fait, ce principe, mal compris et mal appliqué par les organes du commissariat au Commerce Extérieur, a abouti, au cours du premier plan quinquennal, à un véritable gaspillage du travail national ; ainsi, pratiquement, comme le signale Berline, au cours de la première période quinquennale, « le prix de revient ne joue aucun rôle (en ce qui concerne le prix de vente) : il s'agit uniquement de se procurer, à bref délai, des devises étrangères. Pour que la vente soit autorisée par les soviets, il suffit que le prix de vente soit supérieur aux dépenses faites à l'étranger pour le transport, l'assurance, etc. de la marchandise soviétique vendue. » (2) Le même auteur ajoute qu'à cette époque il arrivait parfois que des marchandises exportées ne rapportaient même pas les frais généraux supportés par la marchandise en devises étrangères. Ceci était dû à l'incompétence des fonctionnaires des représentations commerciales et aux défauts bureaucratiques de cet organisme. La plupart des fonctionnaires des représentations commerciales connaissent mal la langue du pays dans lequel ils sont envoyés, ignorent les possibilités du marché et n'ont même pas, pour des raisons politiques, la possibilité d'acquérir ces connaissances : ils n'ont le droit de rester hors de l'U.R.S.S. que deux ou trois ans, c'est dire qu'ils repartent au moment où ils commencent à être capables de remplir convenablement leurs fonctions (3).

Un autre aspect pratique, d'un tout autre ordre, qu'il nous faut examiner est celui de l'action de la conjoncture mondiale sur la réalisation du plan du commerce extérieur et même sur la réalisation du plan de l'économie nationale ; c'est là un problème pratique et théorique d'une immense importance, puisqu'il pose la question de l'interdépendance du plan et du marché mondial.

(1) *ibid.*, p. 135.

(2) P. BERLINE, *op. cit.*, p. 372.

(3) Il faut signaler également que, par incompétence, les fonctionnaires de l'administration du commerce extérieur acceptaient souvent des produits de qualité inférieure, au prix des produits de bonne qualité ; en 1938, un contrôle technique a été institué sur les produits à livrer ; ce contrôle doit se faire à l'usine du fournisseur lui-même (Voir *Vnechnaja Torgovlja*, n° 9 de 1938).

Une étude de l'évolution du commerce extérieur soviétique au cours de la dernière crise économique révèle à quel point les exportations soviétiques ont été influencées par cette crise. Voici quelques faits : tout d'abord, les prix des matières premières et, surtout, des produits agricoles exportés ont baissé dans une bien plus forte proportion que les prix des produits manufacturés importés. Ensuite, la chute du prix des fourrures vendues par l'U.R.S.S., en particulier des zibelines, a rendu « impossible les achats de machines dont les ventes de zibelines formaient la contre partie à concurrence d'à peu près un cinquième. » (1) De même, la crise a fait tomber d'une façon notable les prix du bois et a permis notamment aux acheteurs coalisés à la baisse, en particulier aux brokers londoniens, d'obtenir un abattement sensible du bois russe sur leur marché, « d'où une perte globale pour l'U.R.S.S. d'environ 2 millions de livres » (1) ; ce sont ces faits qui expliquent, avec les difficultés suscitées par la collectivisation trop rapide, le caractère nettement déficitaire de la balance commerciale des années 1931 et 1932 ; en quantité, il est vrai, les exportations de bois, de pétrole, de fourrure, et même de céréales, ont augmenté, mais pas autant que le plan le prévoyait ; ainsi, pour les céréales, les quantités exportées ont été les suivantes (en milliers de tonnes) (2) :

1928-29	980	1931	5.182,8
1930	4.846	1932	1.763,2

Mais, pour la dernière année de la période, le plan indiquait une exportation de 8 millions de tonnes de céréales (3), qui devait correspondre à une récolte de 105,8 millions de tonnes, alors que les récoltes effectives de 1931 et de 1932, ont été de 69,5 et de 70 millions de tonnes, chiffres non seulement très inférieurs au plan, mais aussi très inférieurs à la récolte moyenne d'avant-guerre (75), pour une population de 165 millions d'habitants au 1^{er} Janvier 1933, contre environ 130 millions avant-guerre.

Les pertes subies dans le domaine de l'exportation de produits agricoles ont été, en partie, compensées par une vente accrue d'autres produits, particulièrement des produits de l'industrie forestière, du coton, de la viande, etc. Voici quelques chiffres, indiquant comment de 1930 à 1931 les quantités exportées se sont accrues sans que s'accroissent autant les entrées de devises.

Tout d'abord, des chiffres d'ensemble portant sur les poids (en milliers de tonnes) et sur la valeur (en milliers de roubles-

(1) A. DE MONZIE, *Petit Manuel...*, op. cit., p. 282.

(2) *Vnechnaja Torgovlja sojouza S.S.S.R.*, n^{os} de décembre 1931 et 1932.

(3) *Piatiletnij plan...*, tome I, op. cit., p. 101.

1924); la structure du commerce extérieur s'étant peu modifiée pendant cette période, on peut admettre que les variations de poids correspondent à des variations dans le volume du trafic (1).

	Exportations		Importations	
	Poids	Valeur	Poids	Valeur
1929	14.145	923.701	1.937	880.632
1930	21.486	1.036.371	2.856	1.058.825
1931	21.779	811.210	3.564	1.105.034
1932	17.547	563.884	2.300	693.693

On peut noter que les exportations ayant augmenté de moitié en volume, au cours des années 1930 et 1931, par rapport à 1929, la moyenne de la valeur de ces exportations ne s'en trouve pas moins en valeur, au même niveau qu'en 1929 ; quant à 1932, les exportations en volume y enregistrent une augmentation de près d'un quart par rapport à 1929, alors que, en valeur, elles ont diminué de plus d'un tiers. Il est vrai que, de 1929 à 1931, les importations augmentent, en poids, de plus de 80 % alors que leur valeur ne s'accroît pas de 25 % ; il n'en reste pas moins que, si on compare l'évolution du prix de la tonne exportée et de la tonne importée, la première a baissé de 46 %, de 1929 à 1931, tandis que la seconde a diminué seulement de 39 %.

Voici, par ailleurs, des chiffres relatifs aux principales exportations soviétiques, en tonnes et en milliers de roubles-1924.

	Céréales (1)		Légumes (2)		Viande (1)	
	Poids	Valeur	Poids	Valeur	Poids	Valeur
1930	4.846.024	207.068	982	146	17.853	2.364
1931	5.182.835	157.623	1.592	184	75.055	3.144

	Produits de l'élevage et de la volaille (3)		Coton (2)		Bois et produits du bois (4)	
	Poids	Valeur	Poids	Valeur	Poids	Valeur
1930	101.157	76.275	10.134	6.981	7.421.625	169.740
1931	108.697	66.409	40.180	18.005	6.083.221	113.594

	Sucre (5)		Produits de l'industrie alimentaire (6)		Charbon, anthracite et coke (6)	
	Poids	Valeur	Poids	Valeur	Poids	Valeur
1930	101.870	27.006	506.485	84.783	1.857.752	16.788
1931	319.789	32.689	807.397	83.432	1.674.811	14.182

(1) *Vnechnjaja Torgovlja...*, n° de décembre 1931, p. 5 et janvier 1933, p. 6.

(2) *ibid.*, n° de décembre 1931, p. 19.

(3) *ibid.*, p. 21.

(4) *ibid.*, p. 23.

(5) *ibid.*, p. 26.

(6) *ibid.*, p. 27.

(7) *ibid.*, p. 28.

Pétrole et produits du naphte (1)

	Poids	Valeur
1930	4.712.437	157.052
1931	5.224.302	115.663

Il est facile de voir, en consultant ces chiffres, que pour un grand nombre de marchandises les quantités exportées ont augmenté beaucoup, tandis que la valeur des exportations a suivi de très loin, lorsqu'elle n'est pas en recul.

Par contre, les importations de métaux, objets en métal, outils et machines, qui formaient, en 1930 et 1931, près des deux tiers des importations soviétiques n'enregistraient une baisse de prix que de 25 %, ainsi qu'il ressort du tableau suivant, relatif à ces produits :

	Poids	Valeur
1930.....	1.309.024	607.921
1931.....	2.326.286	778.009

Cet ensemble de faits, à son tour, a nui à la réalisation du plan de l'économie nationale, soit en raison du manque de matières premières (surtout du bois de construction), soit en raison de la sous-alimentation et des mauvaises conditions de vie que cet état de choses entraînait pour les ouvriers et les paysans soviétiques.

Il faut noter, enfin, un dernier aspect de la liaison du plan de l'économie nationale et du commerce extérieur, nous voulons parler de ce fait que toute non-réalisation du plan de l'économie nationale, ou tout dépassement, a une influence sur la structure du commerce extérieur et risque d'en modifier l'équilibre pré-établi, les effets du dépassement du plan en matière de collectivisation sont caractéristiques de ce fait.



Pour conclure, on peut dire que la réalisation du plan du commerce extérieur est dans une double dépendance ; dépendance, d'une part, de la conjoncture mondiale, dépendance, d'autre part, de la réalisation du plan de l'économie nationale ; on comprend, dès lors, la difficulté qu'il y a à réaliser le plan dans le domaine des relations commerciales avec l'étranger et la non-réalisation du 1^{er} plan quinquennal est, ici, tout à fait compréhensible ; ainsi que nous l'avons déjà indiqué, dans une note, nous ne pouvons comparer résultats et plans que pour le premier plan quinquennal, c'est pourquoi, il est impossible de savoir si

(1) *ibid.*, p. 105.

la planification du commerce extérieur a mieux réussi au cours de la seconde qu'au cours de la première période quinquennale; quoi qu'il en soit, les indications que nous avons données relativement au solde de la balance commerciale et aux crédits obtenus par l'U.R.S.S. montrent que le monopole du commerce extérieur et la planification de ce commerce peuvent être des instruments très efficaces et très précieux de défense économique.

CONCLUSION DU CHAPITRE V

Nous terminons ainsi ce 5^e chapitre, consacré à l'examen de quelques questions spéciales; il est évident que nous aurions pu y inclure aussi d'autres questions particulières, comme la planification géographique (1), la planification des transports (2), la planification du crédit (3), etc... ; si nous ne l'avons pas fait, c'est, d'une part, parce que ces questions sont trop spéciales et posent de nombreux problèmes techniques que nous ne pouvons examiner dans le cadre de cet ouvrage et, d'autre part, parce que l'étude de ces questions n'est pas aussi indispensable à la compréhension du mécanisme de la planification soviétique que l'est l'étude des rapports des prix, des salaires et du commerce extérieur avec le plan.

(1) Voir pour cette question, A. KOURSKY et S. SLAVINE, *La division par rayons du plan de l'économie nationale*, in *P. K.*, n° 3 de 1936, pp. 138-154.

(2) Pour cette question, K. TVERSKOY, *The unified Transport system of the U.R.S.S.*, Londres, 1935, 176 p.

(3) On trouve quelques mots à ce sujet dans M. BOGOLÉPOV, article cité de la *Revue Economique Internationale*, pp. 53-55.

CHAPITRE VI

LES LIMITES DE LA PLANIFICATION SOVIETIQUE

On sait, et nous le verrons plus loin, que les écarts entre le plan et les résultats sont souvent considérables ; ceci est le signe, à la fois, d'une mauvaise élaboration et d'une mauvaise exécution du plan. Voyons de plus près à quoi tiennent ces deux défauts.

En premier lieu, en ce qui concerne l'élaboration, les défauts proviennent dans une certaine mesure de méthodes encore insuffisantes et rudimentaires. Nous avons vu déjà qu'en ce qui concerne les bilans matériels, la planification des prix (1), la planification des salaires, etc..., les méthodes soviétiques sont caractérisées par le plus grand empirisme ; néanmoins, pour celui qui observe dans leur succession l'élaboration de ces méthodes, il est visible qu'elles sont en progrès constant et qu'au cours des années du 2^e plan quinquennal on assiste même, dans certains domaines, à un progrès très rapide. Aussi, n'est-ce pas à ces seuls défauts méthodologiques qu'il convient d'imputer les écarts entre le plan et les résultats, écarts dûs, d'ailleurs, tout autant à une mauvaise exécution qu'à une mauvaise élaboration des plans.

Ces défauts tiennent surtout, pensons-nous, à ce que dans la réalité soviétique le plan n'est pas l'expression d'une volonté unique et d'une perspective claire, mais qu'il est, plus ou moins selon les cas, imposé par les événements, par les difficultés, par les contradictions qu'il s'essaye plus souvent à concilier qu'à résoudre. Quelles sont ces contradictions ?

Ce sont essentiellement les contradictions économiques entre un niveau technique relativement bas, une industrie encore peu développée et un système juridique (la socialisation des moyens de production) qui suppose une production agricole et industrielle abondantes et fortement concentrées.

C'est parce que le niveau technique — et, par conséquent, le niveau culturel — de l'U. R. S. S. est trop bas que l'élaboration du plan est souvent défectueuse, que son exécution laisse à désirer, que la qualité de la production soviétique est si faible, que

(1) Nous en dirons encore quelques mots au cours de ce chapitre.

le nombre des pièces de rebut est tellement élevé ; c'est parce que cette contradiction entre le niveau technique et le niveau juridique a fait naître des contradictions politiques (principalement l'apparition d'une bureaucratie, éparpillée à travers tout le pays, et dont le niveau de culture, bien que très faible, se situe nettement au-dessus de celui des masses quasi-incultes du peuple russe, d'où les privilèges que s'attribue cette bureaucratie, les divergences d'intérêts, etc.) que le plan est sujet à des révisions, à des surenchères qui font perdre une partie des avantages qui devraient découler de la planification et portent le plus grand tort à l'économie du pays ; c'est parce que le niveau culturel des masses est faible que la démocratie soviétique a disparu et que, par conséquent, le contrôle, au sens le plus large du mot, se fait mal, etc....

Ainsi, les méthodes que nous avons exposées précédemment perdent beaucoup de leur efficacité, restent pour ainsi dire suspendues en l'air, du fait que les conditions soviétiques — les conditions techniques et culturelles — étaient, et sont encore, très peu favorables à une direction consciente de l'économie. On se ferait donc une image tout-à-fait fausse de ce qu'est en réalité la planification soviétique si on se contentait de l'énumération des moyens dont elle dispose et si l'on n'examinait pas rapidement, avant de comparer d'une façon générale les plans et les résultats, quelles sont, d'une façon concrète, les bornes auxquelles s'est heurtée la planification soviétique. C'est ce que nous allons faire maintenant ; nous analyserons ensuite d'une façon plus détaillée que ci-dessus un certain nombre de raisons de ces échecs et nous essayerons de voir, dans le chapitre suivant, s'ils sont suffisamment graves pour réduire à néant l'utilité des plans.

Ce chapitre sera donc divisé en deux sections :

Section I. — Les faits.

Section II. — Les causes.

SECTION I

Les faits.

1) *Mauvaise planification des prix.*

Ainsi que nous l'indiquons dans une note expliquant certains défauts dans le fonctionnement du commerce, la planification des prix est souvent défectueuse, d'où des conséquences très graves dans la production ou la répartition des différentes catégories d'objets.

En ce qui concerne les prix de gros, il arrive souvent qu'ils soient fixés de telle sorte que, l'impôt sur le chiffre d'affaires une fois prélevé, il ne reste aucun ou presque aucun bénéfice à l'entreprise; dans le langage soviétique, ces marchandises sont appelées « marchandises déficitaires ». Ainsi, sur le métrage total de l'industrie du coton, plus de 25 % des produits sont inscrits dans la catégorie des marchandises « déficitaires » (1), dans cette catégorie entrent les tissus pour vêtements d'hiver, les molletons etc... ; dans la production des lainages, le pourcentage des marchandises « déficitaires » est de 23 %. Comme nous l'indiquons plus haut, un tel état de choses réagit sur le pourcentage de réalisation du plan. Voici un tableau révélateur de ce fait (2) :

Production de :	% de réalisation du plan du 1 ^{er} trimestre de 1938	Rentabilité (en % du prix de revient)
Indiennes	82,8	— 0,9
Satinettes	81,1	+ 0,4
Doublures	135,5	+ 7,5
Toiles de coton	106,8	+ 7,7

En ce qui concerne le prix de détail, nous savons qu'il est essentiellement planifié par la méthode des suppléments commerciaux. Le supplément commercial doit permettre de couvrir les frais commerciaux tout en laissant une marge bénéficiaire aux organismes de commerce. Les frais commerciaux sont estimés par les organes du plan sur la base d'un certain pourcentage du chiffre d'affaires, sans distinction de différentes catégories de marchandises ; les frais effectifs variant de moins de 2 à plus de 30 kopeks par rouble de chiffre d'affaires (3), on s'aperçoit

(1) Ch. TOURIETSKY, *Les questions de la fixation des prix*, art. cit., p. 71.

(2) *ibid.*, p. 72.

(3) *ibid.*, p. 73.

tout de suite qu'une fixation du supplément commercial faite sur la base d'une estimation globale des frais commerciaux laissera une large marge bénéficiaire lors de la vente de certaines marchandises et fera subir des pertes plus ou moins lourdes aux organismes commerciaux lors de la vente d'autres produits ; d'où les imperfections que nous verrons plus loin dans le fonctionnement du commerce.

2) *Plans faux et plans absents.*

Nous allons d'abord citer quelques cas dans lesquels les défauts proviennent visiblement des plans eux-mêmes et non d'une exécution insuffisante.

Dans la *Pravda* du 25 Février 1938, le commissaire du peuple à l'industrie légère constate que l'industrie du coton a particulièrement mal travaillé, elle n'a produit que 3.231 millions de mètres de cotonnades, alors que, d'après le plan de 1937 pour le narkomat à l'industrie légère et les narkomat locaux des Républiques, c'est-à-dire pour les usines actuellement réunies au sein du narkomat à l'industrie légère, on prévoyait une production de 3.871,6 millions de mètres, contre 3.109,2 en 1936. Comment, officiellement, explique-t-on ce fait ? Par la disproportion apparue, au cours de ces dernières années, entre la production des filatures de coton et celle des tisseranderies, ainsi que par l'absence d'un plan des travaux de réparation.

De même, le commissaire à l'industrie alimentaire se plaignait à un moment de ce que l'industrie des conserves manquait de fer blanc, l'industrie des bonbons de papier pour les envelopper, etc... Les dirigeants de l'industrie se plaignent de ce que beaucoup de lignes de chemins de fer sont construites au petit bonheur, sans tenir compte des besoins de développement de l'industrie (1).

Plus récemment, le dirigeant technique de la direction principale du minerai se plaignait de ce que, pour un même trimestre, la section de planification prépare plusieurs variantes au plan, si bien que personne ne sait laquelle choisir ; les plans d'extraction sont indiqués en tonnes sans distinction de qualité, etc... (2).

Dans l'industrie de l'azote, on se plaint de l'absence de tout plan de réparation, de révision et d'entretien du matériel (2).

Dans l'industrie de la construction des machines, on signale que, tandis que le plan de production d'une aciérie a été fixé à un certain chiffre, son plan de ravitaillement a été fixé à un chiffre

(1) Voir les *Izvestija* du 2 juin 1934.

(2) *Indoustrija* du 10-2-1938.

qui n'a aucun rapport avec le premier : « Par exemple, comment peut-on ratifier le programme de l'aciérie se montant à 40.000 tonnes, lorsque le service de ravitaillement prévoit une fourniture de seulement 10.500 tonnes de fonte ? » (1)

On voit donc qu'il arrive que les plans soient inexistantes ou mal coordonnés ; ce sont là des défauts techniques qui proviennent soit d'un mauvais travail des organismes de planification, soit des renseignements faux ou insuffisants qui leur ont été communiqués. Ainsi, dans l'article ci-dessus cité, le dirigeant technique de la direction principale du minerai écrit : « Quelle entreprise faut-il servir la première et de quoi a-t-elle besoin ? Nous n'en savons rien... » (2)

Il arrive aussi que des organismes déclarent avoir accompli une certaine tâche alors que ce n'est pas vrai. Ainsi, une ordonnance du gouvernement de l'U. R. S. S. met en demeure le commissariat du peuple aux transports de rectifier les erreurs qui figuraient dans le rapport officiel de l'administration des messageries fluviales Moscou-Omsk qui prétendait avoir dépassé le plan du 2^e trimestre de 1936, alors qu'en réalité ce plan n'aurait été exécuté qu'à 86 % (3).

Non seulement les plans originaux connaissent de nombreux défauts mais, en cours d'exécution, ils sont souvent modifiés d'une manière irrationnelle ; l'exemple le plus typique, et le plus grave par ses conséquences, est fourni par les modifications apportées au 1^{er} plan quinquennal, celui-ci, en particulier, sous-estimait les tâches des transports, néanmoins, ainsi que nous l'avons déjà indiqué, le pourcentage de collectivisation et de mécanisation de l'agriculture a été élevé en cours d'exécution, ce qui, en fait, a diminué les quantités de fonte et d'acier mises à la disposition de l'industrie de construction des machines destinées aux transports.

Le mouvement stakhanovien est encore venu donner plus d'arbitraire à ces modifications en cours d'exécution, rendant pratiquement impossible la planification du ravitaillement des usines, troublant la planification des prix de revient, etc... Particulièrement caractéristique est la déclaration à ce sujet de Karimov, vice-président du Sovnarkom d'Ouzbékistan, au Congrès du Parti de cette République : « Comment peut-on établir des plans concernant les problèmes de la baisse des prix de revient de la production ou la hausse de la productivité des stakhanoviens ?

(1) *Machinastroenié* du 4-1-1938.

(2) *Indoustrija* du 10-2-1938.

(3) *Izvestija* du 24-10-1936.

Voilà pourquoi, dans nombre de cas, notre plan ne subsiste que sur le papier et, au lieu d'organiser, il désorganise. »(1)

3) *Mauvaise exécution.*

Plus que des chiffres globaux, l'examen de quelques cas concrets révèle ce que représente l'inexécution du plan dans tel ou tel domaine et quelles sont les conséquences que peut avoir cette inexécution. Cet examen peut également faire apercevoir quelques raisons d'inexécution : mauvaise organisation des entreprises, manque de personnel qualifié, négligence des travailleurs qui sont souvent surmenés et auxquels on impose un rythme de travail trop rapide, etc....; ce sont de tels faits qui expliquent la production de pièces de rebut, l'arrêt des machines et, en définitive, la non-réalisation du plan, nous allons en donner quelques exemples.

Sous le titre « Trains oubliés », les *Izvestija* du 2 février 1938 publient un reportage, daté de Tchéliabinsk, dans lequel on peut lire : « Au lieu de 23 trains que doit recevoir tous les jours le chemin de fer de l'Oural du sud de la ligne de Kouybihev, voici déjà plusieurs jours qu'il n'en admet que 14 ou 15, parfois même moins. Près de différentes stations de la ligne principale de l'Oural du sud, il y a un couloir ininterrompu, formé de trains qui attendent leur départ. Aujourd'hui, plus de 170 trains « oubliés » attendent sur la ligne ; sur ce nombre, 105 stationnent en plein champ. Il y a un grand nombre de trains qui attendent aux embranchements ... ». Les causes de cet état de choses sont les réparations insuffisantes des locomotives, et le fait que les dépôts ne fournissent pas de locomotives. « En décembre dernier, le mécompte a été supérieur à 500 locomotives ; en janvier de cette année, le chiffre s'est élevé à 606. Le graphique de capacité de traction des locomotives n'existe que sur le papier ; en fait, il est inférieur de deux fois à la norme. Le parcours des locomotives tombe systématiquement. Au lieu de 290 kilomètres prévus par la norme, il n'a atteint, en octobre, que 237, en novembre, 222, et, en décembre, 198 kilomètres. Il est tombé, en janvier, à 183... En réalité, on ne charge par jour que 1.500 à 1.600 wagons, soit 60 à 66 % du plan. » (2)

Un autre correspondant des *Izvestija* télégraphie de Novosibirsk, le 5 février 1938, que faute de transports 803.890 tonnes de charbon du Kousbass restent immobilisés.

La mauvaise organisation du travail dans les transports a pour conséquence un ravitaillement défectueux de l'agriculture

(1) *Pravda Vostoka* du 17-6-1936.

(2) *Izvestija* du 2-2-1938.

et de l'industrie. Ainsi, faisant le bilan de l'année 1937, « *Indoustrija* » est obligé de constater : « Le ravitaillement des entreprises de l'industrie lourde en matières premières, matériel et combustibles a été mal organisé », ceci a entraîné des dépenses de salaires pour des journées de travail non utilisées et le résultat a été une hausse du prix de revient, au lieu de la baisse prévue au plan (1). Cette mauvaise organisation semble, d'ailleurs, provenir non seulement d'un travail défectueux, mais aussi, parfois, d'un plan des transports qui ne tient pas suffisamment compte des réalités et qui fixe aux chemins de fer certaines tâches qu'ils ne peuvent remplir, ce qui ne peut qu'accroître le désordre.

Dans l'agriculture, les travaux les plus pressés sont fréquemment arrêtés par suite de la détérioration des machines, parfois défectueuses, presque toujours malmenées. Ainsi, la *Pravda Vostoka* (2) signale que dans la S.M.T. de Ouïtchi, 20 tracteurs fonctionnent sur 105, dans celle de Pap, le 26 mars, 11 tracteurs ont été détériorés ; en 8 jours, 4 tracteurs de la S. M. T. d'Andyan n'ont labouré que 46 hectares.

Les *Izvestija* (3) signalent que dans la région de Stalingrad, des centaines de tracteurs et de semeuses sont en réparation et que dans nombre de rayons il y a pénurie de grains d'ensemencement. Ainsi, aux arrêts du travail dus à la détérioration du matériel, viennent s'ajouter ceux dus au manque de semences et de combustibles (4).

Pour l'industrie, ce qui est le plus caractéristique, c'est la mauvaise qualité de la production. Voici quelques exemples de cette mauvaise qualité des produits qui nuit souvent au fonctionnement normal de la production.

La *Daghestanskaïa Pravda* (5) signale la pénurie de pain dans le Daghestan, certaines localités ont manqué de pain pendant quatre jours, les causes de cet état de choses auraient été techniques. La *Pravda* du 27-5-36 signalait que chaque abonné au téléphone compte six cas de détérioration d'appareil par an. Plus récemment, la *Pravda* (6) publiait un arrêté du C.C. du parti et du gouvernement de l'U.R.S.S. sur le travail de l'industrie du charbon ; cet arrêté signale que le mauvais état de l'outillage,

(1) *Indoustrija* du 29-1-1938.

(2) *Pravda Vostoka* du 6-4-1937.

(3) *Izvestija* du 9-4-1937.

(4) Le mauvais état du matériel agricole est chose fréquente, ainsi, les *Izvestija* du 5-10-1938 signalent que dans la région de Tchéliabinsk, sur plus de 3.000 faucheuses, il n'y en a guère que 250 qui fonctionnent, les autres chôment.

(5) *Daghestanskaja Pravda* du 18-3-1937.

(6) *Pravda* du 21-10-1938.

lié à une exploitation intense, était une source d'incendies souterrains. Peu de temps avant, les *Izvestija* (1) avaient signalé le mauvais état de l'outillage des mines.

L'exécution des plans de production des objets de consommation est souvent négligée ; ainsi, sous le titre « De menues choses qui ont de l'importance », les *Izvestija* (2) signalent la rareté de certains objets tels que les aiguilles, les dés, les cuillers, etc. Les aiguilles pour les machines à coudre ont été fabriquées pendant le premier semestre de cette année en quantité insignifiante par rapport au plan (180 millions au lieu de 1.200 millions). Le plan de la fabrication des cuillers en métal n'a été exécuté que dans la proportion de 15 à 33 %.

En ce qui concerne le papier, la *Pravda* (3) est obligée de lui consacrer un éditorial, on y signale la mauvaise qualité du papier, le mauvais fonctionnement des usines, ainsi, la fabrique de Kamensk n'a fourni que 150.000 cahiers de bonne qualité, le plan prévoyait 16 millions ; le rebut s'élève à 30 %, etc....

La fabrication des pièces de rechange est également négligée, surtout dans l'industrie automobile. C'est là un état de choses qui date et qui ne semble guère s'améliorer ; en 1936, la *Pravda* (4) signalait déjà que les usines d'automobiles négligent la fabrication des pièces de rechange, cette année-là les usines suivantes n'avaient fabriquées que :

Usine Staline	59,2 %	du plan des pièces de rechange		
« Molotov	72 %	«	«	«
« Yaroslav	86,9 %	«	«	«
Trust Avtotractordetal	76,3 %	«	«	«

En 1937 (5), la *Pravda* signale que des autos et des machines à traction automobile sont immobilisées faute de pièces de rechange, d'où des conséquences désastreuses pour les récoltes : dans la région méridionale du Kazakhstan, sur 1.774 camions, 792 sont immobilisés ; dans la région de Kouybychev, sur 6.594 camions, 2.737 sont immobilisés ; dans la région d'Ordjonikidzé, 50 % des automobiles sont immobilisées.

En 1938, un éditorial de la *Pravda* (6) critique le fonctionnement de l'industrie automobile : sur 44.064 machines appartenant aux services du narkomzem et qui ont été vérifiées, 41,2 % seulement se sont révélées en bon état ; faute de pièces de re-

(1) *Izvestija* du 28-9-1938.

(2) *Izvestija* du 28-8-1937.

(3) *Pravda* du 9-5-1936.

(4) *Pravda* du 21-12-1936.

(5) *Pravda* du 17-6-1937.

(6) *Pravda* du 2-11-1938.

change, on en enlève d'une machine pour les mettre sur une autres; des milliers de machines sont inutilisées faute de carrosserie ou de pièces.

Il arrive que des usines soient arrêtées par suite d'avaries graves ou d'un ravitaillement insuffisant; depuis quelque temps, cependant, les journaux ne signalent plus de faits de ce genre; les deux derniers cas importants, à notre connaissance, ont été les suivants: le 5 juin 1937, l'usine Staline n'a sorti aucun camion, la norme étant de 218 par jour; les 10, 11 et 13 juin (le 12 étant jour de repos), l'usine Molotov n'a sorti aucune voiture, la norme étant de 74 par jour(1).

La cause la plus importante de l'inexécution des plans est le mauvais entretien du matériel et le grand nombre de pièces de rebut, mais il ne faut pas sous-estimer non plus les fautes d'organisation des transports et des entrepôts. Voici quelques exemples: « A l'usine de Gorlovsk, aucun manomètre ne donne une indication exacte depuis des années. Au point de vue des entrepôts, le travail des usines est absolument chaotique.

« Au combinat chimique de Berezinovsk, il n'y a pas d'entrepôt pour conserver le chlorate de baryum, il « se conserve » à ciel ouvert, le chlorate de potassium est tout bonnement mis en tas. Par suite de l'état de désordre dans lequel se trouvent les transports, les usines ne parviennent pas à charger leur production en wagons. »(2)

Fin 1938, la *Pravda*(3) signalait que plus de 80.000 carrosseries d'automobiles se trouvaient amassées sur l'emplacement du combinat de Yaroslav, sans être abritées de la pluie.

En ce qui concerne le rebut, les articles sont innombrables. En avril 1938, les *Izvestija* (4), critiquant l'état peu satisfaisant du travail des usines métallurgiques, citent la grande quantité de fabrication de rebut dans l'outillage des wagons: « Ainsi, on a envoyé une fois dans l'usine de Briansk 500 roues, dont 447 de rebut. Passe encore si la malfaçon se découvre avant ou pendant le travail de mise au point. Mais il est arrivé que des essieux de rebut, n'ayant pas été découverts pendant la mise au point, ont causé des avaries dans les transports. »

L'organe du narkommache, faisant le bilan de 1937, constate (5) que le plan concernant la productivité du travail, la baisse du prix de revient, n'a pas été rempli et il ajoute: « Le rebut de la production est encore très grand. Le rebut à l'usine

(1) *Pravda* du 16-6-1937.

(2) *Indoustrija* du 10-2-1938.

(3) *Pravda* du 18-10-1938.

(4) *Izvestija* du 20-4-1938.

(5) *Machinostroénie* du 21-2-1938.

de wagons Oural est de 22,8 % en 1937, à la première usine de constructions de locomotives de Gorki, il est de 14 %. »

En juin 1938, l'organe officiel du Gosplan (1) examinait de nouveau la question du rebut de la production métallurgique dans un article dont le titre souligne toute l'importance de la question : « L'abaissement du rebut dans les ateliers de fonderie — tâche économique la plus importante » ; cet article fournit certaines précisions numériques relativement au rebut et, en particulier, il permet de noter que le rebut est le plus faible dans les anciennes usines, dans celles situées dans les vieux centres ouvriers ; ainsi, l'usine Egorov, de Léninegrad, a baissé, en 1937, le pourcentage de son rebut de fonte de 5 à 3,5 %, tandis que la même année, d'autres usines connaissaient les pourcentages suivants de rebut : 36,6 % (Rostsiélmache), 30 % (S.T.Z.), 29 % (G. A. Z.), etc...

On voit ainsi à quel point la mauvaise organisation du travail, des transports, des entrepôts, la négligence des ouvriers à l'égard du matériel, des dirigeants à l'égard de l'exécution des plans de production des pièces de rechange et d'objets de consommation et, surtout, le bas niveau technique des travailleurs font apparaître parfois un immense écart entre ce que le plan prévoit et ce qui est réalisé, écart souvent diminué, d'ailleurs, ainsi que nous le verrons à propos des résultats globaux, grâce aux « coups de collier » qui sont exigés des travailleurs vers la fin de chaque année (2) (3).

(1) P. PARTINE, *P. K.*, n° 6 de 1938, pp. 86-92. — Chiffres des pp. 86-87.

(2) Si on observe les courbes de la production du charbon, de la fonte, de l'acier, des laminés, on constate que : en 1936, la production maxima est atteinte au cours du dernier trimestre et que, chose beaucoup plus caractéristique, ces maxima sont suivis d'une chute presque verticale jusque vers la mi-février 1937 ; en 1937, le phénomène est à peu près le même, sauf pour le charbon dont le maximum se prolonge pendant les premiers jours de 1938 et pour les laminés qui repartent dès mi-janvier ; en 1938, la production de ces branches d'industrie, après avoir « plafonné » (au-dessus du niveau de 1937) pendant toute l'année, part en flèche au cours de la seconde moitié de septembre ; l'ampleur de ces mouvements et, surtout, leur caractère brutal ne peuvent s'expliquer que par les « coups de colliers » de fin d'année et l'essoufflement qui en est la conséquence au début de l'année suivante (*). On peut constater un phénomène à peu près semblable dans l'industrie du ciment et des briques(**), mais ici les facteurs d'ordre saisonnier (activité de l'industrie du bâtiment) jouent certainement un rôle important. Nous ne possédons pas de données suffisamment détaillées sur les autres branches de la production pour affirmer que la courbe de la production y a le même aspect.

(*) Nous nous sommes servis des courbes publiées régulièrement par la *Monthly Review* (n°s de juin 1937, de février et de novembre 1938).

(**) Voir l'article de P. MAXIMOV, *Les oscillations saisonnières de la production dans les industries du ciment et des briques*, in *P. K.*, n° 9-10 de 1936, pp. 52-69.

(3) Rappelons encore deux cas de non-réalisation du plan : le dépassement fréquent du plan du fonds des salaires, d'une part, le non-paiement ou le retard dans le paiement des salaires, d'autre part. (Voir plus haut « *Le plan et les salaires* »).

4) *Le marché.*

Comme l'écrit Laurat : « Dès qu'il y a écart entre les prévisions et l'accomplissement, le marché rentre dans ses droits. » (1). Or, nous venons de le voir, et dans le domaine de la circulation des biens, du commerce soviétique, que nous allons examiner maintenant, nous le verrons encore plus nettement, les écarts entre prévision et réalisation sont fréquents. Comment, dès lors, le marché fait-il valoir « ses droits » ? Ces « droits » prennent la forme d'un commerce et d'une production clandestines, illégales. Lorsque le plan est exécuté d'une façon insuffisante, que la répartition se fait mal, apparaît, en général, un déséquilibre entre la demande (les besoins de la population et l'argent qu'elle détient) et l'offre des marchandises : celles-ci sont en nombre insuffisant, tout au moins pour le prix auquel elles sont vendues ; c'est alors qu'apparaissent les « spéculateurs » qui ont pour « fonction » de combler les lacunes de la production ou de la répartition. Examinons le rôle joué par cette activité que le plan ne prévoit pas et que la loi punit.

a) En raison du fonctionnement souvent défectueux des transports, d'une organisation commerciale insuffisante, d'une production qui ne correspond pas régulièrement aux prévisions, etc., le ravitaillement des magasins fonctionne mal et il faut attendre, souvent pendant des semaines, que la marchandise dont on a besoin arrive (sauf, en général, si c'est un produit de consommation quotidienne), il faut se trouver à temps au magasin, avant que ce que l'on veut soit vendu, il faut parfois « faire la queue » pendant des heures, etc.; aussi, existe-t-il des « spéculateurs » qui se chargent de mettre, pour ainsi dire, un peu d'ordre dans le ravitaillement de la population : ils achètent tout ce qui arrive dans les magasins et dont on manque à l'ordinaire, puis ils revendent ces marchandises, au détail, aux plus offrants (ce qui leur laisse un beau bénéfice) ; chez certains d'entre eux on a trouvé des milliers de mètres de tissus (2).

b) D'autre part, et c'est un autre aspect du même phénomène, les magasins sont souvent ravitaillés à contre-temps : ils reçoivent des pelisses de fourrure et des bottes de feutre l'été, des costumes de bain en hiver; les « spéculateurs » interviennent ici pour « planifier » un peu ce ravitaillement, achetant tout ce qui n'est pas de saison, ils le revendent au bon moment.

Pour mieux illustrer ce que nous venons de dire, nous allons

(1) LAURAT, *op. cit.*, p. 49.

(2) Le *Bulletin quotidien* du 5-11-1936 a donné une analyse de cette spéculation, c'est à lui que nous empruntons certains de nos exemples.

donner quelques exemples du mauvais fonctionnement du commerce officiel. Au mois d'avril 1938 (1), la *Pravda* signalait l'arythmie du commerce, surtout dans les villages où de nombreux magasins manquent de produits de première nécessité, alors que dans d'autres localités ces produits sont en abondance; quelques jours auparavant, le même journal (2) signalait les anomalies qui existent dans la répartition des marchandises; ainsi, par exemple, dans nombre de magasins de verreries, à Moscou, on ne trouve pas de verres ni de carafes, alors que ces mêmes magasins sont pleins de vases colorés très chers et d'autres marchandises peu employées dans les ménages; d'autre part, près de 4 millions de verres sont « embouteillés » dans les usines de l'un des principaux trusts du verre; la même pénurie existe dans la vente des vitres. Au mois de mai 1938, l'éditorial des *Izvestija* (3) insistait sur le mauvais approvisionnement du commerce: « Ainsi, au mois de février, on a vérifié 9.000 entreprises commerciales, il est apparu que dans 846 le sel manquait, dans 600 le savon manquait, dans 415 les allumettes, etc... ». En Octobre 1938, les *Izvestija* (4) signalent la pénurie d'allumettes dans les coopératives et boutiques de Moscou. Les établissements producteurs assurent qu'il en existe en grande quantité dans les dépôts, mais que les détaillants ne veulent pas les prendre dans leurs boutiques (5). Le même mois, l'éditorial de la *Prav-*

(1) *Pravda* du 21-4-1938.

(2) *Pravda* du 13-4-1938.

(3) *Izvestija* du 9-5-1938.

(4) *Izvestija* du 17-10-1938.

(5) Cette information doit susciter deux observations. Premièrement, on peut remarquer que ce sont surtout les organes commerciaux qui sont attaqués, on affirme toujours qu'il existe (dans les dépôts, dans le reste du pays, etc.) une abondance de produits; il est permis de penser que cette affirmation n'est pas toujours vraie et que l'on accuse parfois les organes commerciaux alors que c'est l'appareil de production qui est responsable. Deuxièmement, si l'on admet qu'il y a une part de vérité dans des affirmations de ce genre, ce qui est probable, on doit se demander pourquoi les détaillants ne veulent pas d'allumettes, ou pourquoi ils ne veulent pas de verres, de carafes, etc.; nous pensons que leur attitude provient d'une mauvaise planification du « supplément commercial »: les détaillants préfèrent vendre des produits sur lesquels leur magasin fait un gros bénéfice (ce qui gonfle leur bilan) plutôt que des produits sur lesquels le bénéfice est minime. Il y a là un phénomène qui rappelle singulièrement celui auquel on assistait en 1930, époque à laquelle les coopératives détenaient le monopole du commerce(*), monopole contre lequel le gouvernement soviétique a lutté par la création de magasins d'Etat faisant concurrence aux coopératives. Il est évident que tant que la planification du « supplément commercial » est mal faite, du point de vue des magasins vendant au détail, un tel phénomène est presque inévitable. Il nous semble intéressant de rapprocher ce fait de celui de l'inexécution, pour ainsi dire systématique, du plan de production des pièces de rechange; la cause de cette inexécution semble être, entre autres, une mauvaise planification du profit industriel sur cette catégorie de produits.

(*) En 1930, Staline disait: « Il paraît que, bien qu'elle ait désormais le monopole du commerce, la coopération préfère fournir aux ouvriers des marchandises qui rapportent plus de bénéfices (mercerie, etc.), et répugne à leur fournir des marchandises qui, tout en « rapportant » moins, sont pourtant indispensables aux ouvriers (produits de l'agriculture), (J. STALINE, *Discours sur le plan quinquennal*, op. cit., p. 119).

da(1) insiste sur l'approvisionnement défectueux de certains centres en produits. L'éditorialiste fait remarquer que les légumes et les pommes de terre abondent dans l'ensemble du pays, tandis qu'à Moscou il y a pénurie de ces produits ; le journal fait ressortir aussi l'arythmie dans l'approvisionnement de certains quartiers de Moscou et de Smolensk. Le même mois, encore, plainte de la *Pravda Vostoka* (2) sur le mauvais fonctionnement du commerce.

Enfin, il est fréquent que les directeurs ou les employés des magasins se chargent eux-mêmes de la spéculation, haussant leurs prix de vente de façon illicite, de manière à rétablir l'équilibre entre l'offre et la demande et... à augmenter leur revenu. Voici quelques faits : en avril 1938, la *Pravda* (3) signale que certains organismes du commerce soviétique s'adonnent à la spéculation, en augmentant considérablement le prix des marchandises ; ainsi, un frein d'automobile est vendu de 400 à 1.200 roubles, selon son état de perfectionnement ; un bouchon de radiateur se vend 12, 16 et 20 roubles, selon le magasin ; une table qui coûte 59 roubles est vendue 77 roubles, parce qu'on y ajoute une pièce de bois entre les pieds ; une bouilloire dont le prix doit être de 69 roubles est vendue 148 roubles. Huit jours plus tard, le même journal (4) signale encore la hausse illicite des prix, l'abus de la pesée, etc. En septembre 1938, ce sont les *Izvestija* qui s'attaquent aux détournements qui ont lieu dans le commerce (5) : « Rien qu'au cours de la dernière année, on a enregistré dans le système du « Tsentrosojouz » 80.000 cas de détournements » ; au mois d'août, le même journal (6) avait déjà signalé des cas de spéculation.

c) Une autre source de spéculation est le fait que les prix de détail, les suppléments commerciaux, sont fixés de façon diverse selon les régions et, surtout (car cette première raison joue moins depuis que l'on tend à l'unification des prix), que la qualité et les quantités des produits attribués aux différentes régions sont souvent fixées sous l'influence de considérations politiques et de propagande ; ainsi, selon les lieux, les produits sont plus ou moins chers (ce sont les villes les plus favorisées) ; c'est ce qui explique qu'un grand nombre de spéculateurs sont arrêtés dans

(1) *Pravda* du 19-10-1938.

(2) *Pravda Vostoka* du 20-10-1938.

(3) *Pravda* du 13-4-1938.

(4) *Pravda* du 21-4-1938.

(5) *Izvestija* du 9-9-1938.

(6) *Izvestija* du 27-8-1938.

les gares, alors qu'ils emportent des marchandises pour les villages.

d) Enfin, une grande source de spéculation est constituée par l'existence des marchés kolkhoziens ; il s'est formé toute une corporation illégale d'intermédiaires, dont la « fonction » est d'épargner du temps aux particuliers : les uns viennent vendre des produits industriels sur les marchés kolkhoziens, évitant aux paysans qui sont venus porter leurs produits au marché d'avoir à perdre du temps dans les magasins de la ville ; les autres viennent acheter les produits agricoles pour les revendre aux citadins qui ne peuvent venir au marché en raison de leur travail ; d'autres, enfin, sont chargés par les kolkhoziens de vendre sur le marché les produits agricoles des kolkhoz(1).

e) Sur le plan non plus du commerce mais de l'industrie, il faut dire que, en face du déséquilibre entre l'offre et la demande et des prix élevés pratiqués par le commerce officiel, apparaît parfois (le fait semble à vrai dire assez rare) une *production* illicite, en dehors de la production prévue par le plan ; ainsi, en 1936, la *Pravda*(2) a signalé l'existence, à Odessa, d'une tannerie clandestine.

Ajoutons, pour terminer sur ce point, que la nécessité économique de cette spéculation semble prouvée par les faits suivants : le nombre important de ces spéculateurs, en dépit de la sévérité des peines qu'ils encourent (plusieurs années de camp de concentration), le fait que ces spéculateurs se recrutent non parmi les résidus des classes bourgeoises, mais parmi les « ménagères », les cheminots, les paysans, et, enfin, la complicité non seulement de la population mais aussi, bien souvent, des autorités locales.

5) *Les violations volontaires du plan.*

Lorsqu'on parle des limites de la planification soviétique, il ne faut pas oublier de signaler les violations volontaires du plan par les dirigeants techniques de l'industrie ; ceux-ci agissent ainsi soit par esprit de lucre, soit parce qu'ils se sentent gênés par les erreurs contenues dans le plan, par la mauvaise organisation du ravitaillement planifié, etc. et qu'ils cherchent à se dégager de la tutelle du pouvoir central. Nous ne pouvons mieux

(1) Un communiqué du narkomzem explique que l'emploi de particuliers pour la vente des produits kolkhoziens est interdit, comme étant contraire aux statuts de l'artel agricole. Dans les cas où les kolkhoz ne pourraient pas assurer la vente par leurs propres moyens, ils peuvent en charger les coopératives et les services du commerce d'Etat (*Izvestija*, 4-9-1937) ; mais pour que les kolkhoziens aient volontairement recours à ces organismes, il faudrait que leur fonctionnement fût meilleur.

(2) *Pravda* du 23-7-1936.

faire ici que de citer un communiqué officiel du Conseil économique près le Sovnarkom (1) qui, dans sa séance du 27 décembre 1937, a « examiné la question du ravitaillement illégal du narkomlégprom en métal, au cours de l'année 1937 ». Le Conseil économique a pris connaissance des faits établis par la commission de contrôle soviétique, qui a constaté que le trust « Sojousznablégprom », du narkomlégprom de l'U.R.S.S., ainsi qu'une série de glavki de ce narkomat ont reçu, en 1937, 28.000 tonnes de métal conformément au plan et en ont acheté 27.000 tonnes hors plan. La plus grande partie de ces achats a été obtenue au moyen d'opérations d'échange de marchandises (vente d'objets manufacturés, mouffles de toile et autres marchandises) et par d'autres moyens illégaux. Le Conseil économique a pris également connaissance du fait que des ventes de métal non prévues par le plan ont eu lieu dans un certain nombre d'usines métallurgiques, pendant une longue période, souvent sous couleur de rebut, de déchets et de produits de seconde catégorie, mais, cependant, à des prix notablement plus élevés que ceux fixés par le gouvernement pour la vente de métal de première catégorie. En vertu des directives données par les Conseil économique au narkomtiajprom, une punition a été infligée aux travailleurs de la direction principale de l'industrie métallurgique et des usines métallurgiques. Il a été ordonné au narkomlégprom de l'U. R. S. S. de cesser cette pratique illégale. Quelques jours auparavant, les *Izvestija* (2) avaient signalé la découverte de malversations et de détournements importants dans l'administration des métaux à Dniépropétrovsk, 8.000 wagons de métaux avaient été détournés au profit des administrateurs.

(1) *Indoustrija* du 28-12-1937.

(2) *Izvestija* du 22-12-1937.

SECTION II

Les causes.

On voit donc que le plan n'englobe pas, comme il a la prétention de le faire, toute l'activité économique de l'U. R. S. S. et qu'il y a un certain nombre de phénomènes économiques qui se déroulent non seulement en dehors de lui, mais aussi à son encontre. Quelles sont les raisons de cette limitation imposée par les faits à la planification soviétique ? C'est ce que nous allons examiner maintenant aux quatre points de vue suivants :

- a) Le niveau trop bas des forces productives.
- b) Le niveau trop bas de la culture technique.
- c) Les luttes sociales.
- d) L'absence de démocratie.

a) *Le niveau trop bas des forces productives.*

La raison fondamentale des défauts de la planification soviétique est, à notre sens, le niveau trop bas des forces productives qui a pour conséquences la nécessité d'une accumulation rapide (d'où une grande restriction à la production des objets de consommation et les prix élevés de ceux-ci) et une mauvaise situation alimentaire, vestimentaire (faits graves étant données les conditions climatiques) et d'habitation ; cette mauvaise situation a, elle-même, pour conséquences une productivité du travail généralement peu élevée et toujours irrégulière (ce qui rend difficile le travail de planification), un niveau culturel rudimentaire, d'où la multiplication du nombre des employés (1) (ce qui diminue la production par tête d'habitant) ; tous ces faits sont, en outre, avec le mauvais ravitaillement des magasins, une source de spéculation. On peut penser que si le pays avait un niveau élevé des forces productives, une production abondante d'objets de consommation et que si les travailleurs avaient effectivement une « vie aisée et culturelle », un grand nombre des défauts dans l'exécution du plan disparaîtraient par là même.

b) *Le niveau trop bas de la culture technique.*

Etroitement lié au fait précédent, comme cause et comme effet, est le bas niveau de la culture technique ; cette technique

(1) Indiquons simplement, à titre d'exemple, que la plupart des comptables soviétiques se servent de bouliers.

étant aussi bien celle de l'élaboration des plans que celle de leur exécution.

I) *dans l'élaboration des plans* .

Nous savons que les méthodes d'élaboration des plans, bien qu'en progrès, sont encore très insuffisantes et c'est là une des causes, parmi d'autres, des déséquilibres constants dont souffre l'économie soviétique, du manque de coordination entre les différentes branches de l'économie (filage et tissage du coton, par exemple), des erreurs ou l'absence complète de plan en matière de ravitaillement des usines en matières premières combustibles, etc. ; tous faits que nous avons signalés et qui ne doivent nullement nous étonner.

II) *dans l'exécution*.

L'exécution du plan par les producteurs est insuffisante en raison de l'inadaptation des travailleurs à la technique, les faits, ici, sont trop connus pour qu'il vaille la peine d'y insister ; rappelons simplement que près de la moitié des ouvriers d'aujourd'hui étaient, il y a quelques années, des paysans, et des paysans infiniment moins cultivés que les paysans français. C'est pourquoi nous pensons qu'on ne peut pas dire, même aujourd'hui, que l'U. R. S. S. possède une technique moderne ; il n'y a pas de technique moderne, de technique perfectionnée, sans hommes capables de faire fonctionner convenablement les machines. La technique n'est pas seulement un outillage perfectionné, c'est cet outillage *et* des hommes aptes à s'en servir.

Une grande partie des détériorations subies par les machines, leur mauvais entretien, la fréquence extraordinaire des pièces de rebut, etc., tout cela s'explique par cette technique (au sens complet que nous avons donné à ce mot) insuffisante, fruit elle-même d'une industrialisation trop rapide mais politiquement indispensable.

Cette technique défectueuse ne fait pas, d'ailleurs, que nuire à la production industrielle ; elle nuit aussi à la production agricole. Dans l'agriculture, l'inexpérience des paysans, en face des machines agricoles modernes, est une source importante de détérioration de l'outillage et, même, de perte de produits lors de la rentrée des récoltes.

En ce qui concerne le fonctionnement du système bancaire, qui est actuellement un des centres du contrôle de l'exécution du plan, il suffit d'indiquer que ce système a été créé, pour ainsi dire, de toutes pièces et en quelques années, le personnel qualifié étant presque inexistant, pour que l'on comprenne que son fonctionnement est loin d'être parfait. Rappelons, d'ailleurs, que lors

des réformes de 1930-1931, qui ont confié pratiquement la comptabilité des entreprises aux banques, la plupart des entreprises ne purent pas présenter de bilan à la fin de l'année et que presque toutes bénéficièrent de crédits plus élevés que ceux auxquels le plan leur donnait droit, par suite de l'anarchie complète qui régnait alors dans la comptabilité des banques. Certes, la situation s'est beaucoup améliorée depuis, mais ce n'est pas en si peu de temps que l'on met sur pied un système bancaire qui, en principe, devrait être un des plus perfectionnés du monde. Quant à la désorganisation du système commercial, elle s'explique par la diminution du nombre des magasins et de boutiques (par rapport à la Nep) et, surtout, par le fait que la grande majorité du personnel n'a guère de compétence commerciale, ce qui est une des causes essentielles de la désorganisation de l'appareil de distribution.

c) *Les luttes sociales.*

La réalisation d'un plan d'ensemble de l'économie nationale, surtout d'un plan portant sur plusieurs années, suppose que ce plan, une fois adopté, sera appliqué avec un minimum de modifications, c'est-à-dire avec les seules modifications qu'imposent les nécessités économiques et une connaissance plus approfondie de la réalité. En U. R. S. S., il n'en est pas ainsi, et il ne peut pas en être ainsi, parce que, en raison de l'existence de groupes sociaux dont les intérêts sont profondément opposés (paysans, fonctionnaires, ouvriers, techniciens, chefs de l'armée, etc.), il existe une lutte sociale constante, lutte qu'accentue encore l'absence de démocratie, et qui a ses répercussions au sommet de l'appareil du Parti et du gouvernement. Les modifications qui ont lieu dans le rapport des forces sociales ont également leurs effets sur la structure du plan, certains éléments se trouvent modifiés en raison des circonstances politiques du moment ; mais comme il est impossible de modifier constamment tout le plan, les modifications partielles font souvent disparaître l'équilibre économique que le plan initial était peut-être parvenu à atteindre. L'histoire du 1^{er} plan quinquennal est une illustration de ce que nous avançons. La défaite de la gauche du Parti a été accompagnée de restrictions dans le domaine de la production des objets de large consommation ; la défaite de la droite a eu pour conséquence l'accélération de la collectivisation ; l'augmentation de l'influence des chefs de l'Armée Rouge a eu pour conséquence une accélération du rythme d'armement, etc. ; nous savons déjà comment toutes ces modifications se sont répercutées sur la structure et le volume de la production de l'industrie mécanique et que, faute d'un remaniement complet de tout le plan, une disproportion qui

n'existait pas à l'origine, du moins avec cette importance, est apparue entre le développement de l'ensemble de l'économie nationale et celui des transports ferroviaires ; l'U. R. S. S. souffre encore et souffrira sans doute encore longtemps de ce retard des transports. L'exemple que nous venons de donner est particulièrement important et frappant, mais il en existe beaucoup d'autres : la décision d'augmenter la production des objets de large consommation dès 1932, le changement d'attitude à l'égard des sovkhoz, auxquels, au cours du 2^e plan quinquennal, on préfère, de plus en plus, les kolkhoz, etc. D'une façon générale, les changements apportés à la direction politique de tel ou tel commissariat, et ces changements sont assez nombreux, ne reflètent pas seulement des luttes personnelles mais correspondent assez souvent à la victoire de tel groupe social ou, plus fréquemment, de telle fraction des sommets du Parti, et sont accompagnés, parfois, de changements plus ou moins profonds au plan du commissariat intéressé, au détriment du plan d'ensemble ; en particulier, la progression des éléments militaires s'exprime, au point de vue économique, par la restriction de la production d'objets de consommation individuelle et par l'extension du matériel destiné à l'armée ; depuis fin 1937, c'est la marine de guerre qui « profite » de cette évolution (1).

d) *L'absence de démocratie.*

Les faits précédents, ainsi que ceux énumérés dans le 1^{er} chapitre de cet ouvrage, ont eu pour conséquences la disparition de toute démocratie dans la société soviétique et l'apparition d'une oligarchie bureaucrato-technique, minorité plus ou moins qualifiée et qui a profité de sa qualification pour s'accorder des privilèges qu'elle ne peut conserver qu'en réduisant les masses au silence ; à son tour, l'absence de démocratie a produit ses effets sur le travail de planification dont elle explique nombre de défauts ; c'est ce que nous allons examiner.

1) *Les décisions erronées.*

Yvon écrit : « Le fait de posséder une puissance quasi-illimitée sur la société prête plus facilement à des décisions contre le bon sens qui seront cependant exécutées. » (2) Ceci est vrai dans la mesure où ceux qui prennent les décisions ne sont pas

(1) A ces « modifications politiques », qui s'opposent aux modifications dictées par des raisons économiques, il faut ajouter les modifications d'opportunité, dictées par le simple désir d'augmenter la production, sans tenir compte des proportions qui doivent exister entre la production des différentes branches ; c'est ce qui a lieu lorsque les dirigeants se saisissent d'un résultat particulièrement brillant atteint par quelques ouvriers et veulent l'imposer comme norme à l'ensemble des ouvriers de la même catégorie.

(2) YVON, *op. cit.*, p. 22.

ceux qui les exécutent et qui en souffrent ; il en est justement ainsi en U. R. S. S. où une minorité de bureaucrates décide, en définitive, de ce que sera le plan, sans que cette décision puisse être critiquée. Dès le départ, dès les premières directives, le travail de planification peut être engagé dans une voie erronée, sans qu'il y ait d'autre frein que la catastrophe ; seule une discussion ample et démocratique permettrait de réduire au minimum les chances d'erreurs.

II) *L'inertie du système.*

Néanmoins, les dangers des décisions erronées se trouvent réduits du fait de la possibilité d'apporter des modifications au plan en cours d'exécution. Yvon semble affirmer le contraire lorsqu'il écrit : « Le plan exige une plus grande qualité dans le travail d'élaboration, car aucun ressort ne vient corriger à temps l'erreur initiale. Pour peu qu'elle s'accorde avec la tranquillité d'un monde de fonctionnaires intéressés, celle-ci aura même tendance à s'amplifier. Au-dessous d'une certaine importance, elle a d'ailleurs bien peu de chances de susciter une réaction salutaire. » (1) Une telle manière d'envisager les choses est exagérée, mais elle fait ressortir justement ce fait que tout le mécanisme de contrôle que nous avons examiné est doué d'une énorme force d'inertie et que son fonctionnement régulier se heurte trop souvent à l'inaction des fonctionnaires qui craignent en signalant une erreur d'en endosser la responsabilité. Seule une véritable démocratie, qui permettrait aux vrais intéressés, c'est-à-dire aux masses, d'exprimer leur opinion et de signaler, sans crainte de châtiments, les défauts du plan, serait apte à éviter avec un maximum de sécurité qu'une erreur initiale ne subsiste et ne s'amplifie ; par contre, l'absence de démocratie, la peur des travailleurs de protester à temps contre des ordres inexécutables, risque plus souvent de conduire à l'anarchie économique qu'à une économie planifiée.

III) *Les défauts de la documentation et du contrôle.*

Fréquemment la documentation dont disposent les organismes de planification est insuffisante, certains directeurs d'entreprise, par crainte de se voir imposer un plan trop fort, sous-estiment la capacité de production de leur entreprise, d'autres, et c'est le cas le plus courant, afin d'être bien notés, déclarent pour la période écoulée (dans la mesure où leur comptabilité leur en laisse la possibilité) une production plus élevée ou des prix de revient plus faibles que ceux prévus par le plan, etc., toutes

(1) *ibid.*, p.22.

choses qui ont pour résultat de fournir aux organismes de planification une documentation plus ou moins défectueuse.

Les déclarations fausses sont elles-mêmes rendues possibles du fait de l'inertie des fonctionnaires chargés de contrôle ; il est évident, en effet, que la plupart des fonctionnaires n'ont d'autre intérêt, en dénonçant tel ou tel acte illicite, telle ou telle déclaration fausse, que celui de leur avancement et qu'à cet intérêt s'opposent le désir de tranquillité, la crainte de faire une dénonciation erronée (ce qui est particulièrement facile lorsqu'on a affaire à une comptabilité mal tenue), les liens d'amitié qui peuvent unir le fonctionnaire chargé du contrôle et ceux qu'il est chargé de contrôler (1) et, enfin, l'intérêt matériel, pécuniaire, qu'il peut avoir à se taire. Toutes ces formes de contrôle par les fonctionnaires se heurtent aux mêmes objections que celles que Friedman formule à l'égard des tentatives de réforme faites par le tsarisme, lorsqu'il écrit : « ... toutes les tentatives de contrôle, même les plus sérieuses... ne sont, à y réfléchir, que dérisoires : puisqu'elles visent à contrôler la bureaucratie... par la bureaucratie elle-même. » (2)

De plus, les contrôleurs ne peuvent être partout à la fois, ou il en faudrait autant que d'exécutants ; c'est pourquoi, le seul contrôle efficace serait celui des masses. Dans une économie dans laquelle les moyens de production et d'échange sont socialisés, les masses, c'est-à-dire le peuple, l'ensemble des travailleurs et des consommateurs, sont les seules qui aient réellement intérêt (et non artificiellement) à ce que l'économie fonctionne bien, qui aient vraiment intérêt à ce qu'aucune erreur ne soit commise, ni aucun détournement ; les masses, en outre, comme le Dieu de la Bible, sont présentes partout et toujours, ce qui rend encore plus difficile d'échapper à leur contrôle. En U. R. S. S., c'est l'absence d'un tel contrôle qui, en majeure partie, est responsable de la multitude des actes illicites commis par les dirigeants de l'économie, de la vente de produits au-dessus des prix fixés par le plan, etc....

Il est une autre source d'erreurs dans la documentation, c'est le fait que lorsqu'une autorité supérieure déclare que telle ou

(1) C'est surtout dans les petites villes, où les quelques fonctionnaires dirigeants de l'industrie, de la banque et des appareils de contrôle forment un îlot (*) au milieu d'une population quasi-inculte, qu'il est inévitable que s'établissent de telles relations d'amitié. Le système des contrôleurs envoyés du centre, tel celui institué par le décret de février 1938 sur la réorganisation du Gosplan, se heurte, au contraire, au fait que le contrôleur risque d'être trop étranger à l'entreprise et à la région qu'il a à contrôler et qu'il peut facilement être trompé.

(*) Néanmoins, même dans les petites villes, les fonctionnaires de la G. P. U. forment un « cercle » à part.

(2) G. FRIEDMAN, *op. cit.*, p. 30.

telle entreprise est capable d'accomplir telle tâche, il ne se trouvera personne pour le nier (il serait traité de « défaitiste », de « restaurateur du capitalisme », d'« ennemi du socialisme », etc.), même si la chose est impossible, et certains, par désir de plaire aux supérieurs, feront de la surenchère ; c'est une des sources de la pratique des contre-plans.

Ajoutons enfin que, d'une façon générale, la discussion de questions techniques suppose un minimum de bonne foi et de démocratie.

IV) *La confection de projets sans intérêt immédiat.*

On constate en U. R. S. S. que du fait que l'économie est gérée par un nombre restreint de fonctionnaires, qui ne sont soumis à aucun contrôle, ces fonctionnaires sont tentés d'établir des projets ne présentant pas d'intérêt immédiat ; c'est ainsi qu'au cours du 1^{er} plan quinquennal on a vu fleurir, et se réaliser en partie, des projets de canaux intercontinentaux, d'aménagement de ports en Sibérie, etc., alors que la population manquait du nécessaire.

V) *Les trop grandes différences dans la rémunération.*

L'absence de liberté d'expression est accompagnée d'absence de démocratie économique, car elles se conditionnent l'une l'autre. Nous savons, d'ailleurs, les différences énormes qui existent en U. R. S. S. dans le domaine de la rémunération du travail, différences qui sont loin d'être toujours économiquement justifiées, et qui, comme elles vont s'accroissant plus vite que la production des objets de consommation, ont pour effet d'abaisser le niveau de vie des masses, de diminuer leur salaire réel.

Ainsi, la trop grande différenciation des salaires, entraînant une baisse du niveau de vie des larges masses, en dépit d'une élévation constante des normes (ce qui se réalise grâce à l'absence de démocratie et de liberté syndicale réelle) aboutit à un désintéressement des travailleurs à l'égard des résultats de leur travail ; les travailleurs sentent qu'ils ne profitent ni directement ni indirectement des résultats de leurs efforts et c'est là une nouvelle cause de rebut, de mauvais entretien du matériel, d'inexécution du plan en matière de productivité du travail, etc... Ce sont ces faits qui ont nécessité la formation de tout un personnel de maîtrise chargé de contrôler l'activité des ouvriers (et même des kolkhoziens, car il y a des brigadiers dans les kolkhoz), personnel auquel se joint le responsable syndical, mais qui est incapable de supprimer l'inertie des travailleurs et, en tout cas, d'améliorer sérieusement la *qualité* du travail, alors que l'entre

tien de ce personnel accroît sérieusement les frais généraux. Les dirigeants soviétiques semblent ainsi s'être donné à cœur de démontrer la véracité de cette phrase de Marx : « ... à mesure que s'accroît l'importance des moyens de production qui font face au travailleur salarié comme *propriété étrangère*, s'accroît la nécessité d'un contrôle et d'une vérification de leur emploi d'une manière convenable. » (1)

VI) *L'épuration.*

La minorité qui profite des progrès de l'économie soviétique est elle-même divisée lorsqu'il s'agit de se répartir les bénéfices et de diriger la société ; une des divisions les plus nettes est celle qui oppose les bureaucrates du Parti et du gouvernement aux techniciens qui tendent eux-mêmes au pouvoir politique, nous ne pouvons étudier ici cette lutte, indiquons seulement qu'elle a deux conséquences :

A) La direction politique est obligée, de temps à autre, de réduire les techniciens au silence en employant contre eux la terreur ; ce sont alors des destitutions en masse du personnel technique, destitutions qui désorganisent la production ; étant donné, évidemment, que ces destitutions ne sont pas prévues au plan, l'écart se fait énorme entre les prévisions du plan et les résultats.

Pour indiquer l'importance de ces phénomènes d'« épuration », nous allons donner quelques chiffres : d'après un article de la *Pravda* (2), de janvier à septembre 1937, 55 % des présidents et 82 % des secrétaires des comités centraux des syndicats auraient été remplacés ; d'autre part, d'après différents calculs (3), pendant la même année, dans l'industrie lourde, 42 % de tous les directeurs des entreprises minières, métallurgiques et de construction des machines auraient été destitués ainsi que 35 % des employés supérieurs des directions principales.

Ces destitutions en masse s'accompagnent en général d'une véritable « psychose de sabotage » qui n'est pas faite pour favoriser la production et qui provoque la fuite d'un grand nombre de techniciens ; on trouve le reflet de cet état de choses dans l'ordonnance du 28/4/37 dans laquelle on peut lire (4) : « Le recul de la production a été aussi suscité par le fait qu'une partie importante du personnel dirigeant... n'a pas compris la critique et l'auto-critique... mais a perdu la tête au point de quitter lui-même la direction. »

(1) K. MARX, *Das Kapital*, Tome 1^{er}, Vienne-Berlin, 1933, 63 + 965 p. — p. 347.

(2) *Pravda* du 30-9-1937.

(3) Voir *Die Ostwirtschaft*, n° 10 de 1937, pp. 133-135.

(4) *Pravda et Izvestija* des 29 et 30-4-1937.

b) Comme complément de ces épurations qui se font « par en haut », on trouve les actes de vengeance personnelle, de rivalité, l'expression du mécontentement des ouvriers (qui forment la base de masse du Parti), la diminution de la discipline du travail, etc....

Ainsi, en Janvier 1937, au moment du deuxième procès des « trotskystes », « *Za Industrializatsiou* » est remplie de dénonciations de saboteurs, tant parmi les ingénieurs et fonctionnaires économiques des grandes et petites entreprises que parmi les directeurs de celles-ci et c'est à juste titre qu'un collaborateur anonyme de la « *Ostwirtschaft* » (1) peut écrire : « La tension suscitée dans les entreprises au cours de ces dernières années, par la forte différenciation des salaires, l'augmentation des normes de production, les nombreux accidents, suite du grand nombre de violations des règlements de sécurité, l'extension du pouvoir de commandement et la forte élévation des traitements du personnel dirigeant s'est déchargée dans une nouvelle crise de méfiance et d'animosité contre les dirigeants des entreprises et les techniciens. »

Par ailleurs, l'ordonnance déjà citée du 28/4/1937 constate : « Un grand nombre d'organisations du Parti et des syndicats du Donbass se sont mis à accuser sans distinction des ingénieurs et des techniciens, sans rencontrer la résistance des organisations économiques. » Tout cela a été accompagné, ainsi que le constate l'ordonnance, du relâchement de la discipline du travail, les ouvriers quittant le travail avant l'heure, etc....

On voit donc combien importantes sont les conséquences économiques de ces luttes politiques.



Nous avons examiné ainsi les principales raisons des défauts de la planification soviétique, des écarts qui existent entre les prévisions du plan et les réalisations ; ce sont ces raisons qui expliquent les limites que la réalité impose à la planification soviétique. Il nous faut examiner maintenant dans quelle mesure ces limitations enlèvent de son utilité au plan de l'économie nationale ; cet examen sera celui des résultats obtenus par les deux premiers plans quinquennaux.

(1) Voir *Die Ostwirtschaft*, n° 5-6 de 1937, pp. 67-69.

CHAPITRE VII

LES PLANS ET LES RESULTATS

Les faits que nous avons indiqués au cours du chapitre précédent pourraient faire penser que l'écart entre les plans et les résultats est toujours considérable ; mais une telle impression ne serait pas exacte en raison du caractère partiel des faits énumérés. Ces faits ont une grande signification pratique, ils indiquent d'une façon concrète les limites, les difficultés, auxquelles s'est heurtée la planification soviétique, mais ils ne permettent pas d'avoir une vue d'ensemble des résultats de cette planification ; pour cela il faut recourir à des données ayant une certaine généralité, à des renseignements globaux, c'est-à-dire, essentiellement, aux statistiques. Le présent chapitre aura pour objet de confronter les plans et les résultats, d'examiner les pourcentages de réalisation et d'essayer d'indiquer dans quelle mesure on peut dire que les plans ont atteint les buts généraux qui leur étaient assignés. Avant de nous livrer à ce travail, nous devons nous poser la question préjudicielle de la valeur des statistiques soviétiques.

LES STATISTIQUES SOVIÉTIQUES.

Lorsqu'il s'agit de porter un jugement sur les statistiques soviétiques, il faut distinguer entre la valeur générale et la valeur relative (par rapport au plan) de ces statistiques.

1) *Valeur générale.*

Les deux qualités essentielles des statistiques doivent être l'exactitude et la précision.

a) *L'exactitude.*

En ce qui concerne l'exactitude des statistiques soviétiques, il est évident qu'un observateur isolé est incapable de porter un jugement sur elle, jugement qui supposerait une vérification des statistiques elles-mêmes ; néanmoins, il est possible à celui qui suit de près les publications statistiques et la presse soviétiques de constater certaines contradictions qui permettent d'inférer à l'inexactitude de tel ou tel chiffre, nous en aurons des exemples à propos de la réalisation du 1^{er} plan quinquennal et du chiffre de la population.

Dans l'ensemble, cependant, il ne semble pas que les statistiques soviétiques soient plus sujettes à caution que tout autre

statistique, tant qu'il s'agit de statistiques exprimées en quantités ; pour les statistiques exprimées en valeur, par contre, les doutes peuvent être bien plus grands, nous aurons à y revenir à propos des chiffres des investissements et de ceux de la production en valeur.

b) *La précision.*

Ce qui manque surtout aux statistiques soviétiques, c'est la précision. Tout d'abord, on ignore le plus souvent les conditions de l'enquête, par exemple, le moment où la production est enregistrée, quels sont les déclarants, les questions qui leur ont été posées, la manière dont ces questions ont été posées, etc... A cette source d'imprécision vient s'ajouter le fait, bien plus grave, d'une définition insuffisante des unités dénombrées ou de l'objet de l'enquête. Ainsi, bien que l'on distingue en U. R. S. S. les investissements, les travaux capitaux et les constructions capitales, il arrive souvent qu'un terme soit employé à la place de l'autre ; la division, considérée comme si importante par les économistes soviétiques, entre la branche A et la branche B de l'industrie manque aussi de précision ; il en était de même, au cours du 1^{er} plan quinquennal, de la distinction entre grande industrie, industrie recensée, industrie planifiée, industrie du V. S. N. Kh. Voici un exemple de ce manque de précision, qu'il est difficile souvent de distinguer d'un manque d'exactitude : sous la rubrique « production de l'industrie recensée » en 1931, on trouve les chiffres suivants (en millions de roubles, en prix de 1926-1927) :

	(1)	(2)	(3)	(4)
Total	27.917	30.708	30.708	32.263
Branche A	14.048	16.813	16.027	17.428
Branche B	13.869	13.895	14.691	14.835

On notera que les deux premières colonnes de chiffres sont extraites d'un seul numéro d'une même revue. On voit les difficultés que peut soulever ce manque de précision des statistiques soviétiques.

2) *Valeur relative.*

Ce qui importe aussi, c'est de savoir dans quelle mesure les données statistiques, grâce auxquelles nous établissons les résultats, sont comparables aux tâches du plan. Jusqu'à ces derniers temps, étant donné le manque de précision des statistiques soviétiques, il était difficile de répondre à une telle question, mais

(1) *Narodnoe Khoziaistvo*, n° 3-4 de 1932, p. 205.

(2) *ibid.*, p. 14.

(3) *ibid.*, n° 7-8 de 1932.

(4) *S.S.S.R. v Tsifrah*, op. cit.

depuis l'annulation du recensement de Janvier 1937 et depuis les attaques contre l'ancien dirigeant du Tsounkou, Kraval, et contre l'ensemble de l'appareil de la statistique, il ressort que les chiffres fournis par la statistique et ceux fournis par le plan ne sont pas toujours directement comparables et que c'est seulement après une mise au point, plus ou moins difficile, qu'une comparaison peut être faite entre les tâches du plan et les résultats ; c'est pour éviter un tel état de choses que le décret du 2 Février 1938 remet au Gosplan la direction concrète de la statistique soviétique ; il reste à attendre le résultat d'une telle mesure.

Pour ce qui est du passé, indiquons d'abord qu'au cours du 1^{er} plan quinquennal les résultats de la production industrielle, exprimés en valeur, sont très difficilement comparables aux tâches du plan, en raison des modifications constantes apportées à certaines notions, comme celles d'industrie planifiée ou d'industrie recensée par exemple ; nous aurons à y revenir à propos de la production industrielle en valeur.

Plus récemment, les travaux du Tsounkhov ont été l'objet d'une critique sévère. En particulier, A. Sarine, dans un article intitulé « Pour une réorganisation bolchévique de la comptabilité des constructions capitales », indiquait toute une série de défauts de la statistique des constructions capitales, défauts tels qu'ils nuisent au contrôle de l'exécution du plan (1). Deux mois après l'article de Sarine paraissait dans « *Planovoe Khoziaistvo* » un article non-signé intitulé : « Pour une réorganisation bolchévique des travaux du Tsounkhov du Gosplan de l'U. R. S. S. », article dans lequel on peut lire, entre autres : « Il faut dire franchement qu'à l'heure actuelle les organes de la comptabilité de l'économie nationale ne remplissent pas encore leur tâche essentielle en ce qui concerne le contrôle efficace sur la manière dont s'accomplit la réalisation du plan de l'économie nationale. Cela est dû, avant tout, au fait que les méthodes d'après lesquelles on réunit et on élabore les données statistiques ne correspondent pas aux tâches de la planification, au fait que les formules et les indices statistiques sont à l'heure actuelle sans aucun lien avec les formules et les indices du plan de l'économie nationale. » (2). L'auteur appuie cette affirmation d'un commentaire qui indique des défauts des statistiques du Tsounkhov dans le domaine des travaux capitaux, des constructions capitales, du recensement du bétail, de l'estimation des récoltes, etc....

(1) A. SARINE, *Pour une réorganisation bolchévique de la comptabilité des constructions capitales*, in P. K., n° 1 de 1938, pp. 88-99.

(2) *Pour une réorganisation bolchévique des travaux du Tsounkhov du Gosplan de l'U.R.S.S.*, in P. K., n° 3 de 1938, pp. 10-19, - p. 13.

3) *Absence de certaines données statistiques.*

Enfin, il nous faut signaler que dans le matériel statistique certaines données font entièrement défaut ; c'est le cas des indications relatives aux prix (prix de vente et prix de détail ; dans une certaine mesure, aussi, prix de revient), au coût de la vie, à l'importance relative des différents groupes de salaires, au salaire réel, à l'évolution du chiffre de la population, etc... ; ce sont là des données que, pour une raison ou pour une autre, la statistique ne doit pas révéler.

Que faut-il conclure de l'analyse rapide que nous venons de faire de la valeur des statistiques soviétiques ? Tout d'abord, en ce qui concerne l'interprétation des résultats sans comparaison directe avec le plan, on peut penser que, tout au moins pour les données quantitatives, il est possible d'utiliser les statistiques soviétiques comme on utiliserait celles de la plupart des pays ; cela, à condition, d'une part, de réunir le maximum de matériel statistique et surtout du matériel dont la date de parution est aussi proche que possible de celle des faits que l'on veut étudier (afin d'éviter les manipulations de chiffres faites à retardement, les seules qui nous semblent vraiment à craindre car au début les planificateurs ont besoin d'un matériel statistique exact) et, d'autre part, de suivre de près la presse soviétique, afin de profiter des chiffres qui peuvent être publiés accidentellement par les journaux lors, principalement, des campagnes menées contre telle ou telle personnalité dirigeante à la veille d'être destituée.

Ensuite, et enfin, en ce qui concerne les comparaisons entre les plans et les résultats, il convient de se servir le plus possible des différents tableaux publiés par le Gosplan lui-même et qui mettent en regard les plans et les résultats d'une année donnée ; ces tableaux, par ailleurs, peuvent être complétés, lorsque les séries paraissent homogènes, par les résultats publiés par le Tsounkhov. C'est cette méthode que nous allons employer dans notre étude des résultats de la planification. Voici l'ordre dans lequel nous ferons cette étude :

Section I. — Les plans et les résultats en valeur.

Section II. — L'agriculture.

Section III. — L'industrie.

Section IV. — Les transports.

Section V. — Le commerce.

Section VI. — Les salaires, les cadres, la productivité du travail et les prix de revient.

Section VII. — Le niveau de vie et la population.

SECTION I

Les plans et les résultats en valeur.

Nous commençons par donner rapidement un certain nombre d'indications statistiques exprimées en valeur ; nous n'insistons pas beaucoup sur les données de ce genre parce qu'elles sont moins significatives que les statistiques exprimées en quantité. En effet, les chiffres de la production, soit agricole, soit industrielle, sont fournis par les statistiques soviétiques en prix-fixes (ordinairement en prix de 1926-1927) afin de refléter les variations du volume de la production ; mais ce procédé a l'inconvénient d'introduire une large part d'arbitraire dans l'estimation de la production, surtout de la production industrielle, étant donné que depuis 1926-1927 l'industrie soviétique fabrique un grand nombre de produits nouveaux, c'est-à-dire dont les prix sont rétroactivement fixés selon des procédés que la statistique ne révèle même pas. Par ailleurs, toujours en ce qui concerne la production, l'estimation en valeur se trouve exagérée du fait que dans la production est incluse la valeur des réparations et que les pièces de rebut, et nous avons vu qu'elles sont nombreuses, sont le plus souvent estimées à la valeur du produit de bonne qualité. Cependant, étant donné que les déformations de cette sorte agissent toujours dans le même sens et, probablement, dans une proportion à peu près semblable d'une année sur l'autre, étant donné aussi que les chiffres des plans sont fixés selon les mêmes procédés, un examen rapide des données de ce genre n'est pas inutile.

Par ailleurs, les chiffres des investissements, des travaux capitaux, etc. sont généralement exprimés en prix courants et, par conséquent, étant donnée l'absence d'un indice général des prix des moyens de production et des matériaux de construction, ils n'indiquent que d'une façon assez vague l'importance réelle des investissements et des travaux de construction effectivement réalisés. Néanmoins, comme les moyens de production et les matériaux de construction ne vont pas sur le marché, les organes de planification ont pu, dans une certaine mesure, limiter la hausse des prix due en grande partie à l'inflation, si bien que les chiffres des investissements conservent quand même une certaine valeur, à la condition de s'en servir simplement à titre indicatif.

1) *Investissements, constructions capitales et travaux capitaux.*

Pour l'économie nationale dans son ensemble, le 1^{er} plan quinquennal prévoyait 64,5 milliards d'investissements, dont 46,9 dans le secteur socialisé ; en fait les investissements se sont montés à 60 milliards pour toute l'économie nationale (93 % du plan) et à 52,5 milliards (111,9 %) pour le secteur socialisé. De ces 52,5 milliards, l'industrie a obtenu 47,2 %, alors que le plan ne lui attribuait que 40,7 %, l'agriculture socialisée a obtenu également plus que la part primitivement prévue, soit 20,6 % au lieu de 15,3 % prévus par le plan (en fait l'importance des investissements ne s'est nullement accrue proportionnellement au dépassement du plan de collectivisation), quant aux transports, ils n'ont obtenu que 19,8 % des investissements faits dans le secteur socialisé, au lieu de 21,7 % que le plan leur attribuait, ils ont donc été sacrifiés, ainsi que les constructions de maisons d'habitation, les institutions sanitaires, d'éducation, etc., au profit de l'industrie et de l'agriculture. Notons, toutefois, qu'en chiffres absolus le plan d'investissements dans les transports a été réalisé à près de 100 % (9,8 au lieu de 9,9 milliards) (1).

Ce qui ressort des chiffres précédents, c'est que pour l'économie nationale dans son ensemble le plan des investissements n'a pas été réalisé ; cette non-réalisation semble d'autant plus marquée que les prix ont augmenté pendant cette période de 32,2 % au moins, alors qu'ils devaient baisser de 23,4 % (et de 35 % pour les prix de revient) (2) ; mais comme on ignore dans quelle mesure la hausse des prix s'est effectivement étendue aux prix des moyens de production et des moyens de construction, il est impossible de chiffrer le pourcentage de réalisation en nature du plan des investissements. Il nous faut ajouter, d'ailleurs, que si le plan des investissements n'a pas été réalisé, cela ne veut pas dire que le plan de financement, qui comprend aussi les subventions aux entreprises en déficit, n'ait pas été réalisé ; au contraire, les revenus et les dépenses du plan financier unique, pour la 1^{re} période quinquennale, se sont élevés à environ 120 milliards de roubles, contre 90 milliards prévus par le plan quinquennal ; de même, les dépenses du budget de l'Union ont été dépassées de 60 % (3).

Pour l'industrie socialisée, le plan des investissements se

(1) *Summary of the Fulfilment of the First Five Year Plan for the Development of the National Economy of the U.S.S.R.*, Moscou, 1933, X + 296 p. - p. 41 ; — J. MALYCHEV, art. cit. de la *Revue Economique Internationale*, p. 93 et W. LEONTIEF, *Die Erfüllung des russischen Fünfjahrplanes*, in *Weltwirtschaftliches Archiv*, mai 1934, pp. 506-546.

(2) S. N. PROKOPOVITCH, *Ideja planirovaniia i itogi piatiletki*, Paris, 1934, VII + 115 p. - p. 90.

(3) J. LESCURE, op. cit., p. 97 et W. LEONTIEF, *Die Erfüllung...*, art. cit.

trouve non seulement réalisé, mais dépassé, surtout pour l'industrie lourde. Ceci ressort des chiffres suivants relatifs aux travaux nouveaux auxquels est destiné l'essentiel des investissements : le plan quinquennal prévoyait une dépense de 18,8 milliards pour les travaux nouveaux de l'industrie socialisée, la dépense effective a été de 23,3, soit un pourcentage de réalisation de 124 % (1); l'industrie lourde devait obtenir 11 milliards, elle en a obtenu 17,5, soit un pourcentage de réalisation de 159 % (2). On voit, par là, que dans l'industrie elle-même, tout ce qui n'est pas industrie lourde a été sacrifié, puisque l'industrie légère, l'industrie alimentaire, l'industrie du bois, etc. devaient recevoir 7,8 milliards et qu'elles n'ont reçu, en fait, que 5,8 milliards. Ces chiffres sont confirmés par ceux des investissements, ceux-ci se sont montés à 24,8 milliards de roubles pour toute l'industrie socialisée, dont 21,3 pour le groupe A (moyens de production) et 3,5 pour le groupe B (objets de consommation) (3).

En définitive, le plan des investissements de la 1^{re} période quinquennale n'a été suivi que de très loin, les prévisions de ce plan n'ayant été respectées ni dans leur grandeur absolue, ni dans leur grandeur relative. Est-ce à dire que la politique des plans quinquennaux n'a eu aucune influence sur le rythme des investissements ? Au contraire, on peut dire que cette politique a eu une influence décisive ; c'est ce qui ressort du tableau n° 5 qui montre l'accroissement réellement extraordinaire du montant des investissements dans le secteur socialisé au cours des années 1928 à 1936. Ce qui est particulièrement caractéristique, c'est que, si on prend des périodes de quatre années, on constate que les investissements dans l'industrie sont passés de 5.093 millions de roubles de 1924-25 à 1928, à 24.568 millions pour les 4 années du 1^{er} plan quinquennal et à environ 45.627 millions pour les premières années du 2^e plan quinquennal, c'est-à-dire que de la période de la Nep à celle du 1^{er} plan quinquennal l'accroissement des investissements industriels a été de l'ordre du quintuplement ; c'est dans de tels faits que s'exprime l'influence active de la planification sur l'économie soviétique.

Le 2^e plan quinquennal prévoyait que 113,9 milliards seraient investis dans l'économie nationale, ce plan a été réalisé à 118 %, c'est-à-dire beaucoup mieux que le 1^{er} plan quinquennal.

(1) V. KOUIBYCHEV, *Le bilan de l'industrialisation*, in *Du 1^{er} au 2^e plan quinquennal*, op. cit., pp. 115-154, p. 115.

(2) S. ORDJONIKIDZÉ, *Un pays agraire devenu industriel*, ibid., pp. 155-168, - p. 155.

(3) *Vtoroi piatiletnij plan razvitiia narodnogo-khoziaistva S. S. S. R.*, Moscou, 1934, tome I, XLVII + 740 p. - p. 541.

TABLEAU N° 5

Investissements en millions de roubles (prix de l'année courante)

Années	Dans l'économie socialisée	Dans l'industrie	Dans l'agriculture	Dans les transports
1923/24	861	355	56	214
1924/25	1.220	481	71	272
1925/26	2.138	972	126	523
1926/27	3.664	1.760	213	860
1928	4.083	1.880	379	923
1929	5.885	2.615	840	1.259
1930	9.786	4.115	2.590	1.783
1931	15.681	7.407	3.645	2.720
1932	20.086	10.431	3.820	3.692
1933	18.432	8.864	3.900	3.414
1934	23.832	10.624	4.661	4.795
1935	27.693	11.880	4.983	6.097
1936	32.365	13.956	2.633	7.942
1937 (Plan)	32.500	13.928	2.614	7.982

Sources : *S.S.S.R. strana sotsializma*, op. cit. - *P. K.*, n° 11 de 1936, p. 54. — *P. K.*, n° 1 de 1937, p. 188 et *Monthly Review*, n° 2 de 1938, p. 91.

TABLEAU N° 6

Travaux capitaux dans l'économie nationale (en millions de roubles)

	1933	1934	1935	1936	1937	1938
Plans annuels.....	18.000	25.111	24.842	36.343	32.593	38.500
Résultats	17.898	22.626	24.015	31.750	29.600	

Sources : *Izvestija* du 12-1-1933. — *P. K.* n° 5-6 de 1934, p. 196.
P. K. n° 2 de 1936. — *P. K.* n° 3 de 1937. — *P. K.* n° 6 de 1938.

TABLEAU N° 7

Revenu national (milliards de roubles en prix fixes 1926-27) :

Années	Plans	Résultats	%		Plans	Résultats	%
1913		21,0		1933	51	48,5	95
1928		25,0		1934	60,2	55,5	93
1929	28,1	28,9	103	1935	64,5	65,7	102
1930	34,2	35,0	102	1936	83,1	86,0	103
1931	—	40,9	—	1937 P.A. (2)	105,5	95,7	91
1932 P.Q. (1)	43,7	45,5	104	P. Q.	100,2	95,7	91
				1938 P.A.	112		95,5

(1) P.Q. = Plan Quinquennal.

(2) P.A. = Plan Annuel.

Sources : *S.S.S.R. v tsifrakh*, op. cit., pp. XXVI-XXVII. — *P. K.*, n° 11 de 1928, p. 222. — *P. K.*, n° 9 de 1929, p. 34. — *Piatiletnij-plan...* op. cit., tome 1, p. 163. — *Du 1^{er} au 2^e plan quinquennal*, op. cit., p. 480. — *Narodno-khoziaistvenij plan na 1935 god*, Moscou 1935, 263 p., p. 78. — *P. K.* n° 3 de 1937, p. 222. — *Monthly Review*, n° 5 de 1938, p. 242. — *Vtoroi...*, op. cit., tome 1, p. 427.

Cependant, sous forme de travaux capitaux, l'économie n'a reçu que 94,5 % du plan, l'industrie n'a reçu que 89,2 % tandis que l'agriculture et les transports recevaient plus que leur part, autrement dit, alors qu'au cours de la 1^{re} période quinquennale l'industrie avait été favorisée plus que prévu, cette fois-ci le plan est violé en faveur de l'agriculture (1).

Ce n'est pas seulement le plan des investissements dans l'économie nationale qui a été dépassé, c'est aussi celui du financement de l'économie nationale. Le 2^e plan quinquennal prévoyait qu'en 1937 le financement de l'économie nationale se monterait à une somme de 46,8 milliards, représentant 60,3 % des dépenses du système financier, le plan annuel de 1937 prévoit pour cette même fin une somme de 67,5 milliards, c'est-à-dire dépassant de 44 % les prévisions du 2^e plan quinquennal ; il faut ajouter cependant que la part du financement de l'économie nationale dans les dépenses totales du système financier est loin d'être aussi forte que celle prévue par le plan ; cette part, en effet, n'est que de 49,3 % des dépenses ; s'il en est ainsi, c'est surtout en raison de l'accroissement relatif et absolu des dépenses pour le gouvernement et la défense nationale, ces dépenses se montaient, d'après le plan quinquennal, à 4,3 milliards (5,5 % du total des dépenses) ; d'après le plan de 1937, elles se montent à 26,7 milliards (soit 19,5 %) (2).

On voit, d'après ces chiffres, que le 2^e plan quinquennal, de même que le premier, se trouve largement réalisé en ce qui concerne le financement de l'économie nationale et cela en dépit d'un accroissement considérable des dépenses destinées au gouvernement et à la défense nationale.

Voici, maintenant, deux points faibles de la planification au cours de la 2^e période quinquennale. Ainsi que l'on peut s'en convaincre en consultant le tableau n° 6 les plans annuels des travaux capitaux n'ont jamais été entièrement réalisés. D'autre part, la réalisation du plan en ce qui concerne la répartition des investissements entre les branches A et B de l'industrie laisse fortement à désirer. D'après les résultats du 1^{er} plan quinquennal, la branche B (objets de consommation) avait obtenu 14,1 % des investissements de l'industrie ; le 2^e plan quinquennal voulant modifier cette situation, avait prévu que 23,1 % des investissements industriels iraient à la branche B (3). Qu'est-il advenu de cette prévision ? J. Malychév nous répond en indiquant que le total

(1) Pour les chiffres du 2^e plan quinquennal, voir *Vtoroi...*, *op. cit.*, p. 286.

(2) M. BOGOLÉPOV, *Les finances de l'U.R.S.S. à la veille du 3^e plan quinquennal*, in *P. K.*, n° 3 de 1937, pp. 104-122, - p. 112.

(3) *Vtoroi...*, *op. cit.*, p. 286.

des investissements (1) pour les quatre premières années du 2^e plan quinquennal s'est élevé à 48.526 millions pour toute l'industrie, dont 8.469, soit 17,4 %, pour le groupe B. On voit que sur ce point les prévisions du 2^e plan quinquennal sont loin d'être réalisées et que la production des objets de consommation continue à être sacrifiée (2).

Pour conclure sur ce point, nous dirons qu'il y a une très nette amélioration au cours du 2^e plan quinquennal en ce qui concerne la réalisation des tâches de financement et d'investissements, mais que les indices du plan fixant l'importance relative des parts revenant aux différentes branches de l'économie nationale continuent à n'être pas respectés.

Indiquons, enfin, que du fait de l'énorme effort financier accompli grâce à la politique des plans quinquennaux, le total des fonds capitaux de l'économie nationale a évolué de la façon suivante (3) :

1 ^{er} Janvier 1928	44	milliards de roubles
1 ^{er} Janvier 1933	91	» » »
1 ^{er} Janvier 1938	187	» » »

2) Les recettes.

Les sommes immenses investies dans l'économie nationale proviennent pour leur plus grande part (pour environ 75 %) (4) du budget; aussi est-il important de se rendre compte de quelle façon les plans budgétaires se trouvent réalisés. Au cours du 1^{er} plan quinquennal les prévisions budgétaires ont été constamment en défaut et l'équilibre n'a pu être obtenu que grâce à l'inflation (5). Cela ressort particulièrement des chiffres suivants (en millions de roubles) (6) :

	Recettes		Déficit par rapport aux prévisions	par rapport aux dépenses	
	prévues par le plan	réalisées		dépenses du plan	dépenses effectives
1931	21.771	20.035	1.739	200,0	3.033,7
1932	27.542	27.109	432,8	0,4	3.631,1

Le 2^e plan quinquennal, au contraire, présente un tableau

(1) J. MALYCHEV, *art. cit.* p. 93. — Indiquons que ce qui est appelé ici investissements correspond à ce que les statistiques soviétiques appellent travaux capitaux, mais la différence est infime.

(2) Le plan de 1937 des travaux capitaux prévoit que la part de la branche B doit être de 22 %.

(3) I. BOLCHAKOV, *Le programme de construction de 1938*, in *P. K.*, n° 6 de 1938, pp. 30-41, p. 31.

(4) M. BOGOLÉPOV, *art. cit.* de la *Rev. Eco. Inter.*, p. 41.

(5) Le 1^{er} plan quinquennal prévoyait une émission annuelle de 250 millions de roubles supplémentaires, nous avons vu, à propos de l'inflation, combien ce chiffre a été dépassé (Voir aussi Prokopovitch, *op. cit.*, p. 90).

(6) *Finances publiques...*, *op. cit.* — André PIERRE, *U. R. S. S.*, Paris, 1932, 134 p., p. 124. — n° de mars 1933 de *Ostwirtschaft*.

beaucoup plus satisfaisant ; voici à ce sujet des données fournies par M. Bogolérov et complétées par d'autres plus récentes (1) (en milliards de roubles) :

Années	Recettes		Excédent sur les	
	prévues par le plan	réalisées	prévisions	dépenses effectives
1933	39,0	44,3	5,3	4,4
1934	53,0	55,0	2,0	2,5
1935	69,6	71,7	2,1	1,1
1936	83,0	83,8	0,8	1,9
1937	104,1	96,6	— 7,5	2,7

Ainsi, sauf pour 1937, le plan des recettes budgétaires a été très largement réalisé ; en outre, le budget a constamment été en équilibre et, pour la 2^e période quinquennale, l'excédent des recettes sur les dépenses s'est élevé à 11,8 milliards (2).

Pour 1938, 1^{re} année du 3^e plan quinquennal, les recettes prévues se montent à 132,6 milliards, en face desquels on trouve une dépense de 131,1 milliards, soit un excédent de 1,5 milliard (3).

3) Revenu national et production en valeur.

Quels ont été les résultats globaux de la politique d'augmentation systématique du capital fixe de l'industrie, de l'agriculture, des transports, etc. ? C'est ce que nous allons voir en examinant rapidement les chiffres relatifs au revenu national et à la production en valeur (4).

Alors que de 1913 à 1938 le revenu national n'avait progressé que très lentement, passant de 21 milliards de roubles en 1913 à 23 milliards en 1927, les périodes quinquennales sont marquées par un essor remarquable du revenu national. Le tableau n° 7 indique l'évolution du revenu national ainsi que les plans des différentes années ; on voit qu'au cours de la 1^{re} période quinquennale les plans annuels ont été, en général, bien réalisés et que le plan quinquennal lui-même se trouve dépassé de 4 % ; pour la 2^e période quinquennale les plans annuels se trouvent moins bien réalisés et le plan quinquennal lui-même n'est réalisé qu'à 95,5 %.

a) Production en valeur de l'agriculture.

Si on consulte le tableau n° 8, on s'aperçoit que la production en valeur de l'agriculture a très peu progressé de 1928 à

(1) M. BOGOLÉROV, *art. cit.* de la *Rev. Eco. Inter.*, p. 41 et *Izvestija* du 11-8-1938.

(2) Les excédents budgétaires sont versés à l'actif de la Gosbank et non incorporés au budget suivant (M. BOGOLÉROV, *ibid.*).

(3) *Monthly Review*, n° de juin-septembre 1938, p. 298.

(4) Rappelons que les chiffres qui suivent sont exprimés en prix-fixes de 1926-1927, alors que tous les chiffres précédents étaient exprimés en prix courants. — Les statistiques soviétiques de la production indiquent la production brute et non la production nette.

1935 et que le 1^{er} plan quinquennal, de même que les plans annuels, est très faiblement réalisé (62,4 %) ; les plans annuels de 1934 et de 1935 sont mieux réalisés (101,3 et 95,3 %), par contre les plans annuels de 1936 et de 1937 sont beaucoup moins bien réalisés et le chiffre du deuxième plan quinquennal est loin d'être atteint.

b) *Production en valeur de l'industrie.*

En ce qui concerne l'industrie, il est intéressant de jeter un coup d'œil en arrière afin de se rendre compte des progrès de l'industrialisation, c'est dans ce but que nous avons inséré le tableau n° 9 ; d'après ce tableau on peut voir que de 1913 à 1936 la production de la grande industrie s'est accrue de 7,3 fois, on s'aperçoit aussi que cet accroissement provient surtout de la production des moyens de production qui augmente de 10,4 fois, alors que celle des objets de consommation ne s'accroît que de 5 fois. Ces chiffres sont des indices de l'industrialisation de l'U. R. S. S.

Examinons maintenant comment se présente la marche de la réalisation des plans dans l'industrie ; pour cela, reportons-nous au tableau n° 10. D'après ces chiffres (que nous reproduisons tels qu'ils sont présentés par une revue soviétique), on pourrait croire que les quatre premières tranches annuelles du plan quinquennal ont été réalisées en ce qui concerne la production de l'industrie planifiée du V. S. N. Kh. (qu'elles auraient même été très largement dépassées pour le groupe A)... mais le 1^{er} plan quinquennal a dû être réalisé en quatre ans et non en cinq et ce qu'il faut comparer c'est, par exemple, la tranche annuelle de 1931 au résultat de 1930 ; dès lors la situation est beaucoup moins brillante, sauf pour le groupe A.

D'après la déclaration de Staline à la commission centrale de contrôle du P. C. : « Le programme de l'ensemble de la production industrielle établi pour les cinq années [a été exécuté] à 93,7 %... Quant au programme de l'industrie lourde, nous y avons réalisé le plan quinquennal à 108 % » (1). Ces affirmations nous permettent déjà de conclure que le plan de l'industrie légère a été loin d'être réalisé ; mais il y a plus : le pourcentage de 93,7 fourni par Staline semble très improbable ; en effet, d'après les statistiques soviétiques elles-mêmes, il apparaît qu'au cours de 1932 la production des quatre commissariats industriels (ancien V. S. N. Kh. et commissariat au ravitaillement) est passée de 27,1

(1) J. STALINE, *Le bilan du 1^{er} plan quinquennal*, in *Du 1^{er} au 2^e...*, op. cit., pp. 5-44, - p. 19.

TABLEAU N° 8

<i>Production de l'agriculture</i> (en milliards de roubles, prix 1926/27)											
	1928	1929	1930	1931	1932	1933	1934	1935	1936	1937	1937
Plans	—	18,9	—	17,9	PQ 21,6	—	14,3	17,0	19,7	25,2	PQ 26,2
Résultats	14,6	14,7	14,0	13,9	13,1	14,0	14,5	16,2	—	19,8	19,8

Sources : S. S. S. R. *v tsifrakh*, *op. cit.*, — P. K., n° 11 de 1928, p. 333. — P. K., n° 12 de 1930, p. 361. — *Piatiletnij plan...*, *op. cit.*, tome I. — *Narodno... plan na 1935 god*, *op. cit.*, — P. K., n° 2 de 1936, p. 270. — *Konjunktournij Bjouleten...*, *op. cit.* — *Vtoroi...*, *op. cit.*, tome I. — MOLOTOV in *Deutsche Zeitung*, 30-1-1939.

TABLEAU N° 9

<i>Production en prix de 1926/27</i> (en milliards de roubles)					
	1913	1920	1928	1932	1936
Toute la grande industrie	11,0	1,7	16,8	38,8	80,9
Production de moyens de production..	4,7	0,9	7,8	21,6	49,1
Production des objets de consommation	6,3	0,8	9,0	17,2	31,8

Source : P. K., n° 8 de 1937, p. 184.

TABLEAU N° 10

<i>Production de l'industrie planifiée du V.S.Kh.</i> (en millions de roubles — Prix 1926/27)						
Années	Toute l'industrie		Groupe A		Groupe B	
	Résultats	Plans(1)	Résultats	Plans(1)	Résultats	Plans(1)
1927/28	11.216	10.909	4.507	4.393	6.709	6.515
1928/29	14.089	13.246	5.912	5.516	8.177	7.730
1929/30(2)	17.370	16.091	8.289	6.960	9.081	9.131
1931	22.021	19.649	11.184	8.818	10.837	10.831
1932		24.320		11.330		12.990
P. Q.		30.455		14.547		15.908

Source : *Narodnoe Khoziaistvo S.S.S.R.*, n° 3/4 de 1932, p. 239.

TABLEAU N° 11

<i>Production de toute l'industrie</i>									
Années	(en milliards de roubles — Prix 1926/27)								
	Total			Groupe A			Groupe B		
	Plans	Résult.	%	Plans	Résult.	%	Plans	Résult.	%
1933	47,9	46,0	96	26,3	25,4	97	21,6	20,7	96
1934	55,8	53,9	97	30,9	30,5	99	24,9	23,4	94
1935	62,8	65,9	105	35,4	37,2	105	27,1	28,7	105
1936	81,1	85,8	106	47,0	50,2	107	34,1	35,6	104
1937	103,0	95	92	60,0	55	92	43,0	40	93
P. O. 1937	92,7	95	102	54	55	122	47,2	40	85

Sources : P. K., n° 1/2 de 1933, p. 31. — P. K., n° 5/6 de 1934, p. 196 — P. K., n° 2 de 1936 — P. K., n° 3 de 1937, p. 223 — P. K., n° 5 de 1938, p. 15. — *Vtoroi...*, tome I, *op. cit.* — MOLOTOV in *Deutsche Zeitung*, 30-1-1939.

(1) Il s'agit des tranches annuelles du plan quinquennal.

(2) P. K. n° 12 de 1930 donne pour 1930 : (en milliards) 17,4 ; 10,7 ; 6,8.

à 29,2 milliards (1), soit une progression d'environ 8,5 % ; or pour l'industrie recensée (et c'est d'elle qu'il s'agit dans la déclaration de Staline) les chiffres prévoyaient une augmentation de 36 % par rapport à 1931, ce qui devait donner une production de 37,5 milliards (sur la base du chiffre provisoire de la production en 1931 (27,4), le chiffre définitif étant 27,1) ; la réalisation de cet accroissement devait garantir « la réalisation du plan quinquennal à la fin de la 4^e année » (2). On peut donc se demander comment le plan quinquennal a pu être réalisé (même à 93,7 %), alors que la production industrielle aurait dû progresser de 36 % et qu'elle n'a progressé, pour les quatre commissariats industriels qui représentaient l'essentiel de l'industrie recensée, que de 8,5 %. Il faut ajouter, d'ailleurs, que les chiffres publiés plus tard viennent appuyer la déclaration de Staline, en attribuant pour 1932 une production de 34,3 milliards à l'industrie recensée (ce qui représente une progression de 26,6 % et une réalisation du plan quinquennal à 93,7 %) (3). Selon Prokopovitch (4), ce résultat a été obtenu grâce à un artifice statistique : on a fait entrer dans l'industrie recensée un certain nombre d'entreprises qui n'y étaient pas comprises les années précédentes parce qu'elles n'employaient pas au début du plan quinquennal un minimum de 30 ouvriers (ou de 15 ouvriers utilisant un moteur).

Nous n'insisterons pas plus sur cette question, nous contentant de souligner que le 1^{er} plan quinquennal n'a pas été réalisé dans le domaine de la production industrielle (surtout pour l'industrie légère) mais qu'il est difficile de chiffrer le pourcentage de la non-réalisation de ce plan.

Pour le 2^e plan quinquennal les choses sont beaucoup plus simples que pour le 1^{er} car les statistiques ont, semble-t-il, été l'objet d'un moins grand nombre de manipulations. La marche de la réalisation du plan de cinq ans et des plans annuels est résumée dans le tableau n° 11. Les chiffres de ce tableau révèlent que les plans annuels n'ont été réalisés qu'en 1935 et 1936, les autres années l'industrie n'ayant pas complètement accompli son plan. Par contre, le 2^e plan quinquennal lui-même se trouve réalisé à 102 %, mais en violation des proportions qui auraient dû exister entre A et B.

Pour 1938, il n'a pas paru de données détaillées com-

(1) *Narodnoe Khoziaistvo S.S.S.R.*, n° 3-4 de 1932 et déclaration de Molotov, reproduite dans les *Izvestija* du 12-1-1933.

(2) *Izvestija* du 26-12-1931.

(3) *Izvestija* du 31-1-1933.

(4) Voir le *Bulletin du cabinet économique du Professeur Prokopovitch* (en russe), n° 102.

parables aux chiffres du tableau n° 11, c'est pourquoi nous sommes obligé de reproduire simplement les chiffres des plans des principaux commissariats industriels :

Production :	1937(1)	1938(2)
	en millions de roubles	
N. K. T. P., narkommache et narkomat à l'industrie de la défense	40.095	47.065
N. K. L. P.	10.316	16.520
N. K. P. P.	11.430	14.100
Industrie du bois	3.836	3.816,4

En résumé, on voit que l'effort d'industrialisation des deux plans quinquennaux a porté ses fruits, que la production industrielle fait des progrès considérables d'une année sur l'autre mais qu'on est encore loin d'une réalisation précise des tâches des plans, bien qu'à ce point de vue il y ait un progrès très net de la deuxième période quinquennale par rapport à la première.

(1) *P. K.*, n° 3 de 1937, pp. 224-226.

(2) *Monthly Review*, n° de juin-septembre 1938, p. 267 ; il s'agit ici de la grande industrie de ces commissariats.

SECTION II

L'agriculture.

On sait qu'une des raisons décisives de la politique des plans quinquennaux a été la production trop faible de l'agriculture ; c'est la nécessité d'accroître les récoltes (surtout les récoltes de céréales), d'accroître la part prélevée par l'Etat sur cette récolte (part destinée aux habitants des villes et aux besoins de l'exportation) qui a poussé le gouvernement soviétique dans la voie de la collectivisation, de l'industrialisation et de la planification. C'est pourquoi les chiffres relatifs aux résultats de la politique des plans dans le domaine de l'agriculture sont de la première importance. Nous examinerons séparément la 1^{re} et la 2^e période quinquennale, en raison des traits particuliers qui les caractérisent.

1) La 1^{re} période quinquennale.

Si nous examinons l'évolution des récoltes de céréales au cours de la 1^{re} période quinquennale (tableau n° 12), nous constatons qu'après un faible recul en 1929 et une excellente récolte en 1930 le nombre des quintaux de céréales récoltées s'effondre d'une façon réellement catastrophique en 1931 et en 1932. Ainsi, non seulement le plan n'a pas été réalisé mais la production a diminué de façon extraordinaire. Quelle est la cause d'une telle situation ?

L'examen de l'évolution des surfaces ensemencées (tableau

13) permet de constater que là aussi le plan est mal réalisé mais qu'il y a néanmoins un important progrès. La confrontation des tableaux 12 et 13 révèle qu'en ce qui concerne les céréales l'année de la plus faible récolte, 1931, est en même temps l'année

les surfaces ensemencées sont les plus fortes (en 1931 il y a 104,5 millions d'hectares ensemencés contre 94,3 en 1913, 96,0 en 1929 et 101,8 en 1930). La cause réelle de cette diminution catastrophique des récoltes de céréales est donc due essentiellement à la diminution du rendement à l'hectare qui tombe de 7,5 à 8 quintaux à l'hectare avant le 1^{er} plan quinquennal, à 6,7 en 1931 et à 7,0 en 1932 (contre 9,0 et 9,5 prévus par le plan) (1). C'est ce phénomène qu'il s'agit d'expliquer.

(1) S.S.S.R. *v tsifrakh*, op. cit., p. 96, P. K. n° 3 de 1929, p. 296, et *Piatiletnij plan...*, op. cit., pp. 338-339 (tome 2, 1^{re} partie).

TABLEAU N° 12

Récolte en millions de quintaux							
Céréales				Coton			
Années	Plans	Résultats	%	Plans	Résultats	%	
1928		734			8,2		
1929	745	717	96	8,6	8,6	100	
1930	889	835	94	14,5	11,1	77	
1931	978	695	71	21,0	12,9	61	
1932	P.Q. 1.058	699	66	19,1	12,7	66	
1933	802	898	112	14,3	13,2	92	
1934	904	894	99	14,2	11,8	83	
1935	947	901	95	15,3	17,2	112	
1936	1.047	693	66	19,3	23,9	124	
1937	P.A. 1.084	1.150	106	25,1	24,8	99	
P.Q.	1.048	1.150	110	22,6	24,8	110	

Lin				Betterave à sucre			
Années	Plans	Résultats	%	Plans	Résultats	%	
1928		3,2			101,4		
1929	3,4	3,6	106	106,0	62,5	59	
1930		4,4		149,0	140,2	94	
1931	5,7	5,5	97	214,3	120,5	56	
1932	P.Q. 6,2	5,0	81	195,5	66,6	33,5	
1933	5,5	5,5	100	120,0	89,9	75	
1934	5,2	5,3	102	141,6	113,6	80	
1935	6,2	5,5	89	152,5	162,1	106	
1936	7,8	5,3	68	254,2	168,3	66	
1937	P.A. 5,2	5,2		256,1	211,0	82	
P.Q.	8,0	5,2	65	276,0	211,0	76	

Les plans sont les chiffres de contrôle et les plans annuels, sauf pour 1932 et P. Q. 1937. Voici les tranches annuelles du 1^{er} plan quinquennal :

Années	Céréales	Coton	Lin	Betterave à sucre
1928-29	745	8,6		106,0
1929-30	814	10,9	3,4	124,1
1930-31	883	13,6	4,3	150,4
1931-32	961	16,1	5,2	173,7

Sources : S.S.S.R. v tsifrakh, op. cit., p. 97 et p. 20. — Konjounktournij Bjouleten..., op. cit. — Piatiletnij plan..., tome II, 1^{re} partie, op. cit., pp. 338-339. — Osnovnye Pokazateli narodno khoziaistvenogo plana na 1936 god, Moscou 1936, 64 p. — Sotsialisticheskoe stroïtels-tva S. S. S. R., Moscou 1936, 151 p. — Selskoe Khoziaistvo..., op. cit., p. 192. — Narodno... plan na 1935 god, op. cit., p. 83. — Plan vtoroi piatiletki, tableaux, 1934. — P. K., n° 11 de 1928, 9 de 1929, 12 de 1930, 8 de 1937 (p. 65), 3 de 1937. — Plan, n° 10 de 1936. — Monthly Review, juin-septembre 1938, p. 278. — Bakinski Rabotchi, n° 5-2-1938. — Du 1^{er} au 2^e..., op. cit., p. 341. — PROKOPOVITCH, Bulletin..., n° 136, p. 63.

TABLEAU N° 13

Surface en milliers d'hectares

Années	Céréales			Coton		
	Plans	Résultats	%	Plans	Résultats	%
1928.....		92.174			971	
1931.....	108.700	104.500	96	2.300	2.137	93
1932.....	111.400	99.700	89	1.529	2.172	142
1933.....	100.240	101.500	101	2.067	2.052	99
1934.....	100.425	104.700	104	1.940	1.942	100
1935.....	100.540	103.440	103	1.942	1.953	101
1936.....	102.265	102.440	100	2.015	2.033	101
1937.....	103.960	104.400	100	2.090	2.092	100
P. Q.....	104.800	104.400	100	2.040	2.092	100
1938.....	99.873			1.980		

Années	Lin			Betterave à sucre		
	Plans	Résultats	%	Plans	Résultats	%
1928.....		1.364			770	
1931.....	2.100	2.391	114	1.354	1.394	103
1932.....	1.727	2.510	145	1.087	1.538	141
1933.....	2.290	2.395	105	1.210	1.211	100
1934.....	2.157	2.110	98	1.180	1.183	100
1935.....	2.070	2.107	102	1.220	1.225	100
1936.....	2.122	2.147	101	1.245	1.256	101
1937.....	2.180	—	—	1.246	1.206	97
P. Q.....	2.180	—	—	1.450	1.206	83
1938.....				1.128		

Le plan de 1932 est la dernière tranche du 1^{er} plan quinquennal.

Sources : S.S.S.R. *v tsifrakh*, op. cit., pp. 88-89. — *Piatiletnij plan...*, tome II, 1^{re} partie, op. cit., pp. 338-339. — *Vtoroï...*, tome I, op. cit., p. 431. — N. MIKHAILOV, *Nouvelle Géographie...*, ouv. cit., pp. 266-267. — P. K., n°s 12 de 1930, 1-2 de 1933 (p. 47), 2 de 1936, 3 de 1937. — *Plan*, n°s 22 et 24 de 1936. — *Narodno plan na 1935 god.*, op. cit., p. 164. — *Konjounktournij Bjouleten...*, op. cit., p. 22. — *Monthly Review*, n° 3 de 1938, p. 114 et n° 6-9 de 1938, p. 274.

Rendements à l'hectare (en quintaux) :

Céréales	1928	1931	1932	1933	1934	1935	1936	1937	P.Q.
Plans		9,0	9,5	8,0	9,0	9,4	10,2	10,4	10
Résultats	7,9	6,7	7,1	8,8	8,5	8,7	6,8	11,2	
Lin									
Plans			3,5	2,4	2,5	3,0	3,7	4,0	3,7
Résultats	2,4	2,3	2,0	2,3	2,5	2,6	3,0	—	
Betterave à sucre									
Plans			170	86	120	125	204	205,5	200
Résultats	132	86	64	74	96	132	134	—	

En raison de la manière dont sont confectionnées les statistiques soviétiques, les surfaces, les récoltes et les rendements ne coïncident pas toujours.

Sources : *Ibid.* + P. K., n° 5-6 de 1934, p. 198.

Les statistiques de la collectivisation nous indiquent que le pourcentage des surfaces ensemencées par les kolkhoz passe brusquement de 1,2 % en 1928 et 3,5 % en 1929 à 29,9 % en 1930, à 57,9 % en 1931 et à 68,1 % en 1932, c'est-à-dire à 91,5 millions d'hectares au lieu des 14,5 prévus par le plan(1). Ainsi, le dépassement du plan de collectivisation, qui n'a pu être réalisé que grâce à des moyens de pression extraordinaires sur les paysans, est accompagné de la diminution du rendement des céréales à l'hectare. Il y a là un phénomène bizarre qui s'explique du fait que les kolkhoziens, au début, se préoccupaient surtout de réaliser le plan des surfaces ensemencées, sans guère se soucier du moment où les semailles avaient lieu. Ainsi, en 1931, on a vu les semailles d'hiver durer plus de deux mois et se prolonger jusqu'aux derniers jours de novembre, c'est-à-dire que les semences étaient purement et simplement perdues. Le plan de 1931 prévoyait qu'au 1^{er} octobre 43,2 millions d'hectares seraient ensemencés, à cette date il n'y en avait que 18,8 (2). De même, les semailles de printemps traînaient en longueur : au 10 mai, 44 millions d'hectares étaient ensemencés en 1930, 35,7 en 1931 et 31,7 en 1932 (3). C'est là la cause essentielle de la diminution des rendements ; en effet, lorsque les semailles ne sont pas faites à temps, le rendement à l'hectare diminue très rapidement. Ainsi, d'après les chiffres publiés dans l'organe du commissariat à l'Agriculture relativement à la partie méridionale de l'Ukraine (et les conditions sont à peu près les mêmes dans le Caucase du Nord), le rendement du blé de printemps diminue de la façon suivante selon les dates d'ensemencement (4) :

Epoque des semailles	Rendement en quintaux
1 ^{er} mai	12,78
11 mai	12,17
21 mai	1,34
31 mai	0,40

En définitive, la non-réalisation du plan des récoltes s'explique par la collectivisation forcée qui s'est traduite dans les faits non par la diminution des surfaces ensemencées mais par le retard mis par les paysans aux ensemencements. Ce retard a non seulement des causes psychologiques mais aussi des causes matérielles, entre autres, la diminution énorme du cheptel (tableau

(1) S.S.S.R. *v tsifrakh*, op. cit., p. 99 et *Piatiletnij plan...*, tome 2, 1^{re} partie, op. cit., pp. 336-337.

(2) *Socialistitcheskoe Zemliédiélié* du 16-1-1931 et du 2-9-1932.

(3) Voir A.-P. MARKOV, *Krisis seleskago khoziaistvav S.S.S.R.*, Paris 1933, VIII + 87 p., pp. 48 et suiv.

(4) *Ibid.*, p. 53.

TABLEAU N° 14

Cheptel (en millions de têtes), au milieu de l'année

Années	Chevaux			Bovins			Porcs			Ovins et Caprins		
	Plans	Résult.	%	Plans	Résult.	%	Plans	Résult.	%	Plans	Résult.	%
1916		35,8			60,6			20,9			121,2	
1928		33,5			70,5			26,0			146,7	
1932 PQ	36,9	19,6	53	80,9	40,7	50	34,8	11,6	33	160,9	52,1	32
1935	17,2	15,9	92	48,7	49,2	101	22,8	22,5	99	61,5	61,1	99
1936	16,5	16,6	100	56,2	56,7	100	—	30,4	—	—	73,3	—
1937 P Q	21,8			65,5			43,1			96,0		

à la fin de l'année

1936	17,0	15,9	94	54,1	47,5	88	31,5	20,0	64	62,0	53,8	87
1937 PA	17,5	16,2	93	53,9	50,9	94	24,6	25,7	104	65,8	66,6	101

Sources : S.S.S.R. *v tsifrakh, op. cit.* — *Piatiletnij plan...*, tome II, 1^{re} partie, *op. cit.*, pp. 332-333. — *Plan vtoroi...*, *op. cit.*, p. 13. — *Narodno... plan na 1935 god.*, *op. cit.*, p. 83. — *Konjunktournij Bjouleten...*, *op. cit.*, p. 24. — P. K., n°s 2 de 1936 (p. 273), 4 de 1936 (p. 56), 4 de 1937 (p. 72) et 5 de 1938 (p. 38).

TABLEAU N° 15

Mécanisation de l'agriculture (à la fin de l'année)

Années	Nombre de de tracteurs (en milliers)	Puissance des tracteurs (en milliers de HP)	Nombre de de combines (en milliers)	Nombre de S. M. T.	Nombre des tract. des S. M. T.	% de Kolk. desservis par S. M. T.	% des sur- faces ense- menées desservies par S. M. T.
1928	26,7	278,1					
1930	72,1	1.003,5	1,7	1.226	31,2	13,6	27,4
1932	148,5	2.225,0	14,1	2.502	82,7	34,0	49,3
1934	276,4	4.462,8	32,3	3.533	177,3	45,8	63,9
1935	380,0	6.527,0	52,1	4.375	246,6	51,1	72,4
1937	450,2 (1)	8.302,8 (1)	—	5.819.	356,8 (1)	67,0 (2)	89,0

Sources : S.S.S.R. *strana sotsializma, op. cit.*, p. 35. — S.S.S.R. *v tsifrakh, op. cit.*, pp. XX-XXI. — *Selskoe Khoziaistvo...*, *op. cit.*, p. 192. P. K., n°s 3 de 1937 (p. 238), 9/10 de 1937 (p. 95), 10 de 1938 (p. 82 et suiv.).

(1) Au 1^{er} août.

(2) Au 1^{er} janvier.

n° 14) qui n'a pu être compensée par l'augmentation du nombre et de la puissance des tracteurs (tableau n° 15) (1). La diminution du rendement a, en outre, pour cause la baisse des quantités d'engrais naturels, baisse qui s'explique aussi par l'abattage en masse du cheptel (2). La production d'engrais chimiques n'a pu compenser cette perte car l'industrie chimique n'a nullement réalisé son plan (3).

Dans le domaine des cultures techniques, nous voyons que les récoltes de coton et de lin (tableau n° 12) ont sensiblement augmenté au cours de la 1^{re} période quinquennale, sans atteindre toutefois les chiffres très élevés fixés par le plan. L'augmentation des récoltes est due, exclusivement, à l'augmentation des surfaces, celles-ci ayant plus que doublé pour le coton et presque doublé pour le lin, soit une réalisation des plans à plus de 140 % (tableau n° 13). Quant aux plans des rendements ils ne se trouvent réalisés qu'aux environs de 50 % (voir la 2^e partie du tableau n° 13) ; les causes de cette non-réalisation sont les mêmes que pour les céréales. Pour la betterave, enfin, on constate, comme toujours, l'irrégularité des récoltes due essentiellement à l'irrégularité des rendements.

2) La 2^e période quinquennale.

Alors que le 1^{er} plan quinquennal était caractérisé par le dépassement de toutes les prévisions en matière de collectivisation (d'où les conséquences néfastes indiquées en matière d'élevage et de récoltes), le 2^e, au contraire, est caractérisé par un rythme plus lent de la collectivisation et même par la non-réalisation des tâches fixées dans ce domaine. Le plan quinquennal prévoyait que 100 % des surfaces ensemencées seraient collectivisées (4), or d'après le plan de 1937 1,4 millions d'hectares (1 % des surfaces ensemencées) revenaient encore aux paysans individuels (5). Cependant, en ce qui concerne les kolkhoz, le

(1) D'après le plan quinquennal 75 % des surfaces ensemencées des kolkhoz (15,4 millions d'hectares) devaient être desservies par des S. M. T., en fait, seulement 49,3 % des surfaces des kolkhoz étaient desservies par les S. M. T. en 1932, mais ce faible pourcentage représentait 45,1 millions d'hectares. Le nombre de S.M.T. devait être de 1.000, en fait, il y en avait 2.502. (Voir W. LEONTIEF, *art. cit.*, p. 532).

(2) La non réalisation du plan en matière d'élevage n'a guère besoin de commentaires, elle s'explique du fait que les paysans tuaient leurs bêtes avant d'entrer dans les kolkhoz.

(3) Nous dirons quelques mots de cette question dans la prochaine section.

(4) *Vtoroi...*, *op. cit.*, tome 1^{er}, p. 431.

(5) PROKOPOVITCH, *Bulletin...* *op. cit.*, n° 139, p. 12. Le plan de 1938 prévoit que 1,1 million d'hectares (soit 0,8 % des surfaces totales resteront aux paysans individuels (*ibid.*). Au mois d'août 1938 a été voté une loi qui institue un impôt écrasant sur les chevaux des paysans individuels, on peut penser que grâce à cette mesure la collectivisation sera bientôt réalisée à 100 %.

plan a dû être réalisé, étant donné que le plan quinquennal prévoyait 120,3 millions d'hectares pour les kolkhoz et que les plans de 1937 et de 1938 prévoient qu'ils auront 122,7 et 123,2 millions d'hectares (1) ; cette réalisation a été obtenue au détriment des sovkhoz dont le plan n'est pas réalisé.

La mécanisation de l'agriculture n'est pas réalisée à 100 %, comme le prévoyait le plan quinquennal, mais seulement à 89 % (plan de 1937). Le nombre de S. M. T. est très proche de celui prévu par le plan (5.819 contre une prévision de 6.000) et la puissance du parc de tracteurs a dépassé de cent mille chevaux les prévisions du plan (2).

En ce qui concerne les récoltes de céréales et de coton le plan quinquennal est bien réalisé et la progression est très régulière, sauf pour la récolte de céréales de 1936 qui a souffert de la sécheresse. Le lin, par contre, semble avoir atteint un plafond qu'il a du mal à dépasser; enfin, la betterave a fait des progrès considérables (la récolte de 1937 est supérieure de 221 % à celle de 1932) mais le plan, très élevé, n'a pas pu être réalisé. Contrairement au 1^{er} plan quinquennal, le 2^e ne s'est pas tellement fixé pour but l'augmentation des surfaces ensemencées que celle du rendement ; cette manière de poser le problème s'est révélée juste et l'on peut dire que les résultats sont surprenants en ce qui concerne les céréales, dont le rendement passe de 7,1 quintaux à l'hectare en 1932 à 11,2 en 1937 (le plan quinquennal était de 10), et le coton dont le rendement passe de 5,9 à 11,8, contre 11,1 prévus par le plan quinquennal. Les facteurs de cette amélioration du rendement ont été des plans scientifiquement conçus d'assolements et de mesures agro-techniques, une planification détaillée des jachères, des labours de printemps et d'automne, de la culture des céréales et de différentes espèces de plantes techniques, etc... En outre, la planification de l'emploi des engrais et leur utilisation à une large échelle ont joué un rôle décisif (3). Il faut ajouter que c'est seulement au cours du deuxième plan quinquennal que la mécanisation de l'agriculture, qui permet un travail beaucoup plus rapide, a commencé à faire sentir ses effets, ainsi la surface moyenne travaillée par un tracteur ou par un combine a évolué de la façon suivante (4) :

<i>Surfaces moyennes travaillées par an (en hectares)</i>		
Années	par 1 tracteur	par 1 combine
1933	363	71
1934	405	125
1935	427	257
1936	474	353

(1) *Ibid.*

(2) *Utoroi...*, *op. cit.*, tome 1^{er}, p. 431.

(3) M. KRAEV, *art. cit.*, pp. 102-105.

(4) A. LIBKIND, *La mécanisation de l'agriculture...*, P. K. n° 9-10 de 1937, pp. 86-107, p. 97.

Au cours de la 2^e période quinquennale et, plus particulièrement, à partir de 1935, le cheptel qui avait terriblement diminué augmenta à un rythme satisfaisant, remplissant assez bien les plans annuels que le gouvernement impose aux paysans depuis 1935 et grâce auxquels cette augmentation est obtenue ; néanmoins le niveau de 1928 était encore loin d'être atteint au début de 1938 (sauf pour les porcs).



En définitive, pour conclure sur la planification de l'agriculture, on peut dire qu'après la période véritablement révolutionnaire de la collectivisation de masse, période au cours de laquelle aucune prévision ne pouvait être réalisée, on voit se développer l'agriculture soviétique et il apparaît qu'elle obéit de mieux en mieux aux plans fixés par le gouvernement. L'efficacité réelle de la planification dans ce domaine ressort avec évidence de la juxtaposition des chiffres des récoltes et des surfaces de 1928 et de 1937 ; ainsi, la progression de la récolte de céréales passant de 733 à 1.150 millions de quintaux, la progression de la récolte de coton passant de 8,2 à 24,8 millions de quintaux (alors que la population rurale a vraisemblablement diminué de 16 %) constituent des faits tout à fait remarquables.

Ajoutons que le problème de la part marchande de la production agricole a été entièrement résolu du fait de la collectivisation qui laisse pratiquement à l'Etat le soin de déterminer son importance ; ainsi, en 1933, c'est-à-dire au lendemain d'une mauvaise récolte, Staline pouvait affirmer que : « Grâce à l'action du Parti, il est possible aujourd'hui de stocker 1200-1400 millions de pouds par an, au lieu de 500-600 millions de pouds de céréales jetés sur le marché au temps où prédominait l'exploitation paysanne individuelle » (1). Depuis 1933, la part marchande de la production agricole s'est accrue de façon régulière, ainsi que l'indique le tableau suivant (2) :

(1) J. STALINE, *Le bilan...*, op. cit., p. 27.

(2) J. MALYCHEY, *Les questions du développement du commerce kolkhozien*, in P. K. n° 4 de 1936, pp. 111-128, p. 111. Il faut noter que cette production « marchande » a pour particularité d'être directement stockée par le gouvernement, seule une partie infime va sur le marché, voici quelques chiffres (*) :

Vente de produits sur le marché kolkhozien en % de la production marchande :			
Produits	1933	1934	1935
Céréales	3,3	3,8	5,1
Produits de boucherie	14,4	13,7	17,0
Produits laitiers	29,8	30,4	32,4
Pommes de terre	12,6	15,8	19,4
Légumes	11,4	11,7	12,6

(*) *Ibid.*, p. 112.

Production marchande de l'agriculture en % de l'année précédente :

Produits :	1932	1933	1934	1935	1936
Céréales.....	100	122,6	113,0	105,5	119,1
Produits de boucherie...	100	89,2	122,5	117,5	119,6
Produits laitiers.....	100	127,6	122,1	108,8	123,1
Pommes de terre.....	100	114,0	108,0	141,7	120,9

SECTION III

L'industrie.

La seconde tâche qui devait être résolue par la politique des plans était celle de l'industrialisation ; il nous faut examiner rapidement comment cette tâche a été accomplie.

Il n'entre nullement dans le cadre de cet ouvrage d'étudier en détail les différents aspects de l'industrialisation de l'U. R. S. S., aspects qui ont plutôt un intérêt technique ; c'est pourquoi nous nous contenterons de donner quelques chiffres relatifs à l'activité des principales industries. Ce sont là des données qui indiquent suffisamment le développement industriel et la manière dont se réalisent les plans.

1) La 1^{re} période quinquennale.

Dans l'industrie, pas plus que dans l'agriculture, le plan quinquennal n'est réalisé. La non-réalisation du plan agricole a réagi sur une partie du plan industriel.

Examinons d'abord la situation dans l'industrie lourde (tableaux n^{os} 16 et 17). Le développement de l'extraction de charbon est considérable, mais il est loin de permettre la réalisation des tâches prévues par le plan quinquennal, d'autant plus que le pourcentage d'économie de charbon (30 %) prévu par le plan n'a pas été réalisé et que la construction industrielle à l'est (surtout Magnitogorsk), dont on a pris l'initiative au cours de cette période, a nécessité des quantités considérables de charbon, en particulier pour les chemins de fer (1). La décroissance régulière des pourcentages de réalisation des chiffres de contrôle est caractéristique de l'absence de sens des réalités dans la fixation de ces chiffres. L'augmentation insuffisante de l'extraction de charbon s'explique, en particulier, par des difficultés techniques, il a été nécessaire d'abattre dans les mines 80 millions de m³, au lieu de 59,8 prévus par le plan quinquennal (2).

(1) Voir B. BRUTZKUS, *Economic planning in Soviet Russia*, op. cit., pp. 200-201.

(2) W. LEONTIEF, art. cit. de *Weltwirtschaftliches Archiv.*, p. 521.

TABLEAU N° 16

Production de :									
Années	Houille en millions de tonnes			Pétrole (avec le gaz)			Energie électrique (en millions de Kw.H)		
	Plans	Résult.	%	Plans	Résult.	%	Plans	Résult.	%
1913		29,1			9,2			1,9	
1928	36,1	35,5	98	11,0	11,7	106		5,0	
1929	41,1	40,0	97	13,3	13,7	103	6,5	6,5	100
1930	51,6	47,8	93	16,2	18,8	116	8,7	8,4	97
1931	83,6	56,8	68	25,6	23,1	90	12,7	10,7	84
1932 P. Q.	75,0	64,4	86	21,7	22,3	102	17,0	13,5	79
1933	84,2	76,0	90	24,4	22,5	92	16,3	16,4	100
1934	96,8	93,5	97	30,7	25,5	83,5	19,0	20,5	108
1935	122,2	108,8	97	30,3	26,7	88	24,9	26,3	106
1936	135,0	126,0	93	30,0	29,2	97	32,0	33,0	103
1937 P. A.	150,1	136,2	91	32,2	28,4	88	40,5	36,3	90
P. Q.	152,5	136,2	89	46,8	28,4	61	38,0	36,3	96
1938	153,9			33,5			41,2		
	(1)			(2)					

TABLEAU N° 17

Production (en millions de tonnes) de :									
Années	Fonte			Acier			Laminés		
1913		4,2			4,2			3,5	
1928	3,5	3,3	94		4,3			3,4	
1929	3,9	4,0	103	5,2 ⁽²⁾	4,9	94	4,0 ⁽²⁾	3,9	98
1930	5,5	5,3	96	6,4 ⁽²⁾	5,8	91	4,9 ⁽²⁾	4,5	92
1931	8,0	4,9	61	8,8	5,6	64	6,7	4,2	63
1932 P. Q.	10,0	6,2	62	10,4	5,9	57	8,0	4,3	54
1933	9,0	7,1	79	8,9	6,8	76	6,2	4,9	79
1934	10,0	10,4	104	9,8	9,6	98	6,6	6,7	102
1935	12,5	12,4	99	11,8	12,5	106	8,2	9,4	115
1936	14,5	14,4	99	16,0	16,3	102	12,2	12,4	102
1937 P. A.	16,0	14,5	91	20,1	17,7	88	15,6	13,0	83
P. Q.	16,0	14,5	91	17,0	17,7	104	13,0	13,0	100
1938	16,3			20,3			15,1		

Sources des tableaux n°s 16 et 17 : *Piatiletnij plan...*, tome II, 1^{re} partie, op. cit., pp. 64 et 254. — *Vtoroi...*, tome I, op. cit., p. 430. — *Narodno... plan na 1935 god*, op. cit., p. 98. — *S.S.S.R. v tsiŕrakh*, op. cit., p. XVIII. — *P. K.*, n° 12 de 1930 (pp. 336 et 340), 1-2 de 1933, (pp.38-39), 5-6 de 1934 (p. 197), 1 de 1937 (p. 216), 3 de 1937 (p. 228-229), 5 de 1938 (p. 21). — *Bolchévick*, n° 7 de 1938 (p. 18). — *Pravda* du 26-2-1938. — *Izvestija* du 1-3-1938.

(1) 1938 est calculé d'après *P. K.* n° 5 de 1938, p. 21.

(2) Le plan de 1938 ne comprend pas les entreprises et mines dépendant du Commissariat à la défense.

(3) Il s'agit des tranches annuelles.

La non réalisation du plan de la houille a rendu nécessaire une extraction accrue de pétrole et de tourbe. Le plan quinquennal du pétrole se trouve bien réalisé (1) (tableau n° 16), mais les pourcentages de réalisation des chiffres de contrôle décroissent régulièrement. Le plan quinquennal de la tourbe se trouve réalisé à 113 % (2). Dans l'énergie électrique les progrès sont foudroyants mais ne suffisent pas à la réalisation des exigences du plan quinquennal.

Dans l'industrie sidérurgique les fortes progressions prévues n'ont pu être réalisées et cela tient surtout au fait que l'extraction de minerai, aussi bien dans les nouvelles usines de Krivoï-Rog que dans celles de Kertch et de la région centrale, est restée très en retard sur les prévisions (3). En outre, les efforts trop intenses exigés par le plan ont entraîné une certaine désorganisation. Ce sont ces raisons qui expliquent le recul de la production de fonte, d'acier et de laminés que l'on peut remarquer en 1931. En 1932, seule la fonte progresse, laissant derrière elle, contrairement aux besoins de la technique moderne, la production de l'acier.

L'inexécution du plan de la sidérurgie ne s'est pas répercutée sur la production mécanique, grâce aux importations accrues de métaux, d'outils et de machines, dont le poids total se monte à 1.309.326 tonnes en 1930 et à 2.024.286 tonnes en 1931 (4) ; en valeur, le plan de la construction mécanique se trouverait même dépassé de 54 % (5). Ce chiffre peut être complété par les données suivantes (6) : (millions de roubles en prix 1926-1927)

	P. Q.	Résultats en 1932	%
Constructions de machines, de bateaux et d'objets en métal.....	2.899	5.252	181,2
Équipement électrique	896	1.218	136
Construction de machines agricoles.....	893	890	99,7

(1) Soulignons ici le recul de la production de pétrole en 1932 ; ce recul s'explique par des raisons techniques très graves qui continuent à jouer au cours du 2^e plan quinquennal et en expliquent en partie la non réalisation. Voici les faits : l'extraction de pétrole est devenue de plus en plus difficile ; ainsi, en 1924, on extrayait 66,7 tonnes par mètre de forage, puis on a l'évolution suivante :

1925... 57,4	1927... 31,7	1929... 36,9	1931-32... 30,8
1926... 42,1	1928... 33,4	1930... 34,9	

La part des sources jaillissantes dans la production totale brute diminuée à partir de 1931, on a :

1923... 16,6 %	1926... 29,5 %	1929... 44,5 %	1932... 40,0 %
1924... 22,9 %	1927... 34,3 %	1930... 47,5 %	
1925... 27,8 %	1928... 43,0 %	1931... 45,2 %	

(2) W. LEONTIEF, *art. cit. de Weltwirtschaftliches Archiv.*, pp. 514-515.

(3) V. KOUIBYCHEV, *Le 2^e plan quinquennal*, Paris 1934, 96 p., p. 20.

(4) *Vnechnjaja torgovlja...*, *op. cit.*, n° de décembre 1931, p. 105.

(5) V. KOUIBYCHEV, *Le bilan...*, *op. cit.*, p. 142.

(6) *Summary...*, *op. cit.*, p. 273.

Tableau N° 18

Années	Lainages			Cotonnades			Chaussures		
	en millions de mètres			en millions de mètres			en millions de paires		
	Plans	Résultats	%	Plans	Résultats	%	Plans	Résultats	%
1913		95			2.250				
1928		97		2.580	2.871	111		29,6	
1929	124 (1)	113	91	2.900	2.970	102	50 (2)	48,8	98
1930	131	114	87	3.280	2.450	75	60	75,4	126
1931	125	117	94	2.835	2.470	87	70	84,4	120,5
1932 P.Q.	270	91	34	4.700	2.720	58	80	82,0	102,5
1933		86,6			2.737			77,4	
1934	71,9	73,0	101	3.059	2.732	89	67,3	69,5	103
1935	72,8	80,8	111	2.800	2.663	95	77,0	84,8	110
1936	90,5	98,1	108	3.215	3.256	101	121,9	139,9	115
1937 P.A.	108,1	101,5	94	4.084	3.281	79	190,0	192,6	101
P.Q.	220,0	101,5	46	5.068	3.231	64	180,0	192,6	107
1938	103,0			4.035			180,0		

TABLEAU N° 19

Années	Papier			Sucre cristallisé		
	(en milliers de tonnes)					
	Plans	Résultats	%	Plans	Résultats	%
1928		287,0		1.340 (2)	1.340	100
1929	510 (2)	394,7	77	1.600	1.280	80
1930	610	501,8	82	1.900	1.490	78
1931	710	496,8	70	2.200	1.572	71,5
1932 P. Q.	900	471,2	52	2.600	828	32
1933		499,2			995	
1934	594,5	559,7	94	1.400	1.350	96
1935	620,0	640,8	103	1.450	2.032	140
1936	789,6	763,3	97	2.500	1.999	80
1937 P. A.	955,3	833,3	87	2.600	2.600	100
P. Q.	1.000	833,3	83	2.500	2.600	104
1938	1.082			2.700		

Sources des tableaux n°s 18 et 19 : *Piatiletnij plan...*, tome II, 1^{re} partie, *op. cit.*, pp. 209 et 256-257. — *Vtoroi...*, tome 1, *op. cit.*, p. 461 et p. 430. — *Osnovnye pokazateli po I i II piatiletki*, Moscou 1934, tableaux mobiles, tableau n° 2.878. — *P. K.* n°s 12 de 1930 (p. 339), 5-6 de 1934 (p. 209), 2 de 1936 (p. 268), 3 de 1937 (pp. 234-236), 5 de 1938 (p. 23). — *Monthly Review*, n° d'octobre 1938, p. 341. — *Legkaja Industrija*, 3 et 9 du 1-1937.

(1) Tranche annuelle de plan quinquennal.

(2) Pour tout le premier plan quinquennal, il s'agit ici des tranches annuelles.

En ce qui concerne l'industrie chimique, le plan est loin d'être réalisé ; ainsi, la production de soude est passée seulement de 205 à 288 milliers de tonnes et celle des superphosphates (production si importante pour l'agriculture) est très au-dessous des tâches du plan (1). Voici, pour ce dernier produit, les chiffres (en 1000 tonnes) des tranches annuelles et les résultats correspondants :

	Plans	Résultats
1928-29.....	480	213
1929-30.....	1.100	355
1930-31.....	2.050	522
1932.....	3.400	612

Si nous passons maintenant à l'industrie textile (tableau n° 18), nous voyons que l'abattage en masse du bétail commence à se répercuter sur l'industrie de la laine dont la production en 1932 est inférieure à celle de 1928 (après une pointe en 1931). L'industrie du coton, bien qu'entièrement privée de matières premières étrangères, arrive presque à maintenir sa production antérieure, grâce au développement de la culture cotonnière, mais le plan quinquennal n'est pas réalisé.

L'industrie des chaussures (tableau n° 18), en progrès considérable, réalise son plan et le dépasse même. L'industrie du papier (tableau n° 19), privée dans une large mesure de matières premières, du fait des nécessités des exportations de bois et de la consommation accrue de bois comme combustible, ne réalise pas son plan, bien qu'ici encore la production soit en progrès.

Enfin, en ce qui concerne le sucre, nous constatons que la réalisation du plan est étroitement liée à la réalisation du plan dans la culture des betteraves (ce qui prouve que les indices technico-productifs sont bien calculés). Ainsi, le plan quinquennal est réalisé à 33,5 % pour les récoltes de betteraves et à 32 % pour la production de sucre.

2) La 2^e période quinquennale.

Dans le domaine industriel, le 2^e plan quinquennal se trouve mieux réalisé que le 1^{er}, bien qu'on soit encore très loin d'une réalisation parfaite.

La houille (tableau n° 16), tout d'abord, continue à progresser d'une façon régulière, sauf en 1937, le résultat est une réalisation du plan à seulement 89 % ; le plan de 1938 enregistre ce fait en fixant une tâche inférieure à celle du plan de 1937, il y a à un point faible de l'économie soviétique.

(1) W. LEONTIEF, *op. cit.*, p. 514-515.

Le danger de la non-réalisation du plan de la houille apparaît encore plus nettement lorsqu'on considère les chiffres de la production du pétrole (tableau n° 16) ; pour ce dernier le plan est encore plus faiblement réalisé (61 %) et, ce qui est plus grave, la production plafonne presque, 1937 est même en recul sur 1936. Pour l'énergie électrique, au contraire, les résultats sont très satisfaisants, la production a plus que doublé pendant la 2^e période quinquennale, le plan est rempli à 96 %.

L'industrie sidérurgique (tableau n° 17) a remarquablement progressé, la production de la fonte a plus que doublé de 1932 à 1937, celle de l'acier et des laminés a presque triplé. Pour ces deux derniers produits, les plans sont réalisés et dépassés, c'est là un grand succès qui semble malheureusement ne pouvoir être exploité à fond, comme l'indiquent les plans de 1938, qui tirent les conséquences du retard de la houille.

L'industrie de la construction des machines et du travail des métaux a dû très bien réaliser son 2^e plan quinquennal. Celui-ci prévoyait pour 1937 une production de 19.500 millions de roubles (prix 1926-1927) contre 9.408 en 1932 ; depuis cette date jusqu'en 1935 la progression a été la suivante : 10.822, 13.612, 17.594, le plan de 1936 était de 22 milliards (1) ; ainsi, dès 1936, le plan quinquennal a été réalisé dans ce domaine. La production de 1937 s'est élevée à 27,5 milliards, soit une réalisation du plan à 141 %. Voici, par ailleurs, les chiffres de la production en nature des principaux produits de l'industrie de la construction des machines et du travail des métaux (tableau n° 20).

L'industrie des métaux non ferreux, dont les bases avaient été jetées au cours du 1^{er} plan quinquennal (2), n'a pas réalisé son plan ; ainsi, la production d'aluminium devait passer de 855 tonnes en 1932 à 80.000 tonnes en 1937 (3), en fait la progression a été la suivante (4) :

Années	Production (en tonnes)	Importations
1931.....		20.372
1932.....	855	10.603
1933.....	4.334	10.570
1934.....	14.391	5.059
1935.....	25.000	538
1936.....	43.100	34
1937.....	47.600	2.547
janvier-août 1938.....	—	5.808

(1) *Osnovnjé... plana na 1936 god, op. cit.*

(2) Voir Alexandridi, *L'industrialisation...*, op. cit., pp. 60-64.

(3) *Vtoroi...*, tome 1, op. cit., p. 430.

(4) *Ostwirtschaft*, n° d'octobre-novembre 1938, pp. 152-155.

TABLEAU N° 20

<i>Construction mécanique :</i>								
	1913	1928	1932	1933	1934	1935	1936	1937
<i>Millions de k. w.</i>								
Turbines à vapeur..	5,9	35,7	232,0	326,0	363,8	672,4	1.000	
Turbines hydrauliques		12,0	59,5	52,9	74,6	52,0	75	
Machines et moteurs à courant continu et alternatif		0,3	2,0	1,8	1,9	2,3		
<i>Milliers de H. P.</i>								
Diesels	35,1	38,9	95,8	92,4	131,4	158,0	230,0	400*
<i>Milliers d'unités</i>								
Automobiles		0,7	23,8	49,7	72,5	96,7	136,7	200
Tracteurs (unité conventionnelle de 15 H. P.)		1,3	50,6	76,9	114,8	162,4	171,0	172*
Combines				10,0	8,6	20,2	43,0	55,0*
<i>Industrie chimique</i> (en millions de roubles, prix 1926-27)	255	364	1.165			2.540		5.900

(*) Plan.

Sources : *Revue Economique Internationale*, n° de Juillet 1937, p. 97., *P. K.*, n° 3-1937 (pp. 230-232). — *Konjunktournij Bjouleten...* op. cit. — *S. S. R. strana...*, op. cit., p. 24.

Comme on le voit, la réalisation du plan, au début de la 2^e période quinquennale, est accompagnée d'une restriction des importations, qui atteignent leur plus bas niveau en 1936 ; mais dès qu'il s'avère que le 2^e plan quinquennal ne sera pas réalisé, les importations reprennent.

L'industrie chimique semble n'avoir pas non plus rempli son plan, bien que l'industrie de la chimie organique ait réalisé son plan quinquennal en quatre ans(1). D'après le plan quinquennal, la production des engrais devait passer de 1.110.000 tonnes à 9 millions de tonnes(2), or le plan annuel de 1937 prévoit une production d'engrais se montant seulement à 4.720.000 tonnes ; l'industrie des matières plastiques devait voir sa production passer à 30.000 tonnes en 1937 (3) or, d'après le plan annuel de 1937, la production de matières plastiques par le N. K. T. P. devait se monter seulement à 15.000 tonnes (4). Par contre, la production de pneumatiques pour automobiles devait atteindre 3 millions de pièces (3) et le plan de 1937 en prévoit 3.200.000 (4).

(1) *Pravda* du 1-1-1937.(2) V. KOUIBYCHEV, *Le 2^e...*, op. cit., p. 36.(3) *Ibid.*, p. 25.(4) *P. K.*, n° 3 de 1937, p. 233.

L'examen de la première colonne du tableau n° 18 nous montre que c'est surtout au cours des années 1933-1935 que l'industrie des lainages souffre des conséquences de la destruction massive du cheptel au cours de la 1^{re} période quinquennale ; la production de laine, en effet, s'effondre de 117 millions de mètres (en 1931) à 73 (en 1935) ; en 1937 elle atteint 101,5 millions de mètres, réalisant le plan quinquennal à seulement 46 %, bien que celui-ci ait prévu une production inférieure à celle projetée par le 1^{er} plan de cinq ans. L'industrie du coton (tableau n° 18) ne progresse que lentement et d'une façon insatisfaisante si on compare ses progrès à ceux de la culture du coton ; une des raisons essentielles de cet état de choses est la mauvaise répartition des investissements, qui a abouti à une disproportion entre le nombre des filatures et celui des usines de tissage ; une autre raison est le gaspillage des matières premières qui, en 1933 par exemple, a abouti à la perte de 100 millions de mètres de tissus (1). En définitive, le plan quinquennal des cotonnades est réalisé seulement à 64 %, le plan de 1937 est exécuté à 79 % et le plan de 1938 est inférieur à celui de 1937.

La production des chaussures se ressent jusqu'en 1934 de l'abattage massif du cheptel, mais dès 1935 (grâce aussi au développement de la production de cuir artificiel) on voit la production remonter et il semble, sans qu'il soit possible de rien affirmer (étant donné le manque d'homogénéité des statistiques relatives à la production des chaussures) que le plan n'est pas loin d'être réalisé dans ce domaine (tableau n° 18).

L'industrie du papier (tableau n° 19), en doublant sa production, fait un progrès considérable mais ne réalise cependant pas le plan quinquennal. L'industrie du sucre (tableau n° 19), dont le 2^e plan quinquennal était inférieur au premier, fait des progrès considérables et réalise son plan à 104 %.

Ainsi, suivant les branches, le 2^e plan quinquennal se trouve plus ou moins bien réalisé, mais dans l'ensemble il est beaucoup mieux réalisé que le 1^{er}. Ce sont surtout les branches nouvelles (industrie chimique, métallurgie des non-ferreux) et celles qui ont eu à souffrir des répercussions de la collectivisation forcée qui n'ont pu remplir leur plan ; quant à la houille et au pétrole, nous verrons les causes de la non-réalisation de leur plan au cours de l'examen que nous allons faire tout de suite de l'année 1937.

(1) V. KOUIBYCHEV, Le 2^e..., *op. cit.*, p. 37.

L'année 1937.

Pour celui qui étudie les chiffres de la production industrielle au cours de la 2^e période quinquennale, 1937 prend un aspect singulier ; en effet, non seulement le pourcentage de réalisation des plans annuels y est beaucoup plus faible que les années précédentes, ce qui pourrait provenir du fait que les tâches fixées étaient trop élevées, mais la progression des années précédentes s'arrête soudain. Voici un tableau qui indique la progression (+) ou la régression (—) de la production d'une année par rapport à l'année qui la précède (pour chaque produit l'unité est la même qu'aux tableaux 16, 17 et 18) :

	Houille	Pétrole	Fonte
1935.....	+ 15,3	+ 1,1	+ 2,0
1936.....	+ 17,2	+ 2,5	+ 2,0
1937.....	+ 10,2	— 0,8	+ 0,1
	Acier	Laminés	Lainages
1935.....	+ 2,9	+ 2,7	+ 7,8
1936.....	+ 3,8	+ 3,0	+ 17,3
1937.....	+ 1,4	+ 0,6	+ 3,4

Comment ce phénomène s'explique-t-il ? Nous n'en pouvons donner ici une explication détaillée ; voici seulement quelques indications. Tout d'abord, la récolte de 1936 a été catastrophique, d'où un abaissement certain du niveau de vie en 1937, avec toutes les conséquences d'un tel état de choses sur la productivité du travail, l'état d'esprit des masses, etc... Ensuite, l'année 1937 est une année de crise politique. Enfin, au point de vue technique, 1937 est l'année où se payent les dettes d'un progrès trop rapide et non consolidé. Nous en donnerons deux exemples. Dans l'industrie du pétrole de nombreux puits ont été saccagés par la volonté de produire trop vite. *Za Industrializatsiou* du 1^{er} Mai 1937 est obligé d'avouer que le désir de travailler trop vite a ruiné la région pétrolifère de Grozny, les travaux en ciment ayant été négligés, les gisements de pétrole ont été inondés d'eau et il est plus avantageux d'abandonner les anciens puits et de commencer ailleurs de nouveaux forages. Dans l'industrie du charbon, les travaux de consolidation sont insuffisants, les accidents sont nombreux et les inondations fréquentes, ces défauts dans le travail se sont surtout fait sentir dans le Donbass dont la production au début de 1937 n'atteignait pas même le niveau des pre-

miers mois de 1936 (1) alors que la production du mois de mai 1936 était elle-même inférieure de 29.000 tonnes à celle de Décembre 1935 (2).

Ainsi, la 2^e période quinquennale se termine, dans le domaine de l'industrie, par une année de crise et c'est cette crise qui est la cause essentielle de la non-réalisation du 2^e plan de cinq ans dont l'exécution avait progressé d'une façon favorable au cours des années précédentes.

(1) *Za Indoustrializatsiou* du 29-4-1937.

(2) *Pravda* du 7-6-1936.

SECTION IV

Les transports.

1) La 1^{re} période quinquennale.

Dans le domaine des transports, le 1^{er} plan quinquennal est caractérisé par une double insuffisance : insuffisance des prévisions par rapport aux besoins, insuffisance des résultats par rapport aux prévisions. On devait construire 16.000 kilomètres de voies ferrées, on n'en a construit que 5.000 (tableau n° 21), soit moins d'un tiers. Cependant, en tonnes-kilomètres, les transports ferroviaires ont dépassé les tâches du plan, mais ces tâches ne suffisent pas aux besoins de l'économie nationale et Kouibychév signale que le « retard des transports commence déjà à freiner le développement ultérieur de toute notre économie nationale » (1).

Pendant cette période, les transports routiers ne se sont guère développés et les transports fluviaux et maritimes ne se sont vu accorder que des sommes infimes (700 millions de roubles) alors qu'on devait pourvoir à la réfection des quais, des ports, des canaux, etc... (2). La flotte fluviale n'a exécuté son programme de bateaux à moteur qu'à 41 %, de bateaux sans moteur qu'à 90 % (2).

En bref, pour les transports, les plans et les résultats sont tout à fait insatisfaisants.

2) La 2^e période quinquennale.

La reconstruction des transports a été considérée comme « le 1^{er} problème fondamental dans le domaine de la reconstruction de l'économie nationale... » (3), au cours de la 2^e période quinquennale.

En ce qui concerne les transports routiers, le 2^e plan de cinq ans prévoyait la construction de 210.000 kilomètres de routes(4); ce plan semble avoir été réalisé, puisque, de 1931 à 1935, 185.000 kilomètres de routes nouvelles ont été construits (5). Le parc

(1) V. KOUIBYCHEV, *Le 2^e...*, op. cit., p. 10.

(2) G. MÉQUET, *Les leçons...*, op. cit., p. 182.

(3) V. KOUIBYCHEV, *Ibid.*, p. 11.

(4) *Ibid.*, p. 17.

(5) *Monthly Review*, n° de novembre 1937, p. 537.

d'automobiles devait passer de 75.400 unités en 1932 à 580.000 en 1937 (1); ce plan a été presque réalisé puisque le parc d'automobiles se montait, en 1935, à 265.000 unités, en 1936 à 386.000 et en 1937 (selon le plan) à 585.000 (2). Ainsi que le montre le tableau suivant, il y a une très grande inégalité dans la réalisation du plan dans ce domaine (3) :

	2° P. Q.	Résultats (estimations)	% de réalisation
Nombre total d'automobiles	580.000	585.000	101
dont :			
Camions	373.000	483.000	130
Voitures	147.000	79.000	54
Autobus	35.000	8.000	22
Voitures municipales et autres	25.000	15.000	60

En ce qui concerne les transports par eau, le réseau de navigation intérieur a fait des progrès considérables (grâce surtout

TABLEAU N° 21

<i>Transports ferroviaires</i>						
Années	Longueur des lignes en exploitation (moyenne de l'année), en milliers de kilomètres.		Mouvement des marchandises en milliards de tonnes-kilomètres.		Transports en millions de tonnes.	
	Plans	Résultats	Plans	Résultats	Plans	Résultats
1913		58,5		65,7		132,4
1928		76,9		93,4		156,2
1932 P. Q.	93	81,6	162,7	169,3	281	267,9
1933		82,1		169,5	300	268,1
1934	83,6*	83,5*	215,0	205,7	252	317,1
1935	83,8	83,8	229,1	258,1	358	388,5
1936	84,9	84,4	307,5	322,5	457	484,2
1937 P. A.	86,3**	85,1**	400,5	354,8	565	517,3
P. Q.	94,0	85,1	300,0	354,8	475	517,3
1938			394,8		568	

Sources : S.S.S.R. strana..., op. cit., p. 41. — S.S.S.R. v tsifrakh, op. cit., pp. XXII-XXIII. — Transport i sviaz S.S.S.R. v tsifrakh, Moscou, 1936, 64 p. — Du 1^{er} au 2^e..., op. cit., p. 342. — Osnovnye pokazateli po I i II..., op. cit., n° 2.800. — Narodno... plan na 1935, god, op. cit., pp. 182-185. — P. K., n° 1-2 de 1933 (p. 67), 5-6 de 1934 (pp. 198 et 217), 2 de 1936 (p. 276), 7 de 1936 (p. 20), 3 de 1937 (pp. 239-240), 7 de 1938 (p. 13). — Monthly Review, n° de mai 1938 (p. 226).

(*) A partir de 1934, longueur totale.

(**) A la fin de l'année.

(1) V. KOUIBYCHEV, *ibid.*, p. 16.

(2) P. K., n° 3 de 1937, p. 241.

(3) Monthly Review, n° de septembre 1937, p. 446.

au travail des emprisonnés des camps de concentration) (1) et les plans annuels progressent. Néanmoins, la part des transports par eau dans l'ensemble des transports est encore inférieure aux prévisions; en effet, cette part devait être d'au moins 27,9 % du parcours des marchandises en tonnes-kilomètres (2), alors que pour 1935 et 1936 on a le tableau suivant (3) :

	1935		1936	
	Chiffres absolus	%	Chiffres absolus	%
<i>Transports en millions de tonnes</i>				
Total	479,2	100	564,2	100
dont :				
Chemins de fer	388,5	81,2	457,0	81,0
Navigation intérieure . .	64,5	13,3	75,6	13,4
Navigation maritime . . .	26,2	5,5	31,6	5,6
<i>Parcours des marchandises en milliards de tonnes-kilomètres</i>				
Total	326,1	100	387,3	100
dont :				
Chemins de fer	258,1	79,2	299,3	77,3
Navigation intérieure . . .	33,8	10,3	42,9	11,1
Navigation maritime . . .	34,2	10,5	45,1	11,5

Les résultats de 1937 modifient beaucoup ceux de 1935 et de 1936. L'ensemble des transports dépasse en effet son plan (421,8 tonnes-kilomètres, contre 414,0 prévues par le plan quinquennal) (4), mais les chemins de fer représentent 84,1 % de ce total, les transports par eau intérieurs 7,1 % et les transports maritimes 8,1 % (alors que les chiffres du plan étaient, respectivement de 72,5, 14,6 et 12,9 % (4). En définitive, le plan de navigation intérieure (en tonnes-kilomètres) est réalisé à 50 % et le plan de navigation maritime à 69 %. La réalisation du plan des transports est donc due exclusivement aux chemins de fer (4).

Les transports ferroviaires, de branche retardataire, sont donc devenus une branche « d'avant-garde », une des branches ayant le mieux réalisé le plan, tout au moins en ce qui concerne **mouvement des marchandises**.

Le plan quinquennal qui prévoyait 273.000 nouveaux wagons de marchandises(5) a été réalisé à 104,8 %(6), au détriment,

(1) En 1936 sur une longueur totale de 98.000 kilomètres de voies navigables intérieures, 80.384 avaient été construites par le commissariat aux Affaires intérieures (ancien G.P.U.) et près de 6.000 devaient être construites par lui au cours de l'année (St NATONEK, *Les transports par eau dans la navigation en 1936*, P. K. n° 4 de 1936, pp. 80-98, p. 92).

(2) A. GALITSKY, *Les transports entre les rayons de l'U.R.S.S.*, P. K., n° 7 de 1938, pp. 10-28, p. 13.

(3) St. NATONEK, *art. cit.*, p. 83.

(4) A. GALITSKY, *Les transports...*, *art. cit.*, p. 13.

(5) V. KOUBYCHEV, *Le 2^e...*, *op. cit.*, p. 13.

(6) I. LIBINE, *Les transports ferroviaires en 1938*, P. K. n° 6 de 1938, pp. 54-68, p. 55.

il est vrai, des livraisons de wagons de voyageurs dont le nombre aurait dû être de 12.500, d'après le plan quinquennal (1) et n'a été que de 5.000 (1). Le plan de livraisons de locomotives n'a pas été réalisé, le plan quinquennal prévoyait, en effet, 5.700 locomotives nouvelles pour les trains de marchandises et 1.965 pour les trains de voyageurs (1) ; pour ce plan, le pourcentage de réalisation est de 71,5 % (1).

Le plan de construction de lignes nouvelles n'a pas été réalisé. Il devait en être construit 11.000 kilomètres, il n'en a été construit que 3.200 (1), soit 29 % du plan ; de même, devaient être électrifiés 5.033 kilomètres de voies (2) et il n'en a été électrifié que 1.000 (1). On devait construire 9.500 kilomètres de voies doubles et on n'en a construit que 5.000 (1). De même, le block-system devait être établi sur 8.300 kilomètres (2) et il n'a été établi que sur 4.800 (1). Le plan quinquennal prévoyait que 60 % des wagons seraient munis de freins automatiques, 50,2 % seulement en étaient munis en 1937 (1). Le plan quinquennal prévoyait que 50 % des wagons seraient munis de freins automatiques, 17,4 % seulement en étaient munis en 1937 (1).

Si, en dépit des faits précédents, le plan a bien été réalisé, cela est dû surtout à une parfaite exécution du plan dans le domaine de l'exploitation technique, ainsi que le révèle le tableau suivant (3) :

Parcours quotidien moyen

	Résult. P.Q.		Résultats		Plan		Plan
	1932	1937	1935	1936	1937	1937	1938
Locomotives de marchandises	146	180	189,1	233,3	260	250	270
Wagons de marchandises . . .	97,3	135	128,4	140,7	150	142	156
Vitesse commerciale moyenne (en kms-h.) d'un train de marchandises	14,3	18	15,6	18,3	20	19,8	21,4

On voit donc que grâce à un excellent travail des cheminots les insuffisances de l'équipement technique ont pu être largement compensées et n'ont pas nui à la réalisation du plan quinquennal en matière de transports.

(1) *Ibid.*

(2) V. KOUIBYCHEV, *Le 2^e...*, *op. cit.*, p. 13.

(3) Sources : V. KOUIBYCHEV, *Le 2^e...*, *op. cit.*, p. 14. I. LIBINE, *Les transports...*, *art cit.*, p. 59, P. K. n° 3, 1937, p. 240.

SECTION V

Le commerce.

Il est difficile de donner un tableau complet des résultats de la planification dans le domaine commercial, en raison de l'absence de toute statistique d'ensemble concernant les prix de détail ; pour cette raison nous devons nous limiter à quelques données relatives au chiffre d'affaires, au nombre d'unités commerciales et à la structure des ventes.

Le tableau n° 22 indique qu'au cours du 1^{er} plan quinquennal comme au cours du second toutes les prévisions ont été bouleversées en matière de chiffre d'affaires ; le 1^{er} plan quinquennal est réalisé à près de 200 %, le 2^e à près de 150 % ; étant donné que la production d'objets de consommation n'a nullement progressé sur le même rythme (que la production de certains objets a régressé), cette « réalisation » du plan ne peut s'expliquer que par la hausse des prix (au lieu de la baisse prévue) et des salaires ; elle ne prouve rien quant aux progrès réels de la consommation.

En ce qui concerne l'importance et la structure du réseau commercial, les plans quinquennaux avaient à résoudre deux problèmes : la diminution du poids spécifique du commerce privé (c'était là la tâche du 1^{er} plan quinquennal), l'extension du commerce d'Etat (tâche du 2^e plan de cinq ans). En 1928, il existait 371.000 magasins ou boutiques, en 1931, par suite de la suppression pure et simple de près de 150.000 boutiques privées rien que dans les villes, le nombre des magasins et boutiques tomba à 190.000 (1) ; dès 1930 le plan d'élimination du commerce privé se trouvait réalisé, sa part dans le chiffre d'affaires total étant tombé de 25,4 % pour le commerce de détail) et de 0,9 % (pour le commerce de gros) en 1927-28 (2) à 5,8 pour l'ensemble du commerce privé en 1930, contre 9 % prévus pour la dernière année du 1^{er} plan quinquennal.

1931 est l'année où le réseau commercial commence à reprendre de l'extension grâce à la création de 11.000 magasins officiels (1). Cependant, c'est seulement le 2^e plan quinquennal qui

(1) G. MÉQUET, *Les leçons...*, op. cit., p. 186.

(2) ПРОКОРОВИЧ, *Ideja...*, op. cit., p. 91.

pose le problème de l'extension du commerce soviétique, du « commerce sans spéculateurs, du commerce sans capitalistes », selon l'expression de Staline. Ce plan quinquennal prévoyait que le nombre des unités commerciales passerait de 284.000 (208.000 magasins et 76.000 baraques) au 1^{er} Janvier 1933 à 390.000 au 1^{er} janvier 1938, soit une augmentation de 37 % (1), or, bien que le nombre d'unités commerciales soit passé à 292.740 en juillet 1934 et à 326.000 au 1^{er} octobre 1937 (dont 228.000 magasins et 98.000 baraques) (1), le plan n'a pas dû être réalisé, puisque trois mois avant la fin de la 2^e période quinquennale il manquait encore 64.000 unités commerciales et que l'accroissement était seulement de 14 % au lieu des 37 % prévus (1).

TABLEAU N° 22

<i>Chiffre d'affaires du commerce de détail.</i> (en milliards de roubles)						
	1928	1932	1934	1936	1937	1938
Plans		20,8	60	100	P. A.	P. Q.
Résultats	12,1	40,3	61,8	106,9	131 125	80 (*) 143 125

Sources : *S.S.S.R. v tsifrakh, op. cit.*, p. 217. — *Sovietskaja Torgovlja*, Moscou 1935, 138 p., p. 16. — *Piatiletnij...* tome 2, 2^e partie, 418 p., p. 157. — *Vtoroi...*, tome 1, *op. cit.*, p. 436. — *P. K.*, n°s 5-6 de 1934 (p. 199), 3 de 1937 (p. 244), 8 de 1937 (p. 198). — *Narodno... plana na 1935 god, op. cit.*, p. 201. — *Monthly Review*, n° d'avril 1938, p. 167.

(*) Il faut noter que le plan quinquennal donnait ce chiffre en prix de détail de 1932, aussi la comparaison avec le résultat de 1937 (en prix de l'année) n'offre qu'un intérêt assez relatif.

TABLEAU N° 23

<i>Commerce d'Etat et commerce coopératif.</i> (en milliards de roubles)						
	1932	1933	1934	1935	1936plan	1937 (*)
Coopératives	25,8	24,7	25,0	18,6	26,9	35,4
Commerce d'Etat	14,4	25,1	36,8	62,8	80,0	86,6
Coopératives en % du total	64,0	49,6	41,0	22,8	25,2	29,0

Sources : *P. K.*, n°s 8 de 1937 (p. 198) et 2 de 1937 (p. 97).

(*) Sans l'alimentation sociale dont le total se monte à 9 milliards de roubles.

(1) IOU CHNIRLINE, *Les tâches du commerce soviétique au cours du 3^e plan quinquennal*, in *P. K.*, n° 2 de 1938, pp. 98-112, p. 105.

Par contre, le 2^e plan quinquennal se fixait pour tâche le développement très rapide du commerce d'Etat, en face du maintien au même niveau du commerce coopératif(1) ; ainsi qu'on peut le voir d'après le tableau n° 23, cette tâche se réalise assez bien, quoique depuis la suppression du système des cartes (1935) on puisse enregistrer un certain progrès du commerce coopératif.

Une autre tâche, qui devait être résolue au cours de la 2^e période quinquennale, est celle de l'affermissement du lien commercial entre la ville et la campagne. Le 2^e plan quinquennal indiquait qu'en 1937 le chiffre d'affaires du commerce dans les campagnes devait constituer 31,1 % du chiffre d'affaires total ; ce pourcentage a évolué de la façon suivante : 1934 = 28,1 %, 1935 = 29,8 %, 1936 = 31,9 %, 1937 (plan) = 34,4 % ; le plan quinquennal a donc été réalisé dès 1936 (2).

Dans le sens inverse, il faut signaler le développement du commerce kolkhozien, dont le chiffre d'affaires passe de 7,5 milliards en 1932 à 15,6 en 1936(3) ; ces chiffres, d'ailleurs, ne peuvent être comparés avec ceux du commerce d'Etat, étant donné que sur le marché kolkhozien la baisse des prix a été très importante et que, par conséquent, le volume réel des ventes a progressé plus vite que le chiffre d'affaires.

En ce qui concerne la structure des ventes, le 2^e plan quinquennal se proposait d'augmenter sensiblement le poids spécifique des marchandises industrielles ; cette tâche, dans la mesure où les rapports entre les prix des différents produits n'ont pas trop varié, semble avoir été assez bien réalisé, ainsi que l'indique le tableau suivant (4) :

(1) Nous pensons que cette volonté d'éliminer le commerce coopératif s'explique non seulement par des raisons politiques, mais aussi par des raisons économiques ; le commerce coopératif est plus bureaucratique que le commerce d'Etat, il revient plus cher ; c'est ce qui ressort du tableau suivant qui indique quel est le rapport du fonds des salaires et du chiffre d'affaires dans le système commercial du commissariat au Commerce intérieur et dans celui du Tsentrosojouz (coopératives) :

Fonds des salaires en % du chiffre d'affaires ()*

	1935	1936	Plan de 1937
Commissariat au Commerce intérieur	2,0	2,07	1,85
Tsentrosojouz	2,7	2,57	2,15

(*) V. EGOROV, *Le commerce soviétique au cours de la dernière année de la 2^e période quinquennale*, in *P. K.*, n° 2 de 1937, pp. 91-108, p. 108.

(2) V. EGOROV, *art. cit.*, p. 96.

(3) *P. K.*, n° 8 de 1937, p. 198.

(4) V. EGOROV, *art. cit.*, p. 95.

Structure du fonds des marchandises (en prix de détail de l'année courante).

	en % du total		
	1935	1936	plan 1937
<i>Marchandises :</i>			
Marchandises industrielles	32,8	36,5	39,6
dont :			
6 principales marchandises planifiées	13,2	14,4	15,8
Marchandises régularisées de l'industrie légère	2,6	2,8	2,9
Marchandises de grande consommation de l'industrie lourde	2,3	2,7	3,0
Marchandises industrielles de l'industrie alimentaire	4,8	5,0	5,1
Marchandises de l'industrie du bois	0,8	0,8	0,8
Autres	9,1	10,8	12,0
Marchandises alimentaires	67,2	63,5	60,4
dont :			
Farineux	28,3	24,3	22,0
Principaux aliments	25,0	26,1	26,2
Autres	5,3	6,1	6,4
Eau-de-vie	8,6	7,0	5,8

En définitive, il semble que l'on puisse affirmer que dans le domaine commercial les plans quinquennaux ont su résoudre les problèmes structurels, les problèmes politiques ou techniques mais que, par contre, les deux problèmes qui intéressent essentiellement la population, celui du nombre des magasins et celui de la baisse des prix de détail, n'ont pu encore être résolus (1). Ce sont là deux faiblesses qui s'expliquent par des faits extérieurs au commerce : la pénurie de matériaux de construction, d'une part, la baisse insuffisante des prix de revient, d'autre part.

(1) Dans son rapport, destiné au XVIII^e Congrès du Parti, Molotov reconnaît : « La non réalisation des tâches du 2^e plan quinquennal dans le domaine de la baisse des prix de détail des marchandises de grande consommation... » (*Deutsche Zeitung*, 30-1-1939).

SECTION VI

Les salaires, le travail, les cadres, la productivité du travail et les prix de revient.

1) Salaires, salariés et cadres.

Lorsqu'on examine les résultats de la planification dans le domaine du salaire, un fait frappe particulièrement, c'est le dépassement systématique des plans en ce qui concerne le salaire moyen (tableau n° 24). Pour l'économie nationale dans son ensemble, le 1^{er} plan quinquennal a été réalisé à 144 % pour le salaire moyen; dans l'industrie ce pourcentage est de 119, dans le commerce de 129 et dans les transports de 130 ; alors que d'après les estimations officielles les plus optimistes le plan de production de toute l'industrie (y compris celle des moyens de production qui dépasse son plan) n'a été réalisé qu'à 93,7 % et que le plan du revenu national (en prix-fixes) n'a été dépassé que de 4 %.

Le 2^e plan quinquennal est réalisé à 176 % pour le salaire moyen de l'ensemble de l'économie nationale et à 164 % (d'après le plan de 1937) pour l'industrie ; alors que le plan de production de toute l'industrie n'aurait été réalisé qu'à 102 % et celui du revenu national à 95,5 % seulement. Ce sont là des défauts caractéristiques de la planification du salaire moyen, défauts qui sont d'ailleurs essentiellement du domaine de l'exécution.

Le dépassement des plans du salaire moyen est, le plus souvent, accompagné d'un dépassement des plans du nombre des salariés (tableau n° 25) ; à ce point de vue, cependant, il faut souligner tout de suite un progrès très net du 2^e plan quinquennal par rapport au 1^{er}. Le 1^{er} plan quinquennal prévoyait qu'il y aurait 15.800.000 salariés dans l'économie nationale pour la dernière année de la période ; en fait, en 1932, il y avait plus de 23 millions de salariés, soit un dépassement du plan de 45 %. Ce dépassement s'élevait à 73 % pour l'industrie, à 40 % pour le commerce et à 44 % pour les transports. Pour le 2^e plan quinquennal, au contraire, en face d'une prévision de 28.900.000 salariés pour l'économie nationale, on a une réalisation de 27.300.000 ; c'est-à-dire que le plan n'est réalisé qu'à 94 % ; le progrès est aussi très net dans l'industrie et dans le commerce où,

TABLEAU N° 24

Années	Salaire moyen annuel (en roubles).								
	Dans l'Economie Nationale			Dans l'Industrie			Dans les Transports (*)		
	Plans	Résul.	%	Plans	Résult.	%	Plans	Résul.	%
1929		778			929			929	
1932 P.Q.	994	1.427	144	1.187	1.410	119	1.160	1.506	130
1933	1.523	1.560	103	1.541	1.579	102		1.672	
1934	1.625	1.853	114	1.672	1.828	109	1.720	1.954	113
1935	2.031	2.271	112	1.887	2.246	119	2.083	2.389	115
1936	2.464	2.778	113	2.476	2.708	109	2.514	2.855	114
1937 P.A.	2.978	3.000	100	2.910			3.080		
P. Q.	1.755	3.000	176	1.778		164**			

Sources : *Troud v S.S.S.R.*, Moscou 1935, XI + 392 p., p. 4. — *Piatiletnij plan...*, tome 2, 2^e partie, *op. cit.*, pp. 206-207. — *Vtoroi...*, tome 1, *op. cit.*, p. 504... — *P.K.*, n° 1-2 de 1933, (pp.46-47), 5-6 de 1934 (p. 199), 2 de 1936 (p. 280), 3 de 1937 (pp. 242-243). — *Narodno... plan na 1935 god*, *op. cit.*, p. 78. — *Izvestija* du 11-8-1938.

(*) Pour les transports, en 1936 et 1937, seulement les chemins de fer.

(**) Par rapport au plan annuel de 1937.

TABLEAU N° 25

Années	Nombre de salariés (en millions).								
	Dans l'Economie Nationale			Dans l'Industrie			Dans les Transports (*)		
	Plans	Résult.	%	Plans	Résult.	%	Plans	Résult.	%
1929		12,4			3,76			1,30	
1932 P. Q.	15,8	22,9	145	4,6	7,97	173	1,54	2,22	144
1933	21,3	22,3	105	8,1	7,6	94	2,28	2,30	101
1934	23,4	23,4	100	7,8	8,4	108	2,33	2,56	110
1935	24,4	24,7	101	8,7	9,0	103	2,78	2,92	105
1936	25,7	25,7	100	9,4	9,7	103	1,58	1,49	95
1937 P. A.	26,3	27,3	104	9,9			1,55		
P. Q.	28,9	27,3	94	10,2		97**			

Sources : mêmes sources que pour le tableau n° 25.

(*) Pour les transports, en 1936 et 1937, seulement les chemins de fer.

(**) Par rapport au plan annuel de 1937.

TABLEAU N° 26

Années	Pourcentage du nombre d'employés		d'ingénieurs et de techniciens	
	par rapport au nombre d'ouvriers			
1929	4,5		10	
1932	11		7	
1933	10		8	
1935	8		8,6	
1936	7,9		8,8	
1937 P. Q.	7,9		8,3	

Sources : *Troud v S.S.S.R.*, *op. cit.*, p. 11. — *Vtoroi...*, *op. cit.*, pp. 504-505. — *P. K.*, n°s 11 de 1928 (p. 333), 5-6 de 1934 (pp.222-223), 1 de 1937 (p. 219).

d'après les chiffres du plan de 1937, les pourcentages de réalisation des tâches du plan quinquennal seraient respectivement de 97 et de 85 ; dans les transports, le plan de 1936 a été réalisé à 95 % et le plan de 1937 prévoit un nombre de salariés des transports inférieur à celui du plan de 1936.

Ainsi, ce qui caractérise la planification dans ce domaine, c'est le dépassement régulier des plans (plans annuels et plans quinquennaux) en ce qui concerne le salaire moyen et un certain progrès en ce qui concerne les plans relatifs au nombre des salariés.

Si nous prenons en considération la manière dont se répartissent les différentes sortes de salariés de la grande industrie, nous faisons les constatations suivantes : le 1^{er} plan quinquennal est caractérisé par un recul très net de la proportion d'ingénieurs et de techniciens par rapport aux ouvriers et par une progression de la proportion des employés, c'est-à-dire par un accroissement des frais généraux non compensé par un progrès du niveau technique ; le 2^e plan quinquennal s'est fixé pour tâche de liquider

TABLEAU N° 27

Productivité en valeur (en roubles, prix 1926-27) d'un ouvrier par an.

Pour toute l'industrie :		Pour la grande industrie :	
1928	4.558	1932	6.229
1932	5.586	1937	11.100
soit une augmentation de 22,6 % ;		soit une augmentation de 78,2 % ;	
d'après le plan quinquennal la productivité devait doubler.		d'après le plan quinquennal la productivité devait augmenter de 62,8 %.	

Sources : *P. K.*, n°s 11 de 1936 (p. 52), 2 de 1938 (p. 69) et 4 de 1938 (p. 19).

TABLEAU N° 28

Nombre d'hommes-journées exigées pour la culture d'un hectare de blé d'hiver dans les steppes de l'Ukraine :

	1923	1933	1936	1937
Labours	2,1	sans subdivisions	0,42	{ 0,70
Hersage et culture	{ 1,1		0,28	
Semailles			0,31	
Récoltes	3,1		1,04	
Battages	4,7		1,30	0,79
Total	11,1	6,3	3,35	2,46

Source : *P. K.*, n° 10 de 1938, p. 94.

ces défauts ; comme on peut le voir d'après le tableau n° 26 ses tâches ont été réalisées dès 1935 pour les ingénieurs et techniciens, dès 1936 pour les employés. C'est là un résultat remarquable dont l'importance apparaît encore mieux lorsqu'on considère l'accroissement absolu des cadres techniques, des ingénieurs et des techniciens, dont le nombre passe de 300.000 en 1929 à 330.000 en 1932 et à 534.000 en 1936, cela pour la seule grande industrie (1).

2) Productivité du travail.

D'une façon générale, le régime soviétique s'affirme comme particulièrement apte à développer la productivité du travail et ce développement a constitué un des buts essentiels des plans quinquennaux. Le tableau n° 27 indique quelles ont été les tâches fixées et les résultats obtenus dans ce domaine. On voit que le 1^{er} plan quinquennal a été très mal réalisé (plus mal que ne le font ressortir certaines déclarations officielles qui parlent d'une augmentation de la productivité de l'ordre de 41 %) (2) et que le deuxième plan de cinq ans aurait été dépassé.

Les chiffres ci-dessus sont relatifs à la production en valeur des *ouvriers* (3) de l'industrie ; ils sont donc sujets à caution dans la même mesure que toutes les données en valeur et ne fournissent pas une vue concrète de la productivité du travail de l'ouvrier soviétique ; c'est pourquoi nous allons compléter ces chiffres par quelques autres données.

Dans la production de la fonte, la productivité d'un ouvrier, par an, était de 253 tonnes en 1932 (4), de 575 tonnes en 1936 et de 740 tonnes en 1937 (5), alors qu'on a, aux Etats-Unis, 1.729 tonnes en 1929 et 1.113 en 1933, en Allemagne, 612 tonnes en 1929 et 532 en 1934, en Angleterre, 408 tonnes en 1929 et 370 en 1934 (6). Dans certaines usines soviétiques (Magnitogorsk, par exemple), la productivité ouvrière aurait atteint 207,8 tonnes par mois (144 aux Etats-Unis en 1929).

Dans l'extraction de la houille, on a les chiffres suivants : pour 1936, un homme-journée donne par relève 1.020 kilogram-

(1) Mêmes sources que le tableau n° 26.

(2) Déclaration de MOLOTOV (*Izvestija* du 12-1-1933) et de V. KOUBYCHEV (*Le 2^e...*, op. cit., p. 53).

(3) Le tableau est très différent si l'on tient compte de la *totalité des salariés de l'industrie* (employés, ingénieurs, etc.) dans ce cas la productivité en valeur passe, selon nos calculs, de l'indice 100 en 1928 à l'indice 173 en 1936, alors que pour les ouvriers seuls il passe de 100 en 1928 à l'indice 241 en 1937. La productivité ouvrière est donc seule à s'être accrue.

(4) STRUMILINE, *L'industrie soviétique à 19 ans*, in *P. K.*, n° 11, de 1936, pp. 41-62, p. 60.

(5) 1937 sur la base des dix premiers mois ; d'après A. GRIGORIEV, *Les questions de la productivité du travail dans l'industrie*, in *P. K.*, n° 2 de 1938, pp. 69-86, p. 70.

(6) *Ibid.*

mes dans le Donbass, 1.988 dans le Koussbass et 1.642 dans le bassin de Tchéliabinsk, contre 4.010 kilogrammes aux Etats-Unis pour les charbons bitumeux et 2.390 pour l'anhracite (1934) ; en 1936, on avait, en Angleterre 1.194 et en Allemagne (Ruhr) 1.710 kilogrammes (1).

Pour terminer sur ce point, voici un tableau indiquant quelle était en 1936 la productivité du travail ouvrier en U. R. S. S., en % de la productivité du travail aux Etats-Unis et en Allemagne (2) :

	Productivité du travail par rapport	
	aux Etats-Unis	à l'Allemagne
Toute l'industrie	42,8	93,1
Extraction de la houille	38,8	101,3
Fonte	37	104,6
Construction des machines	41,4	107,5

Si nous passons maintenant au développement de la productivité du travail dans l'agriculture qui, d'après le 2^e plan quinquennal, devait augmenter plus rapidement que dans l'industrie (3), nous ne trouvons que des données partielles. En voici quelques-unes : une journée-homme dépensée dans la culture de blé d'hiver, dans les steppes de l'Ukraine, représentait, en 1923, une production de 0,72 quintaux, en 1933 de 1,38, en 1936 de 3,1 et, en 1937, de 4,2 (4), soit une augmentation de la productivité du travail de 204 % de 1933 à 1937, contre une augmentation de 62,8 % du travail ouvrier pendant la même période.

Cette augmentation du rendement du travail est due à l'augmentation du rendement à l'hectare, d'une part, à la diminution du temps exigé par les différents travaux agricoles, d'autre part (tableau n° 28), ce dernier phénomène est la conséquence du développement de la mécanisation du travail agricole.

3) Prix de revient.

Nous en arrivons maintenant au point le plus faible de l'économie planifiée soviétique, aux prix de revient (il s'agit ici du prix de revient industriel, le seul que les statistiques soviétiques permettent d'étudier, et non du prix de revient à l'échelle de l'économie nationale, c'est-à-dire y compris les frais de circulation et autres).

Les plans prévoient presque toujours un abaissement des prix de revient et lors de la ratification du 2^e plan quinquennal Kouibychev insistait sur « l'importance énorme de l'accomplissement de ce plan ». Pourtant, malgré tous les efforts, malgré l'aug-

(1) *Ibid.*

(2) *Ibid.*, p. 72.

... (3) V. KOUIBYCHEV, *Le 2^e...*, *op. cit.*, p. 53.

(4) S. MATSKEVITCH, *La productivité du travail dans les kolkhoz*, in *P.K.*, n° 10 de 1938, pp. 82-102, p. 94.

mentation de la productivité du travail ouvrier (en raison de la hausse plus rapide du salaire moyen que de la productivité du travail) les prix de revient ne parviennent guère à être abaissés.

Voici quelques données globales sur l'évolution des prix de revient au cours de la 1^{re} période quinquennale (1) :

Baisse du prix de revient dans l'industrie (en % de l'année précédente)

	Plans	Résultats
1928-29	— 7	— 5,2
1929-30	— 11	— 6,9
1931	— 11	+ 4,7
1932	— 7	+

Ainsi, aucun plan annuel n'a été réalisé ; quant au plan quinquennal lui-même, il est très loin d'être réalisé, puisqu'il prévoyait une baisse de 35 % et que de 1928 à 1931 la baisse a été seulement de 10,2 %, 1932 étant caractérisé par une hausse des prix de revient (cette année-là, la productivité du travail a diminué alors que les salaires ont augmenté) (2).

Le 2^e plan quinquennal prévoyait une baisse du prix de revient de 26 %, dont 32,5 % pour le N. K. T. P. et 16 % pour le N.K.L.P. (3) ; ce plan ne semble pas non plus avoir été réalisé, surtout en ce qui concerne l'industrie du N.K.L.P. ; pour celle-ci, en effet, les prix de revient après avoir baissé d'environ 4 % en 1933-1934, sont remontés de 0,7 % en 1935 (4), de 4,3 % en 1936 (5) et ils n'ont certainement pas diminué en 1937 (6) ; pour le N.K.T.P. le plan est plus près d'être réalisé, on a, en effet, le tableau suivant (7) :

Baisse du prix de revient en % de l'année précédente

	1933	1934	1935	1936	plan 1937	1937 (données provisoires) p. 100 de 1932	1937 (lâches du P. O. I en p. 100 de 1932)
Toute l'industrie							
lourde	— 3,5	— 9,3	— 8,6	— 6,7	— 8,3	— 32,5	— 32,5
dont :							
Construction des							
machines .. .	— 13,9	— 14,2	— 11,8	— 9,0	— 11,0	— 45,0	— 40,0
Sidérurgie .. .	+ 4,9	— 9,6	— 11,8	— 7,5	— 9,0	— 30,0	— 33,0
Chimie de base.	— 7,5	— 10,6	— 9,2	— 8,5	— 10,5	— 38,0	— 28,5
Electro-stations .	— 3,0	— 4,3	— 5,6	— 3,5	— 8,0	— 23,0	— 29,0
Houille	+ 3,8	— 3,0	— 0,5	— 0,5	— 9,0	— 9,0	— 32,4

(1) CH. TOURISTSKY, *Les résultats et les perspectives dans le domaine des indices qualitatifs*, in *Narodnoe Khoziaistvo*, n° 1-2 de 1932, pp. 63-77, p. 76.

(2) S. STRUMILINE, *L'industrie soviétique...*, art. cit., p. 52.

(3) VTOROI..., op. cit., p. 518.

(4) CH. TOURISTSKY, *L'accumulation interne de la production en 1937*, in *P. K.*, n° 1 de 1937, pp. 90-105, p. 91.

(5) *P. K.*, n° 3 de 1937, p. 226.

(6) *Indoustrija* du 29 Janvier 1938 et *Machinostroïenié* du 21-2-1938.

(7) L. VILENSKY, *Les questions financières de l'industrie*, op. cit., p. 50.

Il faut néanmoins tenir compte de ce que le plan de 1937, publié deux mois après ce tableau, prévoit pour la dernière année de la 2^e période de cinq ans une baisse de seulement 4,5 % du prix de revient pour le N. K. T. P. et que ce plan n'a même pas été réalisé (1). Quoiqu'il en soit, le plan de réduction du prix de revient pour la période 1932-1937, ne doit pas être très loin d'être réalisé pour certaines branches particulièrement importantes de l'industrie lourde.

Pour l'ensemble de l'industrie, la baisse du prix de revient aurait été de 4,1 % en 1935 et de 4,4 % en 1936, dont environ 1,0 à 1,1 % due à l'accroissement plus rapide de la productivité du travail que du salaire, environ 2 % due à l'amélioration de l'utilisation des matières premières et du combustible et plus de 1 % due à la diminution des faux-frais et des frais de direction (2). 1937, au contraire, est une année où les prix de revient de l'ensemble de l'industrie augmentent, en grande partie, en raison de l'importance du rebut (ainsi, en 1937, 4 % du prix de revient du commissariat à la construction des machines est constitué par le rebut, ce pourcentage se monte à 9,9 pour la construction des tracteurs, etc.) (1).

En définitive, on peut dire qu'en ce qui concerne les prix de revient la situation de l'économie soviétique est toujours très faible mais que, cependant, le 2^e plan quinquennal marque, dans ce domaine aussi, un certain progrès par rapport au 1^{er}.

(1) Ch. TOURIETSKY, *L'accumulation...*, op. cit., p. 101.

SECTION VII

Le niveau de vie et la population.

1) *Le niveau de vie.*

On sait que les deux plans quinquennaux se sont fixé pour but l'amélioration du niveau de vie de la population ; dans quelle mesure ont-ils atteint ce but ? Il est difficile de le préciser.

Tout d'abord, en ce qui concerne les salariés, il faut tenir compte de quatre facteurs : la disparition du chômage, et par là l'augmentation du nombre de salariés par famille (1), l'évolution du salaire nominal qui a quadruplé de 1928 à 1937, l'évolution du coût de la vie et de celle du salaire social. De l'influence de ces quatre facteurs, seule celle du second peut être chiffrée, pour les autres, on en est réduit aux estimations les plus arbitraires ; il n'est même pas possible de chiffrer l'évolution du salaire réel individuel, étant donnée l'absence de statistiques concernant le coût de la vie ; en outre, l'existence à la fin du 1^{er} plan quinquennal

au début du 2^e de prix multiples pour un seul et même produit (prix dont le rapport pouvait aller de 1 à 15) rend toute estimation illusoire (2). Par contre, si on abandonne le domaine des statistiques pour celui des impressions, il semble que l'on puisse affirmer (sur la base des chiffres de la production des objets de consommation) qu'au cours du 1^{er} plan quinquennal le salaire réel individuel a considérablement baissé et qu'il a légèrement augmenté au cours de la 2^e période quinquennale.

En ce qui concerne les paysans, voici quelques données : pour la 1^{re} période de cinq ans, les chiffres les plus caractéristiques sont ceux relatifs à la quantité de céréales par tête de paysan (pour la consommation personnelle et le bétail) et qui indiquent qu'en 1931 et 1932 la paysannerie s'est vue réduite à la famine.

(1) Voici une statistique intéressante, mais un peu ancienne : nombre de personnes à la charge d'un travailleur, en 1930 : 2,05 ; 1931 : 1,73 ; 1932 : 1,73 ; 1933 : 1,69 ; 1934 : 1,66 ; 1935 : 1,59. (ПРОКОПОВИЧ, *bulletin* n° 139; p. 6).

(2) Les tentatives qui ont été faites pour substituer à un indice du coût de la vie des chiffres relatifs aux prix d'un certain nombre d'articles (voir ПРОКОПОВИЧ, *bulletin* n° 138) ne nous paraissent aboutir à aucun résultat probant parce qu'elles reposent toujours sur une base trop étroite ; des chiffres utilisés par Prokopovitch, il faudrait conclure que de 1929 à 1937 le salaire réel aurait baissé de 50 % ; ce qui ne correspond pas aux conclusions que l'on peut tirer des données relatives à la production des objets de consommation.

Kilogrammes de céréales par paysan (pour une année) (1)

1928/29	400	1931-32.....	363,5
1929/30	337	1932-33.....	311
1930/31	379		

Pour la deuxième période quinquennale, indiquons qu'en 1933 le nombre de journées-travail était de 310 par feu et de 146 par travailleur (en moyenne) et qu'en 1937 ces chiffres étaient respectivement de 438 et de 220 ; entre temps, le contenu d'une journée-travail est passé d'un peu moins de 3 kilogrammes à 4 kilogrammes de céréales en moyenne. En outre, la rémunération en argent répartie sous forme de journées-travail est passée de 6.100 roubles par kolkhoz en 1933 à 31.800 roubles en 1937 (2). Autrement dit, le 2^e plan quinquennal est marqué par une amélioration du niveau de vie des kolkhoziens, sans d'ailleurs que ce niveau de vie soit de 12 à 15 % supérieur à celui des paysans aisés en 1927, comme l'avait promis le 2^e plan de cinq ans (3) (4).

2) La population.

Les plans quinquennaux ont également essayé de prévoir quel serait le mouvement de la population, car une telle prévision est d'une grande importance lors de la fixation de différents plans partiels : écoles, travail, production de produits de consommation, construction d'habitations urbaines et rurales, etc... Voici quelles étaient les prévisions générales des deux plans quinquennaux et les résultats du premier (5) :

Population (en milliers)

	Urbaine	Rurale	Totale
1 ^{er} janvier 1929.....	27.630,2	126.657,5	154.287,7
fin du 1 ^{er} P. Q.....	34.700	134.500	169.200
1 ^{er} janvier 1933.....	39.739,9	126.009,2	165.784,4
fin du 2 ^e P. Q.....	46.100	134.600	180.700

Dans l'un comme dans l'autre plan, l'accroissement annuel de la population totale était donc estimé à 3 millions d'hommes. Comment ces prévisions ont-elles été réalisées ?

En ce qui concerne le 1^{er} plan quinquennal, on voit que la population urbaine s'est accrue de 5 millions d'âmes de plus que prévu, que la population rurale au lieu d'augmenter de 8 millions a diminué de 650.000 et que la population totale au lieu

(1) Recalculé par nous sur la base des chiffres fournis par W. LEONTIEF, *art. cit.*, pp. 497-498.

(2) M. NESTY, *Les revenus des kolkhoziens*, in P. K., n° 9 de 1933, pp. 72-107, pp. 73, 90 et 93.

(3) V. KOUIBYCHEV, *Le 2^e...*, *op. cit.*, p. 43.

(4) Il faut ajouter qu'une grande partie du revenu des kolkhoziens, peut-être l'essentiel de leur revenu (et en tout cas de leur nourriture : pommes de terre, choux et laitage) provient de leurs parcelles individuelles, dont la production n'est enregistrée que partiellement par la statistique voir quelques chiffres dans PROKOROVITCH, *bulletin* n° 140, p. 36).

(5) ПРОКОРОВИТЧ, *bulletin* n° 139, p. 1.

d'augmenter de 15 millions a augmenté seulement de 11.500 000 (en quatre ans, il est vrai) ; d'autres données indiquent, en outre, que l'accroissement de la population des villes a eu lieu presque exclusivement grâce à l'apport d'éléments ruraux et que l'accroissement naturel a été presque nul, négatif même à certains moments, on a :

Accroissement naturel de la population urbaine (1)

1928.....	360.100	1931.....	— 332.700
1929.....	310.000	1932.....	9.600
1930.....	— 197,800		

Ces chiffres s'expliquent par l'abaissement catastrophique du niveau de vie de la population urbaine (l'avortement étant libre) ; il faut voir là un effet des mauvaises récoltes et de l'afflux massif des paysans, fuyant la collectivisation, vers les villes (qui n'étaient pas prêtes, ni au point de vue du logement, ni au point de vue du ravitaillement en produits de première nécessité, à recevoir un tel surcroît de population).

En ce qui concerne le 2^e plan quinquennal, aucune donnée d'ensemble n'a été publiée, on sait seulement que l'afflux de la population rurale vers les villes s'est poursuivie, mais à un rythme plus ralenti (2) et que le nombre de foyers paysans a diminué (3).

Les chiffres de la note 2 indiquent que pendant la 2^e période quinquennale le nombre de foyers paysans a diminué de 4 millions et demi. Que faut-il conclure de ces données ?

Selon Prokopovitch (4), il faut en conclure que la population totale a diminué pendant cette période. Cette conclusion repose sur les quatre hypothèses suivantes :

a) Le nombre de membres d'un foyer kolkhozien n'a pas varié de 1932 à 1935, il est toujours de 4,8.

b) Le nombre de ruraux non-paysans qui était de 10,2 millions en 1932 n'a pas changé jusqu'en 1937.

c) Au cours de la 2^e période quinquennale l'accroissement naturel de la population urbaine a été nul.

d) En 1936 et en 1937, la diminution de la population rurale est due seulement à son afflux vers les villes.

(1) *Ibid.*, p. 3.

(2) Les chiffres sont les suivants : 1933 : 772.000 ; 1934 : 2.452.000 ; 1935 : 2.527.000 ; on ne possède pas de données plus récentes. (*Ibid.* p. 6).

(3) Le nombre de foyers paysans a évolué de la façon suivante :

1-6-1928	24.512.000	1-7-1935	20.834.100
1-6-1932	24.483.100	1-4-1936	20.586.740
1-6-1933	23.620.800	1-7-1936	20.413.900
1-7-1934	22.012.900	1-4-1937	19.930.600

(*Ibid.*, p. 7).

(4) Voir l'article de ПРОКОПОВИЧ, *bulletin*, n° 139, pp. 1-8.

Ces hypothèses permettent à Prokopovitch de dresser les deux tableaux suivants (5) :

Années	Population paysanne au début de l'année	Diminution annuelle	Départ vers les villes	Diminution naturelle
	(en milliers d'hommes)			
1933.....	115.449	5.928	772	— 5.156
1934.....	109.521	6.688	2.452	— 4.236
1935.....	102.833	3.838	2.527	— 1.311
1936.....	99.995	2.168	—	—
1937.....	96.857	5.312	—	—
1938.....	94.512	—	—	—

	Population urbaine	Population rurale	Population totale
	(en milliers d'hommes)		
1929.....	27.630	126.658	154.288
1933.....	39.740	126.009	165.748
1936.....	45.491	109.195	154.686
1938.....	49.974	104.712	154.686

On voit, d'après ces chiffres, que la population urbaine compterait 3.800.000 âmes de plus que d'après le plan quinquennal, la population rurale 30 millions d'âmes de moins et la population totale 16 millions d'âmes de moins. Ces chiffres s'expliqueraient par l'énorme mortalité qui a ravagé les campagnes soviétiques au début de la 2^e période quinquennale et qui a été la conséquence de la collectivisation forcée, de la mauvaise récolte de 1932, des stockages élevés et de l'abattage en masse du bétail.

Nous devons nous demander si la conclusion à laquelle aboutit Prokopovitch est exacte. Dans l'ensemble, il nous paraît que oui, bien que certaines de ses hypothèses demandent à être revues ; en particulier, on peut supposer que la population urbaine s'est aussi accrue naturellement, très peu sans doute de 1933 à 1935, mais très rapidement à partir de 1936 (par suite de l'interdiction de l'avortement), ce qui peut donner un surcroît de population urbaine d'au moins 1.500.000 (au rythme de 1929 la population urbaine aurait augmenté de 1.200.000 rien qu'au cours des années 1936 et 1937) ; il est également logique de supposer que la population rurale non-paysanne s'est accrue entre 1932 et 1937 car le nombre de S. M. T. a quadruplé, le réseau commercial rural s'est étendu, etc., soit peut-être encore 1.500.000 âmes de plus qu'en 1932. En définitive, dans le meilleur des cas, nous pensons que les chiffres de Prokopovitch peuvent être de 3 millions inférieurs à la réalité et que toutes rectifications faites on peut avoir :

(1) *Ibid.*, p. 8.

	(en milliers d'hommes)		
	Population urbaine	Population rurale (1)	Population totale
1938.....	51,5	106,2	157,7

En tout cas, le fait que les résultats du recensement de 1937 n'aient pas été publiés et que ceux qui ont dirigé les opérations aient été emprisonnés prouve que les résultats n'ont pas été ceux désirés, c'est-à-dire que les prévisions du plan, dans ce domaine, ont été très loin de correspondre à la réalité.

CONCLUSION DU CHAPITRE VII

Quelles sont les impressions d'ensemble qui se dégagent des chiffres précédents ?

La plus importante, c'est qu'il y a une différence fondamentale entre la première et la deuxième période quinquennale.

Au cours de la 1^{re} période, les dirigeants politiques eux-mêmes n'ont cherché à suivre le plan que dans deux domaines ; à savoir, dans celui de la production industrielle et des investissements dans l'industrie (surtout dans l'industrie lourde) et dans celui des surfaces ensemencées. Par contre, les dirigeants ont perdu de vue l'industrie légère, les transports, les rendements dans l'agriculture, le nombre de salariés, les salaires moyens, les prix de revient, etc... ; les pourcentages de collectivisation prévus ont été systématiquement violés, le commerce et l'industrie privés complètement éliminés, le marché et l'argent (qui, il ne faut pas l'oublier, étaient à la base du 1^{er} plan quinquennal) repoussés au second rang et remplacés par les magasins fermés et les cartes de ravitaillement. Tout a été sacrifié à ce qu'on estimait être les objectifs essentiels ; cela au détriment du niveau de vie de l'immense majorité de la population (1).

Au cours de la 2^e période quinquennale, au contraire, les dirigeants politiques se sont efforcés de suivre de beaucoup plus près les tâches fixées par le plan et la non-réalisation du plan quin-

(1) Malgré cette diminution de la population des villages, il semble bien que le problème de la surpopulation rurale, qui existe depuis longtemps en Russie, ne soit pas encore résolu et que le nombre de kolkhoziens soit beaucoup plus élevé qu'il n'est nécessaire, surtout en raison de la mécanisation du travail agricole ; c'est là une des raisons des exclusions de kolkhoziens des kolkhoz, exclusions contre lesquelles le gouvernement soviétique s'est souvent élevé (voir en particulier la décision du C.C. du P.C. et du S.N.K. de l'U. R. S. S. en date du 19 avril 1938).

(2) Il ne faut pas oublier que les dirigeants soviétiques se sont vus, pour ainsi dire, acculés à la politique des plans quinquennaux, par la faillite de la Nep, et que, par conséquent, loin d'être entièrement maîtres des événements, ceux-ci leur ont imposé beaucoup de décisions qui n'avaient même pas été prévues quelques mois auparavant.

quennal tient essentiellement à la sous-estimation des répercussions des erreurs passées ou à des violations volontaires des plans par les dirigeants économiques qui commencent à prendre une certaine indépendance de fait.

Le 2^e plan quinquennal se distingue aussi du premier au point de vue d'une réalisation beaucoup plus exacte des tâches annuelles, ce qui est le signe d'une planification plus sérieuse.

En définitive, nous pensons que l'on peut dire que la 1^{re} période quinquennale a été celle de la planification de la production de l'industrie lourde et que la seconde a été celle du début d'une planification de l'économie nationale dans son ensemble. La 3^e doit être, en principe, celle d'une planification précise de toutes les tâches économiques.

Si, enfin, nous posons le problème de la réalisation des plans d'une façon plus large, c'est-à-dire en nous demandant si les buts généraux qui devaient être atteints par les plans ont été effectivement atteints, il nous faudra distinguer :

1) L'industrialisation de l'U. R. S. S. est un fait acquis et cela sans qu'il y ait eu besoin de se soumettre au capital étranger.

2) La collectivisation est pour ainsi dire achevée, la production agricole augmente, ainsi que la productivité du travail agricole et l'importance de la part marchande de la production agricole.

3) Au point de vue militaire, l'Armée Rouge dispose maintenant d'une base matérielle bien plus solide qu'avant les plans quinquennaux.

4) Le commerce et l'industrie privées sont complètement éliminés.

5) Par contre, le niveau de vie ne semble pas avoir fait des progrès considérables (peut-être même a-t-il regressed) et, par suite de la collectivisation forcée et hâtive, la population de l'U. R. S. S. au lieu d'augmenter a diminué.

En résumé, on pourrait dire que la planification a permis d'atteindre quatre objectifs fixés sur cinq ou que le but général des deux premiers plans a été réalisé à 80 %. Une telle estimation, d'ailleurs, n'a guère de sens, car elle supposerait que les cinq objectifs en question avaient une égale importance, alors que l'attitude des dirigeants prouve que ce sont surtout les quatre premiers qui importaient et qu'à ce point de vue les plans quinquennaux ont été réalisés à près de 100 %.

CONCLUSION

Au cours des deux périodes quinquennales écoulées, l'U. R. S. S. a donné un exemple de début de planification de l'économie. Ces dix années ont été riches d'expériences, elles ont révélé, peu à peu, les principales méthodes d'élaboration des plans de l'économie nationale ; elles ont permis de mettre au point un système de mesures devant permettre l'exécution et le contrôle de l'exécution de ces plans ; elles ont mis à jour, aussi, des défauts qui expliquent pour quelles raisons la planification soviétique se heurte à certaines limites. Nous tenons, d'ailleurs, à souligner ici encore les difficultés particulières auxquelles se heurtait la planification dans un pays tel que l'U.R.S.S. : l'immensité du pays et les communications insuffisantes, le bas niveau technique et le bas niveau alimentaire de la population. A cela est venu s'ajouter le fait que l'U. R. S. S. est en train de réaliser la première tentative de planification d'une économie nationale dans un pays qui se transforme, et qui doit se transformer, avec une rapidité extraordinaire.

Au stade actuel, l'économie soviétique est une économie planifiée d'un type intermédiaire entre l'économie planifiée monétaire et l'économie planifiée autoritaire et qui est autant (et peut être plus) un produit de l'histoire que de la volonté consciente des hommes.

Le résultat pour l'économie soviétique elle-même de la politique des plans quinquennaux est une transformation profonde de la structure économique et sociale du pays ; les plans quinquennaux ont été essentiellement un moyen de réaliser des progrès techniques rapides (au détriment, il est vrai, des besoins les plus élémentaires de la population), les buts proprement économiques étant repoussés au second rang, d'où les nombreuses insuffisances que nous avons signalées dans les méthodes d'élaboration. La politique des plans a fait parcourir à l'U. R. S. S., en dix ans, toutes les étapes de la révolution industrielle (étapes que les pays de l'Europe occidentale ont mis plus d'un demi-siècle à parcourir) et l'a transformé de pays arriéré en pays avancé muni d'un outillage industriel et agricole hautement perfectionné. C'est là une transformation qui est vraiment le fruit de la politique des plans quinquennaux, l'expérience montrant qu'au stade ac-

tuel du capitalisme mondial les pays agricoles, comme l'était l'U. R. S. S. hier, et comme le sont aujourd'hui encore la Pologne, la Roumanie, la Hongrie, etc., ne s'industrialisent que très lentement et seulement en tombant dans la dépendance économique des pays capitalistes avancés (1) ; la Turquie seule fait exception, mais l'industrie turque a été développée d'une façon planifiée. La politique des plans quinquennaux a évité à l'U. R. S. S. de subir directement toutes les conséquences de la crise économique mondiale (2) ; l'U. R. S. S. ne connaît plus de crises de surproduction et ceci est dû non pas au fait que son industrie est encore peu développée par rapport à ses besoins, mais à la planification. La Russie, en effet, avec une industrie encore moins développée que celle d'aujourd'hui a subi, de 1905 à 1908, une terrible crise de surproduction due à la faiblesse du marché intérieur (3) ; de même, l'U. R. S. S., en 1924-25 et en 1926-27, a connu deux crises de méventes des produits industriels (dont les prix étaient trop élevés) dans les campagnes (4). La politique des plans quinquennaux, enfin, a réalisé une révolution agraire qui est la seule de son espèce dans l'histoire mondiale et dont les heureux effets sur la productivité du travail agricole commencent déjà à se faire sentir (voir tableau n° 27).

L'étude de la planification soviétique révèle donc un mécanisme économique nouveau, avec ses problèmes, ses solutions, ses résultats qui sont loin d'être sans conséquences dans le domaine de la théorie et de la pratique économiques.

(1) Rappelons qu'à la veille de la Révolution, la part du capital étranger (principalement anglais, français et belge), dans les branches ci-dessous de l'économie russe, s'établissait comme suit : (*)

Industrie houillère du Donbass.	70 %
Métallurgie ferreuse	72 %
Industrie du plomb.....	87 %
Production du cuivre.....	61 %
Industrie pétrolière	60 %
Electricité	90 %

(*) 1A. IOFFÉ, *Les résultats de la lutte pour l'indépendance technique et économique de l'U. R. S. S.*, in P. K., n° 11 de 1938, p. 54 ; d'après Ziv, *Le capital étranger dans l'industrie métallurgique russe*, Pétrograd, 1917.

(2) Ce qui ne veut pas dire, nous l'avons vu, qu'elle ait échappé à toutes les conséquences de cette crise.

(3) Voir Jugow, « Die Volkswirtschaft der Sowjetunion und ihre Probleme », Dresde 1929, 371 p., p. 6.

(4) *Ibid.*, p. 334.

VU : *Le Président*

G. PIROU.

VU : *Le Doyen*

G. RIPERT.

VU ET PERMIS D'IMPRIMER :

Le Recteur de l'Académie de Paris

ROUSSY.

BIBLIOGRAPHIE

Voici la liste des ouvrages, recueils statistiques, revues, journaux, etc. d'après lesquels nous avons établi nos références ; ce n'est là qu'une partie de l'abondant matériel que nous avons eu l'occasion de consulter et qui nous a permis de vérifier une source par une autre.

I. — LIVRES ET ARTICLES

- ALEXANDRIDIS (S.). — *L'industrialisation de l'U. R. S. S. par le plan quinquennal*, Paris 1934, VII + 266 p.
- Aperçu statistique sur l'agriculture en U. R. S. S. pour la période 1928-1931*, Moscou-Léninegrad 1932.
- Balans narodnogo khoziaistvo S. S. S. R. 1923-24 (Bilan de l'économie nationale de l'U. R. S. S. 1923-24), Moscou 1926, 273 p.
- BASILY (N. de). — *La Russie sous les Soviets*, Paris 1938, IV + 480 p.
- BERLINE (P.). — *L'économie soviétique jugée d'après les faits*, in *Année politique française et étrangère*, 1933, pp. 217-266 ; 345-374.
- BOGOLÉPOV (M.). — *La question des prix de vente dans l'industrie lourde et dans l'industrie du bois*, in *P. K.* (1), n° 5, de 1936, pp. 75-87.
- BOGOLÉPOV (M.). — *Les finances de l'Union soviétique*, in *Revue Economique Internationale*, n° de Juillet 1937, pp. 39-60.
- BOGOLÉPOV (M.). — *Les finances de l'Union soviétique à la veille du 3^e plan quinquennal*, in *P. K.*, n° 3 de 1937, pp. 104-122.
- BOGOLÉPOV (M.). — *Vingt ans de finances soviétiques*, in *P. K.*, n° 8 de 1937, pp. 93-111.
- BOLCHAKOV (I.). — *Le programme de construction de 1938*, in *P. K.*, n° 6 de 1938, pp. 30-41.
- BRONSKY (M.). — *La monnaie, les prix et la circulation des marchandises en U.R.R.S.*, in *Revue Economique Internationale*, n° de juillet 1937, pp. 61-86.
- BRUTZKUS (B.). — *Economic planning in Soviet Russia*, Londres 1935, XVII + 234 p.
- BRUTZKUS (B.). — *U.R.S.S., terrain d'expériences économiques*, Paris 1937, 117 p.
- CHAMBERLIN (W.-H.). — *Die Planwirtschaft*, article du recueil *Die Rote Wirtschaft*, publié sous la direction du Dr DOBBERT, Koenigsberg-Berlin, X + 243 p.
- CHAMBERLIN (W.-H.). — *The soviet planned economic order*, Boston Massachussets 1931, VII + 243 p.
- CHENGER (I.). — *Les questions de la planification et de la comptabilité des salaires*, in *P. K.*, n° 3 de 1938, pp. 73-82.
- CHNIRLINE (IOU.). — *Les tâches du commerce soviétique au cours du 3^e plan quinquennal*, in *P. K.*, n° 2 de 1938, pp. 98-112.
- CILIGA (A.). — *Au pays du grand mensonge*, Paris 1938, 252 p.
- Compte-rendu du XV^e Congrès du P. C. de l'U.R.S.S.* (Compte-rendu abrégé), Bureau d'Editions, Paris 1928, 414 p.
- Compte-rendu sténographique du XV^e Congrès du V.K.P. (b)*, (en russe), Moscou-Léninegrad 1928.
- Constitution de l'U.R.S.S. (La)*, Paris 1935, 118 p.
- Constitution de l'U.R.S.S. (La nouvelle)*, Paris 1937, 128 p.
- Décret sur les raïplan*, in *P. K.*, n° 1 de 1938, pp. 126-129.

- Décret sur la réorganisation du Gosplan*, in *P. K.*, n° 2 de 1938, pp. 16-19.
- Du 1^{er} au 2^e plan quinquennal*, Paris 1933, 357 p.
- Economica Sovetskoy Torgovly* (L'économie du commerce soviétique), Moscou 1934, 472 p.
- EGOROV (V.). — *Le commerce soviétique au cours de la dernière année de la 2^e période quinquennale*, in *P. K.*, n° 2 de 1937, pp. 91-108.
- ENGELS (F.). — in *Marx-Engels Gesamtausgabe*, erste Abteilung, Band 4, Moscou-Léninegrad 1933, XX + 558 p.
- ENGELS (F.). — *M. E. Dühring bouleverse la science*, tome III, traduction BRACKE, Paris 1933, 240 p.
- Finances publiques 1928/1935* (publication de la S.D.N.), fascicule n° XXIX, Genève 1936.
- FRIEDMANN (G.). — *De la Sainte-Russie à l'U.R.S.S.*, Paris 1938, 285 p.
- GAÏSSINOVITCH (I.). — *Il faut porter plus d'attention au raïplan*, in *P. K.*, n° 7 de 1938, pp. 89-97.
- GALITSKY (A.). — *Les transports entre les rayons de l'U. R. S. S.*, in *P. K.*, n° 7 de 1938, pp. 10-28.
- GALPÉRINE. — *A propos de l'expérience de l'élaboration du 2^e plan quinquennal*, in *P. K.*, n° 3 de 1936, pp. 69-93.
- GORDINE (A.). — *A propos de l'impôt sur le chiffre d'affaires*, in *P. K.*, n° 3 de 1938, pp. 83-96.
- GRIGORIEV (A.). — *Les questions de la productivité du travail dans l'industrie*, in *P. K.*, n° 2 de 1938, pp. 69-86.
- GRINKO. — *Le plan quinquennal*, Paris 1931, XII + 428 p.
- GRINKO. — *Le programme financier de l'U.R.S.S. pour 1933*, in *Du premier au deuxième plan quinquennal*, pp. 179-198.
- HAUTEVOIX (D.). — *La distribution des biens en U.R.S.S.*, in *Revue d'histoire économique et sociale*, n° 1 de 1936, pp. 83-96.
- JUGOV. — *Die Volkswirtschaft des Sovietunion und ihre Probleme*, Dresde 1923, 371 p.
- KOUIBYCHEV (V.). — *Le bilan de l'industrialisation*, in *Du premier au deuxième plan quinquennal*, pp. 115-154.
- KOUIBYCHEV (V.). — *Le deuxième plan quinquennal*, Paris 1934, 96 p.
- Konjunktournij Bjouleten* *Journala Mirovov Khoziaistvo i Mirovaja Politika* (n° 10 de 1937).
- KOURSKY (A.) et SLAVINE (S.). — *La division par rayons du plan de l'économie nationale*, in *P. K.*, n° 3 de 1936, pp. 138-154.
- KRAEV (M.). — *Agriculture et plan*, in *P. K.*, n° 3 de 1936, pp. 94-112.
- KRAVAL (I.-A.). — *Labor in Soviet planned economy*, in *Social economic planning in the Union of S.S.R.*, La Haye 1931, 168 p., pp. 126-156.
- LAPIDUS (I.) et OSTROVITIANOV (K.). — *Précis d'économie politique*, Paris 1929, 468 p.
- LAURAT (L.). — *L'économie soviétique*, Paris 1931, 252 p.
- LAURAT (L.). — *Coup d'œil sur l'économie russe*, in *L'homme réel*, n° 38, pp. 47-62.
- LENIN (W.). — *Ausgewaehllte Werke*, tome VIII, Moscou 1935, XI + 492 p.
- LENIN (W.). — *Saemtliche Werke*, tome XXII, Moscou 1934, VIII + 776 p.
- LÉNINE (V.-I.). — *V. I. Lenine Solchiniénije*, tome XXVI, Moscou 1937, 682 p.
- LÉNINE (V.-I.). — *Œuvres complètes*, tome XXI, Paris 1930, 632 p.
- LÉNINE (V.-I.). — *Œuvres complètes*, tome XXV, Paris 1934, 684 p.
- LÉONTIEF (W.). — *Die Erfüllung des russischen Fünfjahresplanes*, in *Weltwirtschaftliches Archiv*, mai 1934, pp. 506-546.
- LESCURE (J.). — *La Révolution russe. Le Bolchévisme. Le Communisme. La Nep*, Paris 1929, 352 p.

- LESCURE (J.). — *Le bolchevisme de Staline*, Paris 1934, 214 p.
- LIBINE (I.). — *Les transports ferroviaires en 1938*, in *P. K.*, n° 6 de 1938, pp. 54-68.
- LIBKIND (A.). — *La mécanisation de l'agriculture...*, in *P. K.*, n° 9-10 de 1937, pp. 86-107.
- LYON (J.). — *La crise en Russie soviétique*, Paris 1929, IV + 111 p.
- MALYCHEV (J.). — *Les questions du développement du commerce kolchozien*, in *P. K.*, n° 4 de 1936, pp. 111-128.
- MALYCHEV (J.). — *L'industrie et l'agriculture de l'U.R.S.S. à la fin de la deuxième période quinquennale*, in *Revue Economique Internationale*, n° de juillet 1937, pp. 87-118.
- MARGOLINE. — *Le bilan des revenus et des dépenses en argent de la population*, in *P. K.*, n°s 11-12 de 1937, pp. 102-114.
- MARKOV (A.-P.). — *Krisis selskogo khoziaistva v S.S.S.R.*, Paris 1933, VIII + 87 p.
- MARX (K.). — *Critiques des programmes de Gotha et d'Erfurt*, Paris 1933, 83 p.
- MARX (K.). — *Das Kapital*, erstes Band, Vienne-Berlin 1933, 63 + 965 p.
- Matériaux de la conférence des travailleurs de la commission du plan de la région de Moscou (25-28 juin 1931)* (en russe), Moscou 1931, 61 p.
- MATSKEVITCH (S.). — *La productivité du travail dans les kolkhoz*, in *P. K.*, n° 10 de 1938, pp. 82-102.
- MAXIMOV (P.). — *Les oscillations saisonnières de la production dans les industries du ciment et des briques*, in *P. K.*, n° 9-10 de 1936, pp. 52-69.
- MÉQUET (G.). — *Les leçons du plan quinquennal*, Paris 1934, 252 p.
- MEZLAUK (V.). — *Le plan bolchevique*, in *P. K.*, n° 3 de 1936, pp. 24-35.
- MIKHAÏLOV (N.). — *La nouvelle géographie de l'U.R.S.S.*, Paris 1936, 271 p.
- MIKHAÏLOV (N.). — *La nouvelle géographie de l'U.R.S.S.*, in *Revue Economique Internationale*, n° de juillet 1937, pp. 7-38.
- MONZIE (A. de). — *Petit Manuel de la Russie Nouvelle*, Paris 1931.
- MOSSÉ (R.). — *L'économie collectiviste*, Paris 1939, 210 p.
- MOSSÉ (R.). — *L'épargne dans l'économie planifiée*, in *Banque et Bourse*, n°s de novembre 1938, pp. 161-164 et de décembre, pp. 181-203.
- MOSSÉ (R.). — *L'Union soviétique au carrefour*, Paris 1936, 322 p.
- MOSSÉ (R.). — *Monnaie, capitalisme et économie planifiée*, in *Annales du Droit et des Sciences sociales*, 1936, pp. 181-203.
- Narodno-Khoziaistvenij plan na 1935 god*, Moscou 1935, 262 p.
- NATONEK (St.). — *Les transports par eau... en 1936*, in *P. K.*, n° 4 de 1936, pp. 80-98.
- NESTY. — *Les revenus des kolkhoz et des kolkhoziens*, in *P. K.*, n° 9 de 1938, pp. 73-107.
- NOTKINE (A.). et TSAGALOV (N.). — *A propos de la théorie et du schème du bilan de l'économie nationale de l'U.R.S.S. de l'académicien Strumiline*, in *P. K.*, n° 4 de 1937, pp. 78-111.
- ORDJONIKIDZE. — *Un pays agraire devenu industriel*, in *Du premier au deuxième plan quinquennal*, pp. 155-168.
- Osnovnie pokazateli narodno-khoziaistvennogo plana na 1936 god*, Gosplan S.S.S.R. 1936, 64 p.
- Osnovnie pokazateli po I i II piatiletki*, Moscou 1934.
- OSSINSKY (OBOLENSKY). — *Les principes et l'organisation de l'économie en U.R.S.S.*, Paris, 27 p.
- OSSINSKY (OBOLENSKY). — *The nature and forms of social economic planning*, in *Social Economic planning in the S.S.S.R.*, La Haye 1931, 168 p.

- PARTINE (P.). — *L'abaissement du rebut dans les ateliers de fonderie — tâche économique la plus importante*, in *P. K.*, n° 6 de 1938, pp. 86-92.
- Perspektivy razvertyvanja narodnogo-khoziaistva S.S.S.R. na 1926/1927-1930/1931*, Moscou 1927.
- Piatiletnij plan narodno-khoziaistvennogo stroitelstva S.S.S.R.*, Moscou 1929, tome I, 163 p.; tome II, 1 491 p.; tome II-2, 418 p.
- Plan vtoroi piatiletki*, tableaux, Léninegrad 1934.
- POLIAK (G.). — *A propos du fonds du directeur de l'entreprise industrielle*, in *P. K.*, n° 4 de 1938, pp. 55-69.
- Pour un contrôle bolchévique de la réalisation du plan de l'économie nationale*, in *P. K.*, n° 7 de 1938, pp. 3-9.
- PROKOPOVITCH (S.-N.). — (*Bulletin du cabinet économique du Professeur Prokopovitch*) (en russe), n°s 139 et 140.
- PROKOPOVITCH (S.-N.) — *Ideja planirovanija i itogi piatiletki*, Paris 1934, VII + 115 p.
- RONIN (S.-L.). — *Planned Economy in Operation*, in *Social Economic planning in the S.S.S.R.*, La Haye 1931, 168 p.; pp. 69-105.
- ROUBINSTEIN (C.). — *Le commerce extérieur de l'U.R.S.S.*, in *Revue Economique Internationale*, juillet 1937, pp. 119-138.
- SANGVILL. — article in *Za Indoustrializatsiou* du 14 avril 1936.
- SARINE (A.). — *Pour une réorganisation bolchévique de la comptabilité des constructions capitales*, in *P. K.*, n° 1 de 1938, pp. 88-99.
- Selskoe khoziaistvo S.S.S.R. 1935*, Moscou 1936, 1467 p.
- SIGALAS (A. de). — *L'entreprise gouvernementale soviétique*, in *Revue politique et parlementaire*, n° d'avril 1936, pp. 29-49.
- SIGALAS (A. de). — *Le plan dans l'économie soviétique*, in *Revue politique et parlementaire*, n° de juin 1936, pp. 475-488.
- SIGALAS (A. de). — *Le statut des entreprises gouvernementales en U. R.S.S.*, Paris 1936, XIX + 236 p.
- Social Economic planning in the S.S.S.R.*, La Haye 1931, 168 p.
- SOLLERTINSKAJA (E.). — *La victoire du socialisme dans l'agriculture*, in *P. K.*, n° 8 de 1937, pp. 49-69.
- SOUKHAREVSKY (B.). — *Les bilans matériels de la production industrielle dans le plan de l'économie nationale*, in *P. K.*, n° 11-12 de 1937, pp. 27-40.
- Sovietskaja Torgovlija*, Moscou 1935, 138 p.
- S.S.S.R. strana sotsializma*, Moscou 1936, 211 p.
- S.S.S.R. v tsifrakh*, recueil statistique annuel (années 1935, 1936 et 1937).
- STALINE (J.). — *Discours sur le plan quinquennal*, Paris 1930, 232 p.
- STALINE (J.). — *Discours et paroles de conclusion au plenum du C.C. du V. K. P. (b)*, 3-5 mars 1937 (en russe), Moscou 1937.
- STALINE (J.). — *Les questions du léninisme*, Paris 1931, 263 p.
- STALINE (J.). — *Ob oppositzi*, Moscou 1935, 355 p.
- STALINE (J.). — *Voprossi leninizma*, Moscou 1936, 655 p.
- STRUMILINE. — *L'industrie soviétique à 19 ans*, in *P. K.*, n° 11 de 1936, pp. 41-62.
- STRUMILINE. — *Problemy planirovanija v S.S.S.R.*, Léninegrad 1932, 341 p.
- STRUMILINE. — *Pour une théorie du bilan de l'économie nationale*, in *P. K.*, n° 9-10 de 1936, pp. 86-114.
- TOURIÉTSKY (Ch.). — *L'accumulation interne de la production en 1937*, in *P. K.*, n° 1 de 1937, pp. 90-105.
- TOURIÉTSKY (Ch.). — *Les moyens de planifier les prix*, in *P. K.*, n° 3 de 1936, pp. 113-137.
- TOURIÉTSKY (Ch.). — *Les questions de la fixation des prix*, in *P. K.*, n° 6 de 1938, pp. 69-85.
- TOURIÉTSKY (Ch.). — *Les résultats et les perspectives dans le domaine des indices qualitatifs*, in *Narodnoe Khoziaistvo*, n° 1-2 de 1932, pp. 63-77.

- Transport i svjaz S.S.S.R. v tsifrakh*, Moscou 1936, 64 p.
Travail (Le) au Gosplan sur la base des nouvelles tâches, in *P. K.*, n° 2 de 1938, pp. 19-30.
 TROTSKY (L.). — *La Révolution trahie*, Paris 1937, 346 p.
 TROTSKY (L.). — *L'économie soviétique*, Paris 1933, 30 p.
Troud v S.S.S.R., Moscou 1936, 386 p. et Moscou 1935, XI + 392 p.
 TVERSKOY (K.). — *Le développement des transports par chemin de fer en U.R.S.S.*, in *Revue Economique Internationale*, n° de juillet 1937, pp. 139-150.
 TVERSKOY (K.). — *The unified transport system of the U.S.S.R.*, Londres 1935, 176 p.
 VEITZ (V.-I.), PROBST (A.-E.) et ROUSACOVSKY (E.-A.). — *Le problème d'un bilan énergétique unique de l'économie nationale dans le troisième plan quinquennal*, in *P. K.*, n° 9-10 de 1937, pp. 33-67.
 VILENSKY (L.). — *Les questions financières de l'industrie*, in *P. K.*, n° 10 de 1938, pp. 49-70.
Vtoroi piatiletnij plan razvittja narodnogo khoziaistva S.S.S.R., Moscou 1934, tome I, XLVII + 739 p.; tome II, 582 p.
 YAKOVLEV. — *La consolidation des kolkhoz*, in *Du premier au deuxième plan quinquennal*, pp. 263-323.
 YVON. — *L'U.R.S.S. telle qu'elle est*, Paris 1938, 287 p.
 ZAHN-GOLODETZ (L.). — *L'économie planifiée en U.R.S.S. et l'économie dirigée aux Etats-Unis*, Paris 1937, 159 p.

II. — PRINCIPAUX JOURNAUX ET REVUES CONSULTÉS.

- Daghestanskaja Pravda.*
Deutsche Zentral Zeitung.
Finansovaja Gazeta.
Indoustrija.
Izvestija.
Journal de Moscou.
Legkaja Indoustrija.
Machnistroiénié.
Monthly Review.
Narodnoe Khoziaistvo (ne paraît plus).
Neftanoe Khoziaistvo.
Ostwirtschaft (Die).
Plan (ne paraît plus).
Planovoe Khoziaistvo.
Pravda.
Pravda Vostoka.
Vnechnjaja Torgovlja Sojouza S.S.S.R.
Za Indoustrialitizatsiou, etc.,

ABREVIATIONS ET MOTS RUSSES

- C. C. : Comité Central (du Parti).
 C. C. E. : Comité Central Exécutif (des Soviets).
 Glavenergo : Direction principale de l'énergie.
 Glavk : Direction principale.
 Glavmiasso : Direction principale de la viande.
 Glavneft : Direction principale du pétrole.
 Glavougol : Direction principale du charbon.
 Glavspirit : Direction principale de l'alcool.
 Goelro : Commission d'Etat pour l'électrification.
 Gosplan : Plan d'Etat (Commission du Plan d'Etat, par extension).
 G. P. U. : Direction Politique d'Etat (officiellement supprimée et remplacée par le Commissariat du Peuple aux Affaires Intérieures : N. K. V. D.).
 J. C. : Jeunesses Communistes.
 Khozraztchet : Comptabilité économique, rentabilité.
 Kolkhoz : Economie collective.
 Koulak : Gros paysan, paysan capitaliste.
 Krassnoziom : Terres rouges.
 Narkomat : Commissariat du Peuple.
 Narkomlegprom : Commissariat du Peuple à l'Industrie Légère.
 Narkommaché : Commissariat du Peuple à la Construction des machines.
 Narkomtiazprom : Commissariat du Peuple à l'Industrie Lourde.
 Narkomzen : Commissariat du Peuple à l'Agriculture.
 Nep : Nouvelle politique économique.
 N. K. L. P. : Commissariat du Peuple à l'Industrie Légère.
 N. K. P. P. : Commissariat du Peuple à l'Industrie Alimentaire.
 N. K. T. P. : Commissariat du Peuple à l'Industrie Lourde.
 Obiediniénie : Union.
 Oblplan : Commission de planification régionale.
 P. C. R. : Parti Communiste russe.
 Poud : 16 kilogrammes.
 Prombank : Banque de l'Industrie.
 Raiplan : Commission de planification de rayon.
 R.S.F.S.R. : République Socialiste Fédérative des Soviets de Russie.
 Selskhozbank : Banque Agricole.
 S. M. T. : Station de machines et de tracteurs.
 S. N. K. : Conseil des Commissaires du Peuple.
 Soviet : Conseil, comité.
 Sovkhoz : Economie d'Etat.
 Sovnarkom : Conseil des Commissaires du Peuple.
 Sriednak : Paysan moyen.
 S. T. O. : Conseil du Travail et de la Défense.
 Torgbank : Banque du Commerce.
 Transplan : Section de planification près le Commissariat du Peuple des Voies de Communication.
 Tsekombank : Banque Municipale et pour les constructions.
 Tsentrosojuz : Union Coopérative.
 Tsik : Comité Central Exécutif (des Soviets).
 Tsoukhov : Direction Centrale de la Statistique.
 V. K. P. (B) : Parti Communiste (bolchévique) de l'U. R. S. S.
 V. S. N. Kh. : Conseil Supérieur de l'Economie Nationale.
 Zemplan : Section de planification près le Commissariat du Peuple à l'Agriculture.
 Zernotrust : Trust des céréales.

TABLES DES MATIERES

INTRODUCTION	I
CHAPITRE I. — HISTORIQUE.....	1
Section I. — <i>De la Révolution d'Octobre au 1^{er} plan quinquennal</i>	1
I) De la prise du pouvoir à la guerre civile.....	2
II) Le communisme de guerre.....	5
III) La Nep	8
Section II. — <i>Les causes de la collectivisation, de l'industrialisation et de la planification</i>	15
1) Faillite économique de la Nep.....	17
2) Faillite politique de la Nep.....	24
CHAPITRE II. — LES CADRES DE LA PLANIFICATION SOVIETIQUE	27
Section I. — <i>La structure économique et juridique de l'U. R. S. S.</i>	29
1) Les quatre éléments de la structure économique de l'U. R. S. S.	30
2) Formes d'appropriation des richesses naturelles et des moyens de production.....	30
3) Quelques données numériques	31
Section II. — <i>La base matérielle et humaine de la planification soviétique</i>	35
1) La base géographique	35
2) La base humaine	38
3) Importance des principales branches de l'activité économique de l'U. R. S. S.	38
Section III. — <i>La structure administrative de l'U. R. S. S.</i>	43
1) Le gouvernement central	43
2) Les organismes régionaux	47
3) Les organismes purement économiques.....	48
Les organismes financiers	52
Section IV. — <i>Les principales catégories de l'économie soviétique</i>	55
1) La monnaie	55
2) Le marché	57
3) Le salaire	62
4) Le profit	63
5) L'intérêt	66

Section V. — <i>Les organes de planification</i>	69
1) Les cellules de planification.....	69
2) Les gorplan, raïplan et oblplan.....	70
3) Les sections de planification.....	71
4) Les Gosplan	72
5) Les organismes auxiliaires	79
CHAPITRE III. — LES PLANS ET LES METHODES D'ELABORATION	81
Section I. — <i>Les plans</i>	81
1) La notion de plan.....	81
2) Les formes des plans.....	83
3) Le contenu des plans.....	85
Section II. — <i>Schéma de l'élaboration des plans</i>	89
Section III. — <i>Généralités sur la méthode des bilans</i>	95
Section IV. — <i>Les bilans matériels</i>	99
1) Eléments et rôle des bilans matériels.....	100
2) Autres services que rendent les bilans matériels....	102
3) Historique	104
4) La méthode	106
5) Comment on utilise les bilans matériels.....	107
Section V. — <i>Le bilan des revenus et des dépenses en argent de la population</i>	111
1) Ce qu'est ce bilan.....	112
2) Utilité spéciale de l'étude des revenus en argent....	113
3) Historique	114
4) Les services que rend ce bilan.....	115
5) Les problèmes de méthode.....	120
6) Les schèmes proposés	124
Section VI. — <i>Budget, plan financier et bilan de l'économie nationale</i>	127
I) Le budget et le plan financier.....	127
II) Le bilan de l'économie nationale.....	130
A) La théorie de Strumiline.....	130
1° Ce que le bilan doit contenir.....	130
2° Ce que le bilan doit refléter.....	131
3° Les deux points de départ théoriques du bilan de l'économie nationale.....	132
4° Le schème du bilan de l'économie nationale.	133
5° Quelques points à préciser.....	137
B) Les critiques de A. Notkine et de N. Tsagalov.	138
1° La notion de combinat unique.....	138
2° La conception « naturaliste » de Strumiline.	139
3° La « destination technico-productive » du produit social	139
4° Les branches I et II.....	139
5° Le travail du Parti.....	140

6° Le but de la Production.....	140
7° Un bilan comptable	140
Section VII. — <i>Du plan de l'économie nationale au plan de chaque unité économique</i>	143
CHAPITRE IV. — L'EXECUTION DES PLANS. LE CONTROLE DE L'EXECUTION. LES MODIFICATIONS AU PLAN	
Section I. — <i>L'exécution</i>	149
Sous-Section 1. — Les mesures psychologiques.....	152
a) Les mesures purement psychologiques.....	153
b) Les mesures psycho-économiques.....	157
c) Les mesures psycho-physiques.....	165
Le rôle des syndicats.....	168
Sous-Section 2. — Les mesures financières.....	169
A) Les dépenses	169
B) Les recettes	170
I) La vente de produits et de services.....	171
II) Les subventions, les investissements, etc.	171
III) Les impôts et les prélèvements sur les bénéfices	172
IV) Le crédit	176
V) L'inflation	178
VI) La réévaluation des stocks.....	183
VII) La dévaluation	183
Section II. — <i>Le contrôle de l'exécution</i>	185
1) Le contrôle administratif.....	185
2) Le contrôle financier.....	187
3) Le contrôle matériel.....	190
4) Le contrôle qualitatif.....	192
Section III. — <i>Les modifications au plan en cours</i>	195
1) Leur caractère empirique.....	195
2) Leur caractère unilatéral.....	196
3) L'adaptation aux possibilités effectives.....	197
CHAPITRE V. — QUELQUES QUESTIONS SPECIALES.....	199
Section I. — <i>Le plan et les prix</i>	199
1) Les prix	199
2) Les principes de la planification des prix.....	207
3) Les méthodes	209
Section II. — <i>Le plan et les salaires</i>	215
1) Importance pratique de la planification des salaires.	215
2) Les principes directeurs de la planification des salaires	216
3) Effets de la non-réalisation du plan des salaires....	218
4) Le mécanisme de l'élaboration.....	219

5) Quelques défauts du travail d'élaboration.....	220
6) L'exécution et le contrôle.....	221
Section III. — <i>Le plan et le commerce extérieur</i>	225
1) Théorie du commerce extérieur.....	225
2) L'élaboration du plan du commerce extérieur.....	226
3) L'exécution	228
4) Quelques aspects pratiques de la planification du commerce extérieur	232
CHAPITRE VI. — LES LIMITES DE LA PLANIFICATION SOVIETIQUE	237
Section I. — <i>Les faits</i>	239
1) Mauvaise planification des prix.....	239
2) Plans faux et plans absents.....	240
3) Mauvaise exécution	242
4) Le marché	247
5) Les violations volontaires du plan.....	250
Section II. — <i>Les causes</i>	253
1) Le niveau trop bas des forces productives.....	253
2) Le niveau trop bas de la culture technique.....	253
3) Les luttes sociales	255
4) L'absence de démocratie.....	256
CHAPITRE VII. — LES PLANS ET LES RESULTATS.....	263
Les statistiques soviétiques.....	263
Section I. — <i>Les plans et les résultats en valeur</i>	267
1) Investissements, constructions capitales et travaux capitaux	268
2) Les recettes	272
3) Revenu national et production en valeur.....	273
Section II. — <i>L'agriculture</i>	279
1) La 1 ^{re} période quinquennale.....	279
2) La 2 ^e période quinquennale.....	284
Section III. — <i>L'industrie</i>	289
1) La 1 ^{re} période quinquennale.....	289
2) La 2 ^e période quinquennale.....	293
Section IV. — <i>Les transports</i>	299
1) La 1 ^{re} période quinquennale.....	299
2) La 2 ^e période quinquennale.....	299
Section V. — <i>Le commerce</i>	303
Section VI. — <i>Le salaire, le travail, les cadres, la productivité du travail et les prix de revient</i>	307
1) Salaire, salariés et cadres.....	307

2) Productivité du travail.....	310
3) Prix de revient.....	311
Section VII. — <i>Le niveau de vie et la population</i>	315
1) Le niveau de vie.....	315
2) La population	316
CONCLUSION	321
BIBLIOGRAPHIE	325
ABRÉVIATIONS ET MOTS RUSSES	330

Imp. Ch. Dessaint

Doullens — 149

